



Rivista di
Criminologia, Vittimologia e Sicurezza

*Organo ufficiale della
Società Italiana di Vittimologia (S.I.V.)*

Anno IX

N° 2

Maggio-Agosto 2015

Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza

Rivista quadrimestrale fondata a Bologna nel 2007

ISSN: 1971-033X

Registrazione n. 7728 del 14/2/2007 presso il Tribunale di Bologna

Redazione e amministrazione: Società Italiana di Vittimologia (S.I.V.) - Via Sant'Isaia 8 - 40123 Bologna - Italia; Tel. e Fax. +39-051-585709; e-mail: augustoballoni@virgilio.it

Rivista peer reviewed (procedura double-blind) e indicizzata su:

Catalogo italiano dei periodici/ACNP, Progetto CNR SOLAR (Scientific Open-access Literature Archive and Repository), directory internazionale delle riviste open access DOAJ (Directory of Open Access Journals), directory internazionale delle riviste scientifiche DRJI (Directory of Research Journals Indexing), Google Scholar, EBSCO Discovery Service, Academic Journal Database

Editore e Direttore:

Augusto BALLONI, presidente S.I.V., già professore ordinario di criminologia, Università di Bologna, Italia (direzione@vittimologia.it)

COMITATO EDITORIALE

Coordinatore:

Raffaella SETTE, dottore di ricerca in criminologia, professore associato, Università di Bologna, Italia (redazione@vittimologia.it)

Elena BIANCHINI (Università di Bologna), Roberta BIOLCATI (Università di Bologna), Fabio BRAVO (Università di Bologna), Lorenzo Maria CORVUCCI (Foro di Bologna), Maria Pia GIUFFRIDA (Dipartimento per l'Amministrazione Penitenziaria, Ministero della Giustizia), Giorgia MACIOTTI (Università Tolosa 1 Capitole, Francia), Cecilia MONTI (S.I.V.), Andrea PITASI (Università "G. D'Annunzio, Chieti), Sandra SICURELLA (Università di Bologna)

COMITATO SCIENTIFICO

Coordinatore:

Roberta BISI, vice Presidente S.I.V., professore ordinario di sociologia della devianza, Università di Bologna, Italia (comitatoscientifico@vittimologia.it)

Andrea BIXIO (Università Roma "La Sapienza"), Encarna BODELON (Università Autonoma di Barcellona, Spagna), Stefano CANESTRARI (Università di Bologna), Laura CAVANA (Università di Bologna), Janina CZAPSKA (Università Jagiellonian, Cracovia, Polonia), Lucio D'ALESSANDRO (Università degli Studi Suor Orsola Benincasa, Napoli), François DIEU (Università Tolosa 1 Capitole, Francia), Maria Rosa DOMINICI (S.I.V.), John DUSSICH (California State University, Fresno), Jacques FARSEDAKIS (Università Europea, Cipro), Paul FRIDAY (University of North Carolina, Charlotte), Jean-Marie LEMAIRE (Institut Liégeois de Thérapie Familiale, Belgio), André LEMAÎTRE (Università di Liegi, Belgio), Silvio LUGNANO (Università degli Studi Suor Orsola Benincasa, Napoli), Mario MAESTRI (Società Psicoanalitica Italiana, Bologna), Luis Rodriguez MANZANERA (Università Nazionale Autonoma del Messico), Gemma MAROTTA (Sapienza Università di Roma), Maria Rosa MONDINI (Centro Italiano di Mediazione e Formazione alla Mediazione, Bologna), Stephan PARMENTIER (Università Cattolica, Lovanio, Belgio), Tony PETERS† (Università Cattolica, Lovanio, Belgio), Monica RAITERI (Università di Macerata), Francesco SIDOTI (Università de l'Aquila), Philip STENNING (Università di Griffith, Australia), Emilio VIANO (American University, Washington, D.C.), Sachio YAMAGUCHI (Università Nihon Fukushi, Giappone), Christina ZARAFONITOU (Università Panteion, Atene), Vito ZINCANI (Procura della Repubblica, Modena)

Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza

ISSN 1971-033X
Anno IX, Numero 2

INDICE

Maggio-Agosto 2015

Le criminologue et la victime

par *Gianvittorio Pisapia*

pag. 4

doi: 10.14664/rcvs/251

Dalla terra dei fuochi alle terre avvelenate: lo smaltimento illecito dei rifiuti in Italia

di *Pasquale Peluso*

pag. 13

doi: 10.14664/rcvs/252

Donne autrici o vittime di reato? Un'indagine sull'efficacia delle misure alternative nei percorsi di recupero delle detenute nel contesto agrigentino

di *Ignazia Bartholini*

pag. 31

doi: 10.14664/rcvs/253

Lo stalking, un reato senza genere

di *Annamaria Iaccarino*

pag. 54

doi: 10.14664/rcvs/254

Il ruolo della neurocriminologia nella costruzione di un profilo criminologico dell'omicida seriale

di *Samuel Occhi, Manuela Martinez, Luis Moya Albiol*

pag. 69

doi: 10.14664/rcvs/255

Early prevention of the antisocial behaviour of youth: situation in Latvia

by *Ilona Kronberga*

pag. 86

doi: 10.14664/rcvs/257

Alternative alla detenzione: quali prospettive in Europa? Analisi, buone prassi e ricerca in sette paesi dell'Unione Europea

di *Giorgia Stefani*

pag. 100

doi: 10.14664/rcvs/256

Focus giurisprudenziale

a cura di *Lorenzo Maria Corvucci*

pag. 119

Recensione

Luis Moya Albiol, *La empatia. Entenderla para entender a los demas*, Plataforma Actual, Barcelona, 2013

Recensione di *Samuel Occhi*

pag. 129

Le criminologue et la victime

*Gianvittorio Pisapia**

1. Introduction.

En Italie, une sensibilité envers les victimes de crimes ne s'est pas encore développée. Même les rares initiatives mises en place n'ont pas enregistré de progrès significatifs dans l'identification d'une compétence opérationnelle. La tentation d'emprunter des raccourcis attrayants a pris le dessus en favorisant des interventions de type assistanciel suivant la phase de victimisation. Je ne veux pas sous-estimer l'importance de l'aide et du soutien à ceux qui ont été des victimes, mais on ne peut s'empêcher de manifester sa perplexité : ne s'occuper des victimes de crimes que dans la phase suivant l'événement, risque de devenir un alibi pour ne pas s'engager dans les dynamiques sociales qui portent de la condition de victime potentielle à celle de victime effective. Ce risque avait été considéré lors de la première initiative en faveur des victimes mise en place, en Italie, par une administration municipale (la Commune de Padoue). Je me réfère au Centro Iniziative Vittima (CIV)¹ (Centre pour les Initiatives en faveur des Victimes) pour les victimes de la

délinquance quotidienne, que l'on appelle erronément petite délinquance.

Cette expérience a fait comprendre qu'il est inutile de créer un centre d'aide aux victimes en cas d'absence de conditions minimales pour une alliance opérationnelle entre l'administration locale, les institutions préposées au contrôle social et le secteur privé et social. Cet enseignement a été toutefois ignoré par des initiatives successives qui se sont développées dans quelques régions italiennes.

Je reviens à la question qui avait accompagné la décision d'aborder ce problème : « Pourquoi s'occuper des victimes de crimes ? ». La question perd son aspect rhétorique si l'on ne répond pas spontanément qu'il est juste de s'engager en faveur de la victime, puisque cette dernière ayant subi un préjudice, vit une situation de souffrance. Faut-il s'occuper de la victime parce que sa présence sociale indique des lacunes dans le système du contrôle social ? Où parce qu'elle met en évidence les limites des politiques sociales de ceux qui se sont engagés dans des activités de prévention et de réinsertion des personnes qui posent des problèmes sociaux ?

Répondre par l'affirmative à ces questions, conduit inévitablement à se demander si la victime est aujourd'hui encore, en Italie, la protagoniste absente (exception faite pour les

* Professeur de « Criminologie », de « Sociologie de la déviance » et de « Criminologie et politique criminelle », Département de Philosophie, Sociologie, Pédagogie et Psychologie appliquée (FISPPA), Université de Padoue, Italie.

¹ L'expérience du CIV s'est développée en trois phases. La phase préparatoire (octobre 1992-janvier

1993) ; la phase de démarrage (février 1993) ; la phase de conclusion (mars-juin 1993).

initiatives adressées aux femmes victimes de violence conjugale et aux enfants abusés et maltraités). Est-ce que cela signifie que l'on n'a pas dûment affronté le problème du contrôle, de la prévention et de la réinsertion sociale ? Est-ce que cela signifie qu'il y a une carence de solidarité ?

Il s'agit de questions auxquelles on ne peut guère échapper, étant donné qu'affronter la question de la victimisation dans une perspective criminologique, implique la nécessité d'affronter aussi ces aspects. Si je devais aujourd'hui me prononcer, en tant que criminologue, sur l'opportunité de mettre en œuvre des services d'aide aux victimes, je répondrais que des initiatives de ce genre devraient représenter non pas le point de départ, mais le point d'arrivée d'un parcours caractérisé par la prise en charge des responsabilités par les administrations locales, les institutions préposées au contrôle et le secteur privé et social. Un service spécialisé devrait être le reflet d'une politique sociale qui a déjà appliqué une logique de participation de la collectivité. Cette politique devrait considérer la victime non seulement comme un utilisateur, mais comme une ressource pour la construction d'une politique territoriale convaincante. Une ressource dont il serait naturellement souhaitable de se passer.

Les experts et les intervenants italiens, réussiront-ils à construire une compétence en ce domaine ? C'est un défi que les criminologues doivent relever. La criminologie a été traditionnellement indiquée comme la science qui s'occupe non seulement de faits délictueux, des auteurs de crimes, des processus de criminalisation, des différentes formes de

réaction sociale vis-à-vis de la criminalité et de la déviance, mais aussi des victimes.

Toutefois, si l'on me posait la question : « Estimez-vous qu'il faudrait mettre en place, en Italie aussi, des centres qui s'occupent des victimes de crimes ? », je serais très prudent si je répondais par l'affirmative. S'agit-il d'une prudence excessive ? C'est justement en m'occupant de victimes que je suis arrivé à la conviction qu'en Italie il faut déployer des efforts ultérieurs au niveau de la réflexion méthodologique.

La proposition de Padoue, l'hypothèse de départ, peut être résumée de la façon suivante.

- a) Il aurait été stérile d'affronter les situations individuelles de victimisation (dont l'on n'entendait certainement pas sous-estimer l'importance) si l'on n'avait pas réussi à les relier aux problèmes concernant le contrôle social;
- b) Par ailleurs, il aurait été également stérile de s'occuper de la question sociale si les interventions n'avaient pas été mises en œuvre en veillant tout particulièrement à la souffrance individuelle des victimes.

Allier la dimension individuelle à la dimension collective, exige un travail interprofessionnel et interinstitutionnel pour qu'un projet devienne un choix partagé avec des objectifs communs et des stratégies d'intervention différenciées, mais interactives.

Dans cette perspective, il est également nécessaire de réélaborer la conception de criminologie traditionnelle. Dans ces pages, la criminologie est proposée comme une recherche conceptuelle autant qu'opérationnelle des conditions pour sauvegarder la complémentarité

et la mise en relation des apports de connaissances que les différentes disciplines et professions élaborent sur la criminalité, la conduite anti-juridique, la victimisation et le contrôle social, lorsque l'on a une confrontation interdisciplinaire et interprofessionnelle².

2. La compétence méthodologique du criminologue.

Face aux multiples dimensions de la réalité du crime et de la victimisation, la constitution d'un savoir appelé « criminologie » ne prend un sens que si l'on suppose qu'un discours unitaire ne peut résulter d'une synthèse et d'une intégration des connaissances et des informations issues des différentes disciplines qui s'occupent de la question criminelle.

Pour qu'il y ait une interaction entre des disciplines et des professions caractérisées par des statuts, des règles et des méthodologies hétérogènes, il est nécessaire de prévoir un espace conceptuel commun, à l'intérieur duquel les questions et les réponses résultant d'une démarche commune prennent corps.

La criminologie traditionnelle se présente comme un domaine disciplinaire polycentrique et comme une discipline de synthèse des connaissances sur les auteurs de délits, les faits délictueux, le contrôle social, les situations antisociales et les victimes de délits produits par les différentes disciplines. C'est pourquoi, elle n'a pas réussi à trouver un dénominateur commun et a engendré des contradictions insurmontables.

² En ce qui concerne notre démarche théorique, on renvoie à nos textes : *La dimensione normativa della criminologia*, Cedam, Padova, 1992; *Limes. Le criminologue en action*, Monographic, Sierre, 1997; *Manuale operativo di criminologia*, Cedam, Padova, 2013.

C'est pourquoi, je pense qu'il est nécessaire de remettre en discussion l'approche de la criminologie traditionnelle et de passer à une criminologie qui soit avant tout en mesure d'offrir des descriptions et des explications de la question normative. J'entends par là l'ensemble des questions sociales et des politiques institutionnelles que l'on peut relever lorsqu'on se pose le problème de la rencontre et de l'affrontement avec les normes de conduite. A cela s'ajoutent les problèmes d'élaboration et de réélaboration des règles d'interaction sociale et des procédures, ainsi que ceux de la structuration et de la restructuration des modalités de comparaison avec les règles constitutives et reconstitutives du contexte.

Déjà en 1983, je m'étais demandé s'il était possible d'aborder les thématiques de la question criminelle sans avoir préalablement affronté les nœuds de la question réglementaire et la réponse que je suggérais était négative. Le besoin d'identifier une dimension originale de la criminologie avait fini par mettre au centre la question réglementaire. Dans sa dimension publique, celle-ci relève des normes, des règles et des procédures composant l'organisation d'une société, considérée comme un tissu de rapports entre les individus, de relations de réciprocité et d'interactions.

Sur le plan individuel, on se demandait s'il était raisonnable d'affronter la déviance des normes juridiques sans faire référence à l'expérience normative qu'un sujet acquiert au cours de sa vie³. Une action anti-juridique fait toujours suite

³ Le terme « expérience » renvoie à la rencontre du sujet avec des personnes, des actes, des situations permettant l'acquisition de connaissances : l'expérience est l'observation et l'écoute de la réalité, l'occasion pour l'interroger, pour dévoiler ce qu'elle

à des expériences de rencontre avec les normes, les règles et les contraintes présentes dans le contexte.

Une réflexion ultérieure nous avait rendu conscients du fait que l'idée de transgression ne pouvait être cristallisée dans la déviance des règles de conduite, notamment des règles juridiques. La signification originale du mot « transgresser » renvoie à l'idée de marcher, d'avancer et de dépasser ses propres limites pour pénétrer dans l'espace vital d'autrui. La transgression peut être positive lorsque deux ou plusieurs personnes décident, de commun accord, de partager leurs propres espaces. Elle devient négative lorsqu'une personne, hôte indésirable, envahit le territoire d'autrui, par exemple dans le cas de la victimisation, qui est le non-respect des limites de l'identité d'autrui.

3. Le criminologue, opérateur de médiation.

Si l'on examine les compétences des disciplines faisant partie des sciences humaines, on se rend compte qu'aucune d'entre elles n'est en mesure d'affronter les définitions sociales de phénomènes tels que les délinquants, la délinquance, les victimes des crimes et le contrôle social.

D'où l'exigence d'une confrontation entre les différentes disciplines et les professions qui touchent à la question criminelle. Chaque discipline interagissant avec les autres, produit

cache. Elle se caractérise par un parcours exploratoire de la complexité et par une construction de l'aspect problématique de la réalité. Le terme « normative », lié au terme expérience, indique que l'attention se porte sur les aspects de l'expérience qu'un sujet mûrit en se rapportant à des normes déjà codifiées, ou bien en contribuant à construire des règles et des procédures rendant possible la confrontation sociale.

des fragments de connaissance. Si l'on veut éviter que ces fragments ne soient éparpillés à tout jamais sur une terre qui n'appartient à personne, il est raisonnable d'imaginer un espace qui s'étend le long des limites des différents territoires du savoir et à l'intérieur duquel ces fragments convergent et interagissent. L'on peut penser à une zone écotone⁴, qui est à la fois une terre du milieu et une terre de frontière. Cette zone qui marque une nette distinction entre deux ou plusieurs domaines du savoir, permet de les relier. Dans cette terre du milieu, convergent les fragments de connaissance et d'expérience qui interagissent lorsque l'on affronte des situations problématiques concernant le domaine des normes, des règles, des procédures et leur éventuelle transgression.

Cet espace contient les éléments typiques des secteurs disciplinaires et professionnels (droit, médecine légale, pédagogie, psychiatrie, psychologie, sociologie...) qui entrent en contact et conservent leur autonomie étant donné que les frontières ne sont pas effacées. C'est toujours dans cet espace que sont produites des connaissances originales supplémentaires par rapport à celles des aires adjacentes.

Par conséquent, la criminologie ne constitue plus, comme dans l'optique traditionnelle, le domaine disciplinaire dans lequel on fait la synthèse et on intègre les connaissances sur les

⁴ On appelle « écotone » la transition écologique entre deux ou plusieurs systèmes différents ; par exemple, le passage de la forêt à la prairie, ou d'un substrat marin sablonneux à celui rocheux. Cette zone de frontière et de transition peut avoir une étendue linéaire considérable, mais toujours inférieure à celle des systèmes adjacents. Les systèmes écotones contiennent non seulement plusieurs organismes des systèmes de juxtaposition, mais aussi des organismes caractéristiques se limitant souvent à l'écotone et s'ajoutant à ceux des systèmes adjacents.

auteurs de délits, les faits délictueux, la conduite anti-juridique, le contrôle social, les situations antisociales et les victimes des crimes, produites par le droit, la médecine, la psychiatrie, la psychologie et la sociologie.

Si l'on conçoit la criminologie comme un projet de connexion et d'interrelation, il en découle une image du criminologue, chercheur et opérateur, dont le but est d'élaborer des catégories d'analyse et des stratégies opérationnelles. Les disciplines et les professions traitant la question normative pourraient ainsi les adopter et en faire des ressources complémentaires en surmontant leurs limites.

Dans cette perspective, une des tâches du criminologue est de contribuer à créer les conditions (en termes d'hypothèse, finalité, objectif, stratégie, action, règles et procédures) pour que les processus d'interaction disciplinaire et professionnelle ne se limitent pas à un assemblage d'apports disciplinaires.

Il s'agit d'un effort considérable qui ne peut être limité à une activité de coordination délicate certes, mais essentiellement pratique. Il revient au criminologue de légitimer une compétence méthodologique, ce qui nécessite l'acquisition d'une méthode, c'est-à-dire des règles et des procédures avec lesquelles on peut atteindre le but qu'on s'est proposé. Il s'agit d'une compétence de connexion entre ces fragments de savoir qui permettent de dépasser les limites des différentes disciplines et professions, au moment où l'on active les interactions.

La méthode qui semble la plus fonctionnelle est celle de la médiation, comme modalité de régulation disciplinaire et professionnelle, concernant non seulement la phase qui suit immédiatement la confrontation, mais aussi les

processus grâce auxquels naît et se développe l'interaction entre les disciplines et les professions.

Cette activité de médiation ne vise pas à éliminer les conflits éventuels (et parfois nécessaires) qui peuvent surgir entre les différentes parties composant le terrain de la question normative, mais à transformer tous conflits éventuels en opportunités de connaissance, en ressources opérationnelles et en occasions de découvertes pour de nouveaux canaux de communication.

Affirmer que le criminologue est la figure professionnelle de la connexion opérationnelle, c'est définir, de façon totalement conventionnelle, une potentialité conceptuelle. Celle-ci met en jeu les domaines d'étude (la délinquance, la victime de crime, le contrôle social...), les sujets (l'auteur du délit, le détenu, la victime de crime...) et les domaines opérationnels (la prison, le foyer pour jeunes délinquants, la famille, l'école...) qui relèvent des compétences de plusieurs disciplines et professions. Ce faisant, elle contribue à valoriser l'autonomie et la spécificité des différents apports en favorisant une comparaison critique et constructive.

Les criminologues traditionnels n'ont d'ailleurs jamais eu de compétence originale. Ils se sont occupés de la victime (en tant que victimologues), de l'auteur du délit (en tant que psychiatres ou psychologues), de la réaction sociale (en tant que sociologues), de la phase de détention (en tant que pénitentiaires) ainsi que des tenants et aboutissants délictueux (en tant que juristes). Le criminologue aurait dû en seconde instance tenter une synthèse des différents apports. Au niveau opérationnel, le criminologue était donc destiné à assumer la

dimension anthropologique de la psychiatrie et de la psychologie, le niveau expressif de l'action du droit ou de la sociologie, les finalités de la politique criminelle. Par conséquent, il était inévitable de constater le morcellement des différents aspects d'une situation sans aucune possibilité de les unifier.

4. La victime : opérer en termes de situation.

Dans notre optique, l'opérativité du criminologue trouve sa place à l'intérieur d'un parcours complémentaire entre les connaissances et les pratiques mises en œuvre par les disciplines et les professions traitant la question normative. De plus, elle fait partie d'une compétence méthodologique de médiation entre les instances disciplinaires et professionnelles.

Il s'agit d'une pratique qui se développe par une dynamique circulaire fondée sur la partie résultant de l'interaction. Cette pratique se traduit par la transformation des fragments de savoir qui échappent à la grille de lecture des autres disciplines dans des projets d'intervention. Cette potentialité projectuelle se conjugue difficilement avec la logique de l'intervention en situation de difficulté. Celle-ci prend en compte la réalité des sujets et des événements sur la base de l'évidence phénoménique, et retient une modalité opérationnelle fondée sur des compétences, des rôles et des tâches définis d'une façon rigide et standardisée.

Prenons le cas de la création d'un centre d'aide aux victimes d'actes criminels, mis en place sur proposition d'une administration locale. Le but du centre est de fournir une assistance juridique, économique et psychologique à ceux qui ont subi un crime. L'intervention du centre sera

jugée satisfaisante si elle fournit des réponses, même partielles, à des situations individuelles sur la base de compétences disciplinaires et professionnelles faisant partie de l'activité. Un aspect fondamental du problème « victime de crime », celui du contrôle du territoire, n'est pas abordé, mais on offre des réponses en termes de services pour les besoins de ceux qui ont subi l'acte criminel.

On peut intervenir de cette façon dans la mesure où l'on estime que les conditions pour agir, par rapport à la complexité du problème, ne sont pas réunies ou lorsque l'administration locale n'est pas impliquée dans l'élaboration des politiques sociales. Ces dernières s'intéressant aux raisons et aux manières à cause desquelles on devient victime : un tel type d'intervention ne permet pas de cerner le processus de victimisation, en laissant de côté la question du contrôle du territoire.

Dans ce cas, la tâche du criminologue serait de vérifier la logique sur laquelle on base l'intervention et de faire émerger les contradictions qui découlent de la perspective opérationnelle de la situation. Le criminologue pourrait, par exemple, souligner la manière dont le fait de circonscrire l'activité au support individualisé risquerait d'avaliser la tendance de la victime de crime à reproduire un rôle passif par rapport aux autres problèmes sociaux. De façon cohérente, il devrait se charger de promouvoir l'élaboration d'un projet spécifique d'intervention qui partirait de la souffrance de la victime - aspect qu'on ne doit certainement pas sous-estimer - pour arriver aux situations complexes qui font de chaque citoyen une victime potentielle de conduites socialement négatives.

Le criminologue devrait alors se poser certaines questions : quels aspects du problème seraient négligés si l'intervention n'était caractérisée qu'en termes de support (psychologique, d'assistance, légal, médical...) individualisé ? Quels aspects du problème seraient négligés si l'intervention, tout en tenant compte de la valeur relationnelle de chaque événement particulier de victimisation, ignorait les renvois institutionnels ? Autant d'interrogations qui pourraient se traduire ainsi sur le plan opérationnel : quelle aide effective offre-t-on à la victime si on se limite à envisager la dimension individuelle de l'expérience de victimisation en laissant inexplorée la réalité territoriale au sein de laquelle s'est produit le processus de victimisation ? Quelles réponses offre-t-on effectivement à la victime si on n'analyse pas les points-clés du contrôle de la criminalité, de l'utilité des activités visant à prévoir des situations socialement négatives, de l'efficacité des interventions ayant pour but de faire rentrer les auteurs des crimes dans la société libre ?

5. La victime : opérer en termes de problème.

Opérer en termes de problème exige une logique d'intervention qui traduise les instances et les demandes de ceux qui ont été impliqués dans des situations socialement significatives par des actions répondant non seulement aux instances les plus immédiates, mais visant aussi à affronter leur signification sociale.

Prenons encore l'exemple d'une administration locale qui a décidé de créer un service de soutien psychologique aux victimes de crimes. Dans ce cas, il est plausible que cette initiative se traduise

par une mise en place de consultations psychologiques.

En opérant dans cette perspective, que l'on pourrait définir une perspective d'assistance, il n'est pas prévu que l'on prenne en charge la tutelle des droits de la victime par rapport, par exemple, à la procédure judiciaire (avec référence aux modalités prévues pour porter plainte, aux délais prévus pour les témoignages dans la procédure pénale, aux démarches nécessaires à l'obtention d'un éventuel dédommagement...).

Le passage d'une intervention basée sur une logique d'assistance à une intervention ayant une approche que l'on pourrait définir de réparation et de tutelle, exige la présence de représentants d'organismes comme la magistrature et les forces de police. En leur absence, un organisme local ne serait pas en mesure d'agir sur les conséquences survenant après l'événement de victimisation.

Si une administration locale avait décidé de sauvegarder les intérêts du citoyen, par rapport à la procédure judiciaire aussi, elle devrait intervenir sur les droits de la victime, même si cela exige une demande de modification du système de justice. D'où la nécessité de se confronter à des secteurs institutionnels souvent réticents à accepter ce type d'ingérence.

Si une administration locale se proposait - sans ignorer pour autant les besoins individuels - d'analyser le processus de victimisation, c'est-à-dire d'examiner la façon dont tout citoyen peut passer de l'état de victime potentielle à celui de victime effective, elle serait obligée d'effectuer un progrès qualitatif ultérieur : elle devrait suivre une démarche opérationnelle que l'on peut appeler démarche communautaire et de régulation sociale.

Dans cette approche communautaire et de régulation, on ne peut se limiter aux seuls besoins de la victime. Il devient nécessaire de développer des actions orientées vers l'efficacité du contrôle du territoire de la part des forces de l'ordre, le rôle des politiques préventives de l'organisme local, les effets du traitement pénitentiaire...

Par conséquent, pour ce qui est de l'intervention, il faudrait attribuer un rôle de premier plan non seulement aux victimes effectives, aux intervenants concernés par ce problème et aux représentants des organismes institutionnels, mais aussi aux victimes potentielles. Ce, pour élaborer des hypothèses, mettre en place des stratégies et définir des actions qui soient le patrimoine commun non seulement des professionnels du secteur, mais aussi des citoyens.

Quand on agit en termes de problème, la finalité n'est pas uniquement de donner des réponses pratiques à chaque situation, mais de définir aussi les modalités, les stratégies et les objectifs permettant de mettre l'accent sur l'importance sociale des aspects mis en évidence par les situations spécifiques. En d'autres termes, le but est de créer les conditions pour une expérience conceptuelle collective.

6. La victime : projeter et programmer l'intervention.

Si l'on choisit une logique d'intervention en termes de problème, il faut adopter une modalité opérationnelle de projet, c'est-à-dire une perspective qui puisse mettre en discussion, le cas échéant, les finalités de l'intervention préalablement définies ainsi que les modalités opérationnelles qui ne s'avèreraient

fonctionnelles que pour la gestion des situations existantes.

Adopter une logique de projet, signifie encore une fois mettre en discussion des compétences considérées comme acquises. Pour atteindre cet objectif, il est cependant nécessaire de codifier les instruments de régulation des processus décisionnels, de programmer et de formaliser les procédures de travail. Cela, afin d'organiser la collaboration en évitant, de part et d'autre, l'acceptation de niveaux de médiation pouvant dénaturer la spécificité des tâches et des rôles, et réduire la possibilité de mettre en discussion, sans motif plausible, les accords sur la base desquels sont envisagées les interventions.

En outre, il est important de sauvegarder l'idée selon laquelle il est possible d'obtenir des résultats qui dépassent les initiatives spécifiques, sans quoi les interventions resteraient plus ou moins articulées - les unes par rapport aux autres -, tout en étant quand même susceptibles de se désarticuler dans la pratique opérationnelle quotidienne.

Les hypothèses de travail, les stratégies d'action, les formes d'intervention et les modalités de collaboration doivent ainsi être le résultat d'une concertation collective. Faute de quoi, il devient difficile, voire même impossible, de mettre en place des programmes d'intervention compréhensibles et auxquels tous puissent adhérer. C'est l'appropriation de cet espace qui permet de vérifier si l'on a sauvegardé les potentialités des compétences de tous ceux qui ont un rôle dans les situations, et si les interventions ont été mises en place et développées sans qu'il y ait eu une sélection arbitraire des éléments constitutifs des situations.

Il est du ressort du criminologue de traduire la potentialité conceptuelle par des projets spécifiques. L'opérativité du criminologue prend, par conséquent, la forme d'un parcours d'exploration, ouvert à la nouveauté et à l'imprévu. Un parcours qui doit être, d'une part, suffisamment flexible pour s'adapter constamment à l'évolution des situations et, de l'autre, caractérisé par une logique de programme permettant au criminologue de réunir la spécificité d'exploration de l'intervention à une méthodologie claire et précise.

Bibliographie.

- Balloni A., sous la direction de, *Vittime, crimine, difesa sociale*, Clueb, Bologna, 1989.
- Balloni A., Bisi R., Sette R., *Vittime e Vittimologia. Percorsi di studio e di ricerca*, Minerva, Bologna, 2012.
- Bisi R., Sette R., "Victimes et Victimologie dans l'Italie d'aujourd'hui", in *Les Cahiers de la sécurité*, 2013, 23, pp. 142-151.
- Lopez G., *Victimologie*, Dalloz, Paris, 1997.
- Pisapia G.V., *La vittima di reato tra controllo e sicurezza. Una riflessione operativa*, Logos, Padova, 2014.
- Zauberman R., Robert Ph., *Du côté des victimes: un autre regard sur la délinquance*, L'Harmattan, Paris, 1995.

Dalla terra dei fuochi alle terre avvelenate: lo smaltimento illecito dei rifiuti in Italia

*Pasquale Peluso**

Riassunto

Lo smaltimento illecito dei rifiuti desta nella collettività grande clamore sociale anche per la particolare attenzione che i media dedicano da tempo al problema. L'articolo sofferma l'attenzione sul fenomeno, evidenziando come lo stesso non sia più limitato e circoscritto al territorio campano, noto ai più con la ormai triste locuzione di "terra dei fuochi", ma abbia assunto connotazioni e rilievo nazionali. È, oramai, noto e condiviso che l'imitazione rappresenti una delle modalità di apprendimento delle condotte delittuose e, altresì, che i criminali agiscano razionalmente per la massimizzazione dei profitti con minimo sforzo e con minore esposizione possibile. Apprese le varie tecniche utilizzate dai clan camorristici, gli imprenditori criminali ora agiscono in proprio smaltendo i rifiuti e le scorie tossiche prodotte dalle aziende da essi gestite nei loro territori. Le indagini più recenti, svolte da alcune Procure maggiormente sensibili al fenomeno, stanno evidenziando che ormai diverse sono "le terre avvelenate" anche nel nord Italia per lo smaltimento illegale dei rifiuti tossici.

Résumé

L'élimination illégale des déchets suscite un vif débat, compte tenu aussi de l'attention toute particulière que les médias consacrent depuis longtemps à ce problème. L'article se concentre notamment sur ce phénomène, soulignant qu'il n'est plus limité et circonscrit au territoire de la Campanie, désormais connu par la triste expression « terre des feux », mais qu'il a acquis une dimension nationale. Comme chacun sait, l'imitation est l'une des modalités d'apprentissage des conduites criminelles et les criminels agissent de façon rationnelle dans une logique de maximisation des bénéfices et de minimisation tant des efforts que des risques. Puisqu'ils ont appris les différentes techniques employées par les clans de la Camorra, aujourd'hui les entrepreneurs criminels agissent pour leur propre compte en éliminant illégalement les déchets et les déchets toxiques produits par les sociétés qu'ils gèrent sur leurs territoires. Les enquêtes les plus récentes conduites par les parquets les plus intéressés au phénomène mettent en évidence la présence de « terres empoisonnées » même dans l'Italie du Nord, à cause de l'élimination illégale des déchets toxiques.

Abstract

Illegal waste disposal is generating a lively debate, taking also into account the specific attention that has long been devoted to this problem by the media. This article focuses on this phenomenon, underlying the fact that it is no longer limited only to the Campania region, sadly known as the "fire land", but it has indeed taken a national dimension. As everybody knows, imitation is one of the ways of learning criminal behaviours. These criminals act rationally on the basis of for the reason of maximising profit logic by minimising both efforts and risks. Having learnt techniques employed by Camorra's clans, today criminal entrepreneurs act on their own behalf by illegally disposing waste and toxic waste produced by companies managed by them on their own premises. More recent investigations conducted by the more involved public prosecutors' departments highlight the presence of "poisoned lands", including areas in Northern Italy, due to illegal toxic waste disposal.

Key words: illegal waste disposal; "fire land"; "poisoned lands"; Campania region; Northern Italy.

* Professore associato (settore scientifico-disciplinare SPS/12 – sociologia giuridica, della devianza e mutamento sociale) presso l'Università Telematica "Guglielmo Marconi", Roma.

1. Introduzione.

Negli ultimi tempi vi è stata una particolare attenzione dei media allo smaltimento illecito dei rifiuti. Sicuramente, tale interesse è stato suscitato dal particolare clamore sociale che alcuni rinvenimenti di scorie tossiche illecitamente smaltite hanno creato nella popolazione. Nel suo best seller “Gomorra”¹, Roberto Saviano ha utilizzato una perifrasi che si è rivelata particolarmente fortunata, nonostante non fosse nuova², per indicare una vasta area della Campania che abbraccia le provincie di Napoli e Caserta: “la terra dei fuochi”. Con questa locuzione l'autore designava una territorio nel quale lo smaltimento illecito di rifiuti ha costituito una lucrosa attività per la criminalità economica organizzata ed è spesso avvenuto con particolari modalità. Infatti, in questi luoghi capita spesso di vedere, anche in lontananza, grosse scie nere di fumo che si innalzano verso il cielo. Sono i segni dello smaltimento dei rifiuti tossici che vengono incendiati lungo le arterie stradali non particolarmente trafficate di quella parte della Campania, che una volta era ai più nota come Campania Felix.

¹ Saviano R., *Gomorra. Viaggio nell'impero economico e nel sogno di dominio della camorra*, Mondadori Ed., Milano, 2006.

² In realtà per la prima volta tale espressione è stata utilizzata nel Rapporto Ecomafie di Legambiente per indicare quella vasta area della Campania caratterizzata dall'alta concentrazione di rifiuti tossici smaltiti con i roghi. Cfr. Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafie 2003*, Sistemi Editoriali, 2003.

2. L'agire criminale dell'*homo oeconomicus*.

Elster, in un suo noto saggio³, operò una distinzione tra l'*homo oeconomicus* e l'*homo sociologicus* per evidenziare la differenza tra quell'individuo che nell'agire era guidato dalla razionalità strumentale, cioè era in grado di scegliere e adoperare i mezzi migliori per perseguire il fine che si era preposto, dall'altro che informava il suo agire alle norme sociali indipendentemente dall'adeguatezza nel raggiungimento dell'obiettivo da perseguire. Benché l'autore già mettesse in luce che non sempre comportarsi in modo razionale consentisse il raggiungimento del migliore risultato possibile e né fosse sempre possibile seguire i dettami della ragione, il paradigma dell'*homo oeconomicus* ha dato vita al filone delle teorie della scelta razionale le quali provano a comprendere i processi decisionali nelle situazioni in cui è possibile agire in modo strumentalmente razionale⁴. Posto il principio della razionalità dell'agire umano, diverse sono state le costruzioni che, partendo dal presupposto che la commissione di reati fosse normale e che non richiedesse particolari motivazioni o predisposizioni hanno sottolineato, così come aveva già fatto Matza⁵, che la volontà costituisce un elemento determinante nel prendere le decisioni, anche quelle che possono portare alla commissione di

³ Elster J., *The Cement of Society. A Study of Social Order*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989, trad. it. a cura di Paola Palmينيello, *Il cemento della società. Uno studio sull'ordine sociale*, il Mulino, Bologna, 1995.

⁴ Izzo A., *I percorsi della ragione. Il tema della razionalità nella storia del pensiero sociologico*, La Nuova Italia, Roma, 1995.

⁵ Matza D., *Delinquency and drift*, Wiley, New York, 1964.

atti devianti o criminali. Alcuni economisti come Gary Becker⁶ e Isaac Ehrlich⁷ sostenevano che il criminale, in quanto soggetto capace di compiere scelte razionali, agisse calcolando i costi ed i benefici derivanti dalla propria azione. Ciò che diventava rilevante erano le opportunità e le valutazioni dei costi benefici che derivavano dalla commissione di un atto criminale⁸. Un soggetto, pertanto, deciderà di porre in essere o meno un crimine se dallo stesso ricaverà guadagni superiori alle perdite e le probabilità di farla franca saranno maggiori rispetto a quelle di essere scoperti. Garland definì le teorie razionali come “criminologie della vita quotidiana”⁹ poiché le stesse propongono di comprendere il comportamento criminale non come eccezione rispetto alle normali interazioni sociali e lo spiegano riportandolo a tendenze motivazionali generali, non essendo necessario fare riferimento ai processi psicologici sottostanti. Il crimine è un evento, o una serie di eventi, che richiede una valutazione uguale a quella operata per le decisioni economiche ordinarie¹⁰. Particolarmente rilevante nella scelta di commettere un reato è anche la propensione al rischio che varia da soggetto a soggetto. Tuttavia, un criminale reagisce in modo differenziato e selettivo rispetto a specifici

⁶ Becker G.S., “Crime and punishment: an economic approach”, *Journal of Political Economy*, 76, 2, 1968 pp. 169-217.

⁷ Ehrlich I., “Participation in illegitimate activities: an economic analysis: a theoretical and empirical investigation”, *Journal of Political Economy*, 81, 3, 1973, pp. 521-565.

⁸ Benson B.L., Zimmerman P.R. (Edited by), *Handbook on the economics of crimes*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham, 2010.

⁹ Garland D., “The limits of the Sovereign State. Strategy of crime control in contemporary society”, *British Journal of Criminology*, 36/4, 1996, pp. 445-471.

¹⁰ Marselli R., Vannini M., *Economia della criminalità. Delitto e castigo come scelta razionale*, Utet, Torino, 1999.

crimini e la valutazione di portare a compimento un reato si basa sull’analisi dei benefici e dei costi derivanti dallo stesso. Inoltre, ogni criminale prima di intraprendere un’azione illegale valuta se ha i requisiti, le abilità, le competenze per intraprendere il progetto delittuoso¹¹.

3. Le potenzialità del settore dello smaltimento dei rifiuti per le organizzazioni criminali.

A partire dagli anni ’70 le organizzazioni criminali hanno cominciato ad agire diversamente rispetto al passato. Come ben mette in evidenza il Guadagno “alla vecchia delinquenza di sangue si è sostituita la delinquenza di frode e di corruzione”¹². Le organizzazioni criminali tradizionali non hanno tardato a cogliere le opportunità derivanti dall’economia legale. Come un qualsiasi criminale razionale, anche le consorterie malavitose tendono a massimizzare le opportunità che forniscono i mercati provando a minimizzare il rischio di essere identificate, condannate e farsi sequestrare gli ingenti patrimoni illecitamente accumulati. Per questo motivo, come è stato evidenziato da diverse ricerche¹³, le attività illecite poste in essere dalla criminalità organizzata si caratterizzano per essere attuate mediante i due strumenti della violenza e della corruzione. La violenza serve ad imporre la volontà, mentre la corruzione è funzionale all’infiltrazione nell’economia legale

¹¹ Balloni A., Bisi R., Sette R., *Manuale di criminologia. Le teorie*, Clueb, Bologna, 2013.

¹² Guadagno G., *La nuova sociologia criminale*, Liguori Ed., Napoli, 1973.

¹³ Savona U., Lasco F., Di Nicola A., Zoffi P., “Processi di globalizzazione e criminalità organizzata transnazionale”, *Transcrime Working Papers*, 29, 1998, pp. 1-31.

nella quale i sodalizi criminali investono i proventi derivanti dalle proprie attività illegali ed attraverso essa riescono a garantirsi il controllo delle risorse disponibili¹⁴.

Dal punto di vista del criminale razionale, i reati ambientali rappresentano una opzione particolarmente interessante poiché si caratterizzano per un'alta remuneratività, per l'inadeguatezza dei controlli, per la scarsa legislazione, per la minore visibilità delle operazioni illecite che si traducono nella riduzione dei rischi e nella possibilità di utilizzare lo strumento della corruzione per portare a termine le attività criminali. Le holdings criminali si affinano sempre di più e provano a penetrare i mercati legali alternandone gli equilibri economici sfruttando, però, i classici meccanismi dei circuiti economici moderni quali società di intermediazione, collusione con le sfere amministrative, ecc¹⁵. Se all'inizio i sodalizi criminali avevano compreso che "la moltiplicazione delle risorse finanziarie, che la camorra riusciva a conquistare in maniera molto dinamica, potesse consentire di compiere un salto di qualità e cioè di atteggiarsi concretamente come un imprenditore 'dal colletto bianco', camorrista più per le fonti del finanziamento che per la metodologia nell'esercizio dell'impresa"¹⁶, successivamente hanno capito che era redditizio per loro reinvestire i profitti illeciti servendosi

dell'imprenditoria legale, stringendo accordi con imprenditori disponibili a rendere la propria azienda uno strumento per la cura degli interessi criminali della consorzeria.

4. Lo smaltimento illecito dei rifiuti tossici in Campania.

Prova di quanto finora sostenuto la si rinviene nelle dichiarazioni che nel 1992 Nunzio Parrella rese ai magistrati della Direzione Distrettuale Antimafia di Napoli che indagavano sui traffici di droga. Il pentito confessò gli affari che la criminalità organizzata faceva col business dello smaltimento illegale dei rifiuti. La sua dichiarazione "la monnezza è oro, dottò"¹⁷ ha dato il via a quella che forse è stata la più importante e famosa indagine condotta dalla magistratura partenopea sullo smaltimento illecito dei rifiuti tossici in Campania, denominata Adelphi, che ha permesso di delineare l'organigramma dei soggetti coinvolti in tale business illegale.

Invero, nell'area a nord di Napoli ed in tutto il casertano, la criminalità organizzata, scesa a patti con la politica e con l'apporto di imprenditori senza scrupoli, ha fin dall'inizio degli anni '80 cominciato a gestire lo smaltimento illecito dei rifiuti comprendendo il grande affare che ne poteva derivare¹⁸.

In realtà, il ricorso al *dumping* ambientale in Italia era cominciato intorno agli anni '80 quando i

¹⁴ Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno delle Mafie e sulle Altre Associazioni Criminali, anche Straniere, *Seduta n. 72 del 16/12/14*, Camera dei Deputati, Roma, 2014, pag. 19

¹⁵ Centorrino M., Ofria F., *L'impatto criminale sulla produttività del settore privato dell'economia*, Giuffrè, Milano, 2001.

¹⁶ Consiglio Superiore della Magistratura, *Criminalità organizzata ed economia illegale. Risoluzione del 24 luglio 2002*, Roma, 2002, pag. 13.

¹⁷ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rifiuti Spa. Dieci anni d'inchieste sui traffici illegali di rifiuti. I risultati raggiunti e le proposte per un nuovo sistema di tutela penale dell'ambiente*, Edizioni Ambiente, Milano, 2012, pag. 6; Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rifiuti Spa Radiografia dei traffici illeciti*, Edizioni Ambiente, Milano, 2005, pag. 1.

¹⁸ Massari, M. and Monzini, P., *Dirty business in Italy: a case study of trafficking in hazardous waste*, in *Global Crime*, 6, 2004, pp. 285–304.

rifiuti industriali, in particolare i rifiuti tossici, venivano abbandonati in mare con l'affondamento delle “navi a perdere”¹⁹, imbarcazioni inabissatesi, nel Mar Tirreno o nello Jonio, in maniera sospetta, senza lanciare il may day, con carichi non bene precisati e spesso con destinazioni non note. Secondo la Commissione d’inchiesta sul ciclo dei rifiuti della XXIII legislatura sono stati ben 39 gli affondamenti sospetti avvenuti tra il 1979 ed il 1995²⁰. Dalle carte processuali è emerso che la Campania era diventata crocevia dello smaltimento illegale di rifiuti perché in quegli anni la magistratura aveva avviato le prime inchieste sugli affondamenti sospetti ed anche perché alla fine degli anni ’80 era diventato difficile trasportare rifiuti tossici verso i Paesi del cd. “terzo mondo” o verso i Paesi Balcanici²¹. Il clan dei Casalesi era già stato indicato come particolarmente attivo nel trasporto e nello smaltimento dei rifiuti tossici ed erano emersi collegamenti addirittura con la massoneria ed i servizi segreti deviati per far giungere tonnellate di rifiuti tossici in Campania prodotti dalle industrie del nord²². I Casalesi sono stati i primi ad attivarsi nello smaltimento illegale dei rifiuti sfruttando il loro potere di controllo del territorio, la loro struttura di cartello di clan residenti tutti nella stessa area, l’effeatezza del modo di agire, i rapporti con la politica e le

alleanze con le altre organizzazioni criminali come la mafia²³.

Dario De Simone, cassiere del clan dei Casalesi, fino al suo arresto avvenuto il 29 gennaio 1996, in un interrogatorio relativo al processo *Spartacus* spiegò ai magistrati come era nato il traffico dei rifiuti: “Il traffico dei rifiuti veniva gestito dall’organizzazione dei Casalesi, attraverso una società, denominata Ecologia 89, il cui vertice era l’Ing. Gaetano Cerci, parente di Francesco Bidognetti e inserito a pieno titolo nel clan. Lo scopo di questa società era quello di gestire l’intero traffico di rifiuti provenienti dalle industrie del Nord Italia. I soggetti che procacciavano il lavoro nell’Italia settentrionale erano Mario Caterino e Francesco Di Puerto che si interessavano della Toscana. Gran parte delle industrie produttrici del Nord erano perfettamente a conoscenza delle persone dell’organizzazione a cui rivolgersi per la consegna del materiale da smaltire. Altro canale del clan era l’avvocato Chianese punto di riferimento del clan per le vicende giudiziarie. Referenti del Chianese per l’Italia settentrionale erano il Toninelli ed il Cannavale.[...] Posso affermare che il Chianese riceveva continuamente richieste di smaltimento dei rifiuti da parte di imprenditori del Nord. [...] Il settore dei rifiuti era tenuto molto in considerazione dall’organizzazione, in quanto consentiva un’immediata realizzazione economica a fronte di un basso rischio; in questo settore, infatti, gli imprenditori avevano contatti con i nostri referenti (Ecologia 89 o Chianese), con i quali discutevano tranquillamente a tavolino in ordine alle modalità ed ai prezzi da

¹⁹ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafia 2006*, Milano, 2006.

²⁰ Commissione d’inchiesta sul ciclo dei rifiuti della XXIII legislatura, *Relazione sulla morte del capitano di fregata Natale De Grazia*, Roma, 05/02/13.

²¹ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Op. cit.*, 2005

²² Capacchione R., *L’oro della camorra*, BUR, Milano, 2008, p. 156.

praticarsi. Il materiale veniva sversato negli appezzamenti più disparati dove si improvvisavano buche per ospitare rifiuti di ogni tipo”²⁴.

Tutto ciò era stato possibile perché la regione Campania, prima del 1996, non aveva un piano di smaltimento rifiuti e tale lacuna aveva permesso che lo smaltimento illegale si intrecciasse a quello legale. Infatti, “la differenza tra il trattamento legale dei rifiuti e quello illegale in rispetto alla conformità delle norme igieniche è molto sottile ed i rischi per la salute sono in aumento”²⁵.

Nel 1994 la cattiva gestione dei rifiuti e l’assenza di un piano regionale di smaltimento dei rifiuti urbani ha bloccato la raccolta lasciando per strada migliaia di tonnellate di spazzatura²⁶. Si creò, così, la prima emergenza rifiuti in Campania. Per risolvere tale situazione fu istituito il Commissariato Straordinario all’emergenza rifiuti. Tra le prime misure poste in essere dal Commissario straordinario vi fu la requisizione di molte discariche esistenti sul territorio che erano gestite da privati al fine di aumentare la capacità di sversamento e liberare rapidamente le strade dall’immondizia.

Ciò produsse un ulteriore effetto ossia quello di richiamare diversi clan della Camorra ad operare nel settore del trasporto e dello smaltimento dei rifiuti solidi urbani oltre ad essere sempre attivi nello smaltimento illegale dei rifiuti tossici. In tal modo avevano la possibilità di sversare rifiuti tossici artatamente camuffati nelle discariche

riservate al conferimento di rifiuti solidi urbani. Tuttavia, gli sversamenti dei rifiuti speciali nelle discariche costruite per lo smaltimento dei rifiuti urbani hanno subito nel tempo una contrazione²⁷.

Per ovviare alla saturazione delle discariche già aperte, la criminalità ha chiesto ad aziende, ad altri clan od ai contadini, nuovi spazi. Una delle caratteristiche peculiari della camorra, infatti, è la capacità di riorganizzarsi in tempi rapidissimi²⁸.

Le attività di sversamento, una volta saturate le poche discariche autorizzate, hanno agevolato la creazione di discariche abusive. In esse, la Camorra ha sversato oltre ai rifiuti urbani anche ingenti quantità di rifiuti speciali pericolosi prodotti da aziende per lo più del nord Italia²⁹. Tali attività, come anche il pentito Vassallo ha dichiarato, non potevano essere svolte senza l’alleanza con la classe politica, che forniva le autorizzazioni necessarie per lo smaltimento dei rifiuti tossici, provenienti da altre regioni, in siti destinati allo smaltimento esclusivo dell’immondizia prodotta in Campania. Altrettanto fondamentale era la connivenza di alcuni dirigenti pubblici che omettevano i necessari controlli negli impianti³⁰. Da un’inchiesta della Procura della Repubblica di

²³ Iaculli A., *Le vie infinite dei rifiuti. Il sistema campano*, Rinascita edizioni, Roma, 2008.

²⁴ Capacchione R., *op. cit.*, 2008.

²⁵ Senior K., Mazza A., “Italian ‘Triangle of death’ linked to waste crisis”, *The Lancet Oncology*, Vol. 5, (9), 2004, pp. 525-527.

²⁶ Iovene, B., *Campania Infelix*, ed. BUR, Milano, 2008.

²⁷ Pasotti, E., “Sorting through the trash: the waste management crisis in Southern Italy”, *South European Society and Politics*, 15 (2), 2010, pp. 289–307.

²⁸ D’Alisa G., Burgalassi D., Healy H., Walter M., “Conflict in Campania: Waste emergency or crisis of democracy”, *Ecological Economics*, 70, 2010, pp. 239-249.

²⁹ De Crescenzo D., “La truffa dell’emergenza rifiuti. La compagnia delle ecoballe”, *Narcomafie*, Luglio-Agosto 2007, disponibile su http://www.narcomafie.it/articoli_2007/art2_7_2007.htm

³⁰ Decreto sequestro preventivo del G.I.P. del Tribunale di Napoli del giugno 2008.

Napoli è emerso che Gianfranco Mascazzini, per decenni direttore generale del Ministero dell'Ambiente, durante la fase dell'emergenza rifiuti nel periodo 2008-2010, aveva autorizzato smaltimenti illegali del percolato prodotto dalle discariche nella provincia di Napoli³¹. Ovviamente prima o poi le discariche destinate allo smaltimento dei rifiuti solidi urbani arrivavano al punto di saturazione. Non così per quelle del clan dei Casalesi che continuavano a smaltire in modo abusivo sfruttando autorizzazioni cartolari, ma in realtà utilizzando nuovi invasi costruiti senza alcun sistema di controllo del percolato o senza vasche di raccolta³². Se in precedenza nelle discariche condotte dai privati si sversavano rifiuti speciali misti a rifiuti urbani, in seguito al provvedimento del Commissario Straordinario per l'emergenza rifiuti, si è cominciato a sversare i rifiuti speciali altrove o in profondità. Prova di ciò si rinviene dalle dichiarazioni del pentito Domenico Bidognetti il quale in un interrogatorio ha dichiarato che “in un primo momento i rifiuti provenienti dal Nord venivano smaltiti presso le discariche, poi pensammo di evitare questi smaltimenti in siti autorizzati per evitare che questi si colmassero. Si pensò allora di sversare i rifiuti in discariche abusive”³³. L'altro pentito Vassallo ha dichiarato che “una volta colmate le discariche, i rifiuti venivano interrati ovunque. In questi casi gli imprenditori venivano sostanzialmente by-passati, ma talora ci veniva richiesto di concedere l'uso dei nostri timbri, in

modo da coprire e giustificare lo smaltimento dei produttori di rifiuti del Nord Italia”³⁴. In provincia di Caserta, a Castel Volturno, delle cave abusive aperte dalla camorra per l'estrazione della sabbia usata per la fabbricazione del calcestruzzo, una volta esaurite, venivano sfruttate per sversare rifiuti di qualsiasi natura³⁵.

5. Le tecniche utilizzate dalla Camorra per lo smaltimento illecito dei rifiuti tossici.

Nel tempo le tecniche di smaltimento illegale dei rifiuti speciali sono cambiate³⁶. All'inizio la tecnica era banale. Approfittando delle cave abusive dismesse per l'estrazione della sabbia, la criminalità organizzata le riempiva con i rifiuti tossici scaricati da camion che arrivavano nelle ore notturne e poi li ricopriva immediatamente con materiali di risulta degli scavi di fondamenta degli edifici che venivano utilizzati per compattare il terreno. Spesso, quindi, su tali discariche sono stati costruiti palazzi, ville, strade, edifici pubblici. Questa tecnica, poi, si è affinata. Non vengono utilizzati più grossi camion per trasportare i fusti tossici. Negli ultimi anni si è preferito utilizzare intermediari che offrono siti di stoccaggio temporaneo dai quali partono corrieri che, con piccoli motocarri, abbandonano nelle discariche illegali poche decine di fusti alla volta, ripetendo più volte il viaggio. Con la chiusura delle discariche la modalità utilizzata è cambiata e si è affermata la c.d. tecnica del “giro bolla”. Il rifiuto è direttamente prelevato dal produttore e trasferito

³¹ Baccaro A., Musella A., *Il Paese dei veleni. Biocidio, viaggio nell'Italia Contaminata*, Round Robin, Roma, 2013

³² Massari, M., *Ecomafias and waste entrepreneurs in the Italian market*, The 6th crossborder crime colloquium, Berlino, Settembre, 2004.

³³ Capacchione R., *Op. cit.*, 2008.

³⁴ Decreto sequestro preventivo del G.I.P. del Tribunale di Napoli del giugno 2008.

³⁵ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Op. cit.*, 2008.

³⁶ Massari, M., *Op. cit.*, 2004.

nel centro di stoccaggio temporaneo. In tale sede si provvede a falsificare la bolla in modo tale da far apparire che il centro di stoccaggio sia il produttore del rifiuto. Oltre alla bolla viene falsificato anche il formulario che rappresenta il documento che per legge deve accompagnare il rifiuto e dal quale si desume la tipologia di rifiuto speciale. Recentemente le bolle ed i formulari falsi vengono recapitati direttamente dagli autisti dell'organizzazione che provvedono a recarsi con i camion scarichi per prelevare i rifiuti con le relative bolle che saranno però successivamente subito distrutte. Alla tecnica del "giro bolla" si è affiancata una nuova tecnica detta "teoria del codice prevalente". Come la tecnica del "giro bolla", si basa anch'essa su una triangolazione. Si fanno transitare i rifiuti, anche solo virtualmente, in un impianto di recupero o di compostaggio per declassare la tipologia di rifiuto trattato, alterandone il peso o la composizione attraverso una miscelazione con altri rifiuti. Ogni rifiuto ha un proprio codice CER (catalogo europeo rifiuti). La miscela di due o più tipi di rifiuti risulterà essere classificabile con il codice del rifiuto all'interno della stessa prevalente. Per cui la miscelazione di rifiuti tossici come l'arsenico uniti in piccole dosi a rifiuti solidi urbani permette di ottenere una miscela classificabile come rifiuto non pericoloso poiché identificabile come rifiuto solido urbano. Esistono però anche ulteriori tecniche più pragmatiche e meno raffinate per disfarsi dei rifiuti tossici una volta giunti a destinazione. Nelle aree industriali meno sorvegliate di notte è possibile assistere allo spettacolo del "tombino fumante". Camion cisterna che viaggiano con il tubo per lo scarico già collegato arrivano in queste aree scaricando sostanze tossiche derivanti dalla lavorazione di

inchiostri o lastre metalliche che, a contatto con le acque nere, generano fumi bianchi. Lo smaltimento in impianti inadatti avviene grazie all'utilizzo delle discariche pubbliche nelle quali vengono smaltiti rifiuti tossici misti a rifiuti solidi urbani senza formare alcuna miscela³⁷.

Altra tecnica particolarmente redditizia consiste nel cosiddetto sversamento bianco. I rifiuti tossici, soprattutto quelli fangosi e liquidi, vengono trasferiti in impianti di compostaggio e sono uniti al compost. La nuova miscela ottenuta fa perdere le tracce del rifiuto tossico e viene rivenduta come concime per l'agricoltura. Negli ultimi anni, poi, soprattutto grazie alle dichiarazioni dei pentiti, si è scoperto che la camorra smaltiva rifiuti tossici anche attraverso il "tombamento" cioè il seppellimento nel cemento utilizzato per costruire edifici pubblici, strade e fondamenta di palazzi³⁸. In altri casi, la camorra costringeva gli agricoltori a sotterrare nei loro fondi fusti di rifiuti tossici. Talvolta, gli stessi agricoltori si sono mostrati conniventi con i clans offrendo loro la possibilità di sotterrare i rifiuti dietro pagamento di somme in denaro³⁹.

Infine, la modalità più semplice e forse più nota, anche per il rilievo mediatico degli ultimi tempi, consiste nello sversamento selvaggio ai bordi delle strade. In questo caso spesso i rifiuti vengono incendiati dando vita a continui roghi. Le tecniche per appiccare gli incendi sono rudimentali. Prima del deposito dei rifiuti

³⁷ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Op. cit.*, 2008.

³⁸ Giordano A., Chiariello P., *Monnezza di Stato. Le terre dei fuochi nell'Italia dei veleni*, Minerva Edizioni, Argelato, 2015.

³⁹ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafia 2007. I numeri e le storie della criminalità ambientale*, Edizioni Ambiente, Milano, 2007.

vengono depositati sul terreno dei pneumatici vecchi riempiti con i rifiuti tossici. I pneumatici così riempiti vengono ricoperti di stracci intrisi di benzina ai quali viene appiccato il fuoco. L'incendio sprigionatosi fa sparire i rifiuti spostando però le sostanze tossiche dal suolo all'atmosfera⁴⁰.

Anche l'analisi della filiera dello smaltimento illegale dei rifiuti è particolarmente interessante per spiegare come tale sistema si sia radicato. Oltre allo smaltitore finale, che è colui che gestisce la discarica, il terreno, l'impianto di compostaggio o la cava dismessa, vi sono i trasportatori che caricano i rifiuti per portarli ai siti di smaltimento; i titolari dei centri di stoccaggio che hanno un ruolo determinante con il sistema del "giro bolla" o del "codice prevalente"; la criminalità dei colletti bianchi formata dai tecnici che mettono le loro competenze a servizio della criminalità organizzata per la falsificazione delle bolle di accompagnamento; gli impiegati pubblici corrotti che autorizzano l'importazione o lo sversamento di rifiuti pericolosi declassificandoli come rifiuti inerti. Infine, vi sono i produttori di rifiuti, imprenditori o rappresentanti di società di rilevanza nazionale, pronti a far smaltire illegalmente gli scarti dalle stesse prodotti pur di risparmiare denaro. Una figura particolarmente rilevante è poi quella dell'intermediario che è colui che contatta le imprese e cerca di comprendere di quali servizi hanno bisogno apprestando la soluzione migliore tra il catalogo delle offerte con tabella dei prezzi⁴¹.

6. "L'organizzazione sociale differenziale" e lo smaltimento illecito dei rifiuti tossici.

Tali modalità sono particolarmente allarmanti perché possono essere esportate in qualsiasi altro contesto o area così come è effettivamente successo. È noto che un individuo "è favorito nella scelta delinquenziale, a parità di condizioni economiche e sociali, quando si trova inserito in un gruppo ove prevalgono definizioni favorevoli alla violazione della legge, rispetto a quelle sfavorevoli"⁴². A contatto con determinati ambienti caratterizzati da specifici modelli di comportamento delinquenziali, un individuo può assimilarli e farli propri quando questi prevalgono sui esempi di condotta integrata. "Il comportamento criminale sistematico è dovuto all'associazione differenziale in una situazione in cui esiste un conflitto culturale, nonché, in ultima analisi, alla disgregazione sociale presente in quella situazione"⁴³. Secondo Sutherland, il comportamento criminale viene appreso con l'associazione con altri soggetti attraverso un processo di comunicazione interattiva che consiste non solo in processi di comunicazione verbale, ma anche attraverso la comunicazione di gesti e di segni. Né in questo tipo di apprendimento può essere trascurata l'influenza che può avere l'imitazione⁴⁴. Secondo il criminologo statunitense, attraverso l'associazione differenziale, possono essere apprese le tecniche necessarie per porre in essere il comportamento criminale e le definizioni che lo sostengono, cioè che lo rendono "conforme".

⁴² Ponti G., *Compendio di Criminologia*, Raffaello Cortina Editore, Milano, 1999, pag. 125.

⁴³ Sutherland E.H., *Principles of criminology*, Philadelphia J.B. Lippincott Company, Chicago, 1969, pag. 9.

⁴⁴ Balloni A., Bisi R., Sette R., *Op. cit.*, 2013.

⁴⁰ Saviano R., *Op. cit.*, 2006.

⁴¹ Iacuzzi A., *Op. cit.*, 2008.

Le tecniche rappresentano il “come” di una specifica azione, mentre le definizioni costituiscono i “perché” o le ragioni per cui la stessa è posta in essere⁴⁵. Il differente grado di disgregazione sociale, gli individui con i quali si viene a contatto, i valori condivisi all’interno di un determinato contesto possono giustificare differenti comportamenti in relazione al rispetto o meno della legge. Quanto maggiore sarà il carisma degli appartenenti all’associazione minore sarà il rigetto del modello criminale⁴⁶. Occorre, poi, tenere in considerazione che anche le opportunità illegittime sono differenzialmente distribuite⁴⁷. La disponibilità dei vari mezzi illeciti è condizionata, infatti, dalla diversa organizzazione sociale dei singoli contesti, pertanto, il tipo di delinquenza posto in essere è limitato dall’accesso ai ruoli illegittimi che dipende sia da fattori sociali che psicologici allo stesso modo di quanto avviene per l’accesso ai ruoli legittimi⁴⁸.

7. Dalla terra dei fuochi in Campania alle terre avvelenate in Italia.

Benché i media non diano il dovuto risalto, la globalizzazione ha influito sullo smaltimento illegale dei rifiuti creando nuove rotte verso Paesi in via di sviluppo, che ricevono tonnellate di scorie inquinanti come quelle tecnologiche o scarti ferrosi, e nuove rotte anche in Italia, coinvolgendo in tale traffico praticamente tutte le regioni. Il fenomeno dello smaltimento illegale

⁴⁵ Williams F.P., McShane M., *Devianza e criminalità*, il Mulino, Bologna, 1999.

⁴⁶ Weber M., *Economia e società*, Edizioni di Comunità, Milano, 1961.

⁴⁷ Cloward R.A., Ohlin L.E., *La teoria delle bande delinquenti in America*, Laterza, Roma-Bari, 1968.

⁴⁸ Marotta G., *Criminologia. Storia, teorie, metodi*, Cedam, Padova, 2015.

dei rifiuti tossici ha superato gli ameni confini della Campania e del Mezzogiorno espandendosi in tutto il territorio nazionale. Le organizzazioni criminali, da un lato, rendendosi conto dei lauti guadagni derivanti dallo smaltimento illecito dei rifiuti si sono specializzate ancora di più dando vita a delle vere e proprie filiere molto più ricche e sofisticate che in passato.

Così, nel tempo, rifiuti tossici interrati sono stati rinvenuti in alcune aree della Puglia. In provincia di Lecce, a Supersano, sono stati scoperti scarti di una locale azienda del settore della produzione e cromatura di scarpe e fibbie che, secondo il pentito della Sacra Corona Unita Silvano Galati, sarebbero attribuibili alla Corrado Group. In Puglia non si può dire che la criminalità organizzata locale sia arrivata a gestire direttamente il ciclo dei rifiuti come in Campania ma, sicuramente, si può sostenere che si è limitata a contattare le imprese che avevano da eliminare rifiuti pericolosi rendendosi disponibile a smaltire eventualmente il carico⁴⁹.

Con l’esigenza di diversificare le destinazioni finali dei traffici illegali, i rifiuti speciali pericolosi sono finiti in regioni considerate immuni fino a qualche anno fa come Molise e l’Umbria. Il Molise ha rappresentato una terra di conquista per la camorra che ha utilizzato, per smaltire illegalmente rifiuti tossici, le aree di Venafro ed Isernia, nonché una fascia che si estende fino all’area costiera. I camion pieni di rifiuti da Napoli arrivavano nella zona industriale di Pozzilli, entravano in un capannone e, dopo

⁴⁹ Foschini G., “I verbali del pentito Schiavone: in Puglia le discariche della camorra”, *La Repubblica*, 02/11/13, disponibile su http://bari.repubblica.it/cronaca/2013/11/02/news/i_verbali_del_pentito_schiavone_in_puglia_le_discariche_della_camorra-70072396/

qualche ora, uscivano e tornavano a Napoli⁵⁰. Il Molise, secondo quanto previsto dal rapporto presentato dalla Direzione Nazionale Antimafia nel 2008, costituisce il punto finale di arrivo per lo smaltimento di rifiuti tossici per la facilità di occultare discariche abusive con la compiacenza di proprietari terrieri corrotti. I camion di Caturano, di colore giallo con la scritta rossa, percorrendo quotidianamente sempre lo stesso percorso dal casello autostradale di Caianello passavano per Venafro, Isernia, Bojano e poi nella zona di Campobasso, in cui scomparivano misteriosamente per poi riapparire sulla statale 87 in direzione contraria. Uno dei soci dell'azienda, Antonio Caturano, nel novembre del 2003 venne già fermato ed arrestato nei pressi del cementificio Colacem di Venafro per trasporto di sostanze tossiche e radioattive⁵¹.

Tuttavia, l'affare del business dei rifiuti è stato fiutato anche dagli stessi imprenditori spregiudicati che hanno cominciato direttamente a smaltire, con le stesse tecniche utilizzate nel Mezzogiorno, i rifiuti prodotti dalle proprie aziende nei propri territori.

Alcune indagini hanno rivelato che sotto la terza corsia dell'autostrada A4 nel Comune di Castegnato in provincia di Brescia vi erano scorie di cromo esavalente, particolarmente cancerogeno, la cui concentrazione, secondo le analisi condotte dall'Arpa di Brescia, superava 1400 volte i limiti imposti dalla legge. Questo non rappresenta l'unico caso di smaltimento illecito di rifiuti nel nord Italia. La tecnica di

nascondere rifiuti pericolosi sotto i "tappeti di asfalto" è stata utilizzata anche nel caso della Autostrada Valdastico (A31). Per realizzare 18 km di massciata di questa autostrada tra Longare e Agugliaro in provincia di Vicenza, nel 2009, sono stati utilizzati 155mila metri cubi di materiale contenenti scorie di acciaieria non bonificate. Dall'inchiesta svolta dalla Procura è emerso che qualcuno avesse sparso materiale altamente inquinante invece di ghiaia inerte. È come se fossero state nascoste nel sottosuolo oltre 62 piscine olimpioniche di rifiuti nocivi. Diverse piccole imprese venete, bresciane, emiliane sono state coinvolte nell'inchiesta con l'accusa di traffico illegale di rifiuti⁵².

Recentemente l'inchiesta "Fiori d'acciaio", condotta dai Carabinieri del Nucleo Investigativo di Brescia, ha portato all'arresto del vice presidente del Consiglio Regionale della Regione Lombardia, Nicoli Cristiani, e di altre nove persone per aver concesso un'autorizzazione integrata ambientale, dietro corresponsione di una tangente, per la discarica di Cappella Cantone, in provincia di Cremona, nella quale era stato sversato amianto. La stessa indagine aveva portato al sequestro anche di due cantieri per la realizzazione del raccordo autostradale Bre.Be.Mi. nel Comune di Cassano d'Adda, in provincia di Milano, ed in quello di Fara Olivana con Sola, in provincia di Bergamo. Il materiale con cui era stato realizzato il fondo stradale era costituito per il 90% da scorie d'acciaieria non trattate. Tali scorie provenivano

⁵⁰ De Chiara P., "Rifiuti, i camion della camorra in Molise", *La Voce del Molise*, 25/10/10, disponibile su <http://www.venafro.org/rifiuti-i-camion-della-camorra-in-molise?pagenome=rifiuti-i-camion-della-camorra-in-molise>

⁵¹ Iaculli A., *Op. cit.*, 2008.

⁵² Petenzi W., "Rifiuti tossici sotto la A31: indagati 5 bresciani", *Corriere di Brescia*, 01/10/13, disponibile su http://brescia.corriere.it/brescia/notizie/cronaca/13_ottobre_1/rifiuti-speciali-sotto-autostrada-valdastico-indagati-cinque-bresciani-lonati-portamb-2223398312650.shtml

da uno stabilimento della bergamasca nel quale il Gruppo Locatelli smaltiva i rifiuti e recuperava prodotti per realizzare fondi stradali. Tuttavia, secondo gli investigatori, i rifiuti sarebbero stati solo apparentemente recuperati ed utilizzati per il fondo stradale, falsificando la documentazione di trasporto per occultare la vera natura delle scorie trasportate⁵³.

Le indagini svolte dal Corpo Forestale dello Stato e dalla Polizia Municipale di Certaldo hanno scoperto che due ditte, la Coedil S.r.l. e la Slic Strade S.r.l., facenti capo agli imprenditori Granchi di Pomarance in provincia di Pisa, smaltivano illegalmente nel proprio impianto di betonaggio, in località Montebello Cantone nel Comune di Certaldo (PI), scorie tossiche derivanti da industrie lombarde, venete e piemontesi. In particolare, gli inquirenti hanno svelato che l'impianto era autorizzato al recupero di rifiuti speciali non pericolosi come calcinacci e inerti, conferiti per essere trasformati in cemento, ma in esso venivano trattate migliaia di tonnellate di rifiuti classificati come "non pericolosi adatti al recupero" e codificati come "residui dell'eliminazione delle sabbie", "fanghi da trattamenti di acque reflue", "limatura, scaglie e polveri di metalli", "terre e rocce", "polveri di abbattimento fumi di acciaierie", miscelandoli con materiale derivante da demolizioni e altri inerti e utilizzati per realizzare sottofondi stradali in numerosi cantieri come quello dell'ospedale di Empoli⁵⁴.

⁵³ Pari M., "Tangenti, Nicoli Cristiani arrestato con altri nove", *Brescia Oggi*, 01/12/11, disponibile su http://www.bresciaoggi.it/stories/Home/311836_tangenti_nicoli_cristianiarrestato_con_altri_nove/

⁵⁴ "Rifiuti e scarti illeciti condannati gli imprenditori Granchi", *Il Tirreno*, 25/02/11, disponibile su <http://iltirreno.gelocal.it/pontedera/cronaca/2011/0>

L'operazione "Giro d'Italia" condotta dalla Procura di Viterbo ha accertato un traffico illecito di rifiuti posto in essere dall'imprenditore Cardiello, già arrestato nel 2003 nell'ambito dell'operazione "Re Mida" coordinata dalla Procura di Napoli, che facendo da intermediario inviava i rifiuti dall'impianto di selezione e compostaggio di Pioppogatto in Versilia ad un impianto di Ancona che trattava i rifiuti solo sulla carta e li declassificava da inquinanti a compost, sulla base di un giro di false bolle e certificazioni⁵⁵.

Quando il tombamento non è stato possibile, anche al Nord sono state utilizzate in maniera illecita le cave per smaltire rifiuti industriali pericolosi. La tecnica è sempre la stessa. Per questo motivo recentemente sono state sequestrate diverse cave, tra i comuni di Martinengo e Mornico al Serio nella provincia di Bergamo, nelle quali, al posto di terra e roccia derivanti da attività di scavo da utilizzare anche per modellare future collinette, era stato sversato materiale contaminato e non correttamente bonificato⁵⁶.

Queste riportate sono soltanto alcune delle tante inchieste svolte ed in corso di svolgimento che attestano le nuove tendenze dalle quali si evidenzia una perdita di egemonia in tali attività

2/25/news/rifiuti-e-scarti-illeciti-condannati-gli-imprenditori-granchi-1.2344122

⁵⁵ Bonuccelli I., "Inquinò la Terra dei fuochi Re Mida va a processo", *Il Tirreno*, 19/12/13, disponibile su <http://iltirreno.gelocal.it/regione/2013/12/19/news/inquino-la-terra-dei-fuochi-re-mida-va-a-processo-1.8332520>

⁵⁶ Tosca P., "Certificati falsi per i rifiuti. Sigilli alla cava Locatelli", *Corriere della Sera*, 23/10/13, disponibile su http://bergamo.corriere.it/bergamo/notizie/cronaca/13_ottobre_23/certificati-falsi-rifiuti-sigilli-cava-locatelli-03547c60-3bb5-11e3-ac98-5d5614d1875c.shtml

delle regioni del Mezzogiorno a favore di un network di imprese criminali che gestiscono diverse rotte lungo tutto lo stivale. Ormai, si può affermare che si è di fronte ad una vera e propria “devolution”⁵⁷ tanto che sono 19 le Regioni interessate da inchieste sullo smaltimento illegale dei rifiuti.

Purtroppo, di ciò non viene data particolare diffusione e spesso appare più semplice localizzare il fenomeno in specifiche aree definite per evitare di creare clamore ed allarme sociale. Tuttavia, le diverse rotte dello smaltimento illecito non sono sconosciute agli inquirenti che già da tempo svolgono le loro indagini tenendo in considerazione questi nuovi trend. Particolarmente interessante, al riguardo, è quanto è emerso, già nel 2006, dalla relazione finale della Commissione Parlamentare di Inchiesta sul ciclo dei rifiuti che ha evidenziato che nessuna regione d'Italia può considerarsi fuori dalle rotte del traffico illecito di rifiuti, sia urbani che speciali. Se fino a poco tempo fa si diceva, semplicisticamente, che la Campania ed in genere le regioni meridionali erano le tappe ultime dei traffici illeciti, oggi si può affermare che si è di fronte ad un fenomeno dalle dimensioni nazionali⁵⁸. In particolare poi le nuove rotte vanno dal nord-ovest al nord-est e dal nord arrivano al centro. Inoltre, vi sono anche quelle che dal sud portano al nord, con la nascita di veri e propri cartelli di trafficanti che operano sia a livello regionale che interregionale. Le indagini hanno posto in evidenza che nelle nuove rotte dei traffici sono coinvolti produttori e titolari di impianti di smaltimento, al di fuori di

contesti operativi riconducibili al crimine organizzato⁵⁹. Ovviamente, le holding criminali ricevono un grosso aiuto dalle disattenzioni degli enti pubblici che, talvolta, hanno rilasciato autorizzazioni troppo a cuor leggero ed hanno peccato nella fase del controllo. Le inchieste hanno evidenziato delle vere e proprie collusioni con i criminali ambientali.

8. Gli attuali strumenti di prevenzione e repressione dello smaltimento illecito di rifiuti tossici.

Un sistema che può arginare lo smaltimento illecito dei rifiuti, e la cui rapida entrata in vigore è da più parti auspicata, è il Sistri che rende tracciabile i rifiuti fin dall'origine. Nelle more, il “giro bolla” continua ad essere il sistema maggiormente utilizzato dagli ecocriminali e si registra un sempre maggiore perfezionamento nella falsificazione dei codici C.E.R. che classificano i rifiuti nel loro ciclo. Conferma di quanto appena affermato proviene dai risultati dei controlli svolti dalle forze dell'ordine sui carichi di rifiuti, movimentati su gomma o per mare, che evidenziano la prevalenza di codici relativi a materie prime seconde o imballaggi, maggiormente idonei a camuffare le sostanze tossiche⁶⁰.

Lo scorso 20 maggio è stata approvata, dopo ventuno anni di attesa, la legge che sanziona i crimini ambientali. In particolare, è stato introdotto un nuovo ed autonomo titolo del codice penale, il VI bis, relativo ai reati contro

⁵⁷ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafia 2006, Op. cit.*, pag. 22.

⁵⁸ Commissione d'inchiesta sul ciclo dei rifiuti della XIV legislatura, *Relazione finale*, Roma, 15/02/06.

⁵⁹ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafia 2006, Op. cit.*

⁶⁰ Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Dossier rifiuti Spa*, Edizioni Ambiente, Milano, 2012.

l'ambiente ed i loro effetti nefasti sulla vita umana. Sono stati inseriti nell'ordinamento, così, il reato di inquinamento ambientale, il delitto di morte o lesioni come conseguenza del delitto di inquinamento ambientale, il reato di disastro ambientale, il reato di traffico e abbandono di materiale ad alta radioattività, il reato di impedimento del controllo ed, infine, quello di omessa bonifica. Il novello provvedimento legislativo si caratterizza per l'inasprimento delle sanzioni, per la previsione della reclusione per i sei nuovi delitti con pene che vanno dai 2 ai 15 anni e per il raddoppio dei tempi di prescrizione⁶¹.

Con l'art. 452bis del c.p. viene previsto e punito l'inquinamento ambientale con la reclusione da 2 a 6 anni e con la multa da 10.000 a 100.000 euro. Risponde di tale reato chiunque abusivamente cagiona una compromissione o deterioramento "significativo e misurabile" dello stato preesistente delle acque o dell'aria, o di porzioni del suolo e del sottosuolo o di un ecosistema, della biodiversità anche agraria, della flora e della fauna. La norma, poi, stabilisce che il reato è aggravato se posto in essere in un'area protetta o sottoposta a vincolo o in danno di specie animali o vegetali protette.

L'art. 452ter prevede aggravanti nel caso in cui dall'inquinamento ambientale derivi alla persona una lesione personale, o una lesione lieve, o una lesione grave, o una lesione gravissima o, infine, la morte. Nel caso in cui gli eventi lesivi siano plurimi e posti in essere da più soggetti si applica la pena prevista per il reato più grave aumentata

⁶¹ "Ecoreati, cosa dice la nuova legge", *Repubblica.it*, 19/05/15 disponibile su http://www.repubblica.it/ambiente/2015/05/19/news/ecoreati_cosa_dice_la_nuova_legge-114772020/

fino al triplo, ma non eccedendo mai il limite di anni 20 di reclusione.

Con il reato di disastro ambientale, previsto dall'art. 452quater, si punisce con la reclusione da 5 a 15 anni chiunque, al di fuori dei casi previsti dall'art. 434 c.p., abusivamente cagiona un disastro ambientale. Inoltre, la norma precisa che costituiscono disastro ambientale l'alterazione irreversibile di un ecosistema o un'alterazione dell'equilibrio dell'ecosistema la cui eliminazione risulti particolarmente onerosa e ottenibile solo con provvedimenti eccezionali o l'offesa all'incolumità pubblica determinata avendo riferimento sia alla rilevanza del fatto in relazione alla compromissione ambientale o dei suoi effetti lesivi, sia al numero delle persone offese o esposte al pericolo. L'art. 452quinq. c.p. prevede anche la commissione colposa oltre a quella dolosa delle fattispecie previste dagli artt. 452bis e 452quater e stabilisce la diminuzione delle pene previste da un terzo a due terzi, e se dalla commissione di tali fatti deriva il pericolo di inquinamento ambientale o di disastro ambientale le pene sono ulteriormente diminuite di un terzo⁶².

L'art. 452sexies prevede e punisce il delitto di traffico ed abbandono di materiale ad alta radioattività con la reclusione da due a sei anni e con la multa da 10.000 a 50.000 euro. Risponde di tale reato chiunque abusivamente cede, acquista, riceve, trasporta, importa, esporta, procura ad altri, detiene, trasferisce, abbandona o si disfa illegittimamente di materiale ad alta radioattività, salvo che il fatto costituisca più grave reato. Sono previsti aumenti delle pene se

⁶² Senato della Repubblica, *Disegno di Legge n. 1345-B*, disponibile su <http://www.leggioggi.it/wp-content/uploads/2015/05/Ecoreati2015.pdf>

dal fatto deriva il pericolo di compromissione o di deterioramento delle acque o dell'aria o di porzioni estese o significative di sottosuolo o del suolo; di un ecosistema, della biodiversità, anche agraria, della flora o della fauna. Le pene sono aumentate fino alla metà se dal fatto deriva pericolo per la vita o per l'incolumità delle persone.

L'art. 452septies prevede il reato di impedimento del controllo che punisce con la reclusione da uno a quattro anni e con la multa da 20.000 a 80.000 euro, chiunque, salvo che il fatto costituisca più grave reato, negando l'accesso, predisponendo ostacoli o mutando artificialmente lo stato dei luoghi, impedisce o intralcia o elude l'attività di vigilanza e controllo ambientali e di sicurezza e igiene del lavoro, ovvero ne compromette gli esiti⁶³.

L'art. 452terdecies prevede il reato di omessa bonifica e punisce con la reclusione da 1 a 4 anni e con la multa da 20.000 a 80.000 euro chiunque essendovi obbligato per legge, per ordine del giudice o di un'autorità pubblica, non provvede alla bonifica, al ripristino o al recupero dello stato dei luoghi⁶⁴.

Particolarmente interessante appare la previsione dell'art. 452octies che stabilisce delle circostanze aggravanti che si applicano quando le

associazioni di cui all'art. 416 o 416bis c.p. sono dirette, in via esclusiva o concorrente, alla commissione di uno dei delitti previsti dal titolo VIbis. In sede di condanna o patteggiamento per reati ambientali sono previsti, inoltre, la confisca dei beni e il ripristino dello stato dei luoghi. Importante anche la possibilità del ravvedimento operoso che consente la diminuzione della pena dalla metà ai due terzi per chi si impegna ad evitare che l'attività illecita possa giungere a conseguenze ulteriori o mette in sicurezza, bonifica e se possibile ripristina lo stato dei luoghi prima che sia aperto il dibattimento in primo grado. Per chi collabora concretamente con l'autorità giudiziaria o di polizia per ricostruire i fatti illeciti e per rintracciare l'autore è prevista una diminuzione di pena da un terzo alla metà⁶⁵.

Non sono mancate polemiche per le disposizioni che prevedono la distinzione tra atto di inquinamento doloso ed atto accidentale o sul significato da attribuire all'avverbio abusivamente inserito nella fattispecie del reato di disastro ambientale o, ancora, sulla configurazione del reato di disastro ambientale come reato di evento e che, quindi, si consuma quando avviene l'evento, che talvolta può verificarsi dopo diversi anni, come nel caso dell'Eternit⁶⁶. Tuttavia, "l'attuazione di questa legge non sarà operazione semplice né indolore,

⁶³ Q.F., "Ecoreati, ecco i delitti contro l'ambiente: dal disastro alla morte per inquinamento", *Il Fatto quotidiano*, 19/05/15, disponibile su <http://www.ilfattoquotidiano.it/2015/05/19/ecoreati-i-ecco-i-delitti-contro-l-ambiente-dal-disastro-alla-morte-per-inquinamento/1700208>

⁶⁴ Trinchera T., "Approvato definitivamente dal Senato il ddl che introduce nuovi delitti contro l'ambiente", *Diritto Penale Contemporaneo*, 20/05/15, disponibile su <http://www.penalecontemporaneo.it/area/1-1/-/-/3934-approvato-definitivamente-dal-senato-il-ddl-che-introduce-nuovi-delitti-contro-l-ambiente>

⁶⁵ Va. L., "Ecoreati: il Ddl è legge. Nel codice penale quattro delitti contro l'ambiente", *Il Sole 24 Ore*, 19/05/15, disponibile su: <http://www.sanita24.ilsole24ore.com/art/in-parlamento/2015-05-19/ecoreati-ddl-e-legge-codice-penale-cinque-delitti-contro-l-ambiente-194901.php?uuid=AB6Fm2iD>

⁶⁶ "Ecoreati, Guariniello boccia la legge: 'Non evita i casi Eternit'", *Il Secolo XIX*, 20/05/15, disponibile su <http://www.ilsecoloxix.it/p/italia/2015/05/20/ARYlArVE-ecoreati-guariniello-eternit.shtml>

per varie ragioni; ne sono perfettamente consapevoli anche i suoi sostenitori”⁶⁷. Infatti, appare evidente il grosso margine discrezionale lasciato alla magistratura nel dare un contenuto preciso ai concetti di compromissione, deterioramento, alterazione, abusivo. Anche la previsione del ravvedimento operoso che può dar adito ad uno sconto di due terzi di pena solleva qualche dubbio⁶⁸. Non può sfuggire, però, il grande passo in avanti compiuto, tenuto conto che finora le pene previste dal nostro codice erano solo di tipo contravvenzionale. Salutato da più parti con favore anche l’incremento del tempo di prescrizione per i suddetti reati.

Per combattere con maggiore efficacia lo smaltimento illegale dei rifiuti sarebbe necessario, prima di tutto, assicurare l’effettività della sanzione penale attraverso processi rapidi che definiscano le responsabilità dedotte in giudizio.

Il fenomeno risulta particolarmente esteso e non bastano gli strumenti repressivi per affrontarlo, e la lotta allo stesso richiede un *quid pluris*, oltre all’aumento del numero dei controlli preventivi, consistente nell’intervento attivo prima di tutto delle Istituzioni di ogni ordine e grado, delle forze economiche che impongano modelli economici sani, delle associazioni e dei cittadini che mobilitandosi attivamente svolgano quella funzione di cittadinanza attiva che è necessaria

⁶⁷ Palmisano S., “Ecoreati: nonostante le criticità della legge, il Paese è un po’ meno incivile”, *Il Fatto Quotidiano*, 20/05/15, disponibile su <http://www.ilfattoquotidiano.it/2015/05/20/ecoreati-i-nonostante-le-criticita-della-legge-il-paese-e-un-po-meno-incivile/1701225/>

⁶⁸ Della Sala V., “Approvata la legge ecoreati. È debole e ispirata da Confindustria”, *Peacelink telematica per la pace*, disponibile su <http://www.peacelink.it/ecologia/a/41719.html>

per cambiare le cose e provare a vincere la guerra alle ecomafie.

Bibliografia e sitografia.

- Baccaro A., Musella A., *Il Paese dei veleni. Biocidio, viaggio nell’Italia Contaminata*, Round Robin, Roma, 2013.
- Balloni A., Bisi R., Sette R., *Manuale di criminologia. Le teorie*, Clueb, Bologna, 2013.
- Becker G.S., “Crime and punishment: an economic approach”, in *Journal of Political Economy*, 76, 2, 1968, pp. 169-217.
- Benson B.L., Zimmerman P.R. (Edited by), *Handbook on the economics of crimes*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham, 2010.
- Bonuccelli I., “Inquinò la Terra dei fuochi Re Mida va a processo”, in *Il Tirreno*, 19 dicembre 2013. Disponibile alla pagina <http://iltirreno.gelocal.it/regione/2013/12/19/news/inquino-la-terra-dei-fuochi-re-mida-va-a-processo-1.8332520>
- Capacchione R., *L’oro della camorra*, BUR, Milano, 2008.
- Cloward R.A., Ohlin L.E., *La teoria delle bande delinquenti in America*, Laterza, Roma-Bari, 1968.
- Commissione d’inchiesta sul ciclo dei rifiuti della XIV legislatura, *Relazione finale*, Roma, 15/02/06.
- Commissione d’inchiesta sul ciclo dei rifiuti della XXIII legislatura, *Relazione sulla morte del capitano di fregata Natale De Grazia*, Roma, 05/02/13.
- Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno delle Mafie e sulle Altre Associazioni Criminali, anche Straniere, *Seduta n. 72 del 16/12/14*, Camera dei Deputati, Roma, 2014.
- Consiglio Superiore della Magistratura, *Criminalità organizzata ed economia illegale. Risoluzione del 24 luglio 2002*, Roma, 2002.
- D’Alisa G., Burgalassi D., Healy H., Walter M., “Conflict in Campania: Waste emergency or crisis of democracy”, in *Ecological Economics*, 70, 2010, pp. 239-249.
- De Chiara P., “Rifiuti, i camion della camorra in Molise”, in *La Voce del Molise*, 25 ottobre 2010. Disponibile alla pagina www.venafano.org/rifiuti-i-camion-della-camorra-in-molise?pagenome=rifiuti-i-camion-della-camorra-in-molise

- De Crescenzo D., “La truffa dell’emergenza rifiuti. La compagnia delle ecoballe”, in *Narcomafie*, Luglio-Agosto, Torino, 2007. Disponibile alla pagina www.narcomafie.it/articoli/2007/art2_7_2007.htm
- Della Sala V., “Approvata la legge ecoreati. È debole e ispirata da Confindustria”, in *Peacelink telematica per la pace*. Disponibile alla pagina www.peacelink.it/ecologia/a/41719.html
- “Ecoreati, cosa dice la nuova legge”, in *Repubblica.it*, 19 maggio 2015. Disponibile alla pagina www.repubblica.it/ambiente/2015/05/19/news/ecoreati_cosa_dice_la_nuova_legge-114772020/
- “Ecoreati, Guariniello bocchia la legge: ‘Non evita i casi Eternit’”, in *Il Secolo XIX*, 20 maggio 2015. Disponibile alla pagina www.ilsecoloxix.it/p/italia/2015/05/20/AR_YlArVE-ecoreati_guariniello_eternit.shtml
- Ehrlich I., “Participation in illegitimate activities: an economic analysis: a theoretical and empirical investigation”, in *Journal of Political Economy*, 81, 3, 1973, pp. 521-565.
- Elster J., *The Cement of Society. A Study of Social Order*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989, trad. it. a cura di Palmiello P., *Il cemento della società. Uno studio sull'ordine sociale*, il Mulino, Bologna, 1995.
- Foschini G., “I verbali del pentito Schiavone: in Puglia le discariche della camorra”, in *la Repubblica*, 02 novembre 2013. Disponibile alla pagina http://bari.repubblica.it/cronaca/2013/11/02/news/i_verbali_del_pentito_schiavone_in_puglia_le_discariche_della_camorra-70072396/
- Garland D., “The limits of the Sovereign State. Strategy of crime control in contemporary society”, in *British Journal of Criminology*, 36/4, 1996, pp. 445-471.
- Giordano A., Chiariello P., *Monnezza di Stato. Le terre dei fuochi nell'Italia dei veleni*, Minerva Edizioni, Argelato, 2015.
- Guadagno G., *La nuova sociologia criminale*, Liguori Ed., Napoli, 1973.
- Iacuellì A., *Le vie infinite dei rifiuti. Il sistema campano*, Rinascita edizioni, Roma, 2008.
- Iovene, B., *Campania Infelix*, ed. BUR, Milano, 2008.
- Izzo A., *I percorsi della ragione. Il tema della razionalità nella storia del pensiero sociologico*, La Nuova Italia, Roma, 1995.
- Marotta G., *Criminologia. Storia, teorie, metodi*, Cedam, Padova, 2015.
- Marselli R., Vannini M., *Economia della criminalità. Delitto e castigo come scelta razionale*, Utet, Torino, 1999.
- Massari, M. and Monzini, P., “Dirty business in Italy: a case study of trafficking in hazardous waste”, in *Global Crime*, 6, 2004, pp. 285–304.
- Massari, M., *Ecomafias and waste entrepreneurs in the Italian market*, The 6th crossborder crime colloquium, Berlino, Settembre, 2004.
- Matza D., *Delinquency and drift*, Wiley, New York, 1964.
- Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafie 2003*, Sistemi Editoriali, 2003.
- Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rifiuti Spa Radiografia dei traffici illeciti*, Edizioni Ambiente, Milano, 2005.
- Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafia 2006*, Milano, 2006.
- Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rapporto Ecomafia 2007. I numeri e le storie della criminalità ambientale*, Edizioni Ambiente, Milano, 2007.
- Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Dossier rifiuti Spa*, Edizioni Ambiente, Milano, 2012.
- Osservatorio Ambiente e Legalità di Legambiente, *Rifiuti Spa. Dieci anni d'inchieste sui traffici illegali di rifiuti. I risultati raggiunti e le proposte per un nuovo sistema di tutela penale dell'ambiente*, Edizioni Ambiente, Milano, 2012.
- Palmisano S., “Ecoreati: nonostante le criticità della legge, il Paese è un po meno incivile”, in *Il Fatto Quotidiano*, 20 maggio 2015. Disponibile alla pagina www.ilfattoquotidiano.it/2015/05/20/ecoreati-nonostante-le-criticita-della-legge-il-paese-e-un-po-meno-incivile/1701225/
- Pari M., “Tangenti, Nicoli Cristiani arrestato con altri nove”, in *Brescia Oggi*, 01 dicembre 2011. Disponibile alla pagina www.bresciaoggi.it/stories/Home/311836_tangenti_nicoli_cristianiarrestato_con_altri_nove
- Pasotti, E., “Sorting through the trash: the waste management crisis in Southern Italy”,

- in *South European Society and Politics*, 15 (2), 2010, pp. 289–307.
- Petenzi W., “Rifiuti tossici sotto la A31: indagati 5 bresciani”, in *Corriere di Brescia*, 01 ottobre 2013. Disponibile alla pagina http://brescia.corriere.it/brescia/notizie/cronaca/13_ottobre_1/rifiuti-speciali-sotto-autostrada-valdastico-indagati-cinque-bresciani-lonati-portamb-2223398312650.shtml
 - Ponti G., *Compendio di Criminologia*, Raffaello Cortina Editore, Milano, 1999.
 - Q.F., “Ecoreati, ecco i delitti contro l’ambiente: dal disastro alla morte per inquinamento”, in *Il Fatto quotidiano*, 19 maggio 2015. Disponibile alla pagina www.ilfattoquotidiano.it/2015/05/19/ecoreati-ecco-i-delitti-contro-lambiente-dal-disastro-alla-morte-per-inquinamento/1700208
 - “Rifiuti e scarti illeciti condannati gli imprenditori Granchi”, in *Il Tirreno*, 25 febbraio 2011. Disponibile alla pagina <http://iltirreno.gelocal.it/pontedera/cronaca/2011/02/25/news/rifiuti-e-scarti-illeciti-condannati-gli-imprenditori-granchi-1.2344122>
 - Saviano R., *Gomorra. Viaggio nell’impero economico e nel sogno di dominio della camorra*, Mondadori Ed., Milano, 2006.
 - Savona U., Lasco F., Di Nicola A., Zoffi P., “Processi di globalizzazione e criminalità organizzata transnazionale”, in *Transcrime Working Papers*, 29, 1998, pp. 1-31.
 - Senato della Repubblica, *Disegno di Legge n. 1345-B*. Disponibile alla pagina <http://www.leggioggi.it/wp-content/uploads/2015/05/Ecoreati2015.pdf>
 - Senior K., Mazza A., “Italian ‘Triangle of death’ linked to waste crisis”, in *The Lancet Oncology*, Vol. 5, (9), 2004, pp. 525-527.
 - Sutherland E.H., *Principles of criminology*, Philadelphia J.B. Lippincott Company, Chicago, 1969.
 - Tosca P., “Certificati falsi per i rifiuti. Sigilli alla cava Locatelli”, in *Il Corriere della Sera*, 23 ottobre 2013. Disponibile alla pagina http://bergamo.corriere.it/bergamo/notizie/cronaca/13_ottobre_23/certificati-falsi-rifiuti-sigilli-cava-locatelli-03547c60-3bb5-11e3-ac98-5d5614d1875c.shtml
 - Trinchera T., “Approvato definitivamente dal Senato il ddl che introduce nuovi delitti contro l’ambiente”, in *Diritto Penale Contemporaneo*, 20 maggio 2015. Disponibile alla pagina www.penalecontemporaneo.it/area/1-1/-/-/3934-approvato-definitivamente-dal-senato-il-dl-che-introduce-nuovi-delitti-contro-l-ambiente
 - Va. L., “Ecoreati: il Ddl è legge. Nel codice penale quattro delitti contro l’ambiente”, in *Il Sole 24 Ore*, 19 maggio 2015. Disponibile alla pagina www.sanita24.ilsole24ore.com/art/in-parlamento/2015-05-19/ecoreati-ddl-e-legge-codice-penale-cinque-delitti-contro-l-ambiente-194901.php?uuid=AB6Fm2iD
 - Weber M., *Economia e società*, Edizioni di Comunità, Milano, 1961.
 - Williams F.P., McShane M., *Devianza e criminalità*, il Mulino, Bologna, 1999.

Donne autrici o vittime di reato? Un'indagine sull'efficacia delle misure alternative nei percorsi di recupero delle detenute nel contesto agrigentino

*Ignazia Bartholini**

Riassunto

Nel senso comune la pena detentiva è considerata un elemento inevitabile della società contemporanea. Essa continua ad essere percepita nell'immaginario collettivo come uno strumento di segregazione per coloro che sono riconosciuti colpevoli di particolari reati. I principi classici della prontezza, proporzionalità, infallibilità e dolcezza della pena non si identificano oggi esclusivamente con un edificio – la prigione – ma, sempre più di frequente, con strumenti alternativi e più efficaci per il recupero e la risocializzazione del soggetto. Proprio in questi decenni in cui l'intreccio fra povertà, penalità ed esclusione sociale diviene sempre più evidente, l'afflizione a cui il singolo è sottoposto coinvolge il sistema sociale e la sua inabilità nell'includere i soggetti più vulnerabili. Perciò, a quarant'anni dalla riforma penale, in un'ottica di reinserimento e risocializzazione, le più tradizionali risposte retributive sono sostituite da interventi di conciliazione e di tipo riparativo.

Il tema che viene analizzato riguarda l'efficacia delle misure alternative alla detenzione concesse alle donne condannate quale strumento di inclusione e di ridefinizione delle relazioni con la comunità, nel superamento dei limiti delle ossessioni securitarie che talvolta provengono da taluni ambienti sociali come quello – analizzato – del contesto agrigentino. Ciò ha presupposto, da un lato, una lettura del dettato normativo di riferimento e della letteratura sociologica concernente la criminalità femminile e, dall'altro, un'analisi complessiva della condizione femminile all'interno degli istituti di pena, attraverso l'analisi degli ultimi dati forniti dall'Istat sulla attuale situazione delle carceri. Per evidenziare, in ultimo, l'utilità delle misure alternative alla detenzione, è stata svolta una ricerca sulla loro efficacia attraverso l'analisi dei percorsi di recupero predisposti dall'U.E.P.E. di Agrigento per le donne detenute all'interno di un contesto sociale che ne fa delle vittime piuttosto che delle autrici consapevoli di reato. Tutto ciò ha consentito una valutazione, sia pure parziale per l'inevitabile limite prospettico che un *case study* porta con sé, dell'efficacia di tali misure.

Résumé

Au sens commun du terme, la peine de la détention est une caractéristique inévitable de la société contemporaine. Dans l'imaginaire collectif, elle continue d'être considérée comme un moyen pour isoler ceux qui ont été reconnus coupables de certains crimes. Aujourd'hui, les principes classiques de la rapidité, de la proportionnalité, de l'infailibilité et de la douceur des peines ne s'identifient pas exclusivement à un bâtiment – la prison – mais, de plus en plus, aux mesures alternatives plus efficaces pour la réinsertion du condamné. C'est plus précisément au cours de ces dernières décennies que l'interaction entre la pauvreté, la pénalité et l'exclusion sociale devient de plus en plus évidente; par conséquent, l'affliction subie par l'individu affecte le système social et met en évidence ses difficultés d'intégrer les plus vulnérables. Pour cette raison, quarante ans après la réforme pénale, les réponses rétributives les plus classiques sont remplacées par des interventions de conciliation et réparatrices.

La question analysée par cet article concerne l'efficacité des mesures alternatives à la détention accordées aux femmes condamnées en tant que moyen d'intégration et de renouvellement des relations avec la communauté afin de dépasser les limites des obsessions sécuritaires qui proviennent parfois de certains milieux sociaux comme celui du territoire d'Agrigente qui a été analysé. Cela a supposé, d'un côté, une étude des normes et de la littérature sociologique concernant la criminalité des femmes; de l'autre, une analyse globale de la condition des femmes en prison par le biais des dernières données publiées par l'ISTAT (Institut National de la Statistique) sur la situation actuelle des institutions pénitentiaires en Italie.

Enfin, dans le but de montrer l'utilité des mesures alternatives à la détention, l'auteur a mené une recherche sur leur efficacité analysant les actions de réinsertion sociale mises en place par le U.E.P.E. (Service d'Insertion et de Probation) d'Agrigente au bénéfice des femmes détenues. Ces dernières, par rapport au contexte social d'origine, sont des victimes plutôt que des auteurs ayant consciemment commis les crimes.

Tout cela a permis à l'auteur d'effectuer une évaluation de l'efficacité de ces mesures, même s'il agit d'une évaluation partielle en raison des inévitables limites de perspective d'une étude de cas.

* Ricercatrice confermata, Dipartimento "Culture e società", Università di Palermo.

Abstract

In the common meaning of the term, incarceration is an unavoidable feature of contemporary society. In the collective imagination, it continues to be considered to be the way to isolate those who had been convicted of certain types of crime. Nowadays, classical principles of speed, proportionality, infallibility, and mildness of punishments do not exclusively identify a building – the prison – but increasingly identify also alternatives to detention which are the most effective forms of rehabilitation. Specifically in recent years, the interaction between poverty, penalty and social exclusion is becoming more and more evident; therefore, the affliction suffered by any individual affects all of society and highlights its problems in order to integrate the most vulnerable. For this reason, 40 years after penal reform, more traditional retributive sentencing practices are replaced by conciliation and restorative procedures.

This article deals with the issue of effectiveness of alternatives to incarceration granted to convicted women as a means to achieve social integration and meaningful relationships with the community in order to move beyond the limits of security obsessions that can be found in certain social environments such as the analysed province of Agrigento. This required, on the one hand, a study of laws and sociological literature regarding women's criminality; on the other, a global analysis of women prisoners' conditions using the latest data published by ISTAT (Italian Institute of Statistics) on the current situation in Italian penal institutions.

Finally, with the aim of demonstrating the usefulness of alternatives to detention, the author conducted research on their effectiveness by analysing social reintegration actions implemented by U.E.P.E. (Probation Service) of Agrigento for female prisoners. In relation to social context of origin, these women are victims rather than authors having consciously committed the crimes.

All this led the author to conduct an effectiveness evaluation of these measures, albeit a partial one due to inevitable limitations in a case-study.

Key words: women; alternatives to detention; prison; local contexts.

1. Donne e crimine, una breve analisi teorica.

Ciò che hanno cercato di spiegare gli studi recenti sulla criminalità femminile concerne per un verso il contributo di genere al manifestarsi della criminalità¹, dall'altro il modo in cui essa si crea come prodotto sociale e il suo evolversi in funzione delle componenti culturali dell'ambiente di riferimento². Il mondo della

criminalità è stato frequentato ufficialmente, per gran parte e per lungo tempo, da uomini. Partendo dal presupposto che la criminalità femminile di livello "soft" (occasionale, minoritaria e disorganizzata), in opposizione a quella maschile di livello "hard" (organizzata e normalizzata), sia una costruzione sociale sedimentata nel tempo³, è possibile affermare che esistono delle rappresentazioni culturali in grado di orientare la percezione collettiva di ciò che è reato e di ciò che concerne i reati femminili nella loro caratterizzazione e valutazione. La costruzione sociale delle differenze che

¹ Burkhart K.W., *Women in Prison*, Double-day & Co, New York, 1976; Walker H., "Women's issues in probation practice", in H. Walker & B. Beamont (eds.), *Working with offenders*, Macmillan, London, 1985; de Cataldo Neuburger L., *La criminalità femminile tra stereotipi culturali e malintese realtà*, Cedam, Padova, 1996; Gelsthorpe L., "Female offending: a theoretical overview", in McIvor G. (ed.), *Women who offend. Research Highlights in Social Work 44*, Jessica Kingsley Publishers, London, 2004.

² Adler F., *Sisters in Crime*, McGraw-Hill Book Company New York, 1975; Buonanno R., *L'altra donna. Devianza e criminalità*, Adriatica, Bari, 1983; Faccioli F., *I soggetti deboli. I giovani e le donne nel sistema penale*, Franco Angeli, Milano, 1990; Feinman C., *The Criminalization of a Woman's Body*, Routledge, London, 1992; Pitch T., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992; Hagan J.,

Crime and Disrepute. Sociology of new Century, Pine Forge Press, Thousand Oaks (California), 1994; Naffine N., *Feminism and Criminology*, Cambridge Polity Press, Cambridge, 1997; Zucca M., *Donne delinquenti. Storie di streghe, eretiche, ribelli, rivoltose, tarantolate*, Edizioni Simone, Napoli, 2004; Hedderman C., *Empty cells or empty words*, Criminal Justice Alliance, London, 2012.

³ Carlen P., Worrall A., *Analysing women's imprisonment*, Willan, Cullompton, 2004; Chesney-Lind M., Irwin K., "Patriarchy, crime and justice: Feminist

investono le identità maschili e femminili ha per lungo tempo riprodotto meccanismi di segregazione dei ruoli in virtù del fatto che la criminalità, come il carcere, tradizionalmente “sono domini maschili (...) mai esaminati come tali”⁴.

Molti studi recenti sottolineano quindi come la “marginalizzazione” della criminalità femminile sia il risultato di un dominio culturale maschile che pone in ombra la reale funzione delle donne all’interno del “topos” criminale, ma che non descrive adeguatamente il ruolo che di fatto esse hanno svolto⁵. Allo stesso modo la risocializzazione nei suoi strumenti legislativi e nelle sue pratiche solo di recente ha affrontato il tema delle discriminazioni di genere. Sono state soprattutto le donne ad occuparsi di questo tema⁶, ma il dibattito è ancora aperto e lungi dall’aver raggiunto un approdo concettuale.

Il legislatore, dal suo canto, appare quasi sempre come portatore di un atteggiamento indulgente e, quindi, segregante nei confronti delle donne. Nel porre in essere strumenti alternativi alla

detenzione a loro rivolti, ha più volte sottolineato la necessità di evitare il gravitare nei circuiti penitenziari delle stesse, ma ciò “solo” in virtù della loro condizione di madri⁷ e non della persona stessa come autrice di reato.

Nel senso comune la pena detentiva è considerata un elemento inevitabile della società contemporanea. Essa continua, ancora oggi, ad essere percepita nell’immaginario collettivo come uno strumento di confinamento per coloro che sono riconosciuti colpevoli di particolari reati. Tuttavia, principi classici della prontezza, proporzionalità, infallibilità e dolcezza della pena non si identificano oggi esclusivamente con un edificio – la prigione – ma, sempre più di frequente, con strumenti alternativi e più efficaci al recupero e alla risocializzazione del soggetto. Il Consiglio d’Europa, dopo l’iniziale attenzione rivolta al sistema detentivo, già dagli anni ’90, con le Raccomandazioni in materia di *probation* R(92)16, R(2000)22 e R(2010)1, ha spostato il proprio interesse nei confronti delle misure alternative alla detenzione, che vengono più propriamente definite *community sanctions*. Si tratta quindi di distinguere le funzioni sanzionatorie visibili, attraverso le mura del carcere, da quelle invisibili delle misure alternative, fatte di un reticolo immateriale di relazioni istituzionali ed umane, giuridiche e professionali che determina la realtà effettiva dell’ammesso alla misura. Proprio in questi decenni in cui l’intreccio fra povertà, penalità ed esclusione sociale diviene sempre più evidente, l’afflizione a cui il singolo è

criminology in era of backlash”, *Feminist Criminology*, 1(1), 2008, pp. 6-26.

⁴ Pitch T., “Dove si vive, come si vive”, in Campelli E., Faccioli F., Giordano V., Pitch T., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992, pag. 26.

⁵ Edwards S., *Gender, sex and law*, Croom Helm, London, 1985; Minicucci G., *Qui e altrove. Famiglie di Calabria e Argentina*, Franco Angeli, Milano, 1989; Sibert R., *Mafia e quotidianità*, Il Saggiatore, Milano, 1996; Dino A. (in collaborazione con Principato T.), *Mafia Donna. Le vestali del sacro e dell’onore*, Flaccovio, Palermo, 1997; Dino A., *Mutazioni. Etnografia del mondo di Cosa Nostra*, La Zisa, Palermo, 2002; Dino A., *Gli ultimi padrini. Indagine sul governo di Cosa Nostra*, Laterza, Roma-Bari, 2011.

⁶ Faccioli F., *I soggetti deboli. I giovani e le donne nel sistema penale*, Franco Angeli, Milano, 1990; Pitch T., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992; Patel S., Stanley S., *The use of the community order and the suspended sentence order for women*, Center for Crime and Justice Studies, London, 2008.

⁷ Thomas C.W., “Prisonization or Resocialization? A Study of External Factors Associated with the Impact of Imprisonment”, *Journal of research in crime and Delinquency*, 10(13), 1973, pp.13-21; Santoro E., *Carcere e società liberale*, Torino, Giappichelli, 2004; Mosconi

sottoposto coinvolge il sistema sociale e la sua inabilità nell'includere i soggetti più vulnerabili. Perciò, a quarant'anni dalla riforma penale, in un'ottica di reiserimento e risocializzazione, le più tradizionali risposte retributive sono sostituite da interventi di conciliazione e di tipo riparativo. Le *community sanctions* non escludono un retablo di relazioni "necessarie" alla ricostruzione identitaria dell'ammesso alla misura. Si tratta quindi di analisi quantitative – quelle che vengono sviluppate qui di seguito – che si intrecciano con i prodromi di rappresentazioni sociali, di percezioni eteroriflesse, di relazioni significative necessarie ad un effettivo percorso di recupero delle detenute.

2. Pene afflittive e misure alternative.

La tabella n. 1 descrive efficacemente i numeri del "sovraffollamento" dei detenuti ospitati che superano, nel rapporto fra il numero degli istituti penitenziari e il totale della popolazione detenuta, la capienza regolamentare prevista tranne che in qualche caso (gli istituti penitenziari della Basilicata, Abruzzo, Piemonte, Sardegna, Toscana, Trentino-Alto Adige, Valle D'Aosta). È da precisare però che nel numero complessivo sono compresi anche coloro che si trovano in carcere in regime di semilibertà. Il numero dei detenuti stranieri è più alto nelle regioni centro-settentrionali rispetto a quelle meridionali, ad eccezione della Sicilia in cui, a fronte di 23 istituti penitenziari presenti, il numero totale dei detenuti, in buona parte stranieri, supera di poche decine la capienza regolamentare. Ai fini della nostra ricerca un posto a parte occupano le donne che, invece,

G., Sarzotti C., *Antigone in carcere*, Carocci Editore,

sono presenti, come nelle restanti regioni, in una percentuale marginale e il loro numero rispetto al totale risulta piuttosto esiguo.

Nella situazione attuale il fenomeno della detenzione femminile deve essere ricondotto ai mutamenti sociali, politici ed economici che hanno interessato il nostro Paese⁸ e che hanno visto insieme ai reati comunemente attribuiti alle donne – come la prostituzione – anche l'ingresso delle medesime nell'area dei reati di tipo mafioso e organizzati. Sono frequenti i reati legati alla tossicodipendenza (spaccio e detenzione di sostanze stupefacenti), in cui le donne straniere vengono utilizzate come "manovalanza" dalle organizzazioni criminali⁹, e i reati contro il patrimonio (furto, rapina, taccheggio, estorsione); infine solo una piccola percentuale è accusata di omicidio e generalmente si tratta di reazioni a violenze subite in prima persona o dai figli.

Tra gli aspetti considerati per spiegare la tipicità dei reati femminili vi è quella relativa al disagio sociale. La condizione di povertà sembra anche offrire una spiegazione ai tassi di recidiva.

Negli ultimi anni si è poi registrato un incremento della partecipazione femminile alla criminalità organizzata: è il caso di donne fedeli al contesto mafioso di appartenenza oppure, al

Roma, 2004.

⁸ Vitello F., Stefanizzi S., "Genere e criminalità: alcune riflessioni sui dati delle statistiche giudiziarie", in de Cataldo Neuburger L., *La criminalità femminile tra stereotipi culturali e malintese realtà*, Cedam, Padova, 1996, pag. 84.

⁹ Faccioli F., "Le donne in carcere: la composizione sociale, i reati, le pene", in Campelli E. et al., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992; Dino A. (in collaborazione con Principato T.), *Mafia Donna. Le vestali del sacro e dell'onore*, Flaccovio, Palermo, 1997; Dino A., *Mutazioni. Etnografia del mondo di Cosa Nostra*, La Zisa, Palermo, 2002.

contrario, ribelli e collaboratrici di giustizia.

Si evidenzia inoltre l'alto tasso di presenza di donne straniere all'interno delle carceri: sono molto spesso madri separate dai figli lasciati nel loro paese di origine; sono donne che sentono maggiormente il peso della detenzione perché completamente sole e lasciate al loro destino; sono donne che generalmente non hanno altra scelta se non quella di delinquere per sopravvivere. A monte non c'è solo un problema linguistico, ma un vero e proprio conflitto culturale che le separa dalla società degli altri e le fa vivere in una solitudine devastante.

3. Tratti caratterizzanti il *proprium* delle donne detenute nelle leggi e nelle riforme.

3.1 La Legge di riforma dell'Ordinamento Penitenziario n. 354/75.

La riforma dell'Ordinamento Penitenziario – Legge n. 354/75 – rappresenta la prima e significativa presa di distanza dalla pratica della detenzione stabilita dal Codice Rocco che si basava su: 1. una concezione del carcere come istituzione chiusa, con una propria gerarchia interna da rispettare; 2. l'isolamento dei detenuti all'interno del carcere, che porta ad una spersonalizzazione del detenuto (che viene chiamato col numero di matricola e non con il cognome); 3. la rigida separazione tra carcere e mondo esterno, con la limitazione alle pratiche religiose, lavoro e istruzione come uniche attività consentite.

La novità più importante introdotta dalla legge di riforma dell'Ordinamento Penitenziario – *Norme sull'ordinamento penitenziario e sulla esecuzione delle misure privative e limitative della libertà* – è quella

contenuta al Capo VI che alla pena in carcere affianca quella delle misure alternative alla detenzione con cui, in casi particolari prescritti dalla norma, viene prevista la possibilità di scontare parte della pena fuori dal carcere, favorendo così il ritorno nell'ambiente sociale di appartenenza del condannato. Viene a tal fine prevista la figura del Magistrato di Sorveglianza (Capo II e III del Titolo II), incaricato di istruire le pratiche per il procedimento di concessione della misura alternativa, nonché i Centri di Servizio Sociale per Adulti (oggi divenuti Uffici di Esecuzione Penale Esterna), delegati dal Magistrato di Sorveglianza ad effettuare l'indagine socio-familiare necessaria per l'ottenimento della misura e ad espletare la funzione di controllo della stessa. Sembra essere messa in primo piano la figura del condannato allorché, all'art. 13 della suddetta legge, si predispone che “il trattamento penitenziario deve rispondere ai particolari bisogni della personalità di ciascun soggetto”, per consentire una “individualizzazione” della pena che meglio si adatti al suo percorso di risocializzazione.

Un primo accenno alle donne detenute è contenuto all'art. 21 bis della stessa legge n. 354/75 e recita che “le condannate e le internate possono essere ammesse alla cura e all'assistenza all'esterno dei figli di età non superiore agli anni dieci”, limitando in questo modo il problema della detenzione femminile allo status di “madre detenuta”. A norma dell'art. 50 della stessa legge, sono ammessi al beneficio del regime di semilibertà tutti coloro che sono stati condannati ad una pena dell'arresto o della reclusione non superiore a sei mesi e tutti coloro che abbiano scontato metà di una pena più lunga. Elemento base per la concessione del beneficio deve

comunque essere la volontà di reinserirsi nella vita sociale, attraverso uno specifico programma.

3.2 Legge 66/1986 (Legge Gozzini) e successive modifiche.

La legge n. 663 del 10 Ottobre 1986 – *Modifiche alla legge sull'ordinamento penitenziario e sulla esecuzione delle misure private e limitative della libertà* – conosciuta comunemente come “legge Gozzini”, si presenta come un’integrazione della legge 354/75. La norma, infatti, prevede una maggiore apertura dell’istituzione carceraria al mondo esterno dando la possibilità ai soggetti del Terzo Settore di partecipare al trattamento rieducativo. Prevede maggiori possibilità di decarcerizzazione del soggetto condannato, attraverso l’ampliamento di misure che consentono un’uscita temporanea dal carcere. Gli artt. 6 e 9 della legge recitano rispettivamente: “I detenuti e gli internati possono essere assegnati al lavoro all’esterno. Ai detenuti assegnati al lavoro extramurario è consentito di prestare la loro opera senza scorta, salvo che essa sia ritenuta necessaria per motivi di sicurezza. Gli imputati sono ammessi al lavoro all’esterno previa autorizzazione della competente autorità giudiziaria” e “Ai condannati che hanno tenuto regola condotta, e che non risultano di particolare pericolosità sociale, il Magistrato di Sorveglianza, sentito il direttore dell’istituto, può concedere permessi premio di durata non superiore ogni volta a quindici giorni per consentire di coltivare interessi affettivi, culturali o di lavoro”. Viene quindi permesso un graduale reinserimento nella società del condannato, anche nei casi in cui debba scontare parte della sua pena. La legge, inoltre, prevede l’applicazione delle misure

alternative alla detenzione anche per coloro che si trovano in regime di custodia cautelare al fine di consentirne la continuazione delle attività scolastiche o di tipo formativo e di aver cura della propria famiglia favorendo così la possibilità di rieducare un condannato nel suo stesso habitat socio-culturale.

Anche in questo testo normativo, l’unico accenno contenuto nei riguardi delle donne detenute è legato alla loro condizione di madre. L’art. 13, pur non focalizzandosi esclusivamente sulle donne detenute, quanto invece su soggetti diversamente vulnerabili, così recita: “La pena della reclusione non superiore a due anni, anche se costituente parte residua di maggior pena, nonché la pena dell’arresto, possono essere espiate, se non vi è stato affidamento in prova al servizio sociale, nella propria abitazione o in altro luogo di privata dimora ovvero in un luogo pubblico di cura o di assistenza quando trattasi di: 1) donna incinta o che allatta la propria prole ovvero madre di prole di età inferiore ai tre anni con lei convivente; 2) persona in condizioni di salute particolarmente gravi che richiedono costanti contatti con i presidi sanitari territoriali; 3) persona di età superiore a 65 anni, se inabile anche parzialmente; 4) persona di età minore a 21 anni, per comprovate esigenze di salute, di studio, di lavoro e di famiglia”.

La Legge Gozzini è stata in seguito integrata in alcune sue parti dalla Legge del 27 maggio 1998 n. 165 – *Modifiche all’articolo 656 del codice di procedura penale ed alla legge 26 Luglio 1975 n. 354 e successive modificazioni* – conosciuta come “Legge Simeone-Saraceni”, che introduce la sospensione dell’esecuzione della pena detentiva, qualora non superiore a tre anni o a quattro nel caso di

affidamento in prova in casi particolari, per consentire al condannato di presentare istanza per la concessione di una delle misure alternative alla detenzione. In questo modo favorisce l'ammissione alle misure evitando l'esperienza carceraria nel caso di pene brevi. Essa sembra "spezzare" il continuum legislativo creato dalle norme precedenti perché prescrive un uso delle misure alternative alla detenzione come un provvedimento "svuota carceri" denaturalizzando il concetto rieducativo della pena.

In particolare, all'art. 4, la legge dispone la misura alternativa della detenzione domiciliare qualora "La pena della reclusione non superi i quattro anni, anche se costituisce residuo di maggior pena". A questo particolare regime alternativo è ammessa anche "la donna incinta o madre di prole di età inferiore ad anni dieci, con lei convivente".

Rispetto alla precedente legge Gozzini, la legge Simeone-Saraceni innalza il tetto degli anni di pena per ottenere la detenzione domiciliare da due a quattro e gli anni dei bambini che hanno diritto ad essere accuditi dalla madre convivente da tre a dieci. Essa tuttavia si limita a ampliare delle normative preesistenti, senza fornire apporti significativi in materia di detenzione femminile né, più in generale, sul piano della filosofia della pena e dell'alternativa alla detenzione.

3.3 D.P.R. n. 230 del 2000: il nuovo Regolamento Penitenziario.

Con il D.P.R. n. 230 del 2000 – *Regolamento recante norme sull'ordinamento penitenziario e sulle misure privative e limitative della libertà* – viene adottato il nuovo regolamento di esecuzione

dell'ordinamento penitenziario. Esso, all'art. 1, comma 1 e 2, afferma che "Il trattamento degli imputati sottoposti a misure privative della libertà consiste nell'offerta di interventi diretti a sostenere i loro interessi umani, culturali e professionali. Il trattamento rieducativo dei condannati e degli internati è diretto, inoltre, a promuovere un processo di modificazione delle condizioni e degli atteggiamenti personali, nonché delle relazioni familiari e sociali che sono di ostacolo ad una costruttiva partecipazione sociale". Viene sottolineata quindi la crucialità della promozione di un processo di revisione critica da parte del detenuto della propria condizione finalizzato ad un miglioramento della propria vita sociale. Viene inoltre evidenziata l'importanza del mantenimento dei contatti con la famiglia che deve avvenire in maniera continuata per garantire la serenità psico-fisica del condannato (attraverso colloqui, corrispondenza epistolare, telefonate mensili) e vengono favoriti i percorsi di istruzione e formazione, qualora il soggetto ristretto ne dimostri attitudine e interesse, oltre che le attività lavorative. Inoltre, sempre con riferimento ai rapporti con il nucleo familiare, il regolamento, al comma 2 dell'art. 61 afferma che "Particolare attenzione è dedicata ad affrontare la crisi conseguente l'allontanamento del soggetto dal nucleo familiare, a rendere possibile il mantenimento di un valido rapporto con i figli, specie in età minore, e a preparare la famiglia, gli ambienti prossimi di vita e il soggetto al rientro nel contesto sociale", rivolgendosi non solo ai padri, ma anche alle madri ristrette, al fine di favorire la creazione di un legame affettivo con i figli, anche se a distanza e ad intervalli di tempo.

3.4 La Legge n. 40/2001 (Legge Finocchiaro).

In materia di donne detenute, o meglio di madri detenute, una delle leggi recenti più importanti è la legge n. 40 del 2001, *Misure alternative alla detenzione a tutela del rapporto tra detenute e figli minori*. Conosciuta come “legge Finocchiaro”, all’art. 1, prevede la modifica dell’art. 146 del codice penale relativo al rinvio dell’esecuzione della pena che viene differita “se deve aver luogo nei confronti di donna incinta; se deve aver luogo nei confronti di madre di infante di età inferiore ad anni uno”.

Al fine di evitare la detenzione di minori, la legge prevede la creazione di due nuovi istituti: la detenzione domiciliare speciale e l’assistenza all’esterno dei figli minori. Ai sensi dell’art. 3 della legge in questione “Quando non ricorrono le condizioni di cui all’art. 47-ter (della legge 354/75), le condannate madri di prole di età non superiore ad anni dieci, se non sussiste un concreto pericolo di commissione di ulteriori delitti e se vi è la possibilità di ripristinare la convivenza con i figli, possono essere ammesse ad espiare la pena nella propria abitazione, o in altro luogo di privata dimora, ovvero in un luogo di cura, assistenza o accoglienza, al fine di provvedere alla cura e alla assistenza dei figli, dopo l’espiazione di almeno un terzo della pena ovvero dopo l’espiazione di almeno quindici anni nel caso di condanna all’ergastolo”.

L’altro istituto delineato dalla legge Finocchiaro per la salvaguardia del legame madre detenuta-figlio, riguarda l’assistenza all’esterno dei figli minori, art. 5, secondo cui: “Le condannate e le internate possono essere ammesse alla cura e all’assistenza all’esterno dei figli di età non superiore agli anni dieci, alle condizioni previste dall’art. 21. La misura dell’assistenza all’esterno

può essere concessa, alle stesse condizioni, anche al padre detenuto, se la madre è deceduta o impossibilitata e non vi è modo di affidare la prole ad altri che al padre”.

La legge, quindi, si propone di evitare la carcerazione di minori figli di una madre detenuta. Questi istituti sono nati non solo per garantire alla madre il mantenimento, altrimenti interrotto, delle relazioni con il figlio, ma anche e soprattutto per preservare il benessere psico-fisico del minore.

La funzione di controllo e supporto nell’esecuzione delle misure è affidata agli assistenti sociali operanti nell’Esecuzione Penale Esterna.

Malgrado i buoni propositi, la suddetta legge presenta seri limiti: innanzitutto si rivolge alle sole donne con condanna definitiva; prevede, come requisito fondamentale, il possesso di un’abitazione che permetta la convivenza con i figli, il che esclude già a priori gran parte delle donne straniere; e, infine, prevede come limite la stessa possibilità di reiterare il reato, privando così dei benefici le donne che presentano un alto tasso di recidiva.

3.5 La legge n. 62/2011.

Emanata successivamente, la legge n. 62/2011 all’art. 13 recita che “La pena della reclusione non superiore a due anni, anche se costituente parte residua di maggior pena, nonché la pena dell’arresto, possono essere espiate, se non vi è stato affidamento in prova al servizio sociale, nella propria abitazione o in altro luogo di privata dimora ovvero in un luogo pubblico di cura o di assistenza quando trattasi di: 1) donna incinta o che allatta la propria prole ovvero madre di prole di età inferiore ai tre anni con lei

convivente; 2) persona in condizioni di salute particolarmente gravi che richiedono costanti contatti con i presidi sanitari territoriali; 3) persona di età superiore a 65 anni, se inabile anche parzialmente; 4) persona di età minore a 21 anni, per comprovate esigenze di salute, di studio, di lavoro e di famiglia”.

Si evidenzia, quindi, un dettato non esclusivamente indirizzato alle detenute madri, ma ad una serie di soggetti che vivono una situazione di disagio. Il testo normativo prevede anche, all'art. 2, la possibilità della madre o del padre di assistere, fuori dal carcere, il figlio che si trovi in una condizione di imminente pericolo di vita o in gravi condizioni di salute. Ma la novità più importante di questa legge riguarda il comma 3 dell'art. 1 che, al fine di permettere alle madri che non abbiano una fissa dimora di usufruire dell'opportunità di espiare la pena fuori dal carcere, per favorire la crescita del proprio figlio, fornisce al giudice la possibilità “di disporre la custodia presso un istituto a custodia attenuata per detenute madri, ove le esigenze cautelari di eccezionale rilevanza lo consentano”.

Gli Istituti a Custodia Attenuata per le madri detenute sono strutture che rivoluzionano il concetto di restrizione della libertà perché le detenute che vi abitano insieme ai figli sono sottoposte alle stesse prescrizioni del carcere, malgrado ciò avvenga in un ambiente che non turba il naturale sviluppo del bambino. Pur mantenendo lo status di istituto penitenziario, questi Istituti sono costruiti come un'abitazione civile, non sono dotati di impianti di sicurezza visibili ai bambini e sono collegati in rete ai principali servizi socio-assistenziali e sanitari del territorio, per favorire un programma di

reinserimento e recupero sociale mediante attività di istruzione, formazione e lavoro.

3.6 La legge n. 67/2014.

L'ultima legge n. 67/2014, promulgata in materia di misure alternative alla detenzione, applica, così come già avviene per i minori, anche agli adulti la sospensione del procedimento del condannato con la conseguente messa alla prova. L'art. 3 della legge prevede la possibilità di richiedere la misura alternativa con “la sola pena edittale pecuniaria o con la pena edittale detentiva non superiore nel massimo a quattro anni, sola, congiunta o alternativa alla pena pecuniaria, nonché per i delitti indicati dal comma 2 dell'articolo 550 del codice di procedura penale”. Condizione fondamentale per la sua concessione, è l'affidamento dell'imputato al Servizio Sociale che predispone un programma di attività nell'ambito del volontariato di rilievo sociale e la prestazione di un lavoro di pubblica utilità, che “consiste in una prestazione non retribuita, affidata tenendo conto anche delle specifiche professionalità ed attitudini lavorative dell'imputato, di durata non inferiore a dieci giorni, anche non continuativi, in favore della collettività, da svolgere presso lo Stato, le regioni, le province, i comuni, le aziende sanitarie o presso enti o organizzazioni, anche internazionali, che operano in Italia, di assistenza sociale, sanitaria e di volontariato” (Art. 3). L'esito positivo della misura estingue il reato, in caso contrario essa è revocata.

4. L'altro carcere: misure alternative alla detenzione.

4.1 Il beneficio, la sospensione, il debito.

Le misure alternative alla detenzione

rappresentano l'insieme degli istituti denominati "l'altro carcere": istituiti dalla legge di riforma dell'Ordinamento Penitenziario (legge n. 354/1975) e successive modifiche, le misure alternative rappresentano appunto l'alternativa alla detenzione presso gli istituti di pena. Esse possono essere applicate ai soli soggetti condannati, coloro cioè per cui è stata emanata una sentenza definitiva di colpevolezza e per i quali è stata comminata una pena associata al reato commesso. Non tutte le misure alternative sono uguali, considerando l'esecuzione e la durata: l'unico elemento che le accomuna tutte è la finalità che consiste "non solo nell'evitare il carcere sostituendolo col controllo del delinquente in ambiente libero, ma soprattutto nel favorire il reinserimento del soggetto grazie all'opera di personale specializzato"¹⁰. Con riguardo al contenuto della misura, il beneficio prodotto è la sospensione della condanna e l'espiazione del debito sotto la supervisione dell'Ufficio di Esecuzione Penale Esterna (vedasi tabelle n. 2 e n. 3).

Le misure alternative alla detenzione hanno alla base la consapevolezza della convergenza fra i condizionamenti dell'ambiente circostante e le scelte individuali nella commissione del reato. Essendo la devianza un prodotto culturale e sociale, il reo non va segregato in un istituto di pena, ma va inserito in un programma trattamentale che focalizzi l'attenzione sulla sua personalità e punti al suo reinserimento sociale. Come afferma F. Leonardi, Direttore dell'Osservatorio delle misure alternative presso la Direzione Generale dell'esecuzione penale

¹⁰ Breda R., Coppola C., Sabattini A., *Il Servizio Sociale nel sistema penitenziario*, Giappichelli Editore, Torino, 1999, pag. 49.

esterna del Ministero della Giustizia, "la valutazione sulle attività trattamentali realizzate sui condannati in misura alternativa alla detenzione raggiunge la massima utilità se è finalizzata all'applicazione pratica delle conoscenze acquisite per ottenere la riduzione del fenomeno criminale"¹¹. In tal senso i dati di cui disponiamo esplicitano un trend positivo concernente gli effetti della misura.

Gli alti tassi di recidiva dimostrano l'inutilità del trattamento penitenziario e quindi i fattori che scoraggiano la reiterazione del reato sono da ricercarsi in primis nella rete sociale di supporto esterna al carcere¹². In ambito nazionale sono rari i rapporti di cooperazione tra istituti di pena e territorio, soprattutto nel momento del fine pena, quando il soggetto viene lasciato in balia di sé stesso. L'unica *chance* di riabilitarsi e gradualmente inserirsi nel contesto di appartenenza è costituita dalle misure alternative che, a seconda delle situazioni personali del soggetto, legate al possesso di un alloggio, ad un'opportunità lavorativa, alla presenza di un supporto familiare, decretano il ripristino delle normali condizioni di vita del soggetto nella quotidianità.

Nell'Ordinamento Penitenziario italiano le misure alternative alla detenzione sono l'affidamento in prova al Servizio Sociale, la detenzione domiciliare, la semilibertà, la liberazione anticipata.

¹¹ Leonardi F., "Le misure alternative alla detenzione tra reinserimento sociale e abbattimento della recidiva", *Rassegna di Studi penitenziari*, n. 2, 2007, pag. 9.

¹² Frudà L., *Alternative al carcere. Percorsi, attori e reti sociali nell'esecuzione penale esterna: un approfondimento della ricerca applicata*, Franco Angeli, Milano, 2006.

4.2 Affidamento in prova al Servizio Sociale.

L'affidamento in prova al Servizio Sociale è la misura più ampia prevista dalla riforma penitenziaria (art. 47). Questa misura è l'unica concepita come alternativa totale alla detenzione, per cui il soggetto che usufruisce del beneficio sconterà in affidamento un periodo uguale alla pena comminata, purché al reato a cui sia associata una pena detentiva superiore ai tre anni. Nella formulazione originaria della legge, per poter fare richiesta per la concessione della misura, il soggetto deve essere sottoposto all'osservazione scientifica della personalità da parte dell'équipe di riferimento dell'istituto per almeno un mese, con lo scopo di verificare le caratteristiche psico-fisiche, educative e sociali del condannato/a. La competenza della concessione della misura alternativa spetta al Tribunale di Sorveglianza su cui ricade la giurisdizione dell'istituto di pena in cui il soggetto è ristretto e che, in caso di esito positivo, stabilisce le prescrizioni che devono essere rispettate, prima fra tutte l'affidamento, appunto, del soggetto all'Ufficio di Esecuzione Penale Esterna con l'obbligo di mantenere rapporti con codesto ufficio. Altre prescrizioni sono il reperimento di una dimora, lo svolgimento di un'attività lavorativa e/o di un'attività di volontariato, il divieto di frequentazione di certi locali e contesti ritenuti inidonei¹³. Preposto alla funzione di controllo è l'Ufficio di Esecuzione Penale Esterna, incaricato di scrivere periodicamente al Magistrato di Sorveglianza sugli sviluppi della misura. Altra funzione dell'U.E.P.E. è quella di

aiuto, di sostegno del soggetto in misura alternativa durante tutto il percorso. Nel caso in cui le prescrizioni non vengano rispettate, il Magistrato di Sorveglianza può predisporre la sospensione o revoca della misura, trasformandola in altre misure alternative o traducendo il resto della pena in detenzione da scontare in carcere. A norma del comma 12 dell'art. 47 della legge 354/75, "*l'esito positivo del periodo di prova estingue il reato e ogni altro affetto penale*".

La legge delinea anche il profilo di quello che è stato definito l'affidamento in prova al Servizio Sociale in casi particolari. Per "casi particolari" si intendono i soggetti affetti da dipendenza da alcol o da sostanze, che stiano svolgendo un programma di recupero o che intendano cominciarlo. Le differenze con l'affidamento ordinario dunque sono da rintracciare sia nella tipologia dei destinatari (qui sono tossicodipendenti e alcolodipendenti) e nella presenza obbligatoria di un programma di recupero, iniziato o comunque programmato, presso un servizio pubblico per le tossicodipendenze (SerT) oppure presso una struttura privata (generalmente una comunità di recupero). Per evitare delle strumentalizzazioni della misura da parte del soggetto richiedente, il Tribunale di Sorveglianza, ai sensi del comma 4 art. 12 della legge 663/1986, "può acquisire copia degli atti di procedimento e disporre gli opportuni accertamenti in ordine al programma terapeutico concordato, e deve accertare che lo stato di tossicodipendenza o alcolodipendenza o l'esecuzione del programma di recupero non siano preordinati al conseguimento del beneficio". Per questo motivo, il Magistrato di Sorveglianza può prendere visione del

¹³ Di Cara M., Gervasoni A., Steiner M.A., *Riforma penitenziaria e intervento sociale*, La Nuova Italia Scientifica, Roma, 1990.

programma eventualmente concordato dall'utente e dal servizio e può richiederne degli aggiustamenti. Nel caso in cui il Magistrato di Sorveglianza si accerta dell'impossibilità di concedere la misura (che ricordiamo rappresenta un diritto del soggetto dipendente da alcol o da sostanze) può procedere con la concessione dell'affidamento ordinario. Anche in questo caso restano le prescrizioni di controllo sull'andamento della misura da parte degli assistenti sociali dell'U.E.P.E.

4.3. La detenzione domiciliare.

L'istituto della detenzione domiciliare è disciplinato dall'art. 47-ter della legge n. 354/1975. È una misura che somiglia molto alla misura cautelare degli arresti domiciliari. Rispetto all'affidamento in prova al Servizio Sociale, la misura della detenzione domiciliare è più restrittiva e non contiene indicazioni trattamentali per un percorso rieducativo. Si tratta di scontare la pena presso la propria abitazione quando quest'ultima non sia superiore ai quattro anni, anche se parte residua di una pena superiore. Possono usufruirne i seguenti soggetti:

1. donna gravida o madre di prole di età inferiore ai dieci anni;
2. padre, esercente la potestà, di prole di età inferiore ad anni dieci con lui convivente, quando la madre sia deceduta o assolutamente impossibilitata a dare assistenza alla prole;
3. persona in condizioni di salute gravi, che richiedano un contatto continuo con i presidi sanitari;
4. ultra sessantacinquenne inabile, anche se parzialmente;

5. infraventunenne con comprovate esigenze di studio, salute, lavoro, famiglia (Art. 47-ter, comma 1, legge 354/75).

Non possono essere ammessi al beneficio coloro che detengono un collegamento con la criminalità organizzata ancora al momento del giudizio. La detenzione domiciliare viene sempre concessa per l'espiazione di pena detentiva non superiore ai due anni indipendentemente dalle prescrizioni di cui sopra, quando non può essere concesso l'affidamento in prova al Servizio Sociale. Deputato alla concessione della misura è il Tribunale di Sorveglianza; il Magistrato di Sorveglianza è deputato invece all'applicazione della misura, apportando le opportune modifiche; il controllo invece è lasciato agli organi di polizia giudiziaria. La misura può essere revocata se la persona non rispetta le prescrizioni, la più importante delle quali è non allontanarsi dalla propria abitazione; in caso contrario il soggetto verrà accusato di evasione.

La legge di riforma, all'art. 47-quinquies, disciplina la detenzione domiciliare speciale, in seguito modificata ed integrata dalla legge Finocchiaro n. 40 del 2001, "Misure alternative alla detenzione a tutela del rapporto tra detenute e figli minori". La misura è riservata alle detenute madri di prole di età non superiore ad anni dieci con loro conviventi, che, secondo il comma 1 dell'art., "possono espriare la pena presso il proprio domicilio, o in una struttura pubblica o privata o in altro luogo deputato all'accoglienza e all'assistenza, dopo espiazione di almeno un terzo della pena o di almeno quindici anni nel caso di condanna all'ergastolo". Anche per questa particolare forma valgono le stesse prescrizioni della forma di detenzione ordinaria.

4.4 La Semilibertà.

Il regime di semilibertà viene inserito nel nostro ordinamento tra le misure alternative, anche se non è proprio una di quelle. Il soggetto sottoposto a tale regime trascorre metà della sua giornata in carcere e alcune ore fuori dall'istituto per svolgere un'attività lavorativa, di studio o comunque adatta al reinserimento sociale. A norma dell'art. 50 della legge 354/75, sono ammessi a questa forma di beneficio tutti coloro che hanno sono stati condannati ad una pena dell'arresto o della reclusione non superiore a sei mesi e tutti coloro che abbiano scontato metà di una pena più lunga. Elemento base per la concessione del beneficio deve comunque essere la volontà a reinserirsi nella vita sociale, attraverso un programma valido. Il regime di semilibertà è concesso dal Tribunale di Sorveglianza, su proposta del direttore dell'istituto di pena o del soggetto interessato. Il direttore dell'istituto è l'unico responsabile della misura e dopo la sua concessione stila il programma trattamentale in cui è indicata l'attività che l'individuo dovrà svolgere nelle ore che trascorre fuori dal carcere e le prescrizioni da seguire anche all'interno dell'istituto carcerario. Il compito di assistenza e controllo resta all'Ufficio esecuzione Penale Esterna.

Nel caso in cui il soggetto si dimostri incapace di seguire le prescrizioni del programma o vengono meno alcune condizioni fondamentali (ad esempio perde il lavoro), la misura verrà revocata e il soggetto tornerà a scontare la pena interamente in carcere.

Per quanto riguarda l'aspetto trattamentale, la misura centra in pieno quello che è il principio dell'individualizzazione della pena, attraverso un programma stilato insieme al soggetto sulla base

delle sue risorse personali e di quelle del suo ambiente di vita.

4.5 Libertà vigilata, liberazione anticipata e remissione del debito.

La libertà vigilata non è una vera e propria misura alternativa, ma è sempre un beneficio che viene concesso al condannato di espiare parte della sua pena in libertà, sotto il controllo e l'ausilio rispettivamente della Polizia Giudiziaria e dell'Ufficio di esecuzione Penale esterna, che deve riferire periodicamente al Magistrato di Sorveglianza circa l'andamento del beneficio.

La liberazione anticipata, nella sua formulazione originaria, consiste in una riduzione di pena, pari a 45 giorni per ogni semestre di pena scontato, che anticipa, appunto, la conclusione della detenzione. Essa è un diritto per il condannato che sconta una pena e può essere concessa sia al soggetto detenuto in carcere, sia al soggetto che sta scontando una misura alternativa. Requisito essenziale è l'attiva partecipazione al trattamento rieducativo. In questo senso, la liberazione anticipata potrebbe essere un incentivo a partecipare alle attività di trattamento, sia all'interno dell'istituto penitenziario sia in misura alternativa.

Altra misura prevista dal nostro ordinamento è quella della remissione del debito, che spetta a coloro che si trovano in delicate condizioni economiche e che abbiamo tenuto una regola condotta. È concesso dal Magistrato di Sorveglianza e cancella il debito per le spese processuali e di mantenimento della persona condannata o internata. La remissione del debito rappresenta un'agevolazione al soggetto per evitare di gravare sulla sua situazione al momento del reinserimento in società.

5. La ricerca: indagine sulle ammesse a misura alternativa nel contesto agrigentino.

La ricerca descritta in questa sede si è svolta per tutto fra il 2014 e i primi mesi del 2015, articolandosi in due fasi:

a. la prima, ha riguardato l'individuazione delle cartelle relative alle donne in misura alternativa alla detenzione avuti in carico dall'U.E.P.E. di Agrigento. Mediante il sistema informatico Pegaso sono stati individuati i fascicoli inerenti i casi da inserire nel campione di riferimento.

b. la seconda ha riguardato la rilevazione delle variabili da utilizzare per la ricerca attraverso la consultazione dei fascicoli delle utenti, riposti nell'archivio dell'ufficio, e delle relazioni (sociali e di sintesi), redatte dagli assistenti sociali incaricati.

Per quanto riguarda il campione, si è scelto di analizzare le informazioni concernenti le donne seguite nell'arco temporale compreso tra gli anni 2009-2014 che rientravano nelle seguenti categorie

- donne condannate ammesse alla misura alternativa dell'affidamento in prova al Servizio Sociale;
- donne condannate ammesse alla misura alternativa dell'affidamento in prova al Servizio Sociale in casi particolari;
- donne condannate ammesse alla misura alternativa della semilibertà;
- donne condannate ammesse alla misura alternativa della detenzione domiciliare;
- donne sottoposte alla misura di sicurezza non detentiva della libertà vigilata;
- donne detenute con condanna compresa nei tre anni sottoposte a osservazione scientifica

della personalità.

I casi presi in esame, che corrispondono alla totalità del campione, sono stati in tutto 101. La tabella n. 4 descrive la distribuzione delle misure alternative concesse alle 101 donne del campione di riferimento:

- 39 casi di ammesse alla "osservazione detenute"
- 44 casi di ammesse alla "detenzione domiciliare"
- 17 casi di ammesse all'"affidamento in prova al servizio sociale"
- 1 caso di assistenza domiciliare.

Per quanto riguarda i 39 casi di donne sottoposte all'osservazione scientifica della personalità è stata effettuata una scrematura preliminare eliminando dal campione coloro che avessero ottenuto una pena superiore ai tre anni. Delle 39 donne, 23 hanno terminato la loro pena in carcere; 11 hanno ottenuto la misura alternativa della detenzione domiciliare; 1 la detenzione domiciliare provvisoria; 3 sono state affidate in prova al Servizio Sociale e 1 ha ottenuto l'affidamento in prova al Servizio Sociale in casi particolari (perché tossicodipendente).

La maggior parte di queste donne sottoposte all'osservazione scientifica della personalità proveniva da altre case circondariali/case di reclusione di Italia, trasferite ad Agrigento per motivi disciplinari o altro; per cui una volta terminato il periodo di osservazione e preso visione della decisione del Magistrato di Sorveglianza il caso è stato "affidato" all'Ufficio di Esecuzione Penale Esterna competente per territorio.

Sia le donne a cui è stata concessa la misura alternativa della detenzione domiciliare e che

compongono la totalità del campione (44 donne), che le 17 donne affidate in prova al Servizio Sociale sono tutte residenti/domiciliate nei vari comuni della provincia di Agrigento e, ricadendo sotto la competenza della stessa U.E.P.E. di Agrigento, sono state seguite dagli assistenti sociali incaricati per territorio.

Il campione preso in esame è stato analizzato attraverso la rilevazione delle seguenti variabili:

- età,
- stato civile,
- grado d'istruzione,
- carriera lavorativa,
- reati commessi,
- pena/cumulo di pene,
- misura alternativa concessa,
- presenza o meno di un nucleo familiare stabile,
- presenza di eventuale recidiva.

Successivamente alla rilevazione dei dati, le variabili sono state analizzate singolarmente in modo da evidenziarne la distribuzione (vedasi tabella n. 5).

Dall'analisi effettuata si evidenzia inoltre che il 31,6% delle utenti ha un'età relativamente giovane e compresa tra i 31-40 anni; il 42,5% ha conseguito la licenza media; il 42,5% (la maggioranza) è coniugata; il 78,2% ha più di un figlio e, con riguardo all'occupazione, il 27,7% delle donne del campione esaminato era casalinga al momento della condanna. La pena comminata a seguito di reato per il 50,5% (la metà più uno) del campione di riferimento è stata inferiore ad un anno (tendenzialmente tra 1-6 mesi).

Per ciò che concerne i reati, dalla tabella n.6 si

evidenzia come quello più usuale fra le donne dell'Agrigentino sia l'abusivismo edilizio, reato piuttosto frequente proprio in quell'area. In tale contesto, infatti, la socializzazione ha prodotto disposizioni e atteggiamenti che hanno per lungo tempo derubricato il reato di abusivismo edilizio a semplice furbizia ed applicazione di un "calcolo razionale dei vincoli e delle opportunità per il perseguimento di uno scopo (che ha) come causa remota la cultura e i processi di socializzazione"¹⁴. È da considerare inoltre come le donne che entrano in contatto con l'esecuzione penale esterna lo sono spesso perché titolari dell'immobile a cui non è stata applicata una sanatoria attesa, ma soprattutto come *front women* di logiche devianti di tipo maschile basate su un scarso rispetto delle regole.

Come afferma Gucciardo, in contesti come il Sud d'Italia dove è assente o quasi assente l'autorità dello Stato che riesce a governare gli scambi sociali tra gli individui, "prevale il codice della furbizia, del calcolo costi/benefici, della massimizzazione del proprio benessere contro tutto e tutti"¹⁵.

Dalla lettura dei dati si è registrato un elemento interessante: la metà delle donne condannate per abusivismo edilizio appartiene alla zona di Palma di Montechiaro, dove evidentemente esiste una "forma mentis" volta alla massimizzazione dei benefici a discapito della legge. D'altronde "un attore che valuta i costi e benefici, troverà razionale violare la legge e costruire

¹⁴ Gucciardo G., "Familismo amorale, modelli culturali e azione razionale", in Bartholini I. (a cura di), *Capitale sociale, reti comunicative e culture di partecipazione*, Franco Angeli, Milano, 2008, pag. 149.

¹⁵ *Ibidem*, pag. 148.

abusivamente¹⁶. Ne è prova il fatto che quasi tutte queste donne non sono consapevoli dell'illecito commesso, anzi loro si giustificano attribuendo la responsabilità ad un sistema che funziona male (tutti costruiscono così); proprio per questo generalmente la misura alternativa concessa è la detenzione domiciliare (dalla libertà) perché le pene comminate per il reato hanno durata di alcuni mesi associata a sanzioni amministrative elevate.

Immediatamente successivi per frequenza al reato di abusivismo edilizio sono quelli contro il patrimonio (furto, rapina, estorsione, ricettazione, ecc.): anche qui la maggior parte delle autrici di reato sembra essere spinta dal contesto di appartenenza generalmente povero di opportunità lavorative per le donne, soprattutto se straniere. L'elevato numero di questi reati sembra avvalorare la teoria della "marginalizzazione economica" di Naffine¹⁷ e Feinman¹⁸: dove non esistono opportunità legittime per le donne, queste utilizzano le opportunità illegittime e delinquono.

Andando ad analizzare invece i reati legati alla detenzione e allo spaccio di sostanze stupefacenti, le donne che si macchiano di questo reato sono generalmente giovani, con una famiglia disgregata alle spalle e con reati dello stesso tipo; il reato viene commesso, nella maggior parte dei casi, in concorso con il compagno/marito perché entrambi tossicodipendenti. Inoltre molte di queste donne hanno ammesso di aver commesso altri reati perché sotto effetto di sostanze stupefacenti. In

tutti i casi di donne tossicodipendenti si nota l'intervento del Servizio per le Tossicodipendenze (Ser.T.) in quanto esiste una volontà di sottoporsi al trattamento riabilitativo che non sempre, però, volge a buon fine.

Per quanto riguarda gli altri reati, essi si presentano in una percentuale minore, ma non irrilevante e sono essenzialmente legati a percorsi di disadattamento ed emarginazione sociale.

Riguardo al tasso di recidiva, la grande maggioranza si trova a commettere il primo reato e generalmente la misura alternativa funziona come deterrente speciale, soprattutto per coloro che non hanno mai gravitato nel circuito penitenziario e che quindi non conoscono le rigide regole che la detenzione comporta. Le donne sono maggiormente accondiscendenti alle prescrizioni del Magistrato di Sorveglianza e collaborano con gli operatori dell'ufficio esecuzione penale esterna rispetto agli uomini perché non vogliono perdere i benefici di cui godono o possono godere, soprattutto se madri. Tendenzialmente non reiterano il reato anche perché nel commetterlo sono state costrette da altri o da circostanze avverse. In generale, dunque, la concessione della misura alternativa sembra influire positivamente sui tassi di recidiva, almeno per le donne prese in esame.

Altro dato interessante emerso dalla ricerca risulta essere quello relativo alla famiglia, sia essa d'origine o acquisita: in generale risulta essere positivo, anzi "la qualità dei rapporti familiari sembra costituire una risorsa molto importante nell'esperienza della detenzione e dell'esecuzione

¹⁶ *Ibidem*, pag. 151.

¹⁷ Naffine N., *Feminism and Criminology*, Cambridge Polity Press, Cambridge, 1997.

¹⁸ Feinman C., *The Criminalization of a Woman's Body*, Routledge, London, 1992.

penale esterna”¹⁹. Da una parte, la famiglia si rivela un’ancora per queste donne a cui appoggiarsi per superare il difficile momento; dall’altra, la famiglia si rivela un rifugio sicuro, lontano dagli sguardi giudicatori della gente, pronta a coprire e a cancellare quasi la vergogna e l’eventuale rifiuto sociale a seguito di un reato: in questo è possibile rintracciare gli atteggiamenti tipici di “familismo amorale”²⁰ basanti sulla propensione a cooperare all’interno della famiglia e sulla scarsa fiducia nelle istituzioni e nella società più generale.

La stragrande maggioranza delle donne prese in esame è poi madre (78,2%) e in questo caso la famiglia si rivela un supporto nell’accoglienza e nella crescita dei nipoti in modo da non interrompere il legame con il proprio *habitat* familiare. Dove questo non è possibile interviene l’istituzionalizzazione in case-famiglia, comunità e in casi estremi si ricorre all’affidamento familiare e all’adozione.

Rispetto alla famiglia d’origine, sembra essere meno presente la famiglia acquisita, da una parte perché generalmente anche il compagno o il marito è detenuto (per lo stesso reato o per altri reati), dall’altra perché i figli vengono spesso allontanati dal contesto familiare o, se maggiorenni, perché vivono in una propria famiglia.

La situazione si complica per le donne straniere che, nel campione di riferimento, risultano essere 11 su 101 casi presi in esame: in questo caso le donne non solo hanno delle difficoltà

comunicative e relazionali (soprattutto con le assistenti sociali la cui funzione viene spesso demonizzata o denigrata), ma non possono contare nemmeno su una famiglia in grado di supportarle; di conseguenza, generalmente, esse non riescono a godere dei benefici più ampi perché mancano i requisiti minimi del domicilio stabile e del lavoro. Una differenza significativa tra straniere e autoctone si evidenzia anche per quanto riguarda la tipologia di reato: le native, come si è già avuto modo di notare, sono accusate in maggioranza per il reato di abusivismo edilizio, forse perché legato ad una condizione socio-economica che permette alla donna di possedere una casa e ad un modello culturale che fa della costruzione abusiva una “regola contro le regole” accettabile e diffusa. Le donne straniere scontano pene per reati legati allo sfruttamento della prostituzione e per furto o, in misura minore, per reati legati alla detenzione e allo spaccio di sostanze stupefacenti. Anche qui la tipologia dell’illecito commesso riflette una condizione di deprivazione economica e sociale, in quanto queste donne si trovano nel nostro contesto sole, lasciate in balia di loro stesse e delle condizioni del territorio che non lascia altra scelta se non delinquere per poter sopravvivere. Generalmente hanno figli che, a causa della lontananza della famiglia, vengono istituzionalizzati in case famiglia o affidati ad altre famiglie. La mancanza dei requisiti richiesti dal Legislatore (una casa, un’attività lavorativa) spesso non permette loro di godere di benefici alternativi o di misure più ampie rispetto a quelle concesse.

¹⁹ Campelli E., “Una risorsa ambivalente ed incerta: la famiglia”, in Campelli E. et al. (a cura di), *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992, pag. 104.

²⁰ Banfield E.C., *The moral Basis of Blachward Society*, The Free Press, Glencoe, 1958. (trad. it. *Le basi morali di una società arretrata*, il Mulino, Bologna, 2006).

Si rileva, ad una lettura più approfondita delle cartelle esaminate, una certa ripetitività dei percorsi di vita delle donne ammesse alla misura e facenti parte del contesto socio-culturale agrigentino, uno stesso “iter della devianza” in molte delle storie raccontate da queste donne: si tratta generalmente di famiglie patriarcali in cui a lavorare è il padre, che si fa carico di tutta la famiglia e in cui la madre assume il ruolo di custode della famiglia, ma anche di “vittima sacrificale” spesso ignara del reato che le viene “consegnato” dalla propria famiglia. Inoltre, fino a pochi anni fa, era in uso la cosiddetta “fuitina”, una forma impropria di ribellione all’autorità maschile che si traduce in una riaffermazione del “potere degli uomini” ed in una re-inclusione delle donne nel loro ruolo di madri e di mogli attraverso il matrimonio riparatore. Una riaffermazione quindi del patriarcato, prova ne è il fatto che molte di queste donne hanno abbandonato gli studi in concomitanza del matrimonio. Questa stessa “sorte” le accomuna alle donne relativamente più “anziane” del campione esaminato.

Donne di un contesto sociale – quello agrigentino – che sembra ostinato a rimanere ancorato al passato patriarcale e familista anche e soprattutto in contesti devianti o criminali.

6. Riflessioni conclusive.

Il sistema italiano nell’ultimo cinquantennio si è trasformato da un sistema meramente detentivo ad uno duplice – detentivo-alternativo – che tuttavia non sempre è riuscito a raggiungere gli obiettivi del reinserimento e della risocializzazione degli ammessi alla misura. Il quadro normativo italiano delinea, come descritto in precedenza, tutta una serie di misure

alternative alla detenzione in grado di sottrarre il soggetto, che si presenti particolarmente meritevole degli stessi, al circuito penitenziario, ma ciò che è ancora latente e/o insufficiente è l’accompagnamento di coloro che hanno concluso il loro percorso nei circuiti penali.

Ciò nonostante, scontare la pena in misura alternativa alla detenzione riduce comunque il rischio di recidiva rispetto all’esecuzione penale in carcere: le misure alternative interrompono, spesso, gli effetti negativi prodotti dal sistema detentivo e facilitano percorsi di reinserimento attivo, sia pure *pro tempore*, nel tessuto sociale. Quanto emerge dalle osservazioni dimostra chiaramente gli effetti positivi delle misure alternative, con riferimento alla ricaduta nella recidiva, riportando valori analoghi a quelli riscontrati sulla totalità dei casi osservati, assicurando il buon esito di tali strumenti in termini sia di sanzione, sia di controllo sociale anche nel lungo periodo e, dunque, di prevenzione²¹.

Tuttavia è anche da considerare come i contesti sociali si diversificano per una serie di indicatori e che, nel caso specifico del contesto locale su cui abbiamo definito gli indicatori sopradescritti, si evidenzia la necessità di una risocializzazione che si ponga anche in dinamiche de-contestualizzate, che definiscano una qualche distanza con una *Lebenswelt* di “cattivo” capitale sociale. Come ho avuto modo di scrivere qualche anno fa, “ogni contesto di riferimento è una piccola società, cioè un sistema composto dai sottosistemi di Stato, mercato, TS e famiglie. Ognuno di questi sottosistemi utilizza un mezzo

²¹ Leonardi F., “Le misure alternative alla detenzione tra reinserimento sociale e abbattimento della

simbolico di interscambio specifico – rispettivamente: potere, denaro, reciprocità e dono – e genera beni di tipo peculiare – rispettivamente beni pubblici, beni privati, beni relazionali secondari, beni relazionali primari”²². In un sistema, come quello meridionale, le forme di legalità sono spesso “deboli” e si sviluppano tali proprio in previsione del fatto che le norme pubbliche vigenti saranno frequentemente inefficaci, applicate in modo distorto e quindi inaffidabili ed eludibili. In opposizione al sedimentato socio-culturale, la criminalità femminile agrigentina non può considerarsi “soft” – occasionale, minoritaria e disorganizzata²³ – ma, al contrario, di livello “hard” (organizzata e normalizzata) per affiliazione. Essa può a buon diritto essere considerata come il prodotto di “relazioni capitalizzate” che conservano un certo grado di persuasività in rapporto alle componenti culturali dell’ambiente di riferimento quando le istituzioni pubbliche sono, in questo senso, particolarmente deboli²⁴.

Ciò pone il problema dell’effettiva efficacia delle

misure alternative nel loro specifico mandato risocializzante. Infatti, “È una scelta operativa fondata sulla ‘fiducia’ che il condannato risulti capace di ‘recuperare il controllo del proprio comportamento’, utilizzando un sistema di interventi che ha natura diversa da quelle repressivi tradizionali, favorendo e sostenendo l’assunzione di atteggiamenti di responsabilità e di autodeterminazione nell’esecuzione della misura”²⁵. La “forza del legame sociale” che è alla base della messa alla prova, e che costituisce una pratica di ricostituzione del legame fra il detenuto e il mondo extramurario, deve quindi essere analizzata alla radice dagli operatori perché, qualora il contesto consideri la pratica del reato come la “normalità dell’esistenza”, è facile supporre che le possibilità di riduzione della recidiva si assottiglino. E ciò in contesti, ancora viziati dal patriarcato, che ostinatamente considerano le mogli e le figlie di criminali o di soggetti genericamente devianti, nella strumentalizzazione del capitale relazionale di riferimento²⁶, come la loro *longa manus*. È invece possibile ritenere come queste donne siano vittime dei propri legami intimi e familiari all’interno di contesti di devianza normalizzata, piuttosto che autrici di reati. Ogni reale percorso di ricostruzione identitaria non può quindi prescindere dal coinvolgere anche quella fitta rete di persone che costituiscono i legami del “mondo della vita” della stessa donna ammessa alle misure alternative alla detenzione.

recidiva”, *Rassegna di Studi penitenziari*, n. 2, 2007, pp. 7-26.

²² Bartholini I., “Introduzione”, in Id. (a cura di), *Capitale sociale, reti comunicative e culture di partecipazione*, Franco Angeli, Milano, 2008, pag. 26.

²³ Carlen P., Worrall A., *Analysing women’s imprisonment*, Willan, Cullompton, 2004; Chesney-Lind M., Irwin K., “Patriarchy, crime and justice: Feminist criminology in era of backlash”, *Feminist Criminology*, 1(1), 2008, pp. 6-26.

²⁴ Feinman C., *The Criminalization of a Woman's Body*, Routledge, London, 1992; Pitch T., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992; Hagan J., *Crime and Disrepute. Sociology of new Century*, Pine Forge Press, Thousand Oaks (California), 1994; Naffine N., *Feminism and Criminology*, Cambridge Polity Press, Cambridge, 1997; Hedderman C., *Empty cells or empty words*, Criminal Justice Alliance, London, 2012; Chesney-Lind M., Irwin K., “Patriarchy, crime and justice: Feminist

criminology in era of backlash”, *Feminist Criminology*, 1(1), 2008, pp. 6-26.

²⁵ Bartholini I., “La riabilitazione extramuraria e il donum/munus del tempo restituito”, *Studi di sociologia*, vol. XII, n. 2, 2014, pag. 154.

²⁶ Banfield E.C., *The moral Basis of Blachward Society*, The Free Press, Glencoe, 1958. (trad. it. *Le basi morali di una società arretrata*, il Mulino, Bologna, 2006).

REGIONE DI DETENZIONE	N. ISTITUTI	CAPIENZA REGOLAMENTARE	DETENUTI PRESENTI		DI CUI STRANIERI	DETENUTI PRESENTI IN SEMILIBERTÀ	
			TOT.	DONNE		TOT.	STRANIERI
ABRUZZO	8	1.502	1.817	71	192	13	2
BASILICATA	3	470	455	11	65	3	0
CALABRIA	13	2.662	2.397	51	329	19	0
CAMPANIA	17	6.082	7.188	360	874	195	3
EMILIA ROMAGNA	12	2.795	2.884	117	1.347	38	6
FRIULI-VENEZIA GIULIA	5	484	615	21	231	12	1
LAZIO	14	5.114	5.600	390	2.417	49	5
LIGURIA	7	1.174	1.411	72	766	27	7
LOMBARDIA	19	6.064	7.824	431	3.459	55	15
MARCHE	7	812	869	29	388	9	1
MOLISE	3	274	322	0	29	1	0
PIEMONTE	13	3.826	3.589	126	1.551	37	7
PUGLIA	11	2.377	3.280	173	559	78	1
SARDEGNA	12	2.774	1.839	35	440	18	2
SICILIA	23	5.926	5.962	122	1.179	86	7
TOSCANA	18	3.340	3.269	113	1.573	76	23
TRENTINO-ALTO ADIGE	2	509	289	20	209	2	1
UMBRIA	4	1.314	1.404	42	409	13	0
VALLE D' AOSTA	1	180	134	0	84	1	0
VENETO	10	1.956	2.475	120	1.361	38	11
TOTALE NAZIONALE	202	49.635	53.623	2.304	17.462	770	92

Tabella n. 1: Detenuti presenti e capienza regolamentare degli istituti penitenziari per regione di detenzione - Situazione al 31 dicembre 2014 (Fonte – Ministero della Giustizia, Dipartimento dell'Amministrazione penitenziaria, Sezione Statistica)

Affidamento in prova al Servizio sociale	12.539
Semilibertà	789
Detenzione domiciliare	9.635
Lavoro di pubblica utilità	5.994
Libertà vigilata	3.588
Libertà controllata	174
Semidetenzione	2
Totale generale	32.721

Tabella n. 2: Misure alternative, lavoro di pubblica utilità, misure di sicurezza, sanzioni sostitutive e messa alla prova – Dati al 30 aprile 2015 (Fonte: Ministero Grazia e Giustizia in http://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_1_14_1.np?facetNode_1=0_2&facetNode_2=0_2_2&previousPage=mg_1_14&contentId=SST1145052)

Numero di dimessi	10.697 (61,5%)
Affidamento in prova in casi particolari	3.410 (19,6%)
Detenzione domiciliare	3.280 (18,9%)
Totale	17.387

Tabella n. 3: Numero dei dimessi dalla misura alternativa a seguito della misura nel triennio 2012-2014 (Fonte: Osservatorio del ministero di Grazia e giustizia [elaborazione nostra])

TIPOLOGIA DELLA MISURA ALTERNATIVA	N. CASI
Osservazione detenute (conclusasi con i provvedimenti sotto elencati)	39
Detenzione domiciliare	11
Affidamento in prova al servizio sociale	3
Affidamento in prova al servizio sociale in casi particolari	1
Detenzione domiciliare provvisoria	1
Reclusione in carcere	23
Detenzione domiciliare (suddivisa in):	44
Detenzione domiciliare dalla libertà	39
Detenzione domiciliare dalla detenzione	5
Affidamento in prova al servizio sociale (suddivisa in):	17
Affidamento in prova al servizio sociale dalla detenzione	2
Affidamento in prova al servizio sociale dalla libertà	15
Assistenza familiare	1
Totale dei casi	101

Tabella n. 4: Distribuzione delle misure alternative disposte tra il 2009-2014 presso l'U.E.P.E. di Agrigento (Fonte – Elaborazione nostra)

VARIABILE INDAGATA	ESITO DELLA VARIABILE
Pena	50,5 ha ottenuto una pena inferiore ad 1 anno
Recidiva	6,9% ha reiterato il reato o commesso reati diversi
Misure concesse in passato	95,1% ha avuto concessa solo una misura alternativa
Precedenti penali	93,1% non ha commesso reati in passato

Tabella n. 5: Esiti delle variabili indagate presso l'U.E.P.E. di Agrigento (Fonte – Elaborazione nostra)

ABUSIVISMO	33,6%
REATI CONTRO IL PATRIMONIO	26,7%
REATI CONTRO LA PERSONA	19,8
DETTENZIONE DI ARMI	9,9%
OMICIDIO, CONCORSO IN REATO	9,5%
SFRUTTAMENTO E FAVOREGGIAMENTO DELL'IMMIGRAZIONE	2,9%
SFRUTTAMENTO E FAVOREGGIAMENTO DELLA PROSTITUZIONE	1,9%
ALTRI REATI	6,9%
NON PERVENUTI	1,9%

Tabella n. 6: Distribuzione dei reati commessi dalle donne del campione preso in esame (Fonte – Elaborazione nostra)

Riferimenti bibliografici.

- Adler F., *Sisters in Crime*, McGraw- Hill Book Company New York, 1975.
- Banfield E.C., *The moral Basis of Blachward Society*, The Free Press, Glencoe, 1958. (trad. it. *Le basi morali di una società arretrata*, il Mulino, Bologna, 2006).
- Bartholini I., "Introduzione", in Id. (a cura di), *Capitale sociale, reti comunicative e culture di partecipazione*, Franco Angeli, Milano, 2008.
- Bartholini I., "La riabilitazione extramuraria e il donum/munus del tempo restituito", *Studi di sociologia*, vol. XII, n. 2, 2014, p. 151-170.
- Breda R., Coppola C., Sabattini A., *Il Servizio Sociale nel sistema penitenziario*, Giappichelli Editore, Torino, 1999.
- Buonanno R., *L'altra donna. Devianza e criminalità*, Adriatica, Bari, 1983.
- Burkhart K.W., *Women in Prison*, Double-day & Co, New York, 1976.
- Campelli E., "Una risorsa ambivalente ed incerta: la famiglia", in Campelli E. et

- al. (a cura di), *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992.
- Campelli E., Faccioli F., Giordano V., Pitch T., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992.
 - Carlen P., Worrall A., *Analysing women's imprisonment*, Willan, Cullompton, 2004.
 - Chesney-Lind M., Irwin K., "Patriarchy, crime and justice: Feminist criminology in era of backlash", *Feminist Criminology*, 1(1), 2008, pp. 6-26.
 - de Cataldo Neuburger L., *La criminalità femminile tra stereotipi culturali e malintese realtà*, Cedam, Padova, 1996.
 - Di Cara M., Gervasoni A., Steiner M.A., *Riforma penitenziaria e intervento sociale*, La Nuova Italia Scientifica, Roma, 1990.
 - Dino A. (in collaborazione con Principato T.), *Mafia Donna. Le vestali del sacro e dell'onore*, Flaccovio, Palermo, 1997.
 - Dino A., *Mutazioni. Etnografia del mondo di Cosa Nostra*, La Zisa, Palermo, 2002.
 - Dino A., *Gli ultimi padrini. Indagine sul governo di Cosa Nostra*, Laterza, Roma-Bari, 2011.
 - Edwards S., *Gender, sex and law*, Croom Helm, London, 1985.
 - Faccioli F., *I soggetti deboli. I giovani e le donne nel sistema penale*, Franco Angeli, Milano, 1990.
 - Faccioli F., "Le donne in carcere: la composizione sociale, i reati, le pene", in Campelli E. et al., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992.
 - Feinman C., *The Criminalization of a Woman's Body*, Routledge, London, 1992.
 - Frudà L., *Alternative al carcere. Percorsi, attori e reti sociali nell'esecuzione penale esterna: un approfondimento della ricerca applicata*, Franco Angeli, Milano, 2006.
 - Gelsthorpe L., "'Female offending': a theoretical overview", in McIvor G. (ed.), *"Women who offend". Research Highlights in Social Work 44*, Jessica Kingsley Publishers, London, 2004.
 - Gucciardo G., "Familismo amorale, modelli culturali e azione razionale", in Bartholini I. (a cura di), *Capitale sociale, reti comunicative e culture di partecipazione*, Franco Angeli, Milano, 2008.
 - Hagan J., *Crime and Disrepute. Sociology of new Century*, Pine Forge Press, Thousand Oaks (California), 1994.
 - Hedderman C., *Empty cells or empty words*, Criminal Justice Alliance, London, 2012.
 - Leonardi F., "Le misure alternative alla detenzione tra reinserimento sociale e abbattimento della recidiva", *Rassegna di Studi penitenziari*, n. 2, 2007, pp. 7-26.
 - Minicucci G., *Qui e altrove. Famiglie di Calabria e Argentina*, Franco Angeli, Milano, 1989.
 - Mosconi G., Sarzotti C., *Antigone in carcere*, Carocci Editore, Roma, 2004.
 - Naffine N., *Feminism and Criminology*, Cambridge Polity Press, Cambridge, 1997.
 - Patel S., Stanley S., *The use of the community order and the suspended sentence order for women*, Center for Crime and Justice Studies, London, 2008.
 - Pelanda D., *Mondo recluso. Vivere in carcere in Italia oggi*, Effatà, Torino, 2010.
 - Pitch T., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992.
 - Pitch T., "Dove si vive, come si vive", in Campelli E., Faccioli F., Giordano V., Pitch T., *Donne in carcere. Ricerca sulla detenzione femminile in Italia*, Feltrinelli, Milano, 1992.
 - Santoro E., *Carcere e società liberale*, Torino, Giappichelli, 2004.
 - Sibert R., *Le donne, la mafia*, Il Saggiatore, Milano, 1994.
 - Sibert R., *Mafia e quotidianità*, Il Saggiatore, Milano, 1996.
 - Thomas C.W., "Prisonization or Resocialization? A Study of External Factors Associated with the Impact of Imprisonment", *Journal of research in crime and Delinquency*, 10(13), 1973, pp.13-21.
 - Torrente G. "Indulto. La verità, tutta la verità, nient'altro che la verità", *Innocenti evasioni. La privazione della libertà e le libertà possibili*, reperibile on line: http://www.innocentievazioni.net/index.php?option=com_content&view=article&id=71
 - Vitello F., Stefanizzi S., "Genere e criminalità: alcune riflessioni sui dati delle statistiche giudiziarie", in de Cataldo Neuburger L., *La criminalità*

femminile tra stereotipi culturali e malintese realtà, Cedam, Padova, 1996.

- Walker H., “Women’s issues in probation practice”, in H. Walker & B.

Beamont (eds.), *Working with offenders*, Macmillan, London, 1985.

- Zucca M., *Donne delinquenti. Storie di streghe, eretiche, ribelli, rivoltose, tarantolate*, Edizioni Simone, Napoli, 2004.

Lo stalking, un reato senza genere

*Annamaria Iaccarino**

Riassunto

Colui che si apposta, insegue, pedina e controlla la vittima per intromettersi, più o meno violentemente, nella sua vita privata viene definito stalker o “cacciatore dell’agguato” perché realizza una serie ripetuta di azioni o di tentativi di contatti o di effettive comunicazioni, che sono di fatto indesiderati, provocando disagio, angoscia, fastidio, preoccupazione e paura. Il delitto di stalking è un reato compiuto senza alcuna differenza di genere.

Alla “Donna Mostro” di Lombroso e alla “Follia delle zitelle” di Hart si accosta il fenomeno dello stalking femminile le cui modalità operative sono sicuramente più subdole e sottili rispetto a quelle maschili, richiamando alla mente quell’agire retrospettivo analizzato dai teorici classici.

Résumé

Celui qui surveille, poursuit, piste et contrôle la victime dans le but de s’entremettre, plus ou moins violemment, dans sa vie privée est qualifié de harceleur ou de « chasseur aux aguets », puisqu’il commet une série d’actions de façon répétée ou de tentatives de contact ou de véritables communications, non désirées, qui provoquent gêne, angoisse, désagrément, préoccupation et peur chez la victime. Le crime de harcèlement est commis par tout le monde sans aucune distinction fondée sur le genre.

À la « femme monstre » de Lombroso et à la « folie des vieilles filles » de Hart s’ajoute le phénomène du harcèlement commis par des femmes dont le mode opératoire est, sans aucun doute, plus sournois et plus subtil que celui des hommes. Il évoque l’agissement rétrospectif analysé par les classiques.

Abstract

An individual who watches, follows, tracks and controls the victim with the aim of intervening, in a more or less violent way, in their private life is called a stalker or a “proowler always on the lookout”, because they commit repeated actions or attempted contacts or real communications, not desired by the victim, which may cause discomfort, anxiety, nuisance, concern and fear to the victim. Stalking is a term that may apply to any gender.

To Lombroso’s “monster woman” and Hart’s “old maids’ madness” it is necessary to add the phenomenon of stalking committed by women whose modus operandi, without doubt, is more sly and subtle than the one of men. It refers to the retrospective act analysed by classic theories.

Key words: stalking ; gender ; modus operandi ; victim ; fear.

* Criminologo, Avvocato specializzato in Diritto e Procedura penale, Dottore di ricerca in Criminologia, Devianza e Mutamento sociale, Cultore della materia e Collaboratore di Cattedra in Criminologia presso l’Università degli Studi Suor Orsola Benincasa di Napoli.

1. Lo stalking al femminile.

L'introduzione legislativa del delitto di stalking costituisce una grande vittoria, non solo giuridica, ma anche criminologica e sociale. Prima della legge n. 38 del 23 aprile 2009, con cui si convertiva il D.l. n.11 del 23 febbraio 2009, il nostro codice penale prevedeva solo il reato di minaccia¹, che non poteva estendersi ed applicarsi a tutte le fattispecie penalmente rilevanti invece contemplate dall'art. 612 bis c.p.².

Con questa disposizione normativa, infatti, il Legislatore è voluto intervenire con delle "Misure urgenti in materia di sicurezza pubblica e di contrasto alla violenza sessuale", nonché in

¹ Art. 612 cp "Chiunque minaccia ad altri un ingiusto danno è punito, a querela della persona offesa, con la multa fino a 1.032 euro.

Se la minaccia è grave, o è fatta in uno dei modi indicati nell'articolo 339, la pena è della reclusione fino a un anno e si procede d'ufficio".

² Art 612 bis cp "Salvo che il fatto costituisca più grave reato, è punito con la reclusione da sei mesi a cinque anni chiunque, con condotte reiterate, minaccia o molesta taluno in modo da cagionare un perdurante e grave stato di ansia o di paura ovvero da ingenerare un fondato timore per l'incolumità propria o di un prossimo congiunto o di persona al medesimo legata da relazione affettiva ovvero da costringere lo stesso ad alterare le proprie abitudini di vita.

La pena è aumentata se il fatto è commesso dal coniuge legalmente separato o divorziato o da persona che sia stata legata da relazione affettiva alla persona offesa ovvero se il fatto è commesso attraverso strumenti informatici o telematici.

La pena è aumentata fino alla metà se il fatto è commesso a danno di un minore, di una donna in stato di gravidanza o di una persona con disabilità di cui all'art. 3 della legge 5.2.1992 n. 104, ovvero con armi o da persona travisata.

Il delitto è punito a querela della persona offesa. Il termine per la proposizione della querela è di sei mesi. Si procede tuttavia di ufficio se il fatto è commesso nei confronti di un minore o di una persona con disabilità di cui all'art. 3 legge 5.2.1992, n.104, nonché quando il fatto è connesso con altro delitto per il quale si deve procedere di ufficio. La remissione della querela può essere soltanto processuale. La querela è comunque irrevocabile se il fatto è stato commesso mediante minacce reiterate nei modi di cui all'articolo 612, secondo comma".

tema di atti persecutori lesivi della sfera giuridica individuale.

Bisogna tener presente che ogni anno circa 70.000 donne sono vittime di stupri, tentati stupri e di atti persecutori in generale³, che necessitavano di una previsione normativa ad hoc, che incriminasse le condotte reiterate di molestia e di minaccia responsabili di rilevanti disagi psichici per la persona offesa.

Prima della legge n. 38 del 2009, e al di fuori del delitto di minaccia, le condotte di petulanza e di disturbo trovavano come unica tutela l'applicazione della contravvenzione ex art. 660 cp⁴, che tendeva a punire quei comportamenti idonei a turbare in modo apprezzabile le normali condizioni di vita della persona molestata⁵, in questo caso però il bene giuridico tutelato non era quello individuale, fisico o psichico, della vittima, ed in più, trattandosi di una contravvenzione⁶, vi era un inferiore tempo di prescrizione⁷.

Prodromica della riforma è stata, tra le altre, l'indagine Istat degli anni 2006⁸, interamente dedicata al fenomeno delle violenze fisiche e sessuali sulle donne; ricerca questa che ha denunciato il maggior numero di reati consumati e tentati degli ultimi dieci anni.

³ Disponibile alla pagina: www.istat/dati/catalogo.pdf

⁴ Art 660 cp "Chiunque, in un luogo pubblico o aperto al pubblico, ovvero col mezzo del telefono, per petulanza o per altro biasimevole motivo, reca a taluno molestia o disturbo è punito con l'arresto fino a sei mesi o con l'ammenda fino a euro 516".

⁵ Corte di Cassazione, IV° sez. pen. n. 2967 del 1978.

⁶ In particolare una contravvenzione contro l'ordine pubblico.

⁷ Tra l'altro il *locus commissi delicti* configurato per volontà della norma si esauriva esclusivamente se il reato avveniva in un luogo pubblico o aperto al pubblico.

⁸ Disponibile alla pagina: www.istat.it

Sulle molestie e violenze sessuali erano già state fatte dall'Istat delle considerazioni nel 1997 e poi nel 2002 nell'ambito dell'indagine "Multiscopo sulla sicurezza dei cittadini", considerazioni che hanno confermato quanto riportato successivamente dal campione comprendente 25 mila donne, tra i 16 e i 70 anni, intervistate su tutto il territorio nazionale dal gennaio all'ottobre 2006 con tecnica telefonica⁹.

Questa indagine sulla sicurezza femminile, ricercando i diversi tipi di violenza (fisica, sessuale e psicologica¹⁰) sia dentro la famiglia che fuori dalla stessa, non ha fatto emergere particolari forme di violenza persecutoria. Infatti, non si sono registrate le molestie verbali, il pedinamento, gli atti di esibizionismo e le telefonate oscene. Allo stesso tempo, però, dalle forme di violenza psicologica si rilevavano numerosi casi di denigrazione, controllo dei comportamenti, strategie di isolamento, intimidazioni ed, infine, forti limitazioni economiche subite da parte del partner¹¹.

Come già noto tra gli addetti ai lavori, relativamente ad ipotesi di violenza in famiglia, dalla tavola n. 10 del rapporto di ricerca emerge che solo il 7,3% ha deciso di denunciare i comportamenti delittuosi, mentre il 92,4%, per le

stesse violenze fisiche e sessuali subite, ha preferito alimentare il già elevato numero oscuro in tema¹².

Il tasso di denuncia è alquanto basso, pari cioè al 12,4%, nonostante il parlarne in famiglia. Questa criticità viene superata, in un certo senso, se si pensa che l'indice della denuncia è più elevato quando le donne si rivolgono ad operatori del pronto soccorso (62,3%), ad avvocati, magistrati, polizia, carabinieri (47,6%) ad un medico o infermiere (35,9%)¹³.

La gravità della violenza non incide su un maggior ricorso alla denuncia. Solo il 5,3% degli stupri o tentati stupri è stato denunciato. Alla quota delle denunce va aggiunto un 2,6% di donne che hanno subito ripetutamente violenza e che pur non avendo denunciato hanno telefonato al 112 e 113 per cercare aiuto.

L'ampia casistica di dati¹⁴, che ha sollevato le problematiche sul "femminicidio", ispirando i lavori preparatori della legge, conclusa con la programmazione del delitto di stalking, a 6 anni dalla sua nascita, non mostra una particolare differenza di genere in relazione agli autori del reato e ai suoi destinatari.

Il delitto di stalking non appartiene ad un genere specifico, perché realizzato indifferentemente da uomini e da donne.

Non è facile tracciare percentuali affidabili del fenomeno dello stalking femminile per la diversità dei campioni di studio fatta anche a livello internazionale.

⁹ L'indagine è frutto di una convenzione tra l'Istat, che l'ha condotta, e il Ministero per i Diritti e le Pari Opportunità, che l'ha finanziata con i fondi del Programma Operativo Nazionale "Sicurezza" e "Azioni di sistema" del Fondo Sociale Europeo. *Ivi*.

¹⁰ La violenza fisica è stata analizzata graduandola dalle forme più lievi a quelle più gravi delle lesioni o tentato omicidio. *Ivi*.

La violenza sessuale è stata ricercata sia in base alla presenza dei classici atti sessuali intesi in senso stretto, sia con quelli di maggior disvalore, quali lo stupro, il tentato stupro, la molestia fisica sessuale, i rapporti sessuali con terzi, i rapporti sessuali non desiderati subiti per paura delle conseguenze, le attività sessuali degradanti e umilianti, *Ivi*.

¹¹ Disponibile alla pagina: www.istat.it/giustizia/sicurezza

¹² *Ivi*.

¹³ *Ivi*.

¹⁴ Istat, denunce, procedimenti penali conclusi e non sull'analisi di reati di omicidio, consumato e tentato, violenza sessuale e lesioni in cui il delitto è stato preceduto da molestie assillanti.

In Germania, indagini condotte attraverso un questionario inviato per posta a un campione rappresentativo di cittadini hanno dimostrato che il 14,5% ha come autore una donna¹⁵.

Percentuali più elevate emergono da studi condotti nelle “Criminal Court Population” o in ambito giudiziario americano. Secondo un’indagine condotta presso la New York County Criminal and Supreme Court, il 33% degli stalkers risultava essere di genere femminile¹⁶.

Ancora, secondo uno studio retrospettivo fatto dal dipartimento di Polizia di Los Angeles Police¹⁷ sembra emergere che nel 32% dei casi gli autori delle condotte di stalking fosserodonne, molte delle quali affette da delirio erotomanico.

Ancora nell’ambito degli studi di vittimizzazione è interessante ricordare la ricerca di Sheridan e Davies¹⁸, svolta su 95 vittime di stalking afferite al Suzy Lamplugh Trust, in un centro di promozione sociale e sanitaria con sede a Londra. Proprio da questa ricerca è emerso che

nel 7% dei casi si poteva parlare di stalking femminile.

In tempi più recenti Spitzberg¹⁹ ha indagato su campioni clinico-forensi. Ha analizzato studi di popolazione generale ed anche campioni di studenti di college di circa trenta stati USA, evidenziando che la percentuale di stalking femminile varia fra il 2% e il 13%.

2. I bisogni e i desideri nelle diverse tipologie di stalker.

“To stalk”, che letteralmente significa proprio “apostarsi”, rende alla perfezione l’idea dello stalker che si apposta, insegue, pedina e controlla la sua vittima per intromettersi, più o meno violentemente, nella sua vita privata. Non è un caso che la parola stalking possa essere tradotta come “cacciatore dell’agguato” per colui o colei che avanzano furtivamente nella vita altrui.

La sindrome del molestatore assillante si realizza quando il soggetto attore pone in essere una serie ripetuta di azioni o di tentativi di contatti o di effettive comunicazioni, che sono di fatto indesiderati per la vittima, provocando disagio, angoscia, fastidio, preoccupazione e paura.

Secondo Mullen²⁰ per le cinque tipologie di stalkers ci sono diversi bisogni e desideri che fanno da motore motivazionale.

“Il risentito”, ad esempio, agisce perché spinto dal desiderio di vendicarsi di un torto che ritiene aver subito, essendo alimentato dalla ricerca di vendetta. Questa categoria risulta piuttosto pericolosa perché finalizzata alla lesione non solo

¹⁵ Dressing H., Kuehner C., Gass P., “Prevalence of stalking in Germany”, *Psychiatrische Praxis*, 32 (2), 2005, pp. 73-78; Dressing H., Kuehner C., Gass P., “Lifetime prevalence and impact of stalking in a European population: epidemiological data from a middle-sized German city”, *British Journal of Psychiatry*, 187, 2005, pp. 168-172; Dressing H., Kuehner C., Gass P., “The epidemiology and characteristics of stalking”, *Current opinion in psychiatry*, 19 (4), 2006, pp. 395-399.

¹⁶ In Harmon R., Rosner R., Owens H., “Sex and violence in a forensic population of obsessional harassers”, *Psychology, Public Policy and Law*, vol. 4, no. 1.2, 1998, pp. 236-49.

¹⁷ Los Angeles Police Department Zona, Sharma & Lane, 1993, in Alfarano E., La Tegola D., Carabellese F., Catanesi R., *Stalking al femminile: una review di letteratura in Rassegna italiana di Criminologia*, anno IV, n.1, 2012.

¹⁸ Sheridan L., Davies G., Bonn J., “The Course and Nature of Stalking: A victim Perspective”, in *The Howard Journal*, 2001, pp. 215 -234.

¹⁹ Spitzberg B., “The state of the art of stalking: taking stock of the emerging literature”, in *Aggression and Violent Behavior*, 2007, pp. 64-86.

²⁰ Mullen P.E., “The victim of stalking”, in Boon J., Sheridan L. (Eds.), *Stalking and Psychosexual Obsession:*

dell'immagine dell'individuo, ma proprio della persona stessa.

Il movente principale risulta essere il risentimento in grado di giustificare i comportamenti persecutori, meccanismo che richiama alla mente le tecniche di neutralizzazione spiegateci da Matza²¹, secondo cui le strategie cognitive, di tipo passivo, sono messe in atto dagli attori criminali o, più in generale, da devianti, allo scopo di fronteggiare le conseguenze psicologiche derivanti dall'aver posto in essere una condotta dal profilo criminale o, nei casi più blandi, un comportamento trasgressivo di norme sociali.

Il disagio psicologico che è all'origine di tali strategie nascerebbe dunque dall'attrito con un sistema di valori dominanti.

La reazione di neutralizzazione non produce, né presuppone un sovvertimento dei valori comunemente accettati, ma anzi, in maniera solo apparentemente paradossale, implica di fatto un'accettazione del sistema di valori condivisi²². Vengono così superati i sensi di colpa e di vergogna ed il conflitto con la morale sociale, in modo da salvaguardare il sistema di valori comuni, altrimenti messi a rischio²³.

La sensazione di riuscire a controllare la realtà tende a rinforzare il bisogno di persecuzione e, applicando le teorie di Pavlov²⁴ e del rinforzo

differenziale di Skinner²⁵ e Lewin²⁶, le probabilità di compiere un reato dipendono dal tipo di risposta allo stimolo.

“Il bisognoso d'affetto”, invece, è quella tipologia di stalker motivata dalla ricerca di relazioni d'amore o, semplicemente, di semplici attenzioni d'affetto. Non a caso la vittima risulta essere, nella maggior parte dei casi, una persona vicina.

Questa del cercatore d'intimità risulta essere la forma di stalking più persistente²⁷ e perpetrata maggiormente da donne con disturbi psicotici; in particolare, è prevalente il delirio di tipo erotomanico in cui il bisogno di affetto viene erotizzato e lo stalker tende a leggere nelle risposte della vittima un desiderio di resistenza. Il mero rifiuto o la paura dello stesso è vissuto come un'intollerabile attacco all'Io.

Questa categoria è quella che, almeno apparentemente, sembra investire il genere femminile autore di stalking e che, già nel lontano 1921, fece parlare Hart²⁸ di “follia delle vecchie zitelle”.

Secondo studi psichiatrici, ci sarebbero tre fasi rilevanti a questo proposito.

Una prima fase sarebbe quella della costruzione di un particolare spazio coscienziale strutturato dall'attesa dell'amore, che avrebbe lo scopo di riempire il “gap” fra la percezione della propria limitatezza e l'aspirazione verso l'incontro, quale definitivo superamento di questa percezione. A

Psychological Perspectives for Prevention, Policing and Treatment, John Wiley & Sons, 2002.

²¹ Matza D., Sykes G., “A Theory of Delinquency”, in *American Sociological Review*, n. 22, 1957.

²² *Ibidem*.

²³ *Ivi*, pp. 646–670.

²⁴ Pavlov I. P., *Conditioned Reflexes: An Investigation of the Physiological Activity of the Cerebral Cortex*, Translated and Edited by G. V. Anrep., London, Oxford University Press, 1927.

²⁵ Skinner B.F., *The behavior of organisms*. New York: Appleton-Century-Crofts, 1938; ID, “A case history in scientific method”, *American Psychologist*, 1956.

²⁶ Lewin K., *A dynamic theory of personality: Selected papers*, New York, McGraw-Hill, 1935.

²⁷ Mullen P.E., Pathè M., Purcell R., Stuart G.W., “A study of stalkers”, in *American Journal of Psychiatry*, 1999.

²⁸ Hart B., *The Psychology of Insanity*, Cambridge University Press, Cambridge, 1921.

questo momento seguirebbe proprio quello dell'incontro, ovvero l'attesa, da cui deriverebbe la "spinta all'azione" volta alla conferma esterna del processo interno descritto.

In assenza di un segnale di disponibilità, si verifica il delirio erotomanico causato dal confronto tra la propria coscienza passionale e la realtà dell'altro²⁹.

La patologia viene generata dalla convinzione di essere oggetto di attenzioni amorose di una persona, la quale, di riflesso, diviene l'unico soggetto d'amore e, quindi, come nella sindrome di Stoccolma, di ossessione³⁰. La psiche crea un mondo parallelo e fantastico in cui gli elementi tipici di una relazione si manifestano, scatenando una reazione compulsiva nei confronti dell'oggetto desiderato in forza della quale la persona amata diviene vittima di persecuzioni ossessive³¹.

Una terza tipologia di persecutore è quella definita "il corteggiatore incompetente", che tiene un comportamento alimentato dalla sua scarsa o inesistente competenza relazionale, che si traduce poi in comportamenti opprimenti, espliciti o anche aggressivi. Questa categoria sembrerebbe di minor efferatezza e sicuramente dotata di minore carica ossessiva. Rispetto agli altri tipi di stalking, le molestie del corteggiatore incompetente durano meno nel tempo poiché procurano allo stalker scarse soddisfazioni. Sembra però che questi sia il più recidivo di tutti. Spesso, infatti, i soggetti appartenenti a questa tipologia mettono in atto condotte di stalking nei confronti di più vittime e cercano un nuovo

²⁹ Benvenuti P., *Psicopatologia nell'arco della vita*, Seid editori, Firenze, 2007; Sims A., *Introduzione alla psicopatologia descrittiva*, Raffaello Cortina, Milano, 2009.

³⁰ *Ivi*.

³¹ *Ivi*.

bersaglio quando non hanno avuto successo con quello precedente³².

Ancora diversa è la categoria del persecutore "respinto", il cui scopo è quello di ristabilire la relazione o, in mancanza, di vendicarsi per l'abbandono, la cui persecuzione rappresenta una forma di relazione che rassicura rispetto alla perdita totale, percepita come intollerabile.

In questo "inseguitore assillante" gioca un ruolo cruciale il modello di attaccamento sviluppato³³ in grado di scatenare angosce legate all'abbandono che creano una tendenza interiore, più o meno consapevole, a considerare l'assenza dell'altro come una minaccia di annientamento e di annullamento del sé.

Il mancato funzionamento dei modelli operativi interni non permetterà il corretto sviluppo ed il senso motorio di Piaget³⁴, favorendo l'assimilazione, l'accomodamento o l'attaccamento patologico persecutorio.

L'adattamento individuale, così come lo vede Bowlby³⁵, è un processo continuo e attivo nel quale una persona reagisce e modella il proprio ambiente interpersonale. Bowlby, riprendendo direttamente Piaget³⁶, sottolinea che l'esclusione difensiva riveste un ruolo determinante nelle relazioni di attaccamento in grado di trasformarsi in comportamenti non sani e quindi anche patologici.

³² Stefanelli M., "Lo stalker. Profili e trattamento", in *Psicoterapeuti in formazione*, n. 7, 2011.

³³ Bowlby J., *Attaccamento e perdita*, vol. 1: *L'attaccamento alla madre*, Boringhieri, Torino, 1972; ID, *Attaccamento e perdita*, vol. 2: *La separazione dalla madre*, Boringhieri, Torino, 1975; ID, *Attaccamento e perdita*, vol. 3: *La perdita della madre*, Boringhieri, Torino, 1983.

³⁴ Piaget J., *Lo sviluppo mentale del bambino e altri studi di psicologia*, Einaudi, Torino 1967.

³⁵ Bowlby J., *op. cit.*

³⁶ Piaget J., *op. cit.*

Infine, è stata descritta una categoria di stalker definita “il predatore” e costituita da un molestatore che ambisce ad avere rapporti sessuali con una vittima che può essere pedinata, inseguita e spaventata. La paura, infatti, spinge e dirige questo tipo di stalker che prova un senso di potere nell’organizzare l’assalto³⁷.

Questo genere di stalking è quello che colpisce anche i bambini perché posto in essere da persone con disturbi nella sfera sessuale.

A questo proposito Curci³⁸ utilizza l’espressione “sindrome delle molestie assillanti” proprio per descrivere le condotte indesiderate distinguendole in tre tipologie specifiche, delle comunicazioni indesiderate, dei contatti indesiderati e dei comportamenti associati, diversamente da Meloy e Gothard³⁹, che utilizzano il termine “inseguitore ossessivo”, in generale, per descrivere il soggetto che mette in atto comportamenti reiterati ed ostinati di persecuzione e molestia nei confronti di un’altra persona.

3. La natura del reato e gli elementi costitutivi del delitto di stalking.

Come Curci anche Mullen⁴⁰ paragona lo stalking ad una costellazione di comportamenti riguardanti tentativi ripetuti e perduranti di ricercare contatto con un non consenziente.

³⁷ Mullen P.E., *op. cit.*, 1999.

³⁸ Curci P., Galeazzi G.M., Secchi C., *La sindrome delle molestie assillanti*, Torino, Bollati Boringhieri, 2003.

³⁹ Meloy J.R., Gothard S., “A demographic and clinical comparison of obsessional followers and offenders with mental disorders”, *American Journal of Psychiatry*, 1995.

⁴⁰ Mullen P.E., Pathè M., Purcell R., Stuart G.W., *op. cit.*, 1999.

In effetti il perdurante e grave stato di ansia o di paura⁴¹, unitamente al fondato timore per l’incolumità propria, di un prossimo congiunto ovvero di un altro soggetto legato da una relazione affettiva e la necessità del bisogno di mutare le abitudini di vita⁴², costituiscono gli elementi del reato di stalking, che distinguono e qualificano quest’ultimo rispetto alle minacce ex art. 612 cp.

Inserito tra i “delitti contro la libertà morale”, come scritto da Fiandaca⁴³, lo stalking vuole tutelare la libertà morale e la libertà di autodeterminarsi in tutti gli aspetti della vita personale e quotidiana, salvaguardando⁴⁴ la libertà di movimento, la libertà economica e a tutte le altre libertà, inevitabilmente pregiudicate⁴⁵. Non è un caso che il concetto di autodeterminazione si inserisca all’interno del concetto più ampio di libertà psichica, di inviolabilità e di tranquillità collettiva.

⁴¹ A tal proposito la Corte di Cassazione V° sez. pen. n. 20531 del 2014 ha ribadito che non è necessario che il turbamento emotivo della vittima determini in essa un vero e proprio stato patologico, essendo sufficiente che gli atti persecutori abbiano determinato, in quest’ultima, l’insorgere di un’alterazione dell’equilibrio psicologico.

⁴² Quali ad esempio l’essere costretti a cambiare proprio numero di cellulare, o il non frequentare più gli abituali luoghi di ritrovo e svago o il modificare la strada usuale e più in generale le proprie consuetudini personali e di lavoro.

⁴³ Fiandaca G. e Musco E., *Diritto penale. Parte speciale*, Vol. II, Zanichelli, Bologna, 2014, tomo primo.

⁴⁴ ID, *I delitti contro la persona*, Zanichelli, Bologna, 2011.

⁴⁵ Tutte cioè le libertà inevitabilmente pregiudicate dall’aggressione alla libertà morale e le libertà bisognose di protezione, dalla libertà di movimento alla libertà economica. Libertà intesa dunque come un bene valore assoluto ed anticipato, in senso figurato, rispetto a tutte le altre forme di libertà. Senza libertà morale appare difficile concepire una libertà di pensiero, di coscienza, di affetto, di vita di relazione, di vita sessuale, di determinazione, *Ivi*, p.200.

Oltre Fiandaca e Musco⁴⁶, anche Marino⁴⁷, Maugeri⁴⁸ e Lo Monte⁴⁹ relativamente alla tranquillità individuale⁵⁰ sostengono che l'insorgere dello stato di paura e di ansia, ovvero il fondato timore per l'incolumità, costituiscono sicuramente una lesione alla serenità psicologica, alla tranquillità personale.

Si perfeziona così un sistema di protezione a tutela progressiva che, a dire di Bricchetti e Pistorelli⁵¹, ha contribuito a generare un reato plurioffensivo con tutela anticipata, rispetto alla possibile commissione di reati più gravi.

La protezione teleologica⁵², come confermato da Coco e da Peccioli⁵³, mira a verificare il collegamento tra le condotte persecutorie realizzate dallo stalker ed il verificarsi di uno dei tre presupposti richiesti dall'art. 612 bis cp⁵⁴.

La particolarità del reato de quo è che le conseguenze psicologiche riportate dalla vittima devono risultare intrinsecamente legate allo stato di ansia e al fondato timore per la propria o

altrui incolumità, costituendo indici individuali interni, e come tali di difficile risvolto probatorio perché accertabili prevalentemente mediante parametri clinico-forensi⁵⁵.

Più semplice risulta invece la prova della modificazione delle abitudini personali o professionali causate dal comportamento reiterato dello stalker.

Nel mondo del diritto si dice che il nesso della causalità psichica genera delle serie impossibilità a predeterminare le azioni umane alla luce di stimoli provenienti da terzi e rende impossibile il ricorso ad un criterio di probabilità statistica per legare causalmente condotta ed evento.

La ricerca del legame eziologico avviene generalmente⁵⁶ con una totale equiparazione tra cause fisiche e cause psicologiche dell'evento, facendo riferimento ad influssi che condizionano significativamente lo spazio di autodeterminazione della vittima, riducendolo e in taluni casi annullandolo del tutto⁵⁷.

A questo proposito Cornacchia⁵⁸ chiarisce che, rifacendosi al concetto di causa efficiente di Aristotele, basterebbe dimostrare l'evento

⁴⁶ ID, *op. cit.*

⁴⁷ Marino R., *Violenza sessuale, pedofilia, stalking*, Simone, Napoli, 2009.

⁴⁸ Maugeri A.M., *Lo stalking tra necessità politico-criminale e promozione mediatica*, Giappichelli, Torino, 2010.

⁴⁹ Lo Monte E., "Art. 612 bis cp e Stalking occupazionale: un rimedio solo apparente", in *Lavoro e previdenza oggi*, 2009, I, 1; ID, "Una nuova figura criminosa: lo stalking", in *Indice penale*, 2010, II, p. 479.

⁵⁰ Da ultimo la sentenza Corte di Cassazione III° sez. pen, n. 25889 del 2013.

⁵¹ Bricchetti R., Pistorelli L., "Violenza sessuale e stalking: commento al D.L. 23 febbraio 2009 n. 11 convertito con modifiche in L. 23 aprile 2009 n. 38", in *Guida diritto*, fasc.10, 2009, p. 7.

⁵² Il reato *de quo* è un reato comune, abituale, di evento, ma soprattutto di danno.

⁵³ Coco P., *La tutela della libertà individuale nel nuovo sistema anti-stalking*, Jovine, Napoli, 2012; Cesari F., "Custodia in carcere per il marito molestatore. Prime applicazioni del reato di stalking", in *Fam. e dir.*, 2009; Peccioli A., "Stalking: bilancio di un anno dall'entrata in vigore", in *Dir. pen. e proc.*, 2010.

⁵⁴ Corte di Cassazione V° sez. pen. n° 20993 del 2012 e Corte di Cassazione III° sez. pen. n° 15334 del 2013.

⁵⁵ In tal senso vi è da ultimo una sentenza della Corte di Cassazione V° sez. pen. n. 16864 del 2011 secondo cui non è assolutamente previsto un accertamento di uno stato patologico della vittima, essendo sufficiente verificare che la condotta persecutoria dello stalker abbia prodotto un effetto destabilizzante per la serenità e l'equilibrio psicologico della stessa, proprio perché la fattispecie dello stalking è una previsione normativa diversa dal reato di lesioni personali.

⁵⁶ Caputo M., "Eventi e sentimenti nel delitto di atti persecutori", in Bertolino M., Eusebi L., Forti G, (a cura di), *Studi in onore di Mario Romano*, vol. III, Jovene, Napoli, 2011.

⁵⁷ *Ivi*, p. 1400.

⁵⁸ Cornacchia L., "Il problema della c.d. causalità psichica rispetto ai condizionamenti mentali", in AAVV, *Nuove esigenze di tutela nell'ambito dei reati contro la persona*, Zanichelli, Bologna, 2001, p. 205 e ss.

“antecedente” dal punto di vista cronologico, mentre Risicato⁵⁹ richiama il classico “*id quod plerumque accidit*”.

Questa interpretazione sembra essere più conforme alla natura abituale degli atti persecutori, poiché questi ultimi normalmente concentrano il proprio disvalore sulla condotta della quale si richiede la reiterazione, potendosi adattare anche al reato di danno in cui ciò che assume rilievo non è la reiterazione delle condotte offensive, bensì la verifica dell'evento con cui si realizza la lesione del bene giuridico⁶⁰.

Maugeri⁶¹ sottolinea che così ragionando si rispetterebbe anche in toto il principio di offensività, visto che si valorizza l'accertamento dell'humus della condotta, richiedendo un'oggettiva carica offensiva in termini di idoneità⁶².

4. Il rapporto persecutorio, la relazione disturbata e i danni sulla vittima di stalking.

I danni subiti dalla vittima sembrano diversificarsi a seconda delle singole reazioni ai comportamenti persecutori ed, in concreto, variano in ragione delle differenti caratteristiche della vittima.

Alcuni studi sul fenomeno⁶³ hanno mostrato dei risultati interessanti in tema, soprattutto considerando la relazione patologica che si instaura con la vittima.

Esisterebbe, ad esempio, una categoria sociale a rischio rappresentata da tutti gli appartenenti alle cosiddette professioni d'aiuto (medici, psicologi, infermieri) con cui il contatto tra stalker e vittima diventa una richiesta di affetto o di attenzione o, in alcuni casi, anche di vendetta. Esisterebbero momenti di lucidità dello stalker a cui si sostituiscono momenti di ansia e stress che inducono ad agire da stalker. Se alla consapevolezza di essere stati lasciati, o disprezzati, o non curati, segue un comportamento che vuole nutrirsi del torto subito, allora si parla già di agire ossessivo⁶⁴.

Il delirio riparatorio e la conseguente cronicizzazione del sentimento manifestano dei comportamenti ossessivi e di disturbo della personalità che spingono lo stalker ad agire compulsivamente, negando la realtà, danneggiando progressivamente la propria salute mentale e la qualità della propria vita sociale, che si deteriora, arrivando alla persecuzione vera e propria.

Inutile sottolineare che la vittima di stalking subisce un danno psichico⁶⁵ la cui

⁵⁹ Risicato L., *La causalità psichica tra determinazione e partecipazione*, Giappichelli, Torino, 2007, p. 73 ss.

⁶⁰ Così Maugeri A.M., *op.cit.*, p. 155.

⁶¹ *Ivi*, p. 156.

⁶² Anche la Cassazione ha statuito che il delitto di atti persecutori è reato ad evento di danno e si distingue sotto tale profilo dal reato di minacce, che è reato di pericolo, in Corte di Cassazione, V° sez. pen., n. 17698 del 2010, ed anche Corte di Cassazione, V° sez. pen. n. 14391 del 2012 e Corte di Cassazione V° sez. pen. n. 20993 del 2013, Tribunale di Bari, sez. riesame, 6 aprile 2009 (ord.), in *Giur. Merito*, 2009, p. 1921 ss.

⁶³ Meloy J. R., *The psychology of stalking*, Academic Press, 1998; ed anche Mullen P.E., Pathè M., Purcell R., Stuart G., *op. cit.*, 1999; Oliviero Ferraris A., “Stalker il persecutore”, in *Psicologia Contemporanea*, 2001.

⁶⁴ Fabbroni B, Giusti A., *Vittima persecutore. Il mondo dello stalker*, Edizioni universitarie romane, Roma, 2009.

⁶⁵ Secondo i criteri del DSM IV-TR, la caratteristica principale del Disturbo Post Traumatico da Stress (DPTS) è da ricercarsi nello sviluppo di sintomi tipici che seguono l'esposizione ad un fattore traumatico, che causa o può comportare a volte anche la morte o le lesioni personali. Tale disturbo comporta inoltre da parte della vittima di stalking un ripercorrere l'evento

ristrutturazione diviene di competenza specialistica⁶⁶ per l'analisi delle probabili reazioni dello stalker e dei prevedibili danni fisici, psicologici e di relazione.

Nei trattamenti Evidence-Based⁶⁷ dovuti al disturbo post-traumatico acuto da stress, le vittime di stalking sono aiutate grazie all'elaborazione emotiva degli episodi subiti, ove la reale minaccia si sia ridimensionata⁶⁸. La tecnica EMDR, ad esempio, in questo riesce a dare un valido aiuto e una risoluzione elevata, agendo direttamente sull'esperienza vissuta, eliminandone i componenti emotivi disturbanti⁶⁹.

traumatico attraverso sogni spiacevoli, ricordi ricorrenti ed intrusivi come se il fatto si stesse ripresentando, determinando quindi nel soggetto un intenso e logorante disagio psicologico., Andreoli V., *DSM IV TR, Criteri diagnostici*, American Psychiatric Association, Masson, England, 2000.

⁶⁶ Generalmente quando si sceglie di risolvere il conflitto ricorrendo a tecniche di counseling vittimologico le linee guida principali chiedono alla vittima di interrompere qualunque contatto con lo stalker, a mezzo telefono, posta, posta elettronica, o semplicemente contatti *de visu*, perché qualsiasi reazione può comportare anche un aggravamento e rafforzare il comportamento dello stalker.

⁶⁷ EBT, Trattamenti basati su prove di efficacia, in cui la pratica basata sulle evidenze è data dall'integrazione della ricerca con la pratica clinica, nel rispetto delle caratteristiche del paziente, della sua cultura e delle sue opinioni. L'approccio Evidence-Based Practice si contrappone alle regole basate sul "buon senso", identificando le prove a sostegno di uno specifico trattamento e valutando la loro validità scientifica. Il suo obiettivo è eliminare trattamenti malsani o eccessivamente rischiosi a favore di quelli che danno risultati migliori. In tale sede vengono anche definiti i tre livelli di evidenza scientifica.

⁶⁸ Il sostegno multilivello, oltre a fornire un appoggio alla persona o un semplice luogo di ascolto, che riduca il senso di isolamento e solitudine, rinforzando le difese e, riducendo lo stato di terrore, si realizza mediante un percorso multifunzionale che, dopo la presa di coscienza, intenda studiare e realizzare le migliori strategie funzionali alla vita della vittima, sia per la sua ri-costruzione individuale che per quella sociale.

⁶⁹ Inizialmente usato per il trattamento del Disturbo Post Traumatico da Stress, attualmente, questo metodo terapeutico apre una nuova dimensione nella

Maugeri specifica che il diverso tipo di comportamento dello stalker e la sua frequenza, di fatto, determinano reazioni esclusivamente soggettive, totalmente dipendenti dalla personalità della vittima, dalle sue esperienze e soprattutto dal contesto culturale di riferimento⁷⁰.

Se in un primo momento gli stalkers sembravano essere esclusivamente di genere maschile, oggi si registra la presenza di numerose donne atte a tenere comportamenti ossessivi nei riguardi di uomini, come registrato dall'Osservatorio nazionale stalking⁷¹.

Secondo gli indici Istat, nel 2009 le querele per stalking sono state 2.023 e di queste 873 sarebbero state archiviate per mancanza di prove, insussistenza del fatto o perché l'autore è riuscito a rimanere ignoto.

Dal 2009, secondo i dati del Centro presunti autori, sembra che ci sia stato un aumento del 30% di denunce maschili, rispetto a quelle precedenti l'entrata in vigore del delitto degli atti persecutori⁷².

Come definito dalla Convenzione del Consiglio d'Europa⁷³ su "prevenzione e lotta contro la violenza nei confronti delle donne e la violenza domestica" siglata a Istanbul nel 2011, lo stalking

psicoterapia per l'efficacia dimostrata in tutti i tipi di trauma. Le ricerche condotte su vittime di violenze sessuali, di incidenti, di catastrofi naturali, indicano che il metodo permette una desensibilizzazione rapida nei confronti dei ricordi traumatici e una ristrutturazione cognitiva che porta a una riduzione significativa dei sintomi del paziente (stress emotivo, pensieri invadenti, ansia, flashbacks, incubi).

⁷⁰ Maugeri A.M., *op.cit.*, p. 155.

⁷¹ Disponibile alla pagina del sito dell'Osservatorio nazionale stalking e centro presunti autori di Massimo Lattanzi: www.stalking.it.

⁷² Disponibile alla pagina: www.centropresuntiautori.it

⁷³ Disponibile alla pagina: www.coe.int/conventionviolence

femminile è sottile, subdolo, fatto di minacce velate e di numerose violenze psicologiche. A differenza dello stalking maschile, predilige l'accanimento e la persecuzione su un individuo specificamente analizzato. La stalker metterebbe in atto le tecniche più sofisticate per elaborare strategie di attacco, ma anche difensive per sviare indagini da se stessa e per mettere la vittima in totale difficoltà probatorio.

Sembra che le donne compiano delle azioni di minore gravità, ma di maggior astuzia⁷⁴, richiamando alla mente la donna mostro di Cesare Lombroso⁷⁵. La violenza fisica non costituirebbe dunque un fattore caratterizzante la gravità dell'azione, ma avrebbe un impatto psicologico decisamente invalidante per l'uomo vittima⁷⁶.

Nei diversi periodi storici emerge un quadro patologico della stalker piuttosto stabile.

Secondo Purcell, Pathé e Mullen⁷⁷ le stalkers appaiono molto simili agli uomini, con un'unica differenza nella scelta della vittima. Mentre le donne indirizzano i loro comportamenti persecutori verso individui determinati e per specifici motivi, gli uomini, solitamente, si orienterebbero verso vittime del sesso opposto per ragioni più comuni.

⁷⁴ Sinclair H. C., Frieze I. H., "Initial courtship behaviour and stalking: How should we draw the line?", in Davis J. A., Frieze I.H., Maiuro R.D., *Stalking: Perspectives on victims and perpetrators*, Springer Publishing Company, New York, 2002.

⁷⁵ Lombroso C., Ferrero G., *La donna delinquente, la prostituta, e la donna normale*, Fratelli Bocca, Milano, 1903.

⁷⁶ Thomas S. D. M., Purcell R., Pathé M., Mullen, P. E., "Harm associated with stalking victimization", *Australian and New Zealand Journal of Psychiatry*, 2008.

⁷⁷ Mullen P.E., Pathé M., Purcell R., Stuart G.W., *op. cit.*, 1999.

Meloy e Boyd⁷⁸ hanno fatto emergere il profilo preciso di una donna stalker, quale donna single, eterosessuale, istruita, intorno ai 30 anni, separata o divorziata, caratterizzata dall'aver un disturbo di personalità borderline, che è stato poi spiegato da Meloy, da Mohandie e McGowan⁷⁹ con una propria diagnosi psichiatrica.

Diventano stalker le donne con disturbi dell'umore la cui necessità di persecuzione si manifesterebbe soprattutto nelle relazioni sentimentali in cui vincerebbero le ossessioni dell'angoscia dell'abbandono, della mania di possesso o di rifiuto.

Lo stalking è principalmente un comportamento intrusivo, controllante e reiterato nel tempo, rivolto ad una o più persone ritenute desiderabili ed inavvicinabili ed il disturbo borderline ne rappresenta il versante psicotico, limitando la libertà ed al contempo soddisfacendo il desiderio di vicinanza e possesso⁸⁰.

Il comunissimo disturbo borderline che caratterizzerebbe l'uomo stalker è presente anche nella personalità della figura femminile, sicuramente causato da un vissuto emozionale eccessivo e variabile.

Infatti, anche secondo la teoria biopsicologica di M. Linehan⁸¹, il cuore del disturbo borderline di personalità, che in generale corrisponde alla disregolazione emotiva causata dall'interazione tra la vulnerabilità emotiva da una parte e da un ambiente invalidante dall'altra, potrebbe anche

⁷⁸ Meloy J., Boyd C., "Female stalkers and their victims", *Journal of the American Academy of Law and Psychiatry*, 2003.

⁷⁹ Mohandie K., Meloy JR., McGowan M., Williams J., "The recon typology of stalking: reliability and validity based upon a large sample of North American stalkers", *J Forensic Sci*, 2006.

⁸⁰ *Ivi.*

⁸¹ Lineahn M., *Trattamento cognitivo comportamentale del disturbo borderline*, Raffaello Cortina, Milano, 2011.

essere causato da un rapporto eccessivamente ossessivo con l'altro.

Secondo Bushman ed altri, la ruminazione rabbiosa è uno stile maladattivo di pensiero che si attiva in presenza di emozioni di rabbia, focalizzando l'attenzione su quest'ultima, sulle sue cause e sulle sue conseguenze, alimentando l'attivazione emotiva negativa e aumentando la tendenza a rispondere con comportamenti aggressivi o paranoidi⁸².

Lo stesso attaccamento, se viziato ed eccessivo, come spiegato da Bowlby, potrebbe ingenerare la nascita di fenomeni persecutori.

Non tutti gli stalkers sono dotati della stessa carica offensiva e di fatto ledono seriamente la loro vittima.

Cupach e Spitzberg⁸³ distinguono lo stalker molestante, che cerca affetto ed intimità con la vittima, dallo stalker intrusivo, che invece cerca l'intimità con tattiche strumentali, manipolative ed opportunistiche.

A questo proposito i due studiosi spiegano la differenza tra lo stalker organizzato, che è alla ricerca di una vendetta personale e perciò causa danni, pianificando con cura le modalità di persecuzione, dallo stalker disorganizzato, che al contrario è un soggetto arrabbiato e vendicativo, sicuramente non in condizione di pianificare in modo strategico la sua persecuzione.

Secondo Rosenfeld⁸⁴, relativamente al rapporto amore - vendetta e al disturbo psicologico del persecutore, si possono distinguere quattro categorie di stalker.

Lo stalker borderline e con disturbo psicotico dell'umore, che ha con la vittima una vera relazione reale, diversa dello stalker paranoide ed antisociale, che vive una relazione di pura fantasia, priva di danno.

In quest'ultima tipologia si evidenziano gli stalkers con disturbo delirante e con disturbo psicotico-erotomane dell'umore, e gli stalkers affetti da disturbo delirante con disturbo psicotico persecutorio.

Come spiegato ulteriormente da Boon e Sheridan⁸⁵ esiste una relazione persecutoria che gradua il rischio di reato in base al rapporto che si ha con la vittima, a seconda cioè che vi sia stata o meno una relazione, e se questa sia di maggiore o minore durata.

Si passerebbe dunque dal controllo possessivo sulla vita della vittima ad uno più innocuo, distinguendo, quindi, gli stalkers di alto rischio da quelli di basso o innocuo rischio⁸⁶.

A seconda del comportamento realizzato e soprattutto del danno subito, la vittima potrà essere qualificata come tale. Deve dunque essere provata la sofferenza e la graduazione della stessa, indicativa della responsabilità penale, che genera effetti e conseguenze sullo stile di vita e sul suo benessere invalidato non solo nella sfera affettiva, ma anche nella salute cognitiva, fisica, sociale, spirituale e talvolta economica.

Il disturbo arrecato, che possa trasformarsi in trauma o in semplice nocumento o stress, sarà quantificato oltre che in sede penale, anche in sede civile, quale forma di risarcimento danni.

⁸² Bushman B., Roy Baumeister F., *Social Psychology and human nature*, Comprehensive edition, 2010.

⁸³ Cupach W. R., Spitzberg B.H., *Attrazione, ossessione e stalking*, Astrolabio Ubaldini, Roma, 2011.

⁸⁴ Rosenfeld B., "Violence risk factors in stalking and obsessional harassment", in *Criminal Justice and Behavior*, vol. 31, 2004.

⁸⁵ Fabbroni B. e Giusti M.A., *op. cit.*

⁸⁶ *Ivi.*

Di recente una sentenza del Tribunale di Genova⁸⁷ ha riconosciuto gli estremi del reato di cui all'art 612 bis cp, applicando il regime di tolleranza zero ad atti persecutori avvenuti all'interno di un condominio⁸⁸.

Già la Cassazione penale⁸⁹ aveva esteso nel 2011 l'ambito di applicabilità dell'art. 612 bis cp al contesto condominiale, applicando un'interpretazione lata della norma, sancendo che l'applicazione dello stalking potrebbe essere un efficace strumento di tutela anche per tutti coloro che in via indiretta subiscono un turbamento alla propria tranquillità domestica e sono o si sentono costretti ad alterare il proprio *modus vivendi* ⁹⁰.

Bibliografia.

- Alfarano E., La Tegola D., Carabellese F., Catanesi R., “Stalking al femminile: una review di letteratura”, *Rassegna italiana di Criminologia*, anno IV, n.1, 2012.
- Andreoli V., *DSM IV TR, Criteri diagnostici*, American Psychiatric Association, Masson, England, 2000.
- Benvenuti P., *Psicopatologia nell'arco della vita*, Seid editori, Firenze, 2007.
- Bowlby J., *Attaccamento e perdita, vol. 1: L'attaccamento alla madre*, Boringhieri, Torino, 1972.
- Bowlby J., *Attaccamento e perdita, vol. 2: La separazione dalla madre*, Boringhieri, Torino, 1975.

⁸⁷ Tribunale di Genova n. 20895 del 2011.

⁸⁸ Lo stalking condominiale, che non è un'ipotesi speciale codificata dal Legislatore, bensì il frutto di una particolare applicazione giurisprudenziale della figura criminosa, è reso possibile dalla non del tutto tassativa formulazione degli elementi costitutivi della fattispecie e sta trovando terreno fertile in una realtà da sempre foriera di contrasti e dissidi che può dirompere nell'area del penalmente rilevante, qualora vengano lesi o messi in pericolo beni giuridici tutelati da specifiche fattispecie incriminatrici.

⁸⁹ Corte di Cassazione V° sez. pen. , n. 20895 del 2011.

⁹⁰ *Ivi*.

- Bowlby J., *Attaccamento e perdita, vol. 3: La perdita della madre*, Boringhieri, Torino, 1983.
- Bricchetti R., Pistorelli L., “Violenza sessuale e stalking: commento al D.L. 23 febbraio 2009 n. 11 convertito con modifiche in L. 23 aprile 2009 n 38”, *Guida diritto*, fasc. 10, 2009.
- Bushman B., Roy Baumeister F., *Social Psychology and human nature*, Comprehensive edition, 2010.
- Caputo M., “Eventi e sentimenti nel delitto di atti persecutori”, in Bertolino M., Eusebi L. e Forti G. (a cura di), *Studi in onore di Mario Romano*, vol. III, Jovene, Napoli, 2011.
- Cesari F., “Custodia in carcere per il marito molestatore. Prime applicazioni del reato di stalking”, *Fam. e dir.*, 2009.
- Coco P., *La tutela della libertà individuale nel nuovo sistema anti-stalking*, Jovine, Napoli, 2012.
- Cornacchia L., “Il problema della c.d. causalità psichica rispetto ai condizionamenti mentali”, in AAVV, *Nuove esigenze di tutela nell'ambito dei reati contro la persona*, Zanichelli, Bologna, 2001.
- Cupach W. R. e Spitzberg B.H., *Attrazione, ossessione e stalking*, Astrolabio Ubaldini, Roma, 2011.
- Curci P., Galeazzi G.M., Secchi C., *La sindrome delle molestie assillanti*, Torino, Bollati Boringhieri, 2003.
- Dressing, H., Kuehner, C., & Gass P., “Prevalence of stalking in Germany”, *Psychiatrische Praxis*, 32 (2), 2005 a.
- Dressing, H., Kuehner, C. & Gass, P., “Lifetime prevalence and impact of stalking in a European population: epidemiological data from a middle-sized German city”, *British Journal of Psychiatry*, 187, 2005 b.
- Dressing H., Kuehner C., Gass, P., “The epidemiology and characteristics of stalking”, *Current opinion in psychiatry*, 19 (4), 2006.
- Fabbroni B., Giusti M.A., *Vittima persecutore. Il mondo dello stalker*, Edizioni universitarie romane, Roma, 2009.
- Fiandaca G., Musco E. , *Diritto penale. Parte speciale*, Vol. II, Zanichelli, Bologna, 2014.
- Fiandaca G., Musco E. , *I delitti contro la persona*, Zanichelli, Bologna, 2011.
- Hart B., *The Psychology of Insanity*, Cambridge University Press, Cambridge, 1921.

- Lewin, K., *A dynamic theory of personality: Selected papers*, New York: McGraw-Hill, 1935.
- Lineahn M., *Trattamento cognitivo comportamentale del disturbo borderline*, Raffaello Cortina, Milano, 2011.
- Lo Monte E., “Art. 612 bis cp e stalking occupazionale: un rimedio solo apparente”, *Lavoro e previdenza oggi*, I, 1, 2009.
- Lo Monte E., “Una nuova figura criminosa: lo stalking”, *Indice penale*, II, 2010.
- Lombroso C., Ferrero G., *La donna delinquente, la prostituta, e la donna normale*, Fratelli Bocca, Milano, 1903.
- Marino R., *Violenza sessuale, pedofilia, stalking*, Simone, Napoli, 2009.
- Matza D., Sykes G., “A Theory of Delinquency”, *American Sociological Review*, n. 22, 1957.
- Maugeri A.M., *Lo stalking tra necessità politico-criminale e promozione mediatica*, Giappichelli, Torino, 2010.
- Meloy J., Boyd C., “Female stalkers and their victims”, *Journal of the American Academy of Law and Psychiatry*, 2003.
- Meloy J. R., *The psychology of stalking*, Academic Press, 1998.
- Meloy J.R., Gothard S., “A demographic and clinical comparison of obsessional followers and offenders with mental disorders”, *American Journal of Psychiatry*, 1995.
- Mohandie K, Meloy JR, McGowan M, Williams J., “The recon typology of stalking: reliability and validity based upon a large sample of North American stalkers”, *J Forensic Sci*, 2006.
- Mullen P.E., “The victim of stalking”, in Boon J, Sheridan L (Eds.), *Stalking and Psychosexual Obsession: Psychological Perspectives for Prevention, Policing and Treatment*, John Wiley & Sons, 2002.
- Mullen P.E., Pathè M., Purcell R., *Stalkers and their victims*, Cambridge University 2000.
- Mullen P.E., Pathè M., Purcell R., Stuart G.W., “A study of stalkers”, *American Journal of Psychiatry*, 1999.
- Oliviero Ferraris A., “Stalker il persecutore”, *Psicologia Contemporanea*, 2001.
- Pavlov, I. P., *Conditioned Reflexes: An Investigation of the Physiological Activity of the Cerebral Cortex*. Translated and Edited by G. V. Anrep., Oxford University Press, 1927.
- Peccioli A., “Stalking: bilancio di un anno dall’entrata in vigore”, *Dir. pen. e proc.*, 2010.
- Piaget J., *Lo sviluppo mentale del bambino e altri studi di psicologia*, Einaudi, Torino 1967.
- Risicato L., *La causalità psichica tra determinazione e partecipazione*, Giappichelli, Torino, 2007.
- Rosenfeld B., “Violence risk factors in stalking and obsessional harassment”, *Criminal Justice and Behavior*, vol. 31, 2004.
- Sheridan L., Davies G., & Bonn J., “The Course and Nature of Stalking: A victim Perspective”, *The Howard Journal*, 2001.
- Sims A., *Introduzione alla psicopatologia descrittiva*, Raffaello Cortina, Milano, 2009.
- Sinclair H. C., Frieze I. H., “Initial courtship behaviour and stalking: How should we draw the line?”, in Davis J. A., Frieze I.H., Maiuro R.D., *Stalking: Perspectives on victims and perpetrators*, Springer Publishing Company, New York, 2002.
- Skinner B.F., “A case history in scientific method”, *American Psychologist*, 1956.
- Skinner B.F., *The behavior of organisms*, Appleton-Century-Crofts, New York, 1938.
- Spitzberg B., “The state of the art of stalking: taking stock of the emerging literature”, *Aggression and Violent Behavior*, 2007.
- Stefanelli M., “Lo stalker. Profili e trattamento”, *Psicoterapeuti in formazione*, n.7, 2011.
- Thomas S. D. M., Purcell R., Pathè M., Mullen, P. E., “Harm associated with stalking victimization”, *Australian and New Zealand Journal of Psychiatry*, 2008.

Giurisprudenza.

- Tribunale di Bari, sez. riesame, 6 aprile 2009, in *Giur. Merito*, 2009.
- Tribunale di Genova n. 20895 del 2011.
- Corte di Cassazione, IV° sez. pen. n. 2967 del 1978.
- Corte di Cassazione, V° sez. pen., n. 17698 del 2010.
- Corte di Cassazione V° sez. pen. n. 16864 del 2011.
- Corte di Cassazione V° sez. pen. , n. 20895 del 2011.
- Corte di Cassazione, V° sez. pen. n. 14391 del 2012.
- Corte di Cassazione V° sez. pen. n° 20993 del 2012.
- Corte di Cassazione III° sez. pen, n. 25889 del 2013.

- Corte di Cassazione V° sez. pen. n. 20993 del 2013.
- Corte di Cassazione III° sez. pen. n° 15334 del 2013.
- Corte di Cassazione V° sez. pen. n. 20531 del 2014.

Sitografia.

- www.centropresuntiautori.it
- www.coe.int/conventionviolence
- www.istat.it
- www.istat.it/giustizia/sicurezza
- www.stalking.it

Il ruolo della neurocriminologia nella costruzione di un profilo criminologico dell'omicida seriale*

*Samuel Occhi, Manuela Martínez, Luis Moya-Albiol**

Riassunto

La neurocriminologia è una disciplina che si è sviluppata negli ultimi dieci anni. Il suo obiettivo principale è di studiare le variabili biologiche e neurologiche relazionate con la violenza e, di conseguenza, la criminalità. Il suo intervento ha come obiettivo quello di diagnosticare, prevenire e intervenire sulla violenza in generale e sul crimine, seguendo il modello bio-psico-sociale della criminalità.

L'obiettivo di quest'articolo è di analizzare la costruzione di un profilo criminale dell'omicida seriale in funzione delle caratteristiche neurocriminologiche. Nella parte introduttiva è analizzato in maniera descrittiva il fenomeno del serial killer. Tale analisi descrittiva prende in considerazione le classificazioni attualmente utilizzate, la criminogenesi e la criminodinamica. Nella seconda parte si passano in rassegna le variabili neurocriminologiche associate a tale profilo criminale. Tra queste, le principali sono la genetica ed il funzionamento cerebrale.

Résumé

La neurocriminologie est une discipline qui s'est développée dans les dix dernières années. Son but est d'étudier les variables biologiques et neurologiques liées à la violence et, par conséquent, à la criminalité. Son intervention vise à diagnostiquer, prévenir et agir sur la violence en général, notamment sur les crimes, suivant le modèle bio-psychosocial de la criminalité.

L'objectif de cet article est d'analyser les modalités permettant à des enquêteurs de déterminer le profil d'un tueur en série en fonction de ses caractéristiques neurocriminologiques.

Le phénomène du tueur en série est décrit dans l'introduction. Cette analyse descriptive prend en compte les classifications qui sont actuellement utilisées, la criminogenèse et la criminodynamique. Dans la deuxième partie, les variables neurocriminologiques associées à ce profil criminel sont passées en revue. Parmi elles, la génétique et le fonctionnement cérébral sont les variables principales.

Abstract

Neurocriminology is a discipline which has developed over the last decade. Its aim is to study biological and neurological variables related to violence and, consequently, to criminality. Its intervention is intended to diagnose, prevent and work on violence in general, particularly on crime, following the bio-psycho-social model of criminality.

The purpose of this article is to analyse modalities permitting the investigators to determine the profile of a serial killer according to their neurocriminological characteristics.

The phenomenon of serial killing is described in the introduction. This descriptive analysis takes into account the typically used classifications, the criminogenesis, and the criminodynamics. In the second part, neurocriminological variables associated with this criminal profile are reviewed. Among them, the main variables are genetics and brain functioning.

Key words: neurocriminology; violence; prevention; serial killer; profile.

* Gli autori ringraziano il professore di lingua italiana Denis Zamaro per l'assistenza linguistica e la correzione dell'articolo.

Questa ricerca fa parte degli studi del Master in Neurocriminologia dell'Università di València (Spagna) diretto dai professori Luis Moya-Albiol e Manuela Martínez.

* Departament de Psicobiologia, Universitat de València, Spagna.

1. Introduzione.

Gli assassini seriali interessano maggiormente l'aspetto mediatico piuttosto che quello scientifico, come dimostra lo scarso numero di studi scientifici presenti. Tali soggetti presentano caratteristiche molto differenti tra loro, non soltanto per il numero, la tipologia di vittime coinvolte o per il movente che li muove, ma anche per le modalità esecutive con le quali vengono commessi gli omicidi¹. Il primo caso di rilevanza mondiale di omicida seriale è quello di Jack lo Squartatore (*Jack the Ripper*) che, nella Londra di fine Ottocento, uccise sventrandole cinque giovani donne². Negli ultimi vent'anni tale fenomeno ha interessato molte persone, anche grazie alla rilevanza data dai massmedia, includendo molte serie televisive e film. L'espressione "*serial killer*" viene coniata intorno agli anni '70 con il verificarsi, negli Stati Uniti, dei primi casi tra i quali quelli di Ted Bundy e di Juan Vallejo Corona³. Nella maggior parte degli eventi, si stima intorno al 90%, l'omicida seriale è un giovane uomo che ha trascorso un'infanzia e/o un'adolescenza traumatica, spesso accompagnata da veri e propri abusi sessuali e/o fisici⁴. I casi più studiati si trovano negli Stati Uniti anche se, recentemente, si sono analizzati tale genere di fatti criminosi anche nel mondo

orientale⁵. Sul fenomeno degli omicidi seriali italiani poche sono state le ricerche scientifiche effettuate. In Italia, le perizie psichiatriche che attestano la totale o parziale infermità mentale dei criminali si rifanno esclusivamente a diagnosi psicopatologiche. Non sono quindi prese in considerazione le caratteristiche genetiche o le alterazioni del circuito cerebrale che costituiscono elementi di ricerca della neurologia.

Segue un elenco dei principali *assassini seriali* italiani:

- Vincenzo Verzeni, 1867-1872, 2 vittime;
- Leonarda Cianciulli, 1939-1940, 3 vittime;
- "il mostro di Firenze", 1968-1985, 14-16 vittime;
- il caso "Ludwig" (Marco Furlan e Abel Wolfgang), 1977-1984, 28 vittime;
- Maurizio Minghella, 1978-2001, 15 vittime;
- Andrea Matteucci, 1980-1990, 4 vittime;
- Roberto Succo, 1981-1987, 7 vittime;
- Luigi Chiatti, 1993, 2 vittime;
- Gianfranco Stevenin, 1993-1994, 6 vittime;
- Milena Quaglini, 1995-1999, 3 vittime;
- Donato Bilancia, 1997-1998, 17 vittime.

L'argomento degli omicidi seriali ha come principale input teorico il concetto della violenza e quello di aggressività. In funzione dell'atto si differenzia la violenza in fisica, sessuale, psicologica. Questa classificazione è abbastanza obiettiva e le informazioni su ogni tipologia possono essere completate con la frequenza, l'intensità e la durata in cui viene eseguita. La

¹ Gacono C. B., Hutton H. E., "Multiple murder: a review", *Journal of British Criminology, Delinquency and Deviant Social Behavior*, 34, 1, 1994, pp. 1-14.

² Wolf G., "A kidney from hell? A nephrological view of the Whitechapel murders in 1888", *Nephrology Dialysis Transplantation*, 23, 2008, pp. 3343-3349.

³ Douglas J. E., Burgess A.W., Burgess A.G., Ressler R.K., *Crime classification manual: A standard system for investigating and classifying violent crimes*, Simon and Schuster, New York, 1992.

⁴ Holmes R.M., DeBerger J., *Serial Murder*, Sage, Newbury Park CA, 1988.

⁵ Dogra T. D., Leenaars A. A., Chadha R. K., Manju M., Laiwani S., Sood M., Lester D., Raine E., Behera C., "A psychological profile of a serial killer: a case report", *Omega*, 65, 2012, pp. 299-316.

violenza inoltre può essere classificata in violenza rivolta a se stessi, violenza interpersonale e violenza collettiva. In funzione dell'età si classifica la violenza in infantile, giovanile e adulta e in funzione del genere, maschile o femminile. La violenza infine può essere impulsiva, anche denominata emozionale, reattiva, ostile o affettiva, premeditata, denominata anche strumentale o proattiva e violenza collegata ad alterazioni mediche⁶. L'aggressività è definita come “un comportamento che si traduce in danni alla persona o alla proprietà”⁷ o “l'intenzione di infliggere un danno ad altri”⁸. Distinguiamo l'aggressività strumentale, in altre parole il comportamento razionale e calcolato utilizzato da un individuo per massimizzare i suoi profitti che può riguardare i serial killer e gli psicopatici, dall'aggressività impulsiva in cui l'obiettivo è soltanto quello di infliggere danni o ferite alla vittima.

Il focus di quest'articolo è quello di analizzare i fattori che influiscono nella costruzione di un profilo criminologico dell'omicida seriale, considerando gli studi più recenti che si rifanno alla disciplina della neurocriminologia.

2. Omicidi in serie: definizioni.

La frequenza degli omicidi seriali negli Stati Uniti ha avuto un picco storico negli anni '80 del XX secolo e la maggior parte dei casi ha visto come protagonisti persone di razza bianca⁹. Il

⁶ Moya-Albiol L., *Psicobiologia de la violencia*, Piramide, Madrid, 2010.

⁷ Bandura A., *Aggression: A social learning analysis*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, NJ, 1973.

⁸ Baron R. A., Byrne D., *Social psychology* (10th edition), Allyn & Bacon, Boston, 2003.

⁹ Canter D. V., Alison L. J., Alison E., Wentink N., “The organized/disorganized typology of serial

fenomeno italiano segue il trend europeo ed è assai ridotto rispetto a quello statunitense¹⁰.

Una delle classificazioni più diffuse è quella proposta dalla Federal Bureau of Investigation che suddivide gli omicidi seriali in tre categorie¹¹. Il *mass murder* o *omicida di massa* è colui che uccide almeno quattro vittime in un medesimo luogo e durante uno stesso evento¹². Il soggetto non conoscerebbe le sue vittime, che per lo più sarebbero scelte casualmente¹³. Lo *spree murder* o *assassino compulsivo* uccide due o più vittime, in luoghi diversi ma adiacenti, in un lasso di tempo molto breve. Il soggetto agirebbe lasciando molte tracce e di conseguenza tende ad essere catturato con facilità. Solitamente non conosce le vittime e, dato che non nasconde le sue tracce, continua a uccidere finché non viene catturato. Il *serial murder* o *serial killer* propriamente detto è un soggetto che uccide almeno tre vittime, in eventi distinti, in luoghi separati e con un intervallo di tempo fra un omicidio e l'altro. Può colpire a caso o, al contrario, scegliere accuratamente le sue vittime. Spesso ritiene di essere invincibile e che non verrà mai catturato, per questo, sovente, ama sfidare le forze dell'ordine¹⁴. Sceglierebbe spesso le vittime sconosciute più vulnerabili come bambini, adolescenti, donne

murder: Myth or model?”, *Psychology, Public Policy and Law*, 10, 2004, pp. 293-320.

¹⁰ Harbort S., Mokros M., “Serial Murderers in Germany from 1945 to 1995. A descriptive study”, *Homicide Studies*, vol. 5, No. 4, 2001, pp. 311-334.

¹¹ Petherick W.A., *Serial crime: Theoretical and Practical issues in behavioral profiling*, Elsevier, California, 2006.

¹² Holmes R., Holmes S., “Understanding mass murder: a starting point”, *Federal Probation*, 49, 1992, pp. 29-34.

¹³ Rappaport R., “The serial and mass murder: patterns, differentiation, pathology”, *American Journal of Forensic Psychiatry*, 9, 1988, pp. 39-48.

¹⁴ Turvey B., *Criminal profiling. An introduction to behavioral evidence analysis*, Elsevier, California, 2008.

(molte delle quali prostitute)¹⁵. Per l'assassino la vittima spesso può avere un valore simbolico¹⁶, motivo per cui il metodo di uccisione può variare¹⁷. Recentemente è stata presa in considerazione una quarta categoria che corrisponde al *serial-mass murder*, tutt'ora in fase di studio e classificazione¹⁸.

Altre tipologie di assassini seriali sono: il *ritual serial killer*, che uccide per motivazioni ritualistiche; l'*arsonist serial killer*, anche conosciuto come Unabomber dopo il caso di Theodore John Kaczynski; lo *sniper serial killer* o *omicida seriale cecchino*, che uccide in maniera indiscriminata e senza una logica temporale con modalità tipiche dei cecchini. Infine, il *serial killer by proxy* è rappresentato dal caso del dottor Sigvard Thurneman, uno psichiatra svedese specializzato in ipnosi che ha utilizzato la sua capacità di influenzare il prossimo per indurre alcuni pazienti a commettere una serie di crimini, tra cui rapine ed omicidi.

Attualmente, quindi, si è concordi nello stabilire che il profilo del *serial killer* medio è un uomo bianco, di status socio-economico medio-basso, tra i 20 ed i 35 anni, anche se si sono osservati casi di assassini aventi un'età inferiore ai 20 anni¹⁹.

¹⁵ Kraemer G.W., Lord W.D., Heilburn K., "Comparing single and serial homicide offenses", *Behavioral Science of Law*, 22, 2004, pp. 325-343.

¹⁶ Rice M.E., "Violent offender research and implications for the criminal justice system", *American Psychologist*, 52, 1997, pp. 414-423.

¹⁷ Newton M., *The Encyclopedia of serial killers*, 2 ed., Checkmark Books, New York, 2006.

¹⁸ Edelstein A., "Re-thinking typologies of multiple murders: the missing category of serial-mass murder and its theoretical and practical implications", *Journal of International Mental Health*, 16, 2014, pp. 350-353.

¹⁹ Myers W.C., "Serial murder by children and adolescents", *Behavioral Science of Law*, 22, 2004, pp. 357-374.

3. Criminodinamica dell'omicidio seriale.

Importanti informazioni circa l'analisi e la classificazione degli omicidi seriali emergono sia dall'indagine del movente²⁰ e dal numero delle vittime, sia dalle dinamiche tramite le quali essi vengono commessi²¹. La classificazione operata dalla Federal Bureau of Investigation li distingue in *organizzati* e *disorganizzati*²² (vedasi tabella n. 1). L'omicida seriale *organizzato* è colui che pianifica con meticolosità i propri delitti selezionando le vittime. Si ipotizza che possa trattarsi di soggetti dotati di un alto QI, capaci di interagire con il tessuto sociale e ben inseriti all'interno del contesto familiare. Compiono l'omicidio con premeditazione e meticolosità e mostrano un forte autocontrollo durante il crimine. Dopo l'eliminazione della vittima cercano di occultarne il cadavere e di lasciare poche tracce sul luogo del delitto. L'uccisione viene di solito compiuta lentamente, infierendo e torturando. Un altro elemento caratteristico è la propria "firma" sul luogo del delitto che consiste nel lasciare oggetti, simboli, biglietti, messaggi di altro genere da parte del killer.

L'omicida seriale definito *disorganizzato* non agisce con premeditazione e il delitto avviene sotto l'impulso del momento. Questa è la ragione per la quale egli lascia spesso numerose prove sulla scena del crimine compreso il cadavere che, spesso, viene abbandonato sul

²⁰ Sears D.J., *To kill again: The motivation and development of serial murder*, Scholarly Resources, Inc., Wilmington, DE, 1991.

²¹ White J.H., Lester D., Gentile M., Rosenbleeth J., "The utilization of forensic science and criminal profiling for capturing serial killers", *Journal of Forensic Science International*, 209, 2011, pp. 160-165.

²² Douglas J. E., Burgess A.W., Burgess A.G., Ressler R.K., *Crime classification manual: A standard system for investigating and classifying violent crimes*, Simon and Schuster, New York, 1992.

luogo del delitto. L'arma utilizzata è sovente impropria, trattasi ad esempio di spranghe, di oggetti contundenti, di pietre, a differenza dell'assassino seriale organizzato che utilizza prevalentemente lo strangolamento, coltelli o armi da fuoco. L'omicida seriale disorganizzato, quindi, agirebbe per un impulso improvviso che lo porta a uccidere vittime scelte casualmente, senza preoccuparsi di cancellare tutte le sue tracce, pertanto sarebbe molto più facile da catturare.

Hickey classifica gli uccisori seriali in *itineranti*, *locali* e *stazionari*. Gli assassini seriali *itineranti* o *viaggiatori* (28%) sono soggetti che spesso coprono lunghe distanze, uccidendo vittime in diverse regioni o stati. Gli assassini seriali *locali* cercano vittime nella stessa regione o stato in cui hanno compiuto il primo omicidio, mentre quelli seriali *stazionari* (45%) rimangono in una specifica zona geografica²³.

De Luca e Mastronardi distinguono l'omicida seriale *classico* da quello *atipico*²⁴. Il *serial killer* classico è colui che uccide le vittime utilizzando delle metodiche che gli permettono di avere un contatto fisico con le vittime. Asporta feticci o "trofei" dal cadavere, che ama conservare per rivivere gli omicidi nella sua mente e sperimentare un nuovo piacere anche dopo molto tempo. Nella categoria "*atipica*" rientra l'omicidio mafioso e terrorista seriale con caratteristiche di sadismo oppure quei soggetti che utilizzano metodiche singolari come per esempio armi peculiari.

Riguardo al numero di killer coinvolti nell'azione omicida si possono distinguere quattro categorie.

L'omicida seriale *individuale*, che agisce da solo e che rappresenta la tipologia più conosciuta. L'*omicida seriale in coppia* è caratterizzato dalla presenza di due individui che compiono insieme i delitti. Si parla di coppia assassina anche quando, in realtà, è uno solo dei soggetti a commettere concretamente l'omicidio, mentre l'altro assiste al fatto e aiuta poi a disfarsi del cadavere. Le coppie sono sempre formate da una persona con personalità dominante e da una con personalità sottomessa. Il soggetto dominante, che nelle coppie uomo/donna è quasi sempre l'uomo, pianifica l'azione omicida e la metterebbe in atto anche senza la presenza dell'altro. L'altro membro della coppia è un soggetto passivo, che non è in grado di opporre resistenza alla volontà del dominante. Gli *omicidi seriali di gruppo* sono commessi da tre o più persone. Gli assassini di questo tipo possono essere compiuti da tutti i membri del gruppo, oppure ci può essere un soggetto deputato a portare a termine l'azione omicida, mentre gli altri si rendono complici non facendo nulla, di fatto, per impedire le uccisioni.

Altre tipologie di serial killer sono l'*omicida seriale per eutanasia* che agisce con l'apparente motivazione di dover salvare persone che soffrono ingiustamente. I casi di omicidio seriale di questo genere sono piuttosto numerosi e vedono coinvolti soprattutto operatori sanitari. Gli omicidi sono commessi in modo da far pensare ad una morte naturale. È molto difficile scoprire questo tipo di delitto seriale in quanto i sintomi provati dalle vittime sono compatibili con un decesso per cause naturali. L'omicida seriale, per il fatto di essere al centro

²³ Hickey E. W., *Serial murderers and their victims*, Wadsworth Publishing Company, Belmont, 1997.

²⁴ Mastronardi V., *Manuale per operatori criminologici e*

dell'attenzione, crea volontariamente una situazione di pericolo per le vittime e, in seguito, tenta, inutilmente, di salvarle allo scopo di assumere un atteggiamento da eroe. Questo tipo di omicidio viene di solito attuato da donne che mettono in pericolo la vita dei propri figli o di altri bambini. *L'omicida seriale sadico* si distingue per il piacere che prova nell'uccidere e frequentemente uccide le vittime solo dopo averle torturate a lungo. In questo caso il piacere principale sta nell'infliggere alle vittime il massimo dolore fisico e psicologico. Nell'*omicida seriale sessuale* il genere di atto sessuale e il suo significato simbolico variano a seconda della personalità dell'assassino²⁵ ed i *serial killer* sessuali vengono identificati perché nell'*acting out* delle proprie fantasie lasciano una firma caratteristica sul corpo delle vittime o sulla scena del crimine²⁶. La maggior parte degli omicidi seriali sessuali avrebbero un intenso interesse per voyeurismo, feticismo e porno-sadomaso in età molto precoce²⁷. Si possono distinguere due sottogruppi: *omicidio seriale sessuale sadico* caratterizzato da gratificazione sessuale ottenuta, da parte del killer, infliggendo grandi sofferenze alle vittime, e *omicidio seriale sessuale necrofilo*, il cui autore uccide le vittime nel modo più veloce possibile e con una metodica non lesiva dei tessuti corporei. In questo caso, a distanza di alcuni giorni dall'omicidio, l'assassino può

decidere di sezionare il cadavere per conservarne alcune parti.

Una ulteriore classificazione suddivide gli omicidi seriali in base alla pianificazione. *L'omicidio seriale a pianificazione zero* viene compiuto seguendo un impulso momentaneo e senza organizzazione. *L'omicidio seriale a pianificazione mista* è un evento in cui l'assassino alterna l'organizzazione e la disorganizzazione. *L'omicidio seriale a pianificazione fasica* viene pianificato solo in alcune delle fasi esecutive del progetto, mentre altre avvengono d'istinto.

Abbiamo finora visto che la maggior parte degli autori degli omicidi seriali sono uomini, ad eccezione dell'*omicida seriale per eutanasia*. Tuttavia, non mancano casi compiuti da donne²⁸. La classificazione forse più esaustiva è quella elaborata da Hickey che le distingue in due gruppi: le *vedove nere* e gli *angeli della morte*, ovvero infermiere o operatori sanitari che uccidono i pazienti. Le *vedove nere* comincerebbero l'attività criminale verso i venticinque anni. Le vittime spesso fanno parte dell'entourage familiare, incluso il proprio marito, compagno, familiari o persone con le quali esse hanno stabilito una relazione. Il metodo usuale è di fare ingerire un veleno, il che rende molto difficile l'incriminazione e la motivazione è sovente di tipo economico. Gli *angeli della morte* inizierebbero il loro percorso violento verso i ventuno anni e in un luogo ben definito quale un ospedale, una clinica privata²⁹. In questo caso la motivazione non sarebbe economica, bensì una

psicopatologi forensi, Giuffrè, Milano, 2012.

²⁵ Groth A. N., Burgess A.W., Holmstrom L.L., "Rape: Power, anger and sexuality", *American Journal of Psychiatry*, 134(11), 1977, pp. 1239-1243.

²⁶ Ressler R. K., Burgess A.W., Douglas J.E., *Sexual Homicide: patterns and motives*, Iosington, New York, 1998.

²⁷ Warren J., Hazelwood R.R., Dietz P.E., "The sexually sadistic serial killer", *Journal of Forensic Science*, 41, 1996, pp. 970-974.

²⁸ Wilson W., Hilton T., "Modus operandi of female serial killers", *Psychology Rep.*, 82, 1998, pp. 495-498.

²⁹ Yorker B.C., Kizer K.W., Lampe P., Forrest A.R., Lannan J.M., Russell D.A., "Serial murder by healthcare professionals", *Journal of Protocol Manage*, 24, 2008, pp. 63-77.

sensazione di potere generata dal fatto che la vita o la morte di una persona è nelle loro mani. Solitamente utilizzano il cloruro di potassio che simula attacchi cardiaci. Un esempio è quello di Terry Rachals che uccise sei persone e fu condannata solamente per lesione aggravata³⁰.

4. Criminogenesi dell'omicidio seriale.

I ricercatori stanno lavorando da molti anni per capire che cosa induce una persona a diventare un omicida seriale, ma non vi è ancora nessuna risposta univoca, anche se si sono definite alcune caratteristiche che li accomunano³¹. Uno dei principali fattori considerati come scatenante la condotta degli assassini seriali è l'aver sofferto un'infanzia particolarmente traumatica e/o un abuso sessuale infantile³². Abuso che può essere stato compiuto da uno sconosciuto o da un membro della famiglia, sul cui ricordo è intervenuta una rimozione cognitiva³³. A riguardo, uno dei lavori più conosciuti a livello scientifico è quello di Dietz e collaboratori, i quali studiarono casi di assassini seriali tra il 1984 e il 1988. Tali ricercatori conclusero che la maggior parte di essi denunciava di essere stato vittima di abuso sessuale nell'infanzia³⁴. Esistono altri tre fattori collegati alla genesi di un omicidio seriale: la piromania, la crudeltà verso animali e

l'incontinenza urinaria infantile³⁵. Più del 60% degli assassini seriali avrebbe sofferto di enuresi notturna durante l'infanzia e quasi tutti avrebbero torturato sadicamente animali³⁶. Arnold Arluke e collaboratori hanno analizzato 153 soggetti che torturavano animali e li hanno paragonati ad un gruppo di controllo. Chi torturava animali aveva una probabilità cinque volte superiore di commettere atti di violenza come aggressione, stupro o omicidio. L'uccisione di animali consentirebbe alla persona di esercitare un dominio e un potere differentemente represso.

Oltre il 90% degli assassini seriali tendono a provenire da famiglie molto instabili o disfunzionali, di solito abbandonati da uno dei due genitori, soprattutto dalla madre³⁷. Vivere in una famiglia violenta può generare nei bambini un vissuto di costante paura che li indurrebbe a reprimere i sentimenti, ostacolandone la loro capacità di provare empatia³⁸. In uno studio di 62 serial killer di sesso maschile, si è osservato che il 48% di loro era stato respinto da un genitore o da un'altra persona importante della loro vita. È stato osservato che un gruppo di bambini con un genitore in carcere e/o ritenuto socialmente pericoloso presentava livelli elevati di delinquenza e di aggressività maggiore³⁹.

³⁰ Ostrosky-Solis F., Velez-Garcia A., Santana-Vargas D., Perez M., Ardilla A., "A middle-aged female serial killer", *Journal of Forensic Science*, 53, 2008, pp. 1223-1230.

³¹ Egger S.A., *The killer among us: an examination of serial murder and its investigation*, Prentice Hall, Upper Saddle River, NJ, 1998.

³² Sycamias E., *Evaluating a Psychological Profile of a Serial Killer*, 2007. Da: <http://www.crime.about.com>

³³ Mitchell H., Aamodt M.G., "The incidence of child abuse in serial killers", *Journal of Police and Criminal Psychology*, 20, 2005, pp. 40-47.

³⁴ Dietz P. E., "Mass, serial and sensational homicides", *Bulletin of the New York Academic of Medicine*, 62(5), 1986, pp. 477-491.

³⁵ Dogra T. D., Leenaars A. A., Chadha R. K., Manju M., Laiwani S., Sood M., Lester D., Raine E., Behera C., "A psychological profile of a serial killer: a case report", *Omega*, 65, 2012, pp. 299-316.

³⁶ Fisher K., Fisher R., *Common characteristics of a serial killer*, 2003. Retrieved August 8, 2014 from <http://www.carpenoitem.tv>

³⁷ Salfati G., Canter D., "Differentiating Stranger Murders: Profiling Offender Characteristics from Behavioral Styles", *Behavioral Sciences and the Law*, 17, 1999, pp. 391-406.

³⁸ Moya-Albiol L., *La empatía. Entenderla para entender a los demás*, Plataforma, Barcelona, 2014.

³⁹ Loeber R., Pardini D., Homish L., Wei E. H., Crawford A. M., Farrington D.P., "The prediction of

Altri fattori che incidono sullo sviluppo di una predisposizione caratteriale nei confronti della violenza nel bambino sono: comportamenti violenti in ambito familiare, abuso di sostanze, frequentazione di coetanei aggressivi, tendenza a reprimere la rabbia e un basso grado di resilienza⁴⁰.

5. Il criminale psicopatico.

Nell'elaborazione di un concetto criminologico della psicopatia si ricorre a diverse discipline. La psichiatria e la psicologia considerano la psicopatia come un disturbo di personalità. La sociologia definisce lo psicopatico come un soggetto non in grado di relazionarsi socialmente con incapacità di assumere un atteggiamento empatico nei confronti degli altri. La biologia sottolinea il ruolo del sistema nervoso e la giurisprudenza considera la psicopatia come un disturbo mentale. Per la criminologia lo psicopatico sarebbe un individuo che soffre di un disturbo di personalità associato ad uno stile di vita socialmente inopportuno, con una tendenza ad ignorare le norme sociali.

La psicopatia è quindi considerata un disturbo mentale, nonostante sia poco considerata dai manuali diagnostici. Il suo spettro psicopatologico va da un deficit dell'empatia a comportamenti aggressivi con tendenze criminali. Il DSM classifica la psicopatia come un "pattern pervasivo d'inosservanza e di violazione dei diritti degli altri", pattern anche denominato psicopatia, sociopatia o disturbo dissociato di

violence and homicide in young men", *Journal of Counseling and Clinical Psychology*, 73, 2005, pp. 1074–1088.

⁴⁰ Gao Y., Raine A., Venables P. H., Dawson M. E., Mednick S. A., "Association of poor childhood fear

personalità⁴¹. Il disturbo antisociale della personalità si caratterizza per un totale disprezzo delle leggi e delle norme sociali. Spesso la persona con tale diagnosi presenta una lunga storia di arresti e di scontri fisici⁴².

La ricerca sui fattori di rischio nel disturbo antisociale di personalità si è focalizzata sull'individuazione di persone a rischio di commettere reati violenti⁴³. Questa convinzione ha portato ad un crescente interesse per lo studio dei bambini e degli adolescenti ritenuti a rischio, perché attuano comportamenti antisociali o perché hanno già commesso reati⁴⁴, al fine di prevenire eventualmente comportamenti criminali futuri⁴⁵. I bambini con caratteristiche antisociali tenderebbero a mostrare una scarsa capacità verbale, una spiccata impulsività, un'emozionalità negativa, insuccesso scolastico, alti livelli di ADHD (*Attention-Deficit/Hyperactivity Disorder*), disturbo oppositivo provocatorio e disturbo della condotta⁴⁶.

conditioning and adult crime", *American Journal of Psychiatry*, 167, 2010, pp. 56-60.

⁴¹ American Psychiatric Association, *DSM-V*, 2014.

⁴² Alison L., Bennell C., Mokros A., Ormerod, D., "The personality paradox in offender profiling: A theoretical review of the processes involved in deriving background characteristics from crime scene actions", *Psychology, Public Policy and Law*, 8, 2002, pp. 115-135.

⁴³ Herve H.F., Mitchell D., Cooper B.S., Spidel A., Hare R.D., "Psychopathy and unlawful confinement: An examination of perpetrator and event characteristics", *Canadian Journal of Behavioural Science*, 36, 2004, pp. 137-145.

⁴⁴ Taylor J., Iacono W.G., McGue M., "Evidence for a genetic etiology of early-onset delinquency", *Journal of Abnormal Psychology*, 109, 2000, pp. 634–643.

⁴⁵ Moffitt T.E., "The new look of behavioral genetics on developmental psychology: Gene-environment interplay in antisocial behaviors", *Psychological Bulletin*, 131, 2005, pp. 533-535.

⁴⁶ Lahey B.B., Loeber R., Burke J.D., Applegate B., "Predicting future antisocial personality disorder in males from a clinical assessment in childhood",

Eysenck operò una distinzione tra *psicopatia primaria* e *psicopatia secondaria*. La psicopatia primaria sarebbe quella maggiormente accompagnata da comportamenti omicidi e si caratterizzerebbe per assenza di sentimento di colpa, mancanza di empatia e di sensibilità nella persona che aumenterebbe la probabilità di commettere delitti⁴⁷. Gli psicopatici criminali presenterebbero una mancanza totale di rimorso o di senso di colpa per le loro azioni⁴⁸. L'arma utilizzata per compiere il crimine è, in genere, improvvisata e il passaggio all'atto, comunque disorganizzato, è assai violento. Alcuni assassini seriali possono essere identificati come soggetti affetti da psicopatia primaria, tra questi Gary Ridgeway, Ed Gein, Ted Bundy, Jeffrey Dahmer⁴⁹, Dennis Rader, John Wayne Gacy e Ed Kemper. Diversa è la psicopatologia della *psicopatia secondaria* che potrebbe essere intesa come una difesa secondaria rispetto ad un altro tipo di psicopatologia predominante. La psicopatia melanconica, per esempio, corrisponde ad una difesa psicopatica secondaria e ad una melanconia di base. Lo stesso si verificherebbe nelle difese psicopatiche dei quadri ansiosi o fobici.

Gli studi che rievocano l'importanza dei fattori psicosociali nelle psicopatie enfatizzano problematiche nei legami familiari. Gao e collaboratori studiarono 333 famiglie di

psicopatici e riscontrarono come elemento in comune una relazione genitoriale altamente conflittuale. Uno dei fattori che più si correlare con la psicopatia sarebbe quindi la presenza di maltrattamenti fisici o sessuali⁵⁰ subito all'interno dell'ambiente familiare⁵¹. All'esterno della famiglia, invece, esisterebbero diversi fattori in relazione con lo sviluppo di condotte antisociali, come ad esempio il rifiuto sociale e il bullismo. Sims fa notare che il criminale psicopatico, incapace di riconoscere la paura, agirebbe senza premeditazione e la vittima sarebbe frequentemente una persona conosciuta e/o appartenente all'entourage familiare.

Gli studi sulla relazione tra la psicopatia e i fattori biologici considerano soprattutto l'aspetto genetico. Una meta-analisi di Demmo e collaboratori evidenzia la presenza di un'alta relazione tra i fattori genetici e i tratti di personalità presenti in individui con psicopatia primaria. L'amigdala e la corteccia prefrontale della corteccia sono due delle aree del cervello che sono state maggiormente studiate nella psicopatia⁵². Il sistema limbico del cervello che contiene le strutture che controllano la memoria e le emozioni sembrerebbe altamente

Journal of Counseling and Clinical Psychology, 73, 2005, pp. 389-399.

⁴⁷ Eysenck H.J., Eysenck S.B.G., *Psychoticism as a dimension of personality*, Hodder and Stoughton, London, 1976.

⁴⁸ Montaldo C., *Characteristics of a Psychopathic Personality*, 2007. Retrieved January 10, 2015 from <http://www.crime.about.com>

⁴⁹ Silva J. A., Ferrari M.M., Leong G.B., "The case of Jeffrey Dahmer: Sexual serial homicide from a

neuropsychiatric developmental perspective", *Journal of Forensic Sciences*, 47, 2002, pp. 1-13.

⁵⁰ van Winkel R., van Nierop M., Myin-Germeys I., van Os J., "Childhood trauma as a cause of psychosis: linking genes, psychology and biology", *Can J Psychiatry*, 58, 2013, pp. 44-51.

⁵¹ Salekin R.T., Leistico A.M., Neumann C.S., DiCicco T.M., Duros R.L., "Psychopathy and comorbidity in a young offender sample: Taking a closer look at psychopathy's potential importance over disruptive behavior disorders", *Journal of Abnormal Psychology*, 113, 2004, pp. 416-427.

⁵² Yang Y., Raine A., Lencz T., Bihle S., LaCasse L., Colletti P., "Volume reduction in prefrontal gray matter in unsuccessful criminal psychopaths", *Biological Psychiatry*, 57, 2005, pp. 1103-1108.

compromesso nei criminali psicopatici⁵³. Alcune lesioni della corteccia prefrontale, quindi, sarebbero legate alla psicopatia⁵⁴. La corteccia orbito-frontale mediale riceve e invia proiezioni all'amigdala ed entrambe sarebbero deteriorate negli psicopatici⁵⁵. Tali studi convergerebbero quindi verso un'eziologia biologica della psicopatia e di conseguenza dei comportamenti criminali ad essa associati⁵⁷. Nella tabella n. 2 sono rappresentati in sintesi i tratti psicopatici e le regolazioni neurochimiche influenzate. Una classificazione utilizzata in Europa distingue tra criminale psicopatico e psicopatico senza condotte criminali. Questa classificazione nasce grazie agli studi di Robert Hare⁵⁸ e alla relativa pubblicazione della Hare Psychopathy Checklist costituita dai seguenti criteri: 1) Loquacità; 2) Egocentrismo; 3) Tendenza alla noia e necessità costante di stimoli; 4) Menzogna patologica; 5) Manipolazione; 6) Mancanza di sentimento di colpa; 7) Scarsa profondità negli affetti; 8) Insensibilità e mancanza di empatia; 9) Stile di vita "parassita"; 10) Condotte sessuali promiscue; 11) Problematiche nella condotta in età precoce; 12) Assenza di obiettivi concreti; 13) Impulsività; 14) Irresponsabilità; 15) Relazioni

⁵³ Kiehl K.A., Smith A.M., Hare R.D., "Limbic abnormalities in affective processing by criminal psychopaths as revealed by functional magnetic resonance imaging", *Biological Psychiatry*, 50, 2001, pp. 677-684.

⁵⁴ Sycamias E., *Evaluating a Psychological Profile of a Serial Killer*, 2007. Da: <http://www.crime.about.com>

⁵⁵ Blair R. J., "Neurobiological basis for psychopathy", *British Journal of Psychiatry*, 182, 2003, pp. 5-7.

⁵⁶ Tiihonen J., Hodgkins S., Vaurio O., "Amygdaloid volume loss in psychopathy", *Society for Neuroscience Abstracts*, 2000.

⁵⁷ Anderson N. E., Kiehl K. A., "The psychopath magnetized: insights from brain imaging", *Trends in Cognitive Sciences*, 16, 2012, pp. 52-60.

⁵⁸ Hare R. D., *Hare Psychopathy Checklist-Revised manual. Multi-Health Systems*, Toronto, 1991.

sentimentali brevi; 16) Delinquenza giovanile o infantile; 17) Versatilità criminale.

Hare definisce questi soggetti come manipolatori che usano l'intimidazione attraverso la violenza per controllare gli altri e per soddisfare i propri bisogni affermando, infine, che è il loro egocentrismo a renderli particolarmente pericolosi⁵⁹.

6. Neurocriminologia del serial killer.

Negli ultimi anni, nelle ricerche su comportamenti violenti si sono prese in considerazione le influenze biologiche e la loro interazione con l'ambiente⁶⁰. A seguito di ciò si è sviluppata la disciplina denominata neurocriminologia. In alcuni casi, l'indagine genetica in combinazione con le tecniche di analisi anatomica del funzionamento cerebrale potrebbe contribuire alla risoluzione dei casi di omicidi seriali⁶¹. Uno studio che rafforza le ipotesi della neurocriminologia, ovvero la relazione tra genetica e crimini, ha analizzato 43.243 figli adottati e 1.258.826 figli naturali confermando che il figlio biologico di un soggetto condannato per un crimine violento ha maggiori probabilità di commettere a sua volta un crimine. Complessivamente, i risultati dei vari studi sulla genetica comportamentale documentano l'esistenza di un'ereditarietà del comportamento aggressivo in bambini,

⁵⁹ Hare R. D., "Psychopathy and antisocial personality disorder: A case of diagnostic confusion", *Psychiatric Times*, 132, 1997.

⁶⁰ Moya-Albiol L., *Psicobiología de la violencia*, Piramide, Madrid, 2010.

⁶¹ Raine A., Dogra T.D., Leenaars A.A., Yadav B., Bhera C., Lalwani S., Leenaars L., "Identify of victims from fragmented and decomposed remnants by DNA profiling in a case of serial killings", *Journal of Medicine Science of Law*, 50, 2010, pp. 220-223.

adolescenti e adulti. Tali risultati mostrano che vi è un contributo genetico alla criminalità.

In Italia al momento, la posizione della neurocriminologia, sia in ambito accademico sia peritale forense, è molto critica. I criminologi si sono opposti per molti anni alla tesi che sostiene che gli individui abbiano una predisposizione genetica nei confronti della violenza, le cui basi teoriche nascono dalla discussa teoria di Lombroso.

Le ammino ossidasi o monoammino ossidasi (MAO) sono enzimi legati al cofattore-FAD, appartenenti alla classe degli ossidoreuttasi. I geni che codificano per le MAO sono situati sul braccio corto del cromosoma X. Quando il gene risulta meno attivo, le persone che hanno avuto un'infanzia difficile hanno una probabilità dieci volte maggiore di essere condannate per violenze o per comportamenti aggressivi. Conosciuto anche come "*warrior gene*", la cui funzione è di regolare la serotonina nel cervello e un'alterazione della variante genetica MAO-A, sarebbe presente negli omicidi seriali⁶². Tale ipotesi, tuttavia, per ora non è confermata da sufficienti prove sperimentali.

A differenza degli esseri umani, i rettili non sono equipaggiati con la parte del cervello responsabile della memoria, della socializzazione e delle emozioni. Pertanto, dicendo che un *serial killer* ucciderebbe a "sangue freddo", si potrebbe fare riferimento al fatto che la parte del suo cervello che regola le emozioni e la socializzazione non funziona correttamente. In

⁶² Gorodetsky E., Bevilacqua L., Carli V., Sarchione M., Roy A., Goldman D., Enoch M. A., "The interactive effect of MAOA-LPR genotype and childhood physical neglect on aggressive behaviors in Italian male prisoners", *Genes Brain Behavior*, 13, 2014, pp. 543-549.

tal senso, egli si comporterebbe come un rettile che uccide senza provare alcun rimorso⁶³. Alcuni recenti studi neuroscientifici hanno stabilito che tale anomalia si tradurrebbe in un aumento della probabilità del verificarsi di un certo numero di comportamenti quali: meno controllo sul sistema limbico che genera emozioni primordiali come la rabbia, una maggiore dipendenza psicologica dal rischio, una riduzione dell'autocontrollo, una scarsa capacità di risolvere problemi e un'assenza di empatia⁶⁴.

Le principali aree cerebrali correlate all'aggressività sono: l'amigdala, l'ippocampo e le strutture tegmentali. L'amigdala è una struttura che appartiene al sistema limbico, il quale interviene nei processi della regolazione dei comportamenti, delle motivazioni, delle emozioni, dell'aggressività, dell'alimentazione, dell'apprendimento, della memoria e del comportamento sessuale. Uno studio condotto da Yang e collaboratori⁶⁵ osservò, in psicopatici criminali, utilizzando la risonanza magnetica per immagini (MRI), una riduzione del 22,3% della materia grigia prefrontale. Un esempio significativo è quello del caso di Antonio Bustamante, un assassino seriale di origini messicane, poi emigrato negli Stati Uniti, che è stato assolto dalla pena di morte in quanto la difesa ha mostrato le immagini relative al suo

⁶³ Woodworth M., Porter S., "In cold blood: Characteristics of criminal homicides as a function of psychopathy", *Journal of Abnormal Psychology*, 111, 2002, pp. 436-445.

⁶⁴ Raine A., Moffitt T.E., Caspi A., Loeber R., Stouthamer-Loeber M., Lynam D., "Neurocognitive impairments in boys on the life-course persistent antisocial path", *Journal of Abnormal Psychology*, 114, 2005, pp. 38-49.

⁶⁵ Yang Y., Raine A., Lencz T., Bihrl S., LaCasse L., Colletti P., "Volume reduction in prefrontal gray matter in unsuccessful criminal psychopaths", *Biological Psychiatry*, 57, 2005, pp. 1103-1108.

funzionamento cerebrale⁶⁶. Un altro caso è quello di Erbert Weinsten in quanto, attraverso la PET e la MRI, è stato messo in evidenza che gli mancava una parte della corteccia prefrontale del cervello, motivo per cui la pena inflitta fu notevolmente ridotta⁶⁷.

Raine fu il primo studioso ad applicare tecniche di *imaging cerebrale* sui criminali. Attraverso la PET è stato dimostrato come un deficit del funzionamento della corteccia prefrontale fosse presente nei serial killer. Egli ha effettuato la PET su 41 assassini condannati e ha confrontato i risultati con un gruppo di controllo formato da soggetti di età e profilo simile. Questo studio ha mostrato l'attività metabolica in diverse parti del cervello: i cervelli degli assassini mostravano una significativa riduzione nello sviluppo della corteccia prefrontale rispetto al gruppo di controllo⁶⁸. Nonostante alcune evidenze scientifiche rilevino, quindi, dei deficit a livello cerebrale nei serial killer, questo rimane un campo di ricerca che deve essere maggiormente esplorato.

Gli studi sulla popolazione generale indicano che un aumento dell'attività serotoninergica riduce l'impulsività, mentre una sua diminuzione aumenta la frequenza e l'intensità di reazioni aggressive e antisociali. Gli studi genetici indicano che il gene del recettore 5-HT_{1B} è in relazione alla condotta impulsiva e aggressiva in soggetti con disturbo di personalità antisociale e in persone alcoliste con esplosioni intermittenti

di violenza⁶⁹. Allo stato attuale, nella creazione di un profilo criminologico di un omicida seriale, questo parametro non può essere preso in considerazione in quanto non sono stati ancora effettuati studi ad hoc.

In generale si ritiene che la dopamina, l'adrenalina e la noradrenalina parteciperebbero come attivatori di comportamenti aggressivi. Gli effetti più evidenti, che tuttavia non sono stati dimostrati su assassini seriali, dimostrano che una leggera attivazione del sistema noradrenergico centrale stimolerebbe atteggiamenti aggressivi. La noradrenalina influisce sulla condotta aggressiva a tre livelli differenti: endocrino, autonomo e centrale. Allo stato attuale della ricerca non è possibile stabilire una correlazione tra le due sostanze in oggetto e i comportamenti criminali di omicidi seriali.

Un danno ipotalamico può produrre un comportamento violento e distruttivo e in taluni casi può provocare l'incapacità di un individuo di separare l'eccitazione sessuale dalla violenza.

Il ruolo della corteccia prefrontale è direttamente collegato al comportamento sociale quale la violenza e l'aggressività. Se questo sistema è danneggiato, un individuo può non avere la capacità di reagire in modo adeguato alle aspettative sociali. Se il lobo temporale è danneggiato, un individuo può avere amnesia, epilessia e riduzione della soglia a risposte violente, elemento che potrebbe essere considerato in fase giudiziaria. Il cervello di alcuni criminali presenterebbe una riduzione dello sviluppo della corteccia prefrontale e, di

⁶⁶ Raine A., *The Anatomy of Violence: the biological roots of crime*, Vintage books, New York, 2014.

⁶⁷ Rosen J., "The brain on the stand", *The New York Times*, 11 March 2007.

⁶⁸ Raine A., Sanmartin J., *Violencia y Psicopatía*, Ariel, Barcelona, 2006.

⁶⁹ Lappalainen J., Long J. C., Eggert M., Ozaki N., Robin R.W., Brown G.L., "Linkage of antisocial alcoholism to the serotonin 5-HT_{1B} receptor gene in 2 populations", *Archives of General Psychiatry*, 55, 11, 1998, pp. 989-994.

conseguenza, della funzione esecutiva del cervello⁷⁰.

Nel 2000 una relazione effettuata da Richard Davidson dell'Università del Wisconsin riporta come, attraverso le scansioni cerebrali, le immagini del cervello di coloro che erano stati condannati per un omicidio, e che soffrivano di disturbi aggressivi o antisociali, mostravano un'attività cerebrale distinta rispetto a coloro che erano considerati normali. Davidson e colleghi hanno scoperto che l'attività cerebrale, nella corteccia frontale orbitale e nella corteccia cingolata anteriore, era inferiore alla norma o addirittura inesistente⁷¹.

Circa il 70% di coloro che hanno subito un grave trauma cranico svilupperebbero tendenze aggressive. Ciò non significa che tutti i soggetti con una lesione cerebrale diventeranno omicidi seriali.

Le principali patologie nelle quali una componente surrogata è risultata essere la violenza e/o l'aggressività e in alcuni casi l'omicidio sono: l'Alzheimer, l'epilessia, il danno cerebrale sopravvenuto (incidenti cerebrovascolari, traumatismi cranioencefalici e alcuni tipi di tumori) e la demenza frontotemporale⁷². Alcuni ricercatori sostengono che esiste una relazione tra gli effetti che portano

un assassino seriale a commettere gli omicidi e gli effetti indotti dalle crisi epilettiche.⁷³

Non abbiamo riscontrato evidenza scientifica relativamente alla presenza di tumori cerebrali tra i serial killer. Lesioni cerebrali non specifiche sono state osservate in alcuni assassini seriali tra i quali Leonard Lake, David Berkowitz, Kenneth Bianchi, John Gacy e Carl Panzram. Anche questa, pertanto, rimane una variabile da verificare scientificamente.

La demenza frontotemporale si caratterizza per alterazioni della condotta. Nonostante induca cambiamenti radicali nella personalità, quali ad esempio impulsività e condotte antisociali, questo tipo di demenza non può essere considerato un elemento di rilievo nella costruzione di un profilo criminologico in quanto sono assenti studi su comportamenti umani violenti.

Sono stati osservati casi di omicidi seriali commessi da soggetti con criteri diagnostici dello spettro autistico ed in particolare del disturbo di Asperger⁷⁴. Secondo una ricerca svolta da studiosi dell'Università di Glasgow, il 10% degli assassini seriali mondiali mostrerebbe caratteristiche della Sindrome di Asperger e circa la stessa percentuale presenterebbe un trauma cranico, mentre secondo una ricerca condotta da Allely e collaboratori la percentuale salirebbe al 28% per l'autismo e al 21% per un indefinito trauma cranico⁷⁵.

⁷⁰ Kihel K.A., Bates A.T., Laurens K.R., Hare R.D., Liddle P.F., "Brain Potentials Implicate Temporal Lobe Abnormalities in Criminal Psychopaths", *Journal of Abnormal Psychology*, 115(3), 2006.

⁷¹ Davidson R. J., "Affective neuroscience and psychophysiology: Toward a synthesis", *Psychophysiology*, 40, 2003, pp. 655-665.

⁷² Martinez Ortiz M., Moya Albiol L., Blasco Ros C., *Modulo IV*, Diploma de Neurocriminologia, Universidad de Valencia, 2014.

⁷³ Simkin M.V., Roychowdhury V.P., "Stochastic modelling of a serial killer", *Journal of Theoretical Biology*, 355, 2014, pp. 11-16.

⁷⁴ Silva J.A., Leong G.B., Ferrari M.M., "A neuropsychiatric developmental model of serial homicidal behavior", *Behavioral Science and the Law*, 22, 2004, pp. 787-799.

⁷⁵ Allely C., Minnis H., Thompson L., Wilson P., Gillberg C., "Neurodevelopmental and psychosocial risk factors in serial killers and mass murderers.

7. Conclusioni.

Gli studi sull'assassino seriale sono, a tutt'oggi, centrati su obiettivi pragmatici aventi la finalità di conoscerli in maniera descrittiva per aumentare la probabilità di catturarli. La scarsa letteratura scientifica in merito si è quindi dedicata prevalentemente a classificarli piuttosto che a studiarli.

Allo stato attuale si è quasi del tutto concordi sulla criminodinamica e la criminogenesi delle uccisioni seriali, anche se tuttavia permane una certa difficoltà ad uniformare le definizioni. L'omicida seriale "normale" non soffrirebbe quindi né di un disturbo mentale o né di un disturbo della personalità.

Da un punto di vista neurobiologico il fenomeno si è studiato con l'intenzione di scoprire eventuali alterazioni delle attività cerebrali. La psicologia ha seguito la via psicopatologica cercando di identificare un disturbo mentale che la spiegasse. Il punto di vista criminologico cerca di contestualizzare il fenomeno dal punto di vista legale, ovvero soffermandosi sulla questione dell'imputabilità dell'omicida seriale, cercando di capire se egli è malato o semplicemente se è una persona malvagia. Emerge quindi l'importanza di un approccio integrato in cui la neurocriminologia potrebbe contribuire a rispondere a domande del tipo: "La società può creare luoghi appositi di reinserimento di queste persone?", "Si può prevenire tale fenomeno?".

Lo studio degli omicidi seriali presenta vari problemi. Il primo è che il campione oggetto di studio difficilmente può essere rappresentativo e il secondo, correlato al primo, riguarda il fatto

che i pochi dati ottenuti spesso si riferiscono a fonti non scientifiche e approssimative.

Come abbiamo visto, molti parametri oggetto di studio nei comportamenti aggressivi e/o violenti non sono sufficientemente valutati o parzialmente osservati negli omicidi seriali. Tra i fattori che ipotizziamo possano essere significativi nella costruzione di un profilo neurocriminologico, che comunque andrebbero maggiormente studiati, sono la presenza del *warrior gene* e di anomalie nella corteccia prefrontale. In base alle conoscenze attuali, il profilo criminologico dell'omicida seriale non può essere ricondotto unicamente a variabili neurocriminologiche.

Attualmente gli elementi dei quali dispone la neurocriminologia non sono di per sé sufficienti per definire un profilo neurocriminologico di un omicida seriale. Emergerebbe quindi l'importanza di un approccio che dovrebbe coinvolgere più discipline come la criminologia, la psichiatria forense, la psicologia giuridica e la neurocriminologia. Tali discipline, organizzate in un modello multidisciplinare, potrebbero contribuire alle attività criminologiche quali, ad esempio, la prevenzione di condotte criminali, consulenze tecniche psicologiche in ambito penale, attività peritale di profili criminologici e collaborazione con le forze dell'ordine nella risoluzione dei casi.

Aggression and Violent Behavior", in American Psychiatric Association, *DSM-V*, 2014.

Serial killer organizzato	Serial killer disorganizzato
QI nella media o al di sopra della media	QI sotto la media
Socialmente competente	Socialmente inadeguato
Sessualmente competente	Sessualmente incompetente
Disciplina inconsistente durante l'infanzia	Disciplina rigida durante l'infanzia
Umore controllato durante la commissione dei crimini	Ansia durante la commissione dei crimini
Abuso di alcol durante la commissione dei crimini	Minimo o assente uso di alcol durante la commissione dei crimini
Stress situazionale precipitante	Stress situazionale minimo
Mobilità con l'autovettura	
Segue le notizie sui delitti	Scarso o assente interesse per le notizie sui delitti

Tabella n. 1: *Classificazione F.B.I. - Serial killer organizzato e disorganizzato*

Tratto psicopatico	Disfunzione neurochimica
Violenza	5-HIAA (+) Testosterone (+) Serotonina (-)
Impulsività	COMT (+)
Insensibilità	Dopamina (-)
Assenza di empatia	Testosterone (+)
Resistenza allo stress	Cortisolo (+) Testosterone (+)
Resistenza alla punizione	Dopamina (-)

Tabella n. 2: *Neurochimica e psicopatia*

Bibliografia.

- Alison L., Bennell C., Mokros A., Ormerod, D., "The personality paradox in offender profiling: A theoretical review of the processes involved in deriving background characteristics from crime scene actions", *Psychology, Public Policy and Law*, 8, 2002, pp. 115-135.
- Allely C., Minnis H., Thompson L., Wilson P., Gillberg C., "Neurodevelopmental and psychosocial risk factors in serial killers and mass murderers. Aggression and Violent Behavior", in American Psychiatric Association, *DSM-V*, 2014.
- Anderson N. E., Kiehl K. A., "The psychopath magnetized: insights from brain imaging", *Trends in Cognitive Sciences*, 16, 2012, pp. 52-60.
- Balloni A., Bisi R., Monti C. (a cura di), *Soda caustica, allume di rocca e pece greca. Il caso Cianciulli*, Minerva Editore, Bologna, 2010.
- Bandura A., *Aggression: A social learning analysis*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, NJ, 1973.
- Baron R. A., Byrne D., *Social psychology* (10th edition), Allyn & Bacon, Boston, 2003.
- Blair R. J., "Neurobiological basis for psychopathy", *British Journal of Psychiatry*, 182, 2003, pp. 5-7.
- Bisi R. (a cura di), *Psicodiagnostica e storie di vita in criminologia. Un'analisi attraverso l'omicidio*, FrancoAngeli, Milano, 2004.
- Canter D. V., Alison L. J., Alison E., Wentink N., "The organized/disorganized typology of serial murder: Myth or model?", *Psychology, Public Policy and Law*, 10, 2004, pp. 293-320.
- Davidson R. J., "Affective neuroscience and psychophysiology: Toward a synthesis", *Psychophysiology*, 40, 2003, pp. 655-665.
- Dietz P. E., "Mass, serial and sensational homicides", *Bulletin of the New York Academic of Medicine*, 62(5), 1986, pp. 477-491.
- Dogra T. D., Leenaars A. A., Chadha R. K., Manju M., Laiwani S., Sood M., Lester D., Raine E., Behera C., "A psychological profile of a serial killer: a case report", *Omega*, 65, 2012, pp. 299-316.
- Douglas J. E., Burgess A.W., Burgess A.G., Ressler R.K., *Crime classification manual: A standard system for investigating and classifying violent crimes*, Simon and Schuster, New York, 1992.
- Edelstein A., "Re-thinking typologies of multiple murders: the missing category of serial-mass murder and its theoretical and practical implications", *Journal of International Mental Health*, 16, 2014, pp. 350-353.

- Egger S.A., *The killer among us: an examination of serial murder and its investigation*, Prentice Hall, Upper Saddle River, NJ, 1998.
- Eysenck H.J., Eysenck S.B.G., *Psychoticism as a dimension of personality*, Hodder and Stoughton, London, 1976.
- Fisher K., Fisher R., *Common characteristics of a serial killer*, 2003. Retrieved August 8, 2014 from <http://www.carpenoctem.tv>
- Gacono C. B., Hutton H. E., “Multiple murder: a review”, *Journal of British Criminology, Delinquency and Deviant Social Behavior*, 34, 1, 1994, pp. 1-14.
- Gao Y., Raine A., Venables P. H., Dawson M. E., Mednick S. A., “Association of poor childhood fear conditioning and adult crime”, *American Journal of Psychiatry*, 167, 2010, pp. 56-60.
- Gorodetsky E., Bevilacqua L., Carli V., Sarchione M., Roy A., Goldman D., Enoch M. A., “The interactive effect of MAOA-LPR genotype and childhood physical neglect on aggressive behaviors in Italian male prisoners”, *Genes Brain Behavior*, 13, 2014, pp. 543-549.
- Groth A. N., Burgess A.W., Holmstrom L.L., “Rape: Power, anger and sexuality”, *American Journal of Psychiatry*, 134(11), 1977, pp. 1239-1243.
- Harbort S., Mokros M., “Serial Murderers in Germany from 1945 to 1995. A descriptive study”, *Homicide Studies*, vol. 5, No. 4, 2001, pp. 311-334.
- Hare R. D., *Hare Psychopathy Checklist-Revised manual. Multy-Health Systems*, Toronto, 1991.
- Hare R. D., “Psychopathy and antisocial personality disorder: A case of diagnostic confusion”, *Psychiatric Times*, 132, 1997.
- Hickey E. W., “Serial murderers and their victims”, Wadsworth Publishing Company, Belmont, 1997.
- Holmes R., Holmes S., “Understanding mass murder: a starting point”, *Federal Probation*, 49, 1992, pp. 29-34.
- Holmes R.M., DeBerger J., *Serial Murder*, Sage, Newbury Park CA, 1988.
- Kiehl K.A., Smith A.M., Hare R.D., “Limbic abnormalities in affective processing by criminal psychopaths as revealed by functional magnetic resonance imaging”, *Biological Psychiatry*, 50, 2001, pp. 677-684.
- Kihel K.A., Bates A.T., Laurens K.R., Hare R.D., Liddle P.F., “Brain Potentials Implicate Temporal Lobe Abnormalities in Criminal Psychopaths”, *Journal of Abnormal Psychology*, 115(3), 2006.
- Kraemer G.W., Lord W.D., Heilburn K., “Comparing single and serial homicide offenses”, *Behavioral Science of Law*, 22, 2004, pp. 325-343.
- Lahey B.B., Loeber R., Burke J.D., Applegate B., “Predicting future antisocial personality disorder in males from a clinical assessment in childhood”, *Journal of Counseling and Clinical Psychology*, 73, 2005, pp. 389-399.
- Lappalainen J., Long J. C., Eggert M., Ozaki N., Robin R.W., Brown G.L., “Linkage of antisocial alcoholism to the serotonin 5-HT1B receptor gene in 2 populations”, *Archives of General Psychiatry*, 55, 11, 1998, pp. 989-994.
- Loeber R., Pardini D., Homish L., Wei E. H., Crawford A. M., Farrington D.P., “The prediction of violence and homicide in young men”, *Journal of Counseling and Clinical Psychology*, 73, 2005, pp. 1074-1088.
- Martinez Ortiz M., Moya Albiol L., Blasco Ros C., *Modulo IV*, Diploma de Neurocriminologia, Universidad de Valencia, 2014.
- Mastronardi V., *Manuale per operatori criminologici e psicopatologi forensi*, Giuffrè, Milano, 2012.
- Mitchell H., Aamodt M.G., “The incidence of child abuse in serial killers”, *Journal of Police and Criminal Psychology*, 20, 2005, pp. 40-47.
- Moffitt T.E., “The new look of behavioral genetics on developmental psychology: Gene-environment interplay in antisocial behaviors”, *Psychological Bulletin*, 131, 2005, pp. 533-535.
- Montaldo C., *Characteristics of a Psychopathic Personality*, 2007. Retrieved January 10, 2015 from <http://www.crime.about.com>
- Moya-Albiol L., *Psicobiologia de la violencia*, Piramide, Madrid, 2010.
- Moya-Albiol L., *La empatía. Entenderla para entender a los demás*, Plataforma, Barcelona, 2014.
- Myers W.C., “Serial murder by children and adolescents”, *Behavioral Science of Law*, 22, 2004, pp. 357-374.
- Newton M., *The Encyclopedia of serial killers*, 2 ed., Checkmark Books, New York, 2006.
- Ostrosky-Solis F., Velez-Garcia A., Santana-Vargas D., Perez M., Ardilla A., “A middle-

- aged female serial killer”, *Journal of Forensic Science*, 53, 2008, pp. 1223-1230.
- Petherick W.A., *Serial crime: Theoretical and Practical issues in behavioral profiling*, Elsevier, California, 2006.
 - Raine A., Sanmartin J., *Violencia y Psicopatía*, Ariel, Barcelona, 2006.
 - Raine A., Dogra T.D., Leenaars A.A., Yadav B., Bhera C., Lalwani S., Leenars L., “Identify of victims from fragmented and decomposed remnants by DNA profiling in a case of serial killings”, *Journal of Medicine Science of Law*, 50, 2010, pp. 220-223.
 - Raine A., Moffitt T.E., Caspi A., Loeber R., Stouthamer-Loeber M., Lynam D., “Neurocognitive impairments in boys on the life-course persistent antisocial path”, *Journal of Abnormal Psychology*, 114, 2005, pp. 38-49.
 - Rappaport R., “The serial and muss murder: patterns, differentiation, pathology”, *American Journal of Forensic Psychiatry*, 9, 1988, pp. 39-48.
 - Ressler R. K., Burgess A.W., Douglas J.E., *Sexual Homicide: patterns and motives*, Iosington, New York, 1998.
 - Rice M.E., “Violent offender research and implications for the criminal justice system”, *American Psychologist*, 52, 1997, pp. 414-423.
 - Rosen J., “The brain on the stand”, *The New York Times*, 11 March 2007.
 - Salekin R.T., Leistico A.M., Neumann C.S., DiCicco T.M., Duros R.L., “Psychopathy and comorbidity in a young offender sample: Taking a closer look at psychopathy's potential importance over disruptive behavior disorders”, *Journal of Abnormal Psychology*, 113, 2004, pp. 416-427.
 - Salfati G., Canter D., “Differentiating Stranger Murders: Profiling Offender Characteristics from Behavioral Styles”, *Behavioral Sciences and the Law*, 17, 1999, pp. 391-406.
 - Sears D.J., *To kill again: The motivation and development of serial murder*, Scholarly Resources, Inc., Wilmington, DE, 1991.
 - Silva J. A., Ferrari M.M., Leong G.B., “The case of Jeffrey Dahmer: Sexual serial homicide from a neuropsychiatric developmental perspective”, *Journal of Forensic Sciences*, 47, 2002, pp. 1-13.
 - Silva J.A., Leong G.B., Ferrari M.M., “A neuropsychiatric developmental moder of serial homicidal behavior”, *Behavioral Science and the Law*, 22, 2004, pp. 787-799.
 - Simkin M.V., Roychowdhury V.P., “Stochastic modelling of a serial killer”, *Journal of Theoretical Biology*, 355, 2014, pp. 11-16.
 - Sycamniias E., *Evaluating a Psychological Profile of a Serial Killer*, 2007. Da: <http://www.crime.about.com>
 - Taylor J., Iacono W.G., McGue M., “Evidence for a genetic etiology of early-onset delinquency”, *Journal of Abnormal Psychology*, 109, 2000, pp. 634-643.
 - Turvey B., *Criminal profiling. An introduction to behavioral evidence analysis*, Elsevier, California, 2008.
 - van Winkel R., van Nierop M., Myin-Germeys I., van Os J., “Childhood trauma as a cause of psychosis: linking genes, psychology and biology”, *Can J Psychiatry*, 58, 2013, pp. 44-51.
 - Warren J., Hazelwood R.R., Dietz P.E., “The sexually sadistic serial killer”, *Journal of Forensic Science*, 41, 1996, pp. 970-974.
 - White J.H., Lester D., Gentile M., Rosenbleeth J., “The utilization of forensic science and criminal profiling for capturing serial killers”, *Journal of Forensic Science International*, 209, 2011, pp. 160-165.
 - Wilson W., Hilton T., “Modus operandi of female serial killers”, *Psychology Rep.*, 82, 1998, pp. 495-498.
 - Wolf G., “A kidney from hell? A nephrological view of the Whitechapel murders in 1888”, *Nephrology Dialysis Transplantation*, 23, 2008, pp. 3343-3349.
 - Woodworth M., Porter S., “In cold blood: Characteristics of criminal homicides as a function of psychopathy”, *Journal of Abnormal Psychology*, 111, 2002, pp. 436-445.
 - Yang Y., Raine A., Lencz T., Bihrlé S., LaCasse L., Colletti P., “Volume reduction in prefrontal gray matter in unsuccessful criminal psychopaths”, *Biological Psychiatry*, 57, 2005, pp. 1103-1108.
 - Yorker B.C., Kizer K.W., Lampe P., Forrest A.R., Lannan J.M., Russell D.A., “Serial muder by healthcare professionals”, *Journal of Protocol Manage*, 24, 2008, pp. 63-77.

Early prevention of the antisocial behaviour of youth: situation in Latvia

*Ilona Kronberga**

Riassunto

L'opinione comune sulla prevenzione è spesso molto limitata e stigmatizzata: il concetto di prevenzione è più frequentemente collegato al crimine piuttosto che al comportamento antisociale. Di frequente tale approccio limita non soltanto l'ambito dell'utilizzabilità e del contenuto dei metodi di prevenzione, ma anche l'età dei bambini per i quali si possono utilizzare in maniera appropriata questi metodi. In tal senso, è quindi possibile avanzare un'ipotesi: un intervento riuscito di prevenzione di un comportamento antisociale nell'ambito del lavoro effettuato con bambini piccoli riduce la necessità di agire con interventi di prevenzione della delinquenza negli anni successivi del loro sviluppo. Di conseguenza, questo articolo si focalizzerà sull'utilizzo e sulla pratica dei metodi di prevenzione nei primi anni di sviluppo di un bambino – scuola dell'infanzia e scuola primaria.

Résumé

L'opinion publique sur la prevention est souvent perçue à travers des termes trop restrictifs et stigmatisés : le concept de prévention est le plus souvent lié à la criminalité qu'au comportement antisocial. Bien souvent, de tels propos limitent non seulement la compréhension de la possibilité d'utilisation des méthodes de prévention, mais aussi l'âge auquel ces méthodes peuvent être utilisées avec succès. C'est dans ce sens qu'il est possible d'avancer une hypothèse : la prévention réussie du comportement antisocial dans le cadre de l'intervention pour les enfants en bas âge réduit la nécessité de son maintien après. Par conséquent, cet article va examiner l'utilisation et la pratique des méthodes de prévention précoce dès l'école maternelle et primaire.

Abstract

Public opinion on prevention is often very narrow and stigmatised: the concept of prevention is more often related to a crime than to antisocial behaviour. Often such approach limits not only the understanding of the usability and content of prevention methods but also the age of children at which a successful use of these methods is acceptable. Due to the aforementioned, it is possible to put forward a hypothesis: successful prevention of antisocial behaviour in the work with children at a young age decreases the necessity of crime prevention in later years of children and youth development. Therefore, this publication will focus on the use and practice of prevention methods in the early period of child development – pre-school and primary school.

Key words: antisocial behavior; children, Latvia, early prevention; restorative justice.

* Senior Policy Analyst, Centre for Public Policy PROVIDUS, Latvia.

1. Why early prevention?

The results of our recent studies¹ show that the reasons for juvenile delinquency appear much earlier than their obvious consequences which are already the subject for the intervention of law enforcement agencies. If we assume that adults have to take care of the child's development starting from his/her birth and ensure the environment that would be appropriate for such development, we have to admit that deformed or antisocial behaviour is the consequence of the lack of such care.

Adults in particular are responsible for the fulfilment of the youngster's special development needs². It is significant to recognise that the juvenile delinquency as an act of socially deformed behaviour shows that the rights of the particular child have been previously violated and his/her interests have been disregarded or neglected. The lack of care and treatment, indifference, parent and other adults' unwillingness to understand and fulfil the child's needs lead to the commitment of a criminal act³.

Therefore it is important to develop such systems of prevention and justice within which it is possible already in the early years of the child's development to discover, recognise and prevent future situations where the child becomes an offender or a victim or even only starts behaving

in a way that could be called antisocial – opposite to the ethical and normative requirements of the social life in the community. Child-friendly justice system has a big role in preventing the child from the consequences of illegal behaviour, performed by the child himself/herself or other persons. Though, it has to be taken into consideration that a child-friendly justice system is not only the one that is easily understandable both for the children and their parents and the specialists who work with and for children and serve their best interests, but also the one that consists of effective preventive components for all the age groups of children. It has to be considered that in case when the crime is committed by a minor the offender is also a victim at the same time: “A minor or a juvenile whose life has been influenced by the commitment of a crime and the punishment is still in need of support and will be able to contribute to the society much later while many of them will not be willing or able to do that ever. Due to those reasons it is exactly the development and implementation of various preventive measures that have to be given the main role in the juvenile justice in order to prevent crimes before they are committed”⁴.

Public opinion on prevention⁵ is often very narrow and stigmatised: *the concept of prevention is more often related to a crime than to antisocial behaviour*. Very often such approach limits not only the understanding of the usability and content of

¹ *Child-friendly Justice in Latvia: Focusing on Crime Prevention*, 2012, <http://www.providus.lv/public/27732.html> In English: <http://www.providus.lv/public/27745.html> (last visited on 15.05.2015).

² *Ibidem*.

³ *Restorative Justice in the Aspect of Juvenile Delinquency: The Baltic States in European Dimension*, 2010, http://politika.lv/article_files/1899/original/bez_sak_umlapas_lv.pdf?1339440221 In English: http://politika.lv/article_files/1900/original/bez_sak_umlapas_en.pdf?1339440243 (last visited on 25.05.2015).

⁴ *Child-friendly Justice in Latvia: Focusing on Crime Prevention*, 2012, *op. cit.*

⁵ Prevention: a system of methods that is created from such mutually related tools that provide a possibility to avert a criminal act or intervene before the commitment of such act.

prevention methods but also the age of children at which a successful use of these methods is acceptable. Due to the aforementioned, it is possible to put forward a *hypothesis: successful prevention of antisocial behaviour in the work with children at a young age decreases the necessity of crime prevention in later years of children and youth development*. Therefore, this publication focuses on the use and practice of prevention methods in the early period of child development – pre-school and primary school (year 1 – 4) age when, from the point of view of our legislation⁶, it is not possible to speak about particular offences and prevention as the tool for reducing such offences, but rather as the method of early intervention.

2. Early prevention of antisocial behaviour⁷: why it is so important?

The majority of the most recent studies⁸ suggest that the prevention measures of antisocial behaviour should begin in the womb and continue all through the first years of a baby's life. Antisocial behaviour is harmful not only to

the child or adolescent himself/herself as it may lead to drug dependency, offending, dropping out of school, incarceration and ruin the future but it also causes harm to the community, first of all, to the family. In order to have a maximum effect of eliminating the progress of the child's antisocial behaviour two activities have to be performed: risks to the child's development have to be identified and averted as soon as possible (a) and protective factors have to be developed (b).

In this case, the following factors are identified as *risk factors*:

- a) individual risks (early antisocial behaviour, poor cognitive development, hyperactivity and other emotional stability factors);
- b) family risk factors (poor relations between the parents and children, poverty, maltreatment, violence, divorce, parental psychopathology, familial antisocial behaviours, teenage parenthood, single parent family and large family size);
- c) friends from risk groups (friends with antisocial behaviour; peer rejection);
- d) school and community risk factors (failure to bond to school, poor academic performance, neighbourhood disadvantage, disorganized neighbourhoods, easy access to drugs and toxic substances).

The following *protective factors* are opposed with the above mentioned risk factors:

- a) regular school (pre-school) attendance;

⁶ Author's note: children who are not subjects of administrative violations or criminal legal relations (a); children who have not reached the age which is related to prevention by the major part of the society, i.e. – long before adolescence (b).

⁷ Author's note: here, antisocial behaviour is understood both as deviance (antisocial behaviour in its wider meaning), and delinquency (antisocial behaviour that manifests itself in the form of punishable illegal activities). See also: deviance: A diversion of acts from legal or moral norms, standards accepted by the society, <http://www.tezaurs.lv/sv/?w=deviance>; delinquency: 1st meaning (in medicine) = An offence or a minor crime, such as lying, theft, sexual perversity, 2nd meaning (in psychology) = Punishable act <http://www.tezaurs.lv/sv/?w=delinkvence> (last visited on 20.05.2015).

⁸ *Delinquency Prevention & Intervention: Juvenile Justice Guide Book for Legislators*,

<http://www.ncsl.org/documents/cj/jjguidebook-delinquency.pdf> (last visited on 20.05.2015).

- b) motivation to learn, acquire new skills, participation in extra-curriculum activities;
- c) positive attitude about the world in general;
- d) ability to discuss problems with parents and family;
- e) positive adult example.

It is considered that by activating protective factors it is possible to minimise also the already existing antisocial behaviour risks; both risk and protective factors are integral part of antisocial behaviour prevention and intervention planning⁹. Antisocial behaviour prevention and interventions are applied to reduce risk factors and activate protective factors. Nowadays, antisocial behaviour prevention measures have usually been aimed at school-age children, more often at adolescents. In recent years, early prevention methods have been used more often containing planned interventions at an earlier period – starting from the pregnancy, over pre-school age and up to the moment of adolescence. In order to plan and apply prevention programmes for children with developmental disorders and antisocial behaviour a very close inter-institutional cooperation is needed. To adopt the framework of such cooperation it is necessary to be able to resign the traditional concept of prevention from the point of view of law enforcement system only. Early prevention of antisocial behaviour is a set of *inter-institutionally* and purposefully planned activities on condition that its application is based on a close and coordinated cooperation among various institutions, such as

health protection system, social services, organizations for the protection of the rights and interests of the child, local municipalities, all level education institutions and law enforcement agencies. It has to be taken into consideration that in early prevention system law enforcement agencies have a) a protective not punitive role, b) the role to be applied the last and only in case of failure of all the previously mentioned protective factors.

According to the concept of early prevention¹⁰, antisocial behaviour prevention and intervention measures have to be planned in accordance with the stages of the child's development:

- a) pre-natal stage. It is considered that the first 33 weeks in utero are the most important in the child's psycho-emotional development. If the mother-to-be spends this time in a destructive or harmful environment the child develops instinctive protective *mechanisms that may manifest as hyperactivity, lack of self-control after the birth of the child and in his/her further stages of development*; besides, such children have a bigger inclination to stress and violence;
- b) early childhood, pre-school stage. One of the main tasks in this age is to protect the child from the exposure to violence. Studies conducted in the USA¹¹ state that there is a clear correlation between the children's violence, lack of care and attention during the childhood and antisocial behaviour over the life of the person. It has been recognised that 59% of the children to whom their freedom was limited by law enforcement

⁹ *Ibidem.*

¹⁰ *Ibidem.*

¹¹ Berson S. B., Hernon J, Pearsall B., *Preventing Children's Exposure to Violence: The Defending Childhood Initiative*,

agencies in the form of detention, imprisonment or deprivation of liberty as a punishment had been exposed to various forms of violence, whereas 27% of adults had such experience. Among children who were victims of violence 24% were children suffering from repeated violence. One-third of the people detained for violent child abuse had suffered from various forms of violence in their childhood. In this case, not only physical violence should be taken into account. Also in cases when the violence is of psycho-emotional nature or if the child has witnessed violence it definitely has influence on the child's development and mental health which may later develop in post-traumatic stress syndrome, inability to form positive relations with other people, cause an increased tolerance for violence, difficulties to learn and acquire new information. However, these are not the only considerations for ensuring successful children's development at an early age and successful prevention of antisocial behaviour.

There are a lot of studies¹² showing that at the early stages of the child's development the physical – emotional link between the baby and the person who is together with the child in his/her first years of life plays an important role. So called "attachment theory" has been analysed in a row of publications¹³ which conclude that there is a correlation between a successful development of the child at infancy and early childhood stage and the necessity to build safe relations with parents or the person who cares

<http://www.nij.gov/journals/270/pages/defending-childhood.aspx> (last visited on 20.04.2014).

¹² Attachment theory, <http://www.child-encyclopedia.com/en-ca/parents-child-attachment/according-to-experts.html> (last visited on 20.05.2015).

for the child. It is stated that the existence of safe relations at an early age of the child's development creates protection not only against external stress situations in the further life of the child but also enhances the child's mental health and prevents antisocial behaviour risks. Byron Egeland writes¹⁴ that the attachment arises from two significant segments: psychopathology and normal socio-emotional development. The theory is based on the idea that the early relationship that develops between the infant and his/her caregiver provides the foundation for later development of the child. B. Egeland emphasises that it is rather a pattern of emotional and behavioural interaction that develops over time between the child and his/her caregiver in the context of the infant's needs and bids for comfort and care¹⁵. Successful development of such care forms the first relations in the child's life with another person, based on confidence and trust and as the result mutual understanding appear. In a natural process, this person, indisputably, is the mother. In such interaction, the first social reflexes of the child develop: if the child's mother (primary caregiver) is calm and in a comforting and safe contact with the child thus answering his/her needs, the child seeks the contact with his/her mother to find a solution to his needs and gets calmed finding it. This pattern has been labelled

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ Egeland B., "Attachment-based intervention and prevention programs for young children", in Tremblay R.E., Boivin M., Peters R.D.(eds.), *Encyclopedia on Early Childhood Development*, Centre of Excellence for Early Childhood Development and Strategic Knowledge Cluster on Early Child Development; Montreal, Quebec, 2009, pp. 1-8. Available at: http://www.child-encyclopedia.com/pages/PDF/EgelandANGxp_rev.pdf (last visited on 28.05.2015).

secure. If there is no such contact or if the child's needs are not comforted the trust does not develop and the child will not accept other people as safe and trustworthy partners. Over time, the child will stop seeking contact in fear of rejection. This pattern has been labelled *insecure*. The existence (or lack) of *safe attachment* at early childhood denotes further social development of the child during the childhood and adolescence. This is the exact period when the acquired instinctive experience develops the abilities of social interaction, empathy for others, behaviour. If the child has experienced negative attachment there is a bigger risk of problematic relation formation and behaviour. Positive attachment experience works as a protective factor in further stages of the child's development and it has a long-term impact on the developmental process of the child's personality. B. Egeland indicates¹⁶ that positive attachment experience, as children grow up, creates similar relationship models with their own children: young parents who have had secure relations with their parents form secure and trustful relations also with their children. Due to that there is a ground to consider that the formation of secure relationships in early childhood has a serious impact on the child's future life therefore it is worth providing support to parents (families) with young children

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Egeland B., "Attachment-based intervention and prevention programs for young children", in Tremblay R.E., Boivin M., Peters R.D.(eds.), *Encyclopedia on Early Childhood Development*, Centre of Excellence for Early Childhood Development and Strategic Knowledge Cluster on Early Child Development; Montreal, Quebec, 2009, pp. 1-8. Available at: http://www.child-encyclopedia.com/pages/PDF/EgelandANGxp_rev.pdf (last visited on 28.05.2015).

at risk. This support should contain early prevention methods that are suitable for parents and children's needs and appropriately organised. It is stated that the closer are the relations of the child with his/her mother, the less likely the child is to be at risk for antisocial influence in his/her later development¹⁷;

c) school age. A row of studies emphasise that preventive measures before reaching adolescence have a particularly important role in the child's development. They prepare the child for the changes appearing during adolescence. During this time one of the strongest negative traits is influence from delinquent peer groups. Other prominent risk factors for children at this age are related to the inability to follow the process of education, academic failure, and decreased connection with school environment. School and events related to the process of education in general play an important role in the child's life. School is particularly the environment where the early prevention programmes are to be implemented. These programmes can address almost all negative risk groups in the school environment: drug and alcohol abuse, bullying and humiliation. In fact, education institutions as places where children spend most of their time have all the opportunities to plan and apply the necessary preventive programmes: disciplining children, creating and analysing various behavioural models together with children and their parents, strengthening the relations among the school, parents (families) and children.

¹⁷ Loeber R., Farrington D.P., Petechuk D., *Child Delinquency: Early Intervention and Prevention*, <https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/ojdp/186162.pdf> (last visited on 22.05.2015).

Studies¹⁸ show that all the early prevention interventions have to be focused on particular children's risk groups. An *instrument for risk and needs assessment* is necessary to identify these risks. Nevertheless, it has to be taken into consideration that early prevention target groups fundamentally differ from those with which law enforcement agencies work. If the needs of the clients of law enforcement agencies are usually based on prevention (from particular actions) or various methods of disciplining, early prevention programmes, in their turn, are based on an inclusive process – restoration of justice, skills development, relationship building, development of emotional skills. Due to that, early intervention planning process should not involve such complicated risk and needs assessment tools which are used for high or relatively high risk offenders' needs and risk assessment, for instance, when planning particular sentence execution or probation processes. It is important to note that the programmes that are applied as early prevention tools have to be proved and evidence-based. One of the most widespread groups of programmes in the USA is multi-systemic¹⁹ therapy programmes that include a purposefully oriented set of activities to help parents of children with behavioural problems. The programme develops parental

¹⁸ See, for instance: Lipsey M. W., Tanner-Smith E.E., Wilson S.J., *Treatment for Adolescent Substance Use Disorders: What Works?*, Peabody Research Institute, Vanderbilt University, JMATE, December 2010, http://peabody.vanderbilt.edu/docs/pdf/pri/JMAT_E%20plenary_Lipsey.pdf, links to other external sources from PRI: <http://peabody.vanderbilt.edu/research/pri/publications.php#crime> (last visited on 22.05.2015).

¹⁹ Multisystemic Therapy for Juvenile Offenders, <http://evidencebasedprograms.org/1366-2/multisystemic-therapy-for-juvenile-offenders> (last visited on 20.04.2014).

skills and communication quality between the child and the parents, as well as among the child's family members. Another programme is functional family therapy²⁰ which is aimed at children with antisocial behaviour, inclination for drug and alcohol abuse, as well as at the children who have been exposed to domestic violence. It has to be noted that these programmes are flexible to apply: one programme may have various results and multidisciplinary benefits.

3. Approaches for the prevention of children's antisocial and problematic behaviour in Latvia: practice and legal framework.

Problematic and antisocial behaviour in children and crime prevention of children and youth (juveniles) in Latvia is understood in a narrower sense than in the publications and studies analysed in the previous chapters. The concepts of early prevention and intervention are not defined as well as they are not included in legislative instruments. Despite the fact that prevention is a set of purposefully developed activities, formally it is split with a high level of institutionalization for some parts of it. Therefore, inter-institutional cooperation framework fails to form in practice, although it is the main pre-condition for the implementation of prevention. As the result, there is a situation that prevention measures related to a range of specific risks of children's age groups does not

²⁰ Functional Family Therapy (FFT), <http://www.blueprintsprograms.com/factSheet.php?pid=0a57cb53ba59c46fc4b692527a38a87c78d84028> and also: <https://www.crimesolutions.gov/ProgramDetails.aspx?ID=122> (last visited on 20.05.2015).

work or work insufficiently. Traditionally, prevention in Latvia is related to children and youth who already show serious behavioural risks or are in serious risk situations, or have already committed crimes. Activities that are aimed at children until one year of age or at early childhood stage are not classified as prevention. As the result, children of that age are not included in the comprehensive net of prevention or safety; instead, such services are ensured which are considered the most necessary for the particular age group by the respective responsible institutions within the framework of their competence and thus correspond to this competence.

In fact, prevention does not include also children in cases of early problematic behaviour. It is formed to react only when any consequences appear that can be formally registered. It has to be evaluated positively that recently, when prevention measures slowly play more and more important role in the community, several publications have been made with the research scope on juvenile delinquents or the implementation of social assistance and social behavioural correction programmes. The multidisciplinary nature of the practical implementation of all type prevention measures has also been analysed and found its place both in the studies, and the methodology materials, thus stimulating the development of inter-institutional cooperation and the formation of inter-institutional workgroups in regions.

However, looking from the aspects of prevention theory, including that of early prevention, which has been analysed in the previous chapters, it is obvious that prevention, in fact, includes purposeful measures that are

oriented to the child's successful development and last from the pregnancy till maturity (a), and envisages early interventions (b), which do not need any formal consequences as the ground for the initiation of their implementation. Based on the nature of early prevention, it is enough with considered worries about the risks against the child's development or the existence of such risk situation to start the implementation of prevention measures. Besides, it has to be taken into account that the group of preventive activities that is oriented at a wider society (for instance, children's parents in general) or at a particular group of society, has to be performed also without the recognition of risks for particular individuals or groups but it has to be based on facts and practices proved in research. Only in cases when the child already shows antisocial behaviour or is in the situation that is in any way risky for his/her further development individual prevention programmes should be implemented in the form of interventions.

The guidelines for the prevention of juvenile delinquency and protection of children against crime 2013 – 2019 clearly show that the lack of early prevention system as well as the systemic deficiencies of prevention measures lead towards a constant fight of law enforcement and education institutions with the consequences that appear as the result of a late reaction to the problems of the child and the family at an early stage. Although the number of crimes committed by children in Latvia is decreasing, it has to be related with a significant decrease in the number of children in Latvia in general. Child crime rate in Latvia is still high: "...the overall statistics on the registered crimes and persons who have committed them show the

tendency of decrease in juvenile delinquency both in short term and medium term. Analysing the statistical data, it has to be taken into consideration that the overall number of children in the country is decreasing. According to the data from the OCMA Population Register, from 1 January 2009 till 1 January 2012 the number of children registered in the country has decreased by 21330 children (-5,8%), but the number of registered juveniles has decreased even by 23804 (-23,95%). In 2011, 907 crimes committed by juveniles were disclosed and taken to court. Comparing the data from 2011 with the data from 2008, the number of crimes committed by juveniles has decreased by 490 criminal acts (-35,07%). In the first 9 months of 2012, the accusation was initiated for 668 crimes committed by juveniles. In 2011, juveniles committed 420 serious crimes. In three years, the number of serious crimes committed by juveniles has decreased by 180 crimes (- 30%), nevertheless, it has to be admitted that the rate of serious crimes has remained at a high level (in 2008 – 42,94%, in 2011 – 46,3%, in 9 months of 2012 – 40,26%). The most popular types of crimes committed by juveniles are: theft, hooliganism and robbery”.

Also the number of victimised children decreases. At the same time it has to be noted that the tendency of children suffering from violence particularly in their families increases. The guidelines for the prevention of juvenile delinquency and protection of children against crimes 2013 – 2019 state that most frequently juveniles suffer from burglary and hooliganism against them, forcible sexual assault, rape, leading to depravity, cruelty and violence, including domestic violence. The authors of the

guidelines base their conclusions on studies which state that children in Latvia suffer from being beaten by parents, sexual abuse in family, emotional violence, being left without care. It is emphasised that the numerous cases of termination of parental and custody rights prove that very often parents do not change their behaviour against children and fail or cannot do parenting in an adequate manner.

The study shows that young children in Latvia are particularly unprotected against violence; the lack of parental care is often connected with high level of children traumatism already at early age, including the cases when young children become victims of violence resulting in injuries or even death. Moreover, young children are exposed to the risks of emotional and physical violence also at educational institutions, including exclusion, name-calling, taking away belongings, slander. The guidelines for the prevention of juvenile delinquency and protection of children against crimes 2013 – 2019 indicate that education institutions do not have access to efficient mechanisms how to avert such violence. The studies show that education institutions would be glad to develop a violence prevention plan but they lack knowledge in this field or common basic principles. Frequently, teachers feel helpless to change things for better because parental participation and work of other responsible institutions is passive therefore each school solves conflicts among students within their possibilities.

Taking into consideration the problems in creating safe environment for children's development, as referred to in the Guidelines for the prevention of juvenile delinquency and

protection of children against crimes 2013 – 2019, attention has to be turned towards the Guidelines on the National family policy for 2011 – 2017. These guidelines mention a list of problems that still have not awaited their solution during several years:

- a) A large number of children suffer from various traumas the reason of which is very often unsafe environment and the lack of parental responsibility and attention;
- b) service providers' offers are hardly appropriate or inappropriate for families, especially for families with young children, as well as for children with special needs, for instance, child care services, baby nursing rooms, safe trading, recreation and entertainment places;
- c) pedagogues lack knowledge and comprehension about the most appropriate action how to avert complicated situations when a social or critical problem has to be solved;
- d) there is no inter-institutional cooperation among agencies and institutions that should be involved in the provision of the necessary support to families;
- e) children lack understanding about the issues related to the family: planning, values, distribution of responsibilities, child upbringing and care – the lack of these skills have a negative impact on their future lives and results in repeating their parents' negative experience;
- f) the acquisition of social skills in family and school is related to various stereotypes on the person's role in the community and family. It often creates low self-confidence, fear of mocking and a desire to humiliate others thus compensating the lack of the person's inner confidence;

g) reaching the age of majority young people have not acquired the necessary skills and abilities to find occupation to make a living. Adolescents have limited accessibility to professional skills acquisition possibilities within the system of education and in practical work.

In order to solve the identified problems, the programme has key directions for activities and results but the activities are fragmented and do not give a unified, purposeful and systemic set of solutions that would aim at the identification and effective elimination of the mentioned problem causes before unwanted consequences for children's development and safety appear.

The general liability of a child for violations of law and prevention thereof is provided for in Chapter 9 of the Protection of the Rights of the Child Law. However, the attention has to be turned towards the fact that this legal framework is applied only for children with already existing behavioural risks as well as for the children who have already committed criminal acts. Article 58 of the Protection of the Rights of the Child Law defines the procedure for the organisation of work for the prevention of violations of law committed by children. Although Part 1 of Article 58 determines that the work with children for the prevention of violations of law shall be carried out by local governments in collaboration with the parents of children, educational institutions, the State police, State Probation Service, public organisations and other institutions, it does not stipulate directly the inter-institutional nature of preventive work. Due to that, this legal enactment gets interpreted very widely or ignored by its applicants. Besides, Part 1 of Article 58 of the Protection of the

Rights of the Child Law does not get related to Part 4 of Article 210 of the Latvian Administrative Violations Code that stipulates that local governments may establish a sub-commission for child matters of the administrative commission in order to examine at least those administrative violations that are committed by children who have reached 14 years of age. Practice analysis shows that the advantages of inter-institutional cooperation are important, therefore several municipalities of Latvia, on the basis of Part 4 of Article 210 of the Latvian Administrative Violations Code establish inter-institutional cooperation groups aimed at the cases of juvenile administrative violations and discussions on urgent issues related to the prevention of children's antisocial behaviour. Nevertheless, this is not at all the best version for the implementation of prevention measures in an inter-institutional level because of the lack of proper legal framework for the practical work.

Part 2 of Article 58 of the Protection of the Rights of the Child Law narrows the possibilities to apply this legal provision for prevention as its terms and provisions in practice are applied only for the groups of children referred to in this legal enactment. Namely, children who: have committed criminal offences and are not in detention during the pre-trial investigation period (a); are found guilty of the commission of the criminal offence but the sentence is not connected with deprivation of liberty (b); are released from criminal liability (c); are released from imprisonment or from the place where they are serving sentence (d); have committed illegal acts set out in the Criminal Law prior to attaining 14 years of age (e); have committed

illegal acts as set out in the Administrative Violations Code more than two times (f); begs, is vagrant or performs other acts which may lead to illegal actions (g).

From the point of view of early prevention of children antisocial behaviour it is worth paying attention to the Prevention of the Rights of the Child Law, Article 58, part 2, point (g) that stipulates that local governments establish a prevention file and formulate a social behaviour correction programme for each child who not only begs, is vagrant but also performs other acts which may lead to illegal actions. It has to be mentioned that this provision is applied in practice in the context of the provisions set out in Part 2 of Article 59 of this law. They stipulate that in cases provided for in this particular article, the conveyance of a child to the police is permissible if it is not possible to provide assistance to the child in another way. At the same time, it has to be admitted that the evaluation on whether particular acts of the child may lead to illegal activities has to be done by a person who is able to identify such activities. Thus, it can be concluded that any adult whom the child meets on daily basis – parents, teachers, social workers, pedagogues of extra curriculum activities, sport trainers, police officers and others – may be classified as such persons. In fact, it means that in order to have Article 58, part 2, point (g) of the Protection of the Rights of the Child Law work properly these adults should be able to identify children behavioural risks – it means, actions as the result of which the child may become an offender and/or cause damage to other persons, as well as be able to deliberately intervene in this situation with such methods that would stop the acts which may

lead to illegal activities and prevent the identified risks.

It is clear that the identification, recognition and elimination of the child's antisocial behaviour risks at early stage of their development are possible only by deliberate planning and performance of preventive work. However, early prevention of antisocial behaviour is possible also without the implementation of the complicated mechanism regarding the risks, namely – by involving young children and their parents in particular activities of individual prevention. The Protection of the Rights of the Child Law does not stipulate the age of the child to whom a prevention file should be established and the social behaviour programme should be developed. There is no doubt that in this way the legal framework includes all persons who have not attained 18 years of age. Even interpreting Article 58 and 59 of the Protection of the Rights of the Child Law in a very narrow sense, prevention activities for children at early childhood are possible.

In order to clarify how the prevention measures provided for in the Protection of the Rights of the Child Law are applied in practice, at the end of 2013 the Ombudsman's office of Latvia conducted a research which stated that in 18 local municipalities in Latvia the age border for the application of social behaviour programmes is not set; 2 municipalities start them at pre-school age (3 years of age); 2 municipalities start the programme when the child is 5-6 years old; 21 municipality – at school age (7 years), other much later. It cannot be stated from the above mentioned information that those 18 municipalities that do not have age borders for the initiation of preventive work certainly

perform early prevention. It is possible to conclude that in 43 municipalities, possibly, particular prevention activities are carried out for young children aged 3 to 10. In 48 municipalities, however, early prevention with young children most probably is not performed at all as they apply prevention measures only for children starting from 11 years of age. Quantitative results of the study show that the majority of local municipalities have very poor or hardly any preventive work with children from all age groups.

4. New approach to an early prevention.

In order to motivate specialists to develop new, not only external resource-dependant, approaches for prevention, including early prevention of children's antisocial behaviour and developmental disorders, at the end of 2013 the Centre for Public Policy PROVIDUS started the implementation of the project "Reducing youth at risk numbers: modelling early childhood intervention approaches".

The project is *based on the hypothesis* that a child's antisocial behaviour is a consequence of ignoring the child's needs in his/her early childhood. Therefore, the objective of the project is to develop innovative methods for social work in regions of Latvia to reduce risks that cause antisocial behaviour in children. The target group includes 48 children that are exposed to risks of social exclusion and their families. The project has been initiated in Kuldīga²¹, Saldus²²

²¹ More about Kuldīga at: <http://kuldiga.lv/en/> (last visited on 29.05.2015).

²² More about Saldus at: <http://www.saldus.lv/en> (last visited on 29.05.2015).

and Cēsis²³, whereas the international experience is obtained from Bulgaria and other countries in the European Union.

Project activities include:

- a) work with parents and children in regions of Latvia;
- b) establishment of inter-institutional cooperation groups with an objective to ensure intensive exchange of information among the responsible institutions and organisations while ensuring also a regular review of on-going problems, finding solutions and setting up an inter-institutional coordination;
- c) increasing the professionalism of specialists, including through consultations with colleagues from other regions;
- d) identification and implementation of the best practices.

The project is planned to finish on 31 October 2015 and result in the promotion of change in philosophy when working with children and families, including the application of various early prevention methods, and the formation of children-friendly and inclusive society both in particular regions of the country and in Latvia in general. The specialists involved in the project are working on the models of inter-institutional cooperation which would be efficient particularly in their municipalities. The elaboration of methodology plays a significant role in order to identify and prevent behavioural risks in children in due time, as well as to implement early prevention measures in preschools and primary schools. At the final stage of the project PROVIDUS researchers will introduce the wider

²³ More about Cēsis at: <http://www.cesis.lv/en> (last visited on 29.05.2015).

EU society with the results and findings of the study.

Bibliography.

- Berson S. B., Hernon J, Pearsall B., *Preventing Children's Exposure to Violence: The Defending Childhood Initiative*, <http://www.nij.gov/journals/270/pages/defending-childhood.aspx> (last visited on 20.04.2014).
- Egeland B., "Attachment-based intervention and prevention programs for young children", in Tremblay R.E., Boivin M., Peters R.D.(eds.), *Encyclopedia on Early Childhood Development*, Centre of Excellence for Early Childhood Development and Strategic Knowledge Cluster on Early Child Development; Montreal, Quebec, 2009, pp. 1-8. Available at: http://www.child-encyclopedia.com/pages/PDF/EgelandAN Gxp_rev.pdf (last visited on 28.05.2015).
- Judins A., Pelikan C., Ūsele L., Tamma K., *Restorative Justice in the Aspect of Juvenile Delinquency: The Baltic States in European Dimension*, 2010, http://politika.lv/article_files/1899/original/bez_sakumlapas_lv.pdf?1339440221 In English: http://politika.lv/article_files/1900/original/bez_sakumlapas_en.pdf?1339440243 (last visited on 25.05.2015).
- Kronberga I., Zermatten J., *Child-friendly Justice in Latvia: Focusing on Crime Prevention*, 2012, <http://www.providus.lv/public/27732.html> In English: <http://www.providus.lv/public/27745.html> (last visited on 15.05.2015).
- Lipsey M. W., Tanner-Smith E.E., Wilson S.J., *Treatment for Adolescent Substance Use Disorders: What Works?*, Peabody Research Institute, Vanderbilt University, JMATE, December 2010, http://peabody.vanderbilt.edu/docs/pdf/pri/JMATE%20plenary_Lipsey.pdf, links to other external sources from PRI: <http://peabody.vanderbilt.edu/research/pri/publications.php#crime> (last visited on 22.05.2015).
- Loeber R., Farrington D.P., Petechuk D., *Child Delinquency: Early Intervention and Prevention*,

<https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/ojdp/186162.pdf> (last visited on 22.05.2015).

Internet sources on the topic of publication.

- Attachment theory, <http://www.child-encyclopedia.com/en-ca/parents-child-attachment/according-to-experts.html> (last visited on 20.05.2015).
- Functional Family Therapy (FFT), <http://www.blueprintsprograms.com/factSheet.php?pid=0a57cb53ba59c46fc4b692527a38a87c78d84028> and also: <https://www.crimesolutions.gov/ProgramDetails.aspx?ID=122> (last visited on 20.05.2015).
- Multisystemic Therapy for Juvenile Offenders, <http://evidencebasedprograms.org/1366-2/multisystemic-therapy-for-juvenile-offenders> (last visited on 20.04.2014).
- Delinquency Prevention & Intervention: Juvenile Justice Guide Book for Legislators, <http://www.ncsl.org/documents/cj/jjguidebook-delinquency.pdf> (last visited on 20.05.2015).

Other internet sources.

- About Cēsis: <http://www.cesis.lv/en> (last visited on 29.05.2015).
- About Kuldīga: <http://kuldiga.lv/en/> (last visited on 29.05.2015).
- About PROVIDUS: <http://providus.lv/en> (last visited on 30.05.2015).
- About Saldus: <http://www.saldus.lv/en> (last visited on 29.05.2015).

Alternative alla detenzione: quali prospettive in Europa? Analisi, buone prassi e ricerca in sette Paesi dell'Unione Europea

Giorgia Stefani*

Riassunto

L'articolo propone alcune riflessioni su quanto emerso dall'attività di ricerca nell'ambito del progetto "Reducing prison population: advanced tools of justice in Europe", finalizzato al miglioramento delle conoscenze e allo scambio di buone pratiche in tema di misure cautelari e alternative alla detenzione in sette paesi europei (Italia, Bulgaria, Lettonia, Francia, Germania, Regno Unito (Scozia), Romania).

Résumé

L'article propose des réflexions sur les résultats de l'activité de recherche menée dans le cadre du projet « Reducing prison population : advanced tools of justice in Europe » (« Réduction de la population carcérale : les avancées des instruments de justice en Europe »). Ce projet a pour but l'amélioration des connaissances et l'échange de bonnes pratiques dans le domaine des mesures conservatoires et alternatives à la détention dans 7 pays européens (Italie, Bulgarie, Lettonie, France, Allemagne, Royaume-Uni – Écosse -, Roumanie).

Abstract

This article proposes some reflections on the results of the research conducted within the framework of the project "Reducing prison population: advanced tools of justice in Europe". The aim of this project is to improve knowledge and exchange of best practice in the domain of protective orders and alternatives to imprisonment in seven European countries (Italy, Bulgaria, Latvia, France, Germany, United Kingdom (Scotland) and Romania).

Key words: reducing prison population; alternatives to imprisonment; precautionary measures; tools of justice; Europe.

1. Introduzione.

Il progetto "Reducing prison population: advanced tools of justice in Europe", finanziato dal Programma europeo "Criminal Justice", è volto al miglioramento delle conoscenze e allo scambio di buone pratiche in tema di misure cautelari e alternative alla detenzione. Coordinato dall'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII vede coinvolti in attività di ricerca il C.I.R.Vi.S-SDE (Centro Interdisciplinare di Ricerca sulla Vittimologia e sulla Sicurezza – Dipartimento di Sociologia e Diritto dell'Economia) dell'Università di Bologna,

Synergia, società milanese di ricerca sociale, consulenza organizzativa e formazione, la Società Internazionale di Criminologia (Francia), l'Università di Dundee (Scozia), l'Università di Scienze applicate per la pubblica amministrazione di Brema (Germania), il Centro per le politiche pubbliche Providus (Lettonia), le organizzazioni non governative IGA (Bulgaria) e Generatie Tanara (Romania).

Il diritto penale ed il diritto penitenziario in ciascuno Stato, per lungo tempo considerati oggetto di esclusivo interesse nazionale, sono

* Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Rimini.

sempre più influenzati dalle istituzioni europee; in questa prospettiva l'idea progettuale è nata e si è sviluppata sulla base di tre considerazioni:

(a) le carceri europee, e in particolare quelle italiane, sono sovraffollate: questo viola i diritti fondamentali dei detenuti ed è causa di numerosi problemi anche per il personale penitenziario;

(b) le attuali politiche sociali offrono poche possibilità per il reinserimento sociale di ex-detenuti;

(c) le politiche penitenziarie prestano poca attenzione ai bisogni e ai diritti delle vittime.

Attraverso attività di ricerca sul campo e lo scambio di buone pratiche in materia di alternative al carcere il progetto intende affrontare tutte e tre le questioni.

Il tema del superamento del regime penitenziario è di grande attualità: una recente relazione del Comitato per gli affari giuridici del Consiglio d'Europa ha identificato nel sovraffollamento il problema principale delle carceri europee e la necessità di un progressivo ampliamento delle misure alternative alla detenzione è da lungo tempo richiamata da più parti come imprescindibile impegno.

Già nel 1990, infatti, l'assemblea generale delle Nazioni Unite ha adottato le Regole di Tokyo (Tokyo Rules) con l'obiettivo di incoraggiare l'utilizzo delle misure non carcerarie sottolineando l'importanza della partecipazione pubblica nello sviluppo di queste ultime. Anche il Consiglio d'Europa, dopo un'iniziale attenzione rivolta al sistema detentivo, attraverso una serie di Raccomandazioni R(92)16, R(2000)22 e R (2010)1 ha concentrato la sua attività sulle misure alternative alla detenzione, definendole, più propriamente "community sanctions". La Commissione Europea, tramite il

Libro verde sulla detenzione¹, nel 2011 ha voluto valutare in che misura la custodia cautelare e le condizioni carcerarie danneggiassero la fiducia reciproca e l'effettiva cooperazione giudiziaria tra gli Stati membri e, in senso più ampio, il ruolo dell'Unione in quest'ambito. Dall'esame dei numerosi contributi ricevuti in risposta al Libro verde dagli Stati membri e dalle organizzazioni della società civile è emersa, soprattutto, l'importanza di garantire un'attuazione adeguata e tempestiva dell'attuale normativa dell'UE volta a promuovere soluzioni alternative alla detenzione.

Il sovraffollamento carcerario, infatti, impedisce non solo l'attuazione di programmi trattamentali, ma anche il rispetto dei più elementari diritti dei detenuti. Il problema riguarda molti sistemi penali: secondo il recente rapporto SPACE I 2013 del Consiglio d'Europa², pubblicato a febbraio 2015, che fotografa la situazione al 2013 dei 49 paesi della più antica istituzione europea, il sovraffollamento riguarda 21 dei 49 penitenziari dei paesi presi in esame.

I vari Stati membri hanno sperimentato differenti rimedi al problema: lo scambio di buone prassi che il progetto permette è una risorsa fondamentale per la soluzione degli specifici problemi di ciascun sistema penitenziario nazionale.

¹ Commissione Europea, *Libro Verde. Rafforzare a fiducia reciproca nello spazio giudiziario europeo — Libro verde sull'applicazione della normativa dell'UE sulla giustizia penale nel settore della detenzione*, 2011, consultabile al sito: [http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/com/com_com\(2011\)0327_it.pdf](http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/com/com_com(2011)0327_it.pdf)

² Aebi M.F., Delgrande N., *SPACE I - Council of Europe Annual Penal Statistics: Prisons populations, Survey 2013*, Consiglio d'Europa, Strasburgo, 2015.

2. Lo stato dell'arte e le tendenze attuali.

Quando si parla di misure non carcerarie a livello europeo il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa per mezzo della Raccomandazione (92)16, rifacendosi al termine anglosassone *community sanctions*, identifica le misure che mantengono il condannato nella comunità ed implicano una certa restrizione della sua libertà attraverso l'imposizione di condizioni e/o obblighi e che sono eseguite dagli organi previsti dalle norme in vigore.

L'attività di ricerca sinora condotta ha permesso di compiere un'analisi del quadro europeo in tema di misure non carcerarie e una ricognizione delle caratteristiche e dell'avanzamento delle alternative alla detenzione, sia in fase pre che post processuale, in ogni paese coinvolto nel progetto.

Il rapporto sul quadro politico delle alternative alla detenzione entro il contesto europeo, condotto nell'ambito del progetto dall'Istituto di Criminologia di Leuven per conto della Società Internazionale di Criminologia, ha ampiamente evidenziato come non sia solamente il crimine in sé a determinare l'entità della popolazione carceraria ma come, al contrario, questa dipenda da numerosi fattori correlati³, identificati da alcune ricerche⁴ in tre categorie:

(1) meccanismi interni, cioè fattori connessi al sistema di giustizia penale, come, ad esempio, la

legislazione, la polizia, l'azione penale, la custodia cautelare, le condanne;

(2) fattori di disturbo, tra cui, il ruolo dei media, l'opinione pubblica e il clima politico;

(3) fattori esterni, connessi ad evoluzioni demografiche ed economiche.

Attraverso lo studio della letteratura nazionale in ogni paese coinvolto, raccolto in sette rapporti specifici, è stato possibile ottenere una fotografia della situazione carceraria nei diversi Paesi, sia dal punto di vista socio-demografico che da quello delle politiche sociali.

Per quanto riguarda la composizione socio-demografica della popolazione detenuta, i paragoni tra Paesi devono essere compiuti con molta cautela poiché l'entità della popolazione carceraria riflette una molteplicità di fattori, come, ad esempio: il livello di criminalità, sistemi giuridici e ordinamenti giudiziari penali differenti, la lunghezza e la modalità di applicazione della custodia cautelare, la diversità nell'utilizzo di misure alternative alla detenzione nei vari gradi di giudizio. L'eterogeneità delle informazioni disponibili nei singoli rapporti nazionali rende difficile una comparazione dei dati raccolti, per tale motivo, in questo articolo si è scelto di fare riferimento alle informazioni riportate nell'ultima indagine "SPACE I" condotta, per il Consiglio d'Europa, dall'Istituto di Diritto Penale e Criminologia dell'Università di Losanna; che contiene informazioni sulle Amministrazioni Penitenziarie presenti nei 49 Stati membri del Consiglio d'Europa, e che dal 2004 garantisce la raccolta, l'analisi e

³ De Vos H., Gilbert E., Aertsen I., *Reducing prison population overview of the legal and policy framework on alternatives to imprisonment at the European level*, 2014, consultabile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/ReducingprisonpopulationEuropeanframework_FIN_101014.pdf

⁴ Beyens K., Snacken S. Eliaerts C., *Barstende muren, overbevolkte gevangenissen: omvang, oorzaken en mogelijke oplossingen*, Kluwer, Bruxelles, 1993, citato da De Vos H., Gilbert E., Aertsen I., *op. cit.*.

l'interpretazione dei dati tramite una metodologia comune⁵.

Un dato importante riportato nell'indagine è quello che fa riferimento al tasso di detenzione, ossia il numero di detenuti ogni 100.000 abitanti: il tasso medio europeo è di 134 detenuti su 100.000 abitanti, in leggero aumento rispetto a quello del 2012 (che era di 127 detenuti su 100.000 abitanti).

Il problema del sovraffollamento dei penitenziari interessa prevalentemente l'Italia: con un tasso di sovraffollamento pari al 148%, in aumento rispetto al 2012 (+3%), anche se, tra i paesi partecipanti al progetto, tassi elevati si registrano anche in Francia (117%) e Romania (116%).

Dall'analisi dei vari rapporti, emerge chiaramente come la proporzione di donne in carcere in tutti Paesi coinvolti abbia valori molto contenuti e omogenei: gli scarsi numeri di detenute in tutta Europa portano a trascurare questa categoria nella predisposizione di politiche specifiche. La Risoluzione del Parlamento europeo del 13 Marzo 2008 ha, invece, evidenziato come la condizione sociale delle donne detenute sia caratterizzata da numerosi svantaggi e come sia necessario *“tenere maggiormente presenti le specificità femminili e il passato spesso traumatico delle donne detenute”* e ha raccomandato agli Stati Membri *“che pene sostitutive della detenzione siano comminate in misura maggiore, come le alternative sociali, in modo particolare per le madri”*⁶.

Altri elementi interessanti deducibili dal rapporto SPACE I 2013 riguardano il rapporto tra

numero di detenuti e personale preposto: in Italia il rapporto è di 1,7 detenuti ogni agente penitenziario; il dato è decisamente inferiore a quello di altri Paesi del partenariato, quali, ad esempio, la Romania e la Lettonia, che presentano un rapporto tra detenuti e staff rispettivamente di 7 a 1 e 3 a 1.

Come sostenuto da Gresham Sykes, sociologo americano, le privazioni e le frustrazioni della prigione moderna *“possono essere tanto dolorose quanto i maltrattamenti fisici che hanno sostituito”*: il 17% delle morti in carcere in Europa, infatti, avviene per suicidio, che è la seconda causa di morte dopo quella naturale. In Francia e Germania, nel 2012 la percentuale di detenuti morti per suicidio è stata pari al 57,8 e al 47,9%.

La presenza di stranieri tra i detenuti in Europa è di circa il 15%, ma dal Rapporto SPACE I si evince una forte disomogeneità tra i dati forniti dai diversi Paesi coinvolti dall'indagine. Tra i paesi interessati dal progetto i valori più bassi si registrano tra quelli dell'est europeo (Bulgaria, Romania e Lettonia), tradizionalmente paesi di emigrazione e non di immigrazione. Italia, Francia e Germania hanno, invece, il più alto numero di detenuti stranieri.

La questione è sicuramente una delle emergenze da affrontare nel sistema carcerario italiano dove l'alta percentuale di stranieri è giustificata dal fatto che nel paese per un immigrato irregolare è difficile trovare misure cautelari alternative al carcere: gli stranieri senza permesso di soggiorno, infatti, non avendo un domicilio stabile, non possono essere tenuti agli arresti domiciliari⁷. La conseguenza di questo processo è l'aumento dell'esclusione sociale, che si ripercuote negativamente sulla società sia in termini di costi economici (mantenimento in

⁵ Aebi M.F., Delgrande N., *SPACE I, op.cit.*

⁶ Risoluzione del Parlamento europeo del 13 marzo 2008 sulla particolare situazione delle donne detenute e l'impatto dell'incarcerazione dei genitori sulla vita sociale e familiare, consultabile al sito: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0102+0+DOC+XML+V0//IT>

⁷ Gonnella P., *Detenuti stranieri in Italia. Norme, numeri e diritti*, Editoriale scientifica, Napoli, 2015.

carcere) che sociali (difficile integrazione, alto rischio di recidiva, maggiore insicurezza sociale, ecc.).

E' opinione condivisa dal partenariato, comunque, che i detenuti stranieri siano considerati svantaggiati rispetto agli autoctoni: sebbene dal punto di vista giuridico i diritti siano i medesimi, la letteratura francese e quella tedesca hanno mostrato come quest'apparente uguaglianza di fatto nasconda una disparità effettiva, in particolare per quanto riguarda l'accesso ai diritti, l'istruzione a lungo termine, la liberazione anticipata. Per cercare di limitare questi problemi, la decisione quadro 2008/219/GAI, relativa all'applicazione del principio del reciproco riconoscimento alle sentenze penali che infliggono pene detentive o misure privative della libertà personale, ai fini della loro esecuzione nell'Unione europea, consente il trasferimento dei detenuti condannati nello Stato membro della loro nazionalità, residenza abituale o ad un altro Stato membro con cui abbiano stretti legami. In alcuni casi, il trasferimento della persona condannata può aver luogo anche senza il consenso di questa persona, tuttavia, occorre ricordare che, giacché lo scopo della decisione è quello di sostenere il reinserimento sociale della persona condannata, il trasferimento allo Stato di nazionalità della persona non è sempre compatibile con questo obiettivo, in particolare in mancanza di vincoli familiari o professionali.

Sempre secondo l'indagine SPACE I il costo medio di gestione di un detenuto in carcere è di 97 Euro al giorno, ma ci sono significative disparità tra i vari paesi e, normalmente, il costo di mantenimento è inversamente proporzionale al tasso di detenzione del Paese. Nei Paesi

coinvolti il costo medio di mantenimento giornaliero va dai 14,72 Euro della Lettonia ai 128 dell'Italia.

Tra i detenuti si segnalano tassi di consumo di stupefacenti complessivamente più alti di quelli riscontrati tra la popolazione generale e modelli di consumo più dannosi; studi recenti indicano, infatti, che una percentuale di detenuti compresa tra il 5% e il 31% ha assunto stupefacenti per via parenterale almeno in un'occasione⁸. Tutti gli Stati Membri garantiscono servizi di assistenza ai tossicodipendenti in carcere, sebbene i tipi di servizi e la loro disponibilità vari notevolmente da paese a paese. La maggior parte dei paesi ha istituito partenariati tra i servizi sanitari carcerari e gli erogatori dei medesimi servizi a livello territoriale, per garantire l'educazione sanitaria e il trattamento all'interno del carcere, e per assicurare la continuità dell'assistenza dall'inizio della detenzione alla scarcerazione.

3. Le misure alternative alla detenzione.

L'analisi della letteratura e le interviste a testimoni privilegiati hanno permesso di compiere un approfondimento circa le attuali alternative al carcere (pre e post sentenza) e hanno messo in luce che il dibattito sulle misure non carcerarie sembra interessare, in maniera più o meno diretta, tutti i Paesi coinvolti nel progetto, testimoniando un significativo incremento, in tali realtà, della necessità di sviluppare strategie in materia di esecuzione penale esterna e *probation*.

Il *probation* secondo la definizione del Comitato

⁸ Osservatorio Europeo Droghe e Tossicodipendenze (OEDT), *Relazione europea sulla droga. Tendenze e sviluppi, 2014*, consultabile al sito:

dei Ministri del Consiglio d'Europa per mezzo delle Raccomandazioni n. R(2010)1 e n. R(92)16 descrive l'esecuzione in area penale esterna di sanzioni e misure, definite dalla legge ed imposte ad un autore di reato. Comprende una serie di attività ed interventi, tra cui il controllo, il consiglio e l'assistenza, mirati al reinserimento sociale dell'autore di reato e volti a contribuire alla sicurezza pubblica⁹.

Caratteristica fondamentale del *probation* è l'imposizione di obblighi comportamentali nei confronti dei condannati: il giudice, infatti, contestualmente all'applicazione della misura, fissa delle prescrizioni che il soggetto deve rispettare. Da qui il duplice compito dell'agente di *probation* che, da una parte, deve controllare l'osservanza dei precetti imposti riferendo all'autorità giudiziaria le eventuali violazioni, dall'altra deve affiancare chi sta scontando la misura con un ruolo di sostegno.

Le persone che sono in una sanzione o misura alternativa al carcere sono generalmente sotto il controllo di agenzie di *probation* di ogni paese.

Il rapporto sul quadro politico delle alternative alla detenzione in ambito europeo, condotto dall'Istituto di Criminologia di Leuven per conto della Società Internazionale di Criminologia¹⁰, ha mostrato come le alternative alla detenzione possano essere utilizzate nell'ottica di una strategia cosiddetta "*front-door*", cioè per evitare l'ingresso in carcere, oppure come strumento per favorire il reinserimento sociale del detenuto, permettendo l'uscita anticipata dal penitenziario

http://www.emcdda.europa.eu/attachements.cfm/att_228272_IT_TDAT14001ITN.pdf

⁹ Ministero della Giustizia, *Probation*, consultabile al sito:

http://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_2_3_1.wp

¹⁰ De Vos H., Gilbert E., Aertsen I., *op.cit.*

in sostituzione del periodo finale di una pena detentiva ("*back-door*"). Queste modalità rispondono a due diverse strategie di politica criminale: nel primo caso, con la concessione di misure alternative dallo stato di libertà si evita l'esperienza carceraria, con tutto quello che comporta, ai condannati ad una pena medio-breve; nel secondo caso, invece, si permette, in una logica di trattamento progressiva, che l'ultima parte di pene medio-lunghe sia espiata (totalmente o parzialmente) sul territorio.

Le misure alternative alla detenzione possono essere applicate prima e dopo una sentenza di condanna definitiva: prima del processo il ricorso eccessivo alla custodia cautelare e la durata di tale misura, infatti, è una delle cause principali del sovraffollamento carcerario.

3.1. Le misure applicabili in fase cautelare.

Il Consiglio d'Europa, nell'ambito del rapporto SPACE II-2013 relativo alle misure non custodiali¹¹, raggruppa le alternative alla detenzione applicabili prima di una sentenza di condanna in:

- *Alternative alla custodia cautelare con la supervisione di agenzie di probation*, ad esempio tramite controllo elettronico, che consente di localizzare la persona mediante l'impiego di diverse tecniche, o con gli arresti domiciliari, in cui è richiesto alla persona di rimanere in modo permanente presso il proprio domicilio di residenza.
- *Sospensione condizionale del processo*, durante la quale, prima di un qualsiasi accertamento di colpevolezza, l'autorità giudiziaria

¹¹ Aebi M.F., Chopin J., *SPACE II- Council of Europe Annual Penal Statistics: Persons Serving non-custodial*

competente dispone la sospensione del procedimento per un tempo determinato, al fine di valutare il comportamento dell'imputato in quel periodo o per consentire la mediazione o la procedura di conciliazione.

- *Rinvio nella pronuncia della sentenza*, quando la decisione sulla pena da infliggere è rinviata e il condannato sottoposto ad un periodo di *probation* al termine del quale la persona può essere condannata o il procedimento può essere archiviato.
- *Attività di mediazione vittima-reo* la mediazione è una modalità per risolvere i conflitti tra il reo e la vittima di reato. Non è una misura alternativa vera e propria, ma di essa a volte può occuparsi l'ufficio di *probation*.
- Altre.

Le misure sono, tuttavia, molteplici e si caratterizzano per l'estrema peculiarità delle singole situazioni.

La legislazione nazionale di alcuni Paesi partecipanti al progetto (Scozia, Bulgaria, Romania, Lettonia), ad esempio, prevede che l'autorità giudiziaria possa concedere, quale sanzione alternativa alla carcerazione preventiva, la libertà dietro al pagamento di cauzione, eventualmente subordinata al rispetto di alcune condizioni. Questo strumento contribuisce, indubbiamente, alla riduzione del numero dei detenuti in attesa di giudizio che rappresentano una parte considerevole della popolazione carceraria europea, ma le voci critiche di alcuni esperti intervistati nell'ambito del progetto fanno riferimento a come il ricorso alla cauzione sia

riservato solamente ai soggetti facoltosi, contribuendo ad aumentare il divario tra soggetti abbienti e meno abbienti.

La misura degli arresti domiciliari, che permette all'imputato di scontare la pena presso la sua abitazione senza però allontanarsi da essa è ampiamente utilizzata (Italia, Lettonia, Romania, Bulgaria), anche se spesso criticata perché ritenuta priva di una finalità riabilitativa.

Novità della normativa italiana è l'utilizzo anche in fase cautelare dell'istituto della messa alla prova (*probation*), istituito nel 2014 ma già utilizzato nel procedimento penale minorile, che, oltre ad agevolare il reinserimento sociale del reo, in un'ottica di giustizia riparativa permette allo stesso di riparare il reato commesso, attraverso il lavoro gratuito alla comunità, fornendo così una prova concreta del riconoscimento del suo errore.

3.2. Le misure applicabili dopo una sentenza di condanna.

Dopo una sentenza di condanna definitiva le alternative alla detenzione sono più numerose. Il rapporto SPACE II¹² le classifica in:

- *Sospensione totale della pena con messa alla prova*: in questo caso il giudice può stabilire le condizioni per la sospensione della pena in un certo periodo. L'esecuzione della sanzione è sospesa, ma la persona è obbligata ad attenersi a determinate condizioni.
- *Sospensione parziale della pena con messa alla prova*: in questo caso il giudice pronuncia una sentenza di condanna alla reclusione, di cui una parte è scontata sotto custodia (anche

sanctions and measures in 2013. Survey 2013, Consiglio

d'Europa, Strasburgo, 2015.

¹² *Ibidem*.

semi-libertà o libertà vigilata) e una parte è sospesa.

- *Perdono condizionato o semilibertà con messa alla prova*, concesso a seguito del rispetto delle prescrizioni allegate alla sentenza (ad es. il risarcimento dei danni alla vittima, la terapia di disintossicazione da alcol o droga...).
- *Servizio alla comunità*, cioè lavoro non retribuito di pubblica utilità che può essere disposto come una sanzione a sé stante, come una condizione per la sospensione condizionale o la liberazione condizionale o come una sanzione supplementare.
- *Monitoraggio elettronico*.
- *Detenzione domiciliare*.
- *Semilibertà*, in questo caso il reo deve trascorrere un certo periodo di tempo (le notti, il fine settimana o alcuni giorni della settimana) in prigione e un certo periodo di tempo fuori dal carcere.
- *Richiesta di trattamento*, che può essere pronunciata in diversi momenti del procedimento penale, in caso di soggetti tossicodipendenti e alcolodipendenti, o per soggetti con disturbi mentali o condannati per reati sessuali.
- *Liberazione condizionale con messa alla prova* in questo caso viene disposta la liberazione condizionale del detenuto prima del termine di fine pena con individuali o specifiche condizioni.
- *Ordini misti*, che combinano due o più delle suddette misure
- *Altre*.

La classificazione, naturalmente, non è esaustiva e ogni sistema nazionale presenta caratteristiche

peculiari. E' opinione condivisa dal partenariato che le misure di *probation* occupino un posto di privilegio nelle misure alternative alla detenzione. Storicamente questa misura è stata la prima veramente alternativa alle pene privative della libertà: la sua finalità di riabilitazione del condannato costituisce un elemento particolarmente rilevante al fine del reinserimento nella società. Attraverso questo istituto, infatti, l'oggetto del processo si sposta dal reato alla persona offrendo alla stessa la possibilità di adoperarsi e dare una svolta alla propria vita. Molti sono i paesi del partenariato che possono vantare un buon livello di sviluppo dei propri servizi di *probation*, anche se esistono divergenze in riferimento al livello di qualità all'applicazione concreta e alla varietà delle prestazioni offerte (mediazione penale, supporto alle vittime ecc.). I termini in cui fanno riferimento agli utenti del servizio (ad esempio, delinquenti o clienti o utenti del servizio) sono diversi e talvolta indicativi del modo in cui la *probation* comprende e sceglie di rappresentare il suo lavoro¹³.

Anche il lavoro di pubblica utilità è valutato positivamente dagli esperti intervistati: principio della misura è che il soggetto, lasciato in libertà, svolga a titolo di pena un certo numero di ore di lavoro, gratuitamente, in un organismo o a vantaggio di determinate persone; l'attività è svolta in termini riparativi per la comunità. La peculiarità sta nel fatto che la società partecipa in modo attivo all'esecuzione della pena ed alla riabilitazione del reo, attraverso degli organismi

¹³ Herzog Evans M., "What's in a name: Penological and institutional connotations of probation officers' labelling in Europe", in *EuroVista* n. 2, 2013, pp. 121-133.

presso i quali deve essere svolto il lavoro.

Nel dibattito relativo ai dispositivi di controllo elettronico, utilizzati attraverso modalità diverse in Francia, Germania, Scozia e Italia, si trovano opinioni favorevoli e altre che sono contrarie, sia nell'opinione pubblica, sia tra le organizzazioni professionali del settore penale¹⁴. Nell'appoggiare l'utilizzo di tale misura si fa riferimento alla necessità di ottenere la certezza della pena, alla parziale soluzione del sovraffollamento e al tentativo di rendere più sicura l'esecuzione di una misura alternativa alla detenzione. In Scozia, un esperto intervistato nell'ambito del progetto ha fatto presente l'esistenza di un divario tra la legislazione e la prassi in materia di sorveglianza elettronica: la tecnologia, infatti, non raggiunge il livello di sofisticazione tale per attuare il controllo al livello desiderato.¹⁵ In Italia, il braccialetto elettronico, introdotto nel 2001, non ha mai riscosso successo e molte sono state le polemiche sul suo utilizzo e, soprattutto, sui costi. Nell'ottobre 2012 la Corte dei Conti ha evidenziato *“una notevole sproporzione tra gli elevati costi e il numero veramente esiguo”* dei dispositivi utilizzati e ha dichiarato la gestione della misura *“antieconomica e inefficace”*¹⁶. Un esperto italiano,

nel corso dell'intervista, ha posto l'accento su come l'utilizzo di questi dispositivi sia troppo condizionato dalla disponibilità degli stessi: sul piano culturale, il giudice deve decidere sulla base degli atti se una persona è meritevole o no di uscire dal carcere e condizionare la libertà, alla disponibilità dei dispositivi elettronici è considerata in maniera par cosa gravissima poiché il giudizio sulla pericolosità e sulla libertà di una persona non può dipendere da un fatto meccanico e organizzativo.

4. Il dibattito sulle alternative al carcere.

Nei paesi coinvolti dal progetto le alternative alla detenzione, sia in fase cautelare che definitiva, non sono esplicitamente indirizzate a un target specifico: l'accesso è determinato in funzione prevalente dell'entità della pena inflitta e dunque consentito per i reati di minor allarme sociale.

L'eccessivo affollamento degli istituti di pena, la mancanza di efficacia della reclusione nella riduzione della recidiva e l'abbattimento dei costi sono, in generale, le principali motivazioni che sostengono l'utilizzo delle misure alternative in tutti i paesi partecipanti al progetto. In Italia e Scozia, altri argomenti di discussione riguardano la finalità riabilitativa della pena, in relazione alla quale la detenzione è sicuramente meno efficace, e la necessità che la pena abbia la finalità di riparare il danno causato dal reato.

Il rapporto sul quadro politico delle alternative alla detenzione in ambito europeo ha rilevato come, nonostante le alternative al carcere siano promosse in tutti gli Stati membri, esistano alcune importanti differenze tra i paesi europei

¹⁴ Leonardi F., “La sorveglianza elettronica come alternativa al carcere. L'esperienza europea”, in *Rassegna penitenziaria e criminologica*, n. 2, 2013, pp. 79-124.

¹⁵ Buls D., Freeman R., DHSRU University of Dundee, *Qualitative interviews: Expert opinion on alternatives to custody in Scotland*, 2015, consultabile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interviews-report-Scotland.pdf>

¹⁶ Ferrarella L., “Finiti i braccialetti elettronici, scatta il numero chiuso”, *Il Corriere della sera*, 3 luglio 2014. Disponibile alla pagina: http://www.corriere.it/cronache/14_luglio_03/finiti-braccialetti-elettronici-scatta-numero-chiuso-db2b7678-0272-11e4-af6d-a9a93b39a7aa.shtml

in materia di obiettivi e finalità delle stesse¹⁷. Secondo McNeill queste differenze sono sorte poiché, in molte giurisdizioni, le sanzioni alternative sono considerate misure imposte al posto della reclusione (considerata la “vera punizione”) o forme di pena sospesa, e quindi non sono percepite come una condanna vera e propria¹⁸.

Nei paesi dell’est europeo, ad esempio, il consolidamento di misure non custodiali è più attuale. In Romania, il nuovo codice penale entrato in vigore nel febbraio 2014 per sostituire il precedente di matrice socialista, ha apportato modifiche sostanziali rispetto alle alternative alla detenzione applicabili durante il processo, stabilendo, tra l’altro, condizioni più restrittive per disporre la sospensione condizionale della pena con la messa alla prova.

In Bulgaria, invece, lo sviluppo di misure non carcerarie non è stato la conseguenza di dibattiti interni, ma è derivato dalla necessità di sincronizzare la legislazione del paese con quella comunitaria, nell’ottica del processo di adesione all’Unione Europea¹⁹. In Lettonia la democrazia è relativamente recente e le politiche penali risalgono a metà degli anni 1990: per lungo tempo i dibattiti sulle alternative alla detenzione sono stati praticamente inesistenti, tuttavia il

sovraffollamento e gli altri tassi di recidiva hanno portato allo sviluppo di una nuova legislazione che prevede alternative alla pena detentiva e specifici programmi di risocializzazione nelle carceri. Nel sistema lettone, tuttavia, la privazione della libertà non è considerata la “pena principale” per la quale possono esserci delle alternative, ma esistono pene specifiche che non prevedono l’isolamento della persona dalla società e diverse modalità di applicazione del rilascio prima dell’aver finito di scontare una condanna in carcere²⁰.

La società civile attraverso le ONG è molto attiva nel settore delle alternative alla detenzione in tutti i paesi coinvolti nel progetto, influenzando il sistema politico, proponendo prassi operative, facendo ricerca sociale, gestendo servizi connessi all’alternativa al carcere. In Italia, in particolare, sono numerose le associazioni del non profit e della cooperazione sociale, tra cui l’Associazione Comunità Papa Giovanni XXXIII, che collaborano attivamente con lo Stato e quindi con gli Uffici di Esecuzione Penale Esterna del Ministero della Giustizia – Dipartimento dell’Amministrazione Penitenziaria, nel favorire il recupero e reinserimento sociale dei soggetti ammessi a beneficiare di una misura alternativa alla detenzione. Secondo una recente indagine condotta da Fondazione Volontariato e Partecipazione (FVP) e del Centro Nazionale per il Volontariato (CNV),²¹ sono quasi 3000 le

¹⁷ Snacken S., McNeill F., *Chapter 2: Scientific Recommendations*, in: Flore S., Bosly A., Honhon & J. Maggio, *Probation Measures and Alternative Sanctions in the European Union*, pp. 561-571, Intersentia, Cambridge, 2012, citato da De Vos H., Gilbert E., Aertsen I., op. cit.

¹⁸ McNeill F., “Community Sanctions and European Penology”, in Daems T., Snacken S., Van Zyl Smit D., *European penology*, Hart Publishing, Oxford, 2013, citato da De Vos H., Gilbert E., Aertsen I., op.cit.

¹⁹ Momchilov A., Rusinov D. (Crime Prevention Fund-IGA), *National report Bulgaria*, 2014, consultabile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interview_report_Bulgaria.pdf

²⁰ Kronberga I. (Centre for public policy PROVIDUS), *National report on Latvia- alternatives to imprisonment*, 2014, consultabile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/National%20Report%20on%20Latvia.pdf>

²¹ Centro Nazionale per il volontariato, Fondazione Volontariato e Partecipazione, *La certezza del recupero. I costi del carcere e i benefici delle misure alternative: report di*

Associazioni che operano anche sporadicamente e su diversi livelli in ambito penitenziario o comunque in contatto diretto o indiretto con il mondo carcerario anche solo per attività di sensibilizzazione sul territorio.

In Bulgaria il ruolo delle ONG è stato determinante nello sviluppo di progetti volti all'introduzione, dapprima sperimentale, di misure alternative nel Paese²². Se il volontariato in carcere è un'esperienza che ha una storia ormai consolidata, il volontariato nei contesti di *probation* è sicuramente meno diffuso, nonostante lodevoli eccezioni come, ad esempio, la Romania, dove, ogni anno, sono coinvolti tra i 300 e i 500 volontari nei 42 servizi territoriali di *probation* del Paese²³.

Per i detenuti tossicodipendenti, in tutti i Paesi del partenariato sono previste alternative volte a ritardare, evitare, sostituire o integrare la pena detentiva (ad es. lavoro di pubblica utilità, sospensione della patente, trattamento della tossicodipendenza) sulla base del presupposto che le loro esigenze possano essere affrontate meglio con interventi di questo tipo, come raccomandato da tutte le convenzioni e linee guida internazionali. In alcuni paesi queste misure sono poco utilizzate a causa di vincoli giuridici o dello sfiducia nei confronti della loro efficacia.

Il disagio psichico è un elemento di grande rilievo dell'universo penitenziario dei Paesi

coinvolti dal progetto, tuttavia, il dibattito sulla condizione dei detenuti con problemi psichiatrici è molto limitato. La Lettonia e la Bulgaria hanno rilevato la necessità di formazione specifica del personale e l'introduzione di interventi specialistici per detenuti psichiatrici.

5. Punti di forza e di debolezza.

L'analisi e il confronto del sistema di giustizia penale e del quadro giuridico sulle misure alternative alla detenzione in uso nei paesi partner ha permesso di individuare alcuni punti di forza e di debolezza che sono comuni a tutti i paesi coinvolti e che dovrebbero essere presi in considerazione da politici e legislatori per un'efficace ed efficiente riforma del sistema giudiziario.

Il rapporto costi-benefici è stato analizzato in più occasioni: in Bulgaria, ad esempio, il mantenimento di una persona in carcere è circa 7 volte più costoso dell'applicazione di una sanzione di comunità. Nello stesso Paese, il numero di ore di lavori di pubblica utilità svolte da persone in libertà vigilata è stato più di 770.000, che corrisponde a circa 1 milione di euro per la comunità e al 12-13% del bilancio del servizio di *probation*. In Italia, nonostante il costo medio giornaliero a detenuto sia tra i più alti d'Europa, non sono previsti finanziamenti per opere educative, di recupero e di incremento della sicurezza pubblica alternative al carcere. La Comunità Papa Giovanni XXIII da anni sperimenta il progetto CEC "Comunità Educante con i Carcerati" un percorso educativo per detenuti che beneficiano di una misura alternativa al carcere che concepisce la pena

sintesi, dicembre 2014, consultabile al sito: <http://www.centrovolontariato.net/wp-content/uploads/2014/12/carcere-report1.pdf>

²² Momchilov A., Rusinov D., *op. cit.*

²³ Asociația "Generație Tânără" (Unga-Liv), *Summary of the in-depth interviews to country experts*, Romania, 2014, consultabile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interviews_report_Romania.pdf

come occasione riparativa, rieducativa e non vendicativa, proprio come stabilito dalla Costituzione Italiana. Se venisse riconosciuta una retta di 40 euro al giorno a testa dallo Stato, per 10.000 detenuti in un solo anno sarebbe possibile avere un significativo risparmio della spesa pubblica destinata ai detenuti, oltre ad un'importante ricaduta sociale.

Se è vero, poi, che attraverso la pena detentiva la società intende difendere se stessa da chi attenta alla sua stabilità, occorre verificare se il carcere renda effettivamente meno pericolosi i suoi detenuti. Diverse, infatti, sono le voci critiche secondo le quali la carcerazione sancisca la definitiva espulsione del recluso dal tessuto sociale, aggravando l'orientamento deviante e finendo per restituire alla società un individuo peggiore di quello che è entrato²⁴.

E' opinione condivisa da tutti i partners che i vantaggi nell'utilizzo di misure alternative siano rappresentati dal maggior rispetto dei diritti umani e dall'effettiva finalità riabilitativa. Il carattere costruttivo, e non semplicemente limitativo, delle pene alternative riduce la possibilità che il detenuto commetta ulteriori reati, con un aumento esponenziale della sicurezza sociale: un uomo recuperato non è più pericoloso e quindi è evidente il beneficio, sociale ma anche economico, dell'intera collettività.

I limiti delle misure non carcerarie sono riscontrati dagli esperti intervistati nelle eccessive preclusioni legislative alla loro concessione, nella percezione tendenzialmente negativa della società, che non riesce a superare l'equazione pena-carcere, e nella limitata capacità delle

istituzioni nel monitorare l'implementazione di queste misure.

Il carcere, in quanto istituzione totale, è ancora ritenuto dal sentire comune come più sicuro e funzionale non solo per chi delinque, ma anche per abbassare i tassi di criminalità. E', inoltre, opinione comune che nella maggior parte dei paesi scarseggino le risorse istituzionali, di personale ed economiche per alimentare il circuito delle sanzioni di comunità. Come rilevato dal report europeo condotto dall'Istituto di Criminologia di Leuven, questo squilibrio dimostra come le Istituzioni non considerino le alternative al carcere efficaci o idonee al pari delle pene detentive. Lo scarso investimento nel settore, poi, implica anche una carenza di personale qualificato, che può portare a conseguenze negative per la supervisione del reo e quindi per il successo della misura²⁵. E' invece necessario garantire una formazione adeguata a chi opera in questo settore, e fornire al personale impegnato gli strumenti e le conoscenze necessarie per instaurare e gestire una relazione efficace con le persone condannate.

6. Il ruolo della vittima.

Negli ultimi vent'anni in ambito europeo si è diffusa una crescente attenzione per le vittime di reato e per il loro potenziale ruolo nei procedimenti penali e numerosi atti normativi hanno cercato di valorizzarne il ruolo e rafforzarne la tutela, prescrivendo agli Stati l'ampliamento delle sue facoltà processuali, l'adozione di strumenti idonei a prevenire nuove vittimizazioni e lo sviluppo di meccanismi volti

²⁴ Campana D., *Condannati a delinquere? Il carcere e la recidiva*, Franco Angeli, Milano, 2009.

²⁵ De Vos H., Gilbert E., Aertsen I., *op.cit.*

a garantire l'ottenimento di un risarcimento per i danni subiti.

Già nel 1985, il Consiglio d'Europa ha pubblicato una raccomandazione relativa alla posizione della vittima nell'ambito del diritto e della procedura penale (R(85)11) con l'obiettivo di suggerire agli Stati membri l'adozione di una serie di misure, volte a tutelare le vittime in tutte le fasi del procedimento, evitando così il verificarsi di episodi di vittimizzazione secondaria. La Direttiva 2012/29/UE stabilendo norme minime *“in materia di diritti, assistenza e protezione delle vittime di reato”*, ha sostituito la precedente e meno articolata Decisione Quadro 2001/220/GAI UE *“sulla posizione della vittima nel procedimento penale”*. La Direttiva riconosce alla vittima numerosi diritti in tutto l'arco processuale, inclusa l'esecuzione penitenziaria: dal diritto ad ottenere dettagliate, comprensibili informazioni sul proprio caso al diritto di accesso ai servizi di assistenza, dai diritti di partecipazione al procedimento penale al diritto ad una variegata protezione. Tra i molti diritti, la Direttiva riconosce alla vittima anche *“il diritto a garanzie nel contesto dei servizi di giustizia riparativa”*.

La giustizia riparativa ha tra i suoi obiettivi principali la presa in carico dei bisogni delle vittime di reato, che, storicamente, hanno sempre occupato una posizione marginale all'interno del processo penale.

Il valore della giustizia riparativa, e soprattutto della mediazione è sempre più riconosciuto e tali modelli esistono in alcuni Paesi, anche se la fiducia nel loro successo non è costante. Il rapporto sul quadro politico delle alternative alla detenzione in ambito europeo ha mostrato come

numerosi studi sostengano che la mediazione penale e, più in generale, le pratiche di giustizia riparativa siano particolarmente efficaci per i reati gravi, e che l'effetto dell'uso di tali pratiche sulla recidiva sia maggiore se applicato a reati gravi.²⁶

Tutti i Paesi riconoscono il ruolo della vittima nel procedimento penale, anche se Bulgaria e Lettonia raramente incoraggiano la sua partecipazione attiva al processo. La Scozia è probabilmente il paese più all'avanguardia in questo settore in quanto ha recentemente adottato una normativa *“Victims and Witnesses (Scotland) Act 2014”* che riconosce la vittima del reato non solo come spettatrice passiva o destinataria di servizi del sistema giudiziario, ma come persona che ha un legittimo interesse nel funzionamento del sistema e che merita un posto di rilievo all'interno del processo.

In Italia e in Germania, invece, la vittima ha un ruolo più marginale e non è coinvolta nel procedimento di applicazione della misura alternativa alla detenzione. Un esperto italiano intervistato nell'ambito del progetto ha messo in luce come nel Paese manchi una *“cultura della vittima”*: questo, secondo lui, perché l'amministrazione penitenziaria, valutando l'attività del giudice dal punto di vista della produttività, in un'ottica prevalentemente quantitativa, non induce quest'ultimo a tener conto della vittima, salvo i casi in cui questa si presenti come parte civile e chiedi il risarcimento del danno. Lo stesso esperto ha manifestato la necessità di un cambiamento culturale per ribaltare la prospettiva e non rimanere indifferenti nei confronti di chi ha

subito le conseguenze di un reato.²⁷ In Francia e in Germania, infatti, sono stati soprattutto i movimenti per la tutela delle vittime a sollecitare l'attenzione sul tema della giustizia riparativa, e in Lettonia gli esperti intervistati per il progetto hanno evidenziato l'importanza e la necessità di tali pratiche per riconoscere alla vittima la sofferenza subita, la sua dignità e i suoi bisogni.²⁸ La mediazione penale è lo strumento principale per l'applicazione concreta del modello riparativo: esperienze di mediazione vittima-reo sono presenti nei paesi coinvolti dal progetto, ma il loro sviluppo non è omogeneo. La mediazione si pone come un sistema complementare al procedimento penale tradizionale o come un'alternativa ad esso: il codice penale tedesco, ad esempio, prevede la mediazione vittima-autore del reato come alternativa alla detenzione, come condizione per la libertà vigilata o per l'uscita anticipata dal carcere.²⁹

Un'ulteriore esigenza, per la reale tutela delle vittime, riguarda il coinvolgimento della comunità secondo una metodologia di rete tra le istituzioni e le associazioni del territorio, che

possono porsi come promotori di interventi di riconciliazione, di sostegno alle vittime, di riabilitazione degli autori di reato, realizzando fattivamente politiche di inclusione sociale. Il coinvolgimento della comunità, inoltre, può indubbiamente portare ad una maggiore consapevolezza dell'opinione sulle conseguenze dannose del reato e, parallelamente, incoraggiare attività di prevenzione del crimine.

7. L'individuazione di buone pratiche di alternativa alla detenzione.

Negli ultimi anni la Commissione europea ha incentivato le iniziative per promuovere l'individuazione di *buone pratiche*, utili da condividere e sostenere affinché tali esperienze possano alimentarne di nuove in altri contesti, o rappresentino un riferimento efficace per prendere spunti e informazioni utili ad avviare sviluppi innovativi alle proprie iniziative, o per essere adattate al proprio contesto locale e alle proprie esigenze. L'analisi della letteratura nazionale e le interviste agli esperti condotte nei paesi coinvolti hanno permesso di compiere un approfondimento sulle attuali alternative al carcere e di identificare alcuni criteri per la selezione delle buone pratiche nel settore delle misure non carcerarie.

I criteri che sono stati elaborati da Synergia e condivisi dal partenariato sono i seguenti:³⁰

- E' necessario che ogni pena sia adatta alle caratteristiche dell'accusato e/o del condannato. La scelta della misura alternativa da applicare dovrebbe avvenire

²⁶ Sherman L. W., Strang H., *Restorative justice: the evidence*, The Smith Institute, London, 2007.

²⁷ Stefani G., Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, *Report sulle interviste effettuate a cinque esperti italiani nel settore delle alternative alla detenzione*, 2015, consultabile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/REPORT_ITALIANO%20.pdf

²⁸ Sile S., Centre for public policy PROVIDUS, *Alternatives to imprisonment in Latvia*, 2015, consultabile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interview_report_Latvia.pdf

²⁹ Bähr A., Hartmann A., Steengrafe F., University of Applied Science for Public Administration of Bremen, *National Report – Germany*, 2014, consultabile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/National%20Report%20-%20Germany.pdf>

³⁰ Synergia, *In-depth analysis of good practices by country*, 2015, consultabile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/Casestudiesreports.pdf>

sulla base dei suoi potenziali effetti sulla persona condannata/accusata e, quindi, dipende da ogni singolo caso. In quest'ottica, per identificare la pena più appropriata per ogni individuo è necessario conoscere la persona, la sua personalità, (i suoi bisogni, i suoi rischi, le sue esperienze, la sua capacità di capire cosa sia socialmente accettabile) e il percorso che vuole intraprendere.

- Le alternative al carcere dovrebbero essere personalizzabili a seconda della pericolosità e dei bisogni del condannato e dovrebbero avere un impatto sul suo modo di pensare, sui suoi valori e sulla sua capacità di capire cosa sia socialmente accettabile. In altre parole, dovrebbero avere una finalità riabilitativa.
- E' necessario che le alternative al carcere siano caratterizzate da un approccio flessibile che possa venire incontro ai bisogni dell'individuo e che permetta di monitorare, rivedere e, se necessario, modificare la pena a seconda dei progressi dell'individuo
- E' importante che tra l'autore di reato e il suo supervisore si instauri una relazione di fiducia: la loro relazione dovrebbe essere credibile agli occhi del condannato e basata sull'ascolto attivo, sull'empatia e sulla comunicazione interpersonale.

Sulla base di questi criteri ogni gruppo nazionale ha identificato tre buone pratiche nel proprio paese, successivamente approfondite con dei casi

studio³¹. Le pratiche selezionate dai partners sono state classificate da Synergia in quattro gruppi:

1. *Misure in cui il focus è la riabilitazione del condannato attraverso la predisposizione di percorsi educativi e psicologici*

Rientrano in questa categoria la pratica italiana CEC “Comunità Educante con i Carcerati” dell’Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, che propone ai detenuti un percorso educativo in una dimensione di casa e di famiglia, la bulgara C.S.R.I.O. “Center for Social Rehabilitation and Integration of Offenders”, un centro per autori di reato gestito da IGA Foundation che offre diversi servizi, le scozzesi “Caledonian system” e “Moving Forward Making Change” che offrono programmi residenziali indirizzati, rispettivamente, agli autori di violenza domestica e di crimini sessuali.

Gli aspetti positivi di queste misure sono stati identificati nella valutazione delle motivazioni dell'autore di reato, nella presenza di percorsi strutturati personalizzati e supervisionati da un operatore, e nel miglioramento del capitale sociale dell'individuo.

2. *Misure che si concentrano sul recupero dell'individuo attraverso percorsi lavorativi.*

L'inserimento lavorativo, attraverso percorsi specifici di formazione e di lavoro, è uno strumento basilare per favorire l'integrazione del detenuto all'interno della società in modo dignitoso e gratificante. Le pratiche che fanno parte di questa categoria sono numerose. La tedesca HSI “Haftvermeidung durch soziale Integration”, ad esempio, attraverso una serie di organizzazioni che lavorano in rete, offre diversi

servizi al fine di favorire la soluzione dei problemi sociali di detenuti ed ex-detenuti. Il progetto AC.E.RO “*Accoglienza e Lavoro*”, promosso dalla Regione Emilia-Romagna e dal Provveditorato dell’Amministrazione Penitenziaria della stessa Regione attraverso attività di accoglienza in strutture riabilitative collettive individuate sul territorio dell’Emilia-Romagna e percorsi di inclusione lavorativa intende fornire competenze e abilità per l’acquisizione e il consolidamento del livello di autonomia di persone dimesse dal carcere per l’ammissione ad una misura alternativa, al fine di contenere il rischio di recidiva. In Bulgaria la normativa prevede la possibilità di lavorare o studiare al fine di ridurre la durata della pena detentiva: questo è un importante incentivo per motivare i detenuti all’acquisizione di competenze formative e professionali. Il francese “*Accompagnement renforcé*”, inizialmente sperimentato nella municipalità di Cambrai e successivamente esportato a Beauvais e Saint-Quentin, prevede un’aggiunta al servizio di *probation* attraverso attività di sostegno come, ad esempio, il supporto nella stesura del curriculum vitae, nel disbrigo di pratiche burocratiche, visite a domicilio ecc. Le misure che propongono percorsi di questo tipo hanno in comune i seguenti punti di forza: l’importanza di acquisire competenze professionali per raggiungere la piena autonomia, la metodologia di lavoro in rete che permette all’individuo di trovare facilmente un’occupazione, la consapevolezza che il lavoro non può essere l’unico obiettivo ma che deve, comunque, essere accompagnato da un percorso di reintegrazione sociale.

³¹ *Ibidem*.

3. *Azioni di giustizia riparativa e di servizio alla comunità.*

La presa in carico dei bisogni delle vittime di reato sono gli obiettivi fondamentali delle pratiche che prevedono azioni riparative. Il progetto “*RiparAzioni*”, implementato a Mantova dall’Associazione Libra Onlus si pone l’obiettivo di diffondere la conoscenza degli strumenti di *restorative justice* e di realizzare percorsi di responsabilizzazione per detenuti in misura alternativa che possano sfociare in concrete azioni riparatorie per la vittima o per la società in generale. Lo svolgimento di un’attività lavorativa a beneficio della collettività può costituire una forma di riparazione attuata verso la società, considerata parte offesa del reato: azioni di questo tipo sono stati individuate come buone pratiche in Bulgaria, in Lettonia e in Romania. In Germania, il servizio alla comunità è parte fondamentale della buona pratica tedesca implementata dall’Associazione “*Bruecke Bremen*”, che cerca di evitare, quando possibile, l’esperienza carceraria proponendo il lavoro di pubblica utilità. Le pratiche che rientrano in questa categoria hanno un’indubbia valenza sia per il reo, promuovendo la sua reintegrazione sociale, sia per la vittima (diretta o indiretta), sono inoltre flessibili e facilmente monitorabili e non allontanano l’autore di reato dal suo ambiente sociale e familiare.

4. *Misure giuridiche alternative alla detenzione adattate alle esigenze e ai rischi del reo.*

Le misure giuridiche considerate “buone pratiche” che rientrano in questa categoria sono l’Articolo 723-15 della procedura francese, che mira ad evitare l’esperienza carceraria per i condannati a pene detentive medio-brevi e il JAP

(*Juges de l'application des peines*) il giudice dell'applicazione delle pene, che costituisce la giurisdizione di primo grado in Francia ed è incaricato di fissare le principali modalità di esecuzione delle pene privative della libertà, disponendo e controllando le condizioni della loro applicazione. In Romania, la procrastinazione della pena, introdotta nel 2014, offre alla corte la possibilità di prendere in considerazione elementi oggettivi e soggettivi sull'autore del reato al momento della scelta della sanzione. In Lettonia il rilascio condizionale permette al condannato l'uscita anticipata dal carcere qualora si ritenga che quest'ultimo sia in grado di adattarsi alla società senza commettere ulteriori reati. Queste buone pratiche evidenziano l'importanza della personalizzazione della pena a seconda delle circostanze del reato e della personalità del trasgressore, tuttavia per un'efficace applicazione sono necessarie risorse che permettano di garantire un buon livello di vigilanza e controllo.

8. Osservazioni conclusive.

L'attività di ricerca sinora condotta ha permesso di ottenere un quadro generale su come le alternative al carcere possano contribuire ad affrontare in maniera efficace i problemi che attanagliano sistema carcerario europeo: il sovraffollamento, il dispendio economico, la recidività e la tutela delle vittime.

La complessità del fenomeno e i fattori che lo influenzano, richiedono che ogni paese elabori una propria strategia, tenendo in primo luogo presente che le misure non carcerarie devono essere considerate una vera e propria sostituzione alla pena detentiva: non un premio,

ma un percorso serio e severo volto alla riabilitazione del condannato. In questa prospettiva è necessario il monitoraggio continuo della corretta applicazione della misura, un sostegno finanziario sufficiente e personale formato al compito: naturalmente, questo approccio deve essere collocato in un più ampio contesto di politiche sociali che promuova il reinserimento dell'autore di reato, e che sia attento ai bisogni e ai diritti della vittima.

La Comunità Papa Giovanni XXIII, da anni tenta di rispondere all'emergenza carceri sviluppando su tutto il territorio nazionale comunità educative volte all'accoglienza di detenuti, con l'obiettivo di passare dalla certezza della pena alla certezza del recupero, concependo quindi la pena come strumento di integrazione e non di ulteriore esclusione del soggetto deviante dal contesto sociale. La metodologia utilizzata intende valorizzare gli elementi positivi presenti nella persona, nella convinzione che da lì possa partire il riscatto e il pieno reinserimento nella società.

A livello politico sono necessarie, tuttavia, scelte politiche coraggiose in grado di colmare il vuoto che separa la condizione carceraria dalla finalità rieducativa della pena e dall'effettiva tutela dei diritti e della dignità della persona.

Le attività del progetto "*Reducing Prison Population: advanced tools of justice in Europe*" proseguiranno attraverso la definizione delle Linee Guida per l'implementazione delle alternative alla detenzione e di un Manuale Operativo per la formazione del personale impegnato, a vario titolo, nell'implementazione delle misure non carcerarie, documenti che saranno tradotti in

tutte le lingue dei partners progettuali e divulgate attraverso il sito internet dedicato.

Bibliografia.

- Aebi M.F., Chopin J., *SPACE II- Council of Europe Annual Penal Statistics: Persons Serving non-custodial sanctions and measures in 2013. Survey 2013*, Consiglio d'Europa, Strasburgo, 2015.
- Aebi M.F., Delgrande N., *SPACE I - Council of Europe Annual Penal Statistics: Prisons populations, Survey 2013*, Consiglio d'Europa, Strasburgo, 2015.
- Asociația "Generație Tânără" (Unga-Liv), *National report- Romania*, 2014. Disponibile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/National%20report%20Romania.pdf>
- Asociația "Generație Tânără" (Unga-Liv), *Summary of the in-depth interviews to country experts, Romania*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interviews_report_Romania.pdf
- Associazione Antigone, *Oltre i tre metri quadri. XI Rapporto sulle condizioni di detenzione*, EGA, Torino, 2015.
- Bähr A., Hartmann A., Ede K., University of Applied Science for Public Administration of Bremen, *National Report – Germany, In-depth interviews with k-speakers*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/Interview_report_Germany.pdf
- Bähr A., Hartmann A., Steengrafe F., University of Applied Science for Public Administration of Bremen, *National Report – Germany*, 2014. Disponibile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/National%20Report%20-%20Germany.pdf>
- Balloni A. (a cura di), *Vittima, crimine, difesa sociale*, Clueb, Bologna, 1990.
- Balloni A., Mosconi G., Prina F. (a cura di), *Cultura giuridica e attori della giustizia penale*, FrancoAngeli, Milano, 2004.
- Balloni A., Bisi R., Sette R., *Principi di Criminologia - Le Teorie*, Cedam, Padova, 2015.
- Balloni A., Bisi R., Sette R., *Principi di Criminologia - Criminalità, Controllo, Sicurezza*, Cedam, Padova, 2015.
- Beyens K., Snacken S., Eliaerts C., *Barstende muren, overbevolkte gevangenis: omvang, oorzaken en mogelijke oplossingen*, Kluwer, Bruxelles, 1993.
- Bisi R., *Operatori penitenziari a confronto*, Clueb, Bologna, 1990.
- Bisi R., Faccioli P. (a cura di), *Con gli occhi della vittima. Un approccio interdisciplinare alla vittimologia*, FrancoAngeli, Milano, 1996.
- Buls D., Freeman R., DHSRU University of Dundee, *National reports on alternatives to imprisonment in Scotland*, 2014. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/National%20report%20-UK_Scotland2.pdf
- Buls D., Freeman R., DHSRU University of Dundee, *Qualitative interviews: Expert opinion on alternatives to custody in Scotland*, 2015. Disponibile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interviews-report-Scotland.pdf>
- Campana D., *Condannati a delinquere? Il carcere e la recidiva*, Franco Angeli, Milano, 2009.
- Centro Interdisciplinare di Ricerca sulla Vittimologia e sulla Sicurezza, Università di Bologna (CIRVIS-SDE), *National Report on Italy*, 2014. Disponibile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/National%20Report%20Italy.pdf>
- Centro Nazionale per il volontariato, Fondazione Volontariato e Partecipazione, *La certezza del recupero. I costi del carcere e i benefici delle misure alternative: report di sintesi*, 2014. Disponibile al sito: <http://www.centrovolontariato.net/wp-content/uploads/2014/12/carcere-report.pdf>
- Commissione Europea, *Libro Verde. Rafforzare a fiducia reciproca nello spazio giudiziario europeo — Libro verde sull'applicazione della normativa dell'UE sulla giustizia penale nel settore della detenzione*, 2011. Disponibile al sito: [http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/com/com_com\(2011\)0327_/com_com\(2011\)0327_it.pdf](http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/com/com_com(2011)0327_/com_com(2011)0327_it.pdf)
- De Vos H., Gilbert E., Aertsen I., *Reducing prison population overview of the legal and policy framework on alternatives to imprisonment at the European level*, 2014. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/ReducingprisonpopulationEuropeanframework_FIN_101014.pdf
- Ferrarella L., "Finiti i braccialetti elettronici, scatta il numero chiuso", *Il Corriere della sera*, 3 luglio 2014. Disponibile alla pagina: http://www.corriere.it/cronache/14_luglio

- [03/finiti-braccialetti-elettronici-scatta-numero-chiuso-db2b7678-0272-11e4-af6d-a9a93b39a7aa.shtml](#)
- Gonnella P., *Detenuti stranieri in Italia. Norme, numeri e diritti*, Editoriale scientifica, Napoli, 2015.
 - Herzog Evans M. under the auspices of the International Society for Criminology, *Alternatives to incarceration in France*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/224_Finale_Translation_of_Evans_Boesel_Report_on_France.pdf
 - Herzog Evans M. under the auspices of the International Society for Criminology, *Ten Existing Practices on Alternatives to Imprisonment-Report on France*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interview_report_France.pdf
 - Herzog Evans M., “What’s in a name: Penological and institutional connotations of probation officers’ labelling in Europe”, in *EuroVista*, n. 2, 2013, pp. 121–133.
 - Kronberga I. (Centre for public policy PROVIDUS), National report on Latvia-alternatives to imprisonment, 2014.
 - Leonardi F., “Le misure alternative alla detenzione tra reinserimento sociale e abbattimento della recidiva”, in *Rassegna penitenziaria e criminologica*, n. 2, Anno XI - Maggio-Agosto 2007, pp. 7-26.
 - Leonardi F., “La sorveglianza elettronica come alternativa al carcere. L’esperienza europea”, in *Rassegna penitenziaria e criminologica*, n. 2, 2013, pp. 79-124.
 - Martufi A., “Sovraffollamento carcerario e alternative alla detenzione: esperienze europee a confronto. Dialogo tra Italia, Belgio, Francia, Polonia, Romania e Spagna”, in *Rivista Italiana di Diritto e Procedura Penale*, Anno LVIIN, Fasc. 4, 2014.
 - McNeill F., “Community Sanctions and European Penology”, in Daems T., Snacken S., Van Zyl Smit D., *European penology*, Hart Publishing, Oxford, 2013.
 - Momchilov A., Rusinov D. (Crime Prevention Fund-IGA), *National report Bulgaria*, 2014. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interview_report_Bulgaria.pdf
 - Momchilov A., Rusinov D. (Crime Prevention Fund-IGA), *Qualitative interviews with k-actors*, 2015. Disponibile al sito: <http://www.reducingprison.eu/downloads/files/Interviews%20report%20Bulgaria.pdf>
 - Osservatorio Europeo Droghe e Tossicodipendenze (OEDT), *Relazione europea sulla droga. Tendenze e sviluppi*, 2014. Disponibile al sito: http://www.emcdda.europa.eu/attachement.s.cfm/att_228272_IT_TDAT14001ITN.pdf
 - Sette R., *Criminologia e vittimologia. Metodologie e strategie operative*, Minerva, Bologna, 2011.
 - Sette R., “Le cure materne e il reinserimento sociale della condannata: attualità di un vecchio problema”, in *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, vol. VIII, n. 3, settembre-dicembre 2014, pp. 56-73 (DOI: <http://dx.medra.org/10.14664/rcvs/143>), disponibile sul sito Internet: www.vittimologia.it/rivista
 - Sherman L. W., Strang H., *Restorative justice: the evidence*, The Smith Institute, London, 2007.
 - Sile S., Centre for public policy PROVIDUS; *Alternatives to imprisonment in Latvia*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/interview_report_Latvia.pdf
 - Snacken S., McNeill F., *Chapter 2: Scientific Recommendations*, in Flore S., Bosly A., Honhon & J. Maggio, *Probation Measures and Alternative Sanctions in the European Union*, pp. 561-571, Intersentia, Cambridge, 2012.
 - Stefani G., Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, *Report sulle interviste effettuate a cinque esperti italiani nel settore delle alternative alla detenzione*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/REPORT_ITALIANO%20.pdf
 - Synergia, *Comparative concluding remarks of the in-depth interviews to the country-experts*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/final_research_conclusions_3.pdf
 - Synergia, *In depth analysis of good practices by country*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/Case_studies_reports.pdf
 - Synergia, *Selected good practices for the analysis of case studies by country*, 2015. Disponibile al sito: http://www.reducingprison.eu/downloads/files/WP2_list%20of%20good%20practice_s.pdf

Focus giurisprudenziale

A cura di *Lorenzo Maria Corvucci**

Bancarotta fraudolenta patrimoniale per distrazione

La sentenza della Corte di Cassazione Sez. 5 n. 47502 del 24/09/2012, ric. Corvetta, Rv. 253493, Rel. Paolo Giovanni Demarchi Albengo, offre lo spunto, in questa sede, per la seguente disamina giurisprudenziale in punto di nesso di causalità tra condotta distrattiva e dissesto ai fini della sussistenza del reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale, nesso eziologico ritenuto invero necessario nella citata pronuncia qui in esame.

Questo il principio di diritto affermato: *“Nel reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale per distrazione lo stato di insolvenza che dà luogo al fallimento costituisce elemento essenziale del reato, in qualità di evento dello stesso, e pertanto deve porsi in rapporto causale con la condotta dell’agente e deve essere altresì sorretto dall’elemento soggettivo di dolo”* (a pag. 28 sentenza § 44).

Alle pagine 25 e 26 § 37 i giudici di legittimità, a corollario della decisione assunta, indicano le seguenti direttrici: a) “le norme sulla bancarotta fraudolenta patrimoniale per distrazione sembrano, dal punto di vista letterale, considerare il fallimento quale condizione oggettiva di punibilità (tale interpretazione consentirebbe di unificare la struttura dei vari reati di bancarotta)”; b) “la giurisprudenza consolidata degli ultimi cinquant’anni di questa Corte ha sempre escluso che il fallimento sia condizione di punibilità di un illecito di condotta”; c) “la condizione oggettiva di punibilità nei reati fallimentari suscita perplessità di natura costituzionale”; d) “l’interprete, posto di fronte a più significati alternativi delle norme, deve

privilegiare, ove possibile, quello conforme a costituzione”; e) “considerare il fallimento quale elemento costitutivo del reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale per distrazione è consentito dalle norme della legge fallimentare, tanto da essere interpretazione affermata dalle sezioni unite della Corte di cassazione, poi consolidatasi nel corso di alcuni decenni”; f) “considerare il fallimento quale elemento essenziale del reato in oggetto ne comporta la soggezione ai principi generali dell’ordinamento in materia di responsabilità penale personale, di cui agli articoli 27 della costituzione e 40 seguenti del codice penale”; g) “ne consegue che la situazione di dissesto che dà luogo al fallimento deve essere rappresentata e voluta (o quanto meno accettata come rischio concreto della propria azione) dall’imprenditore e deve porsi in rapporto di causalità con la condotta di distrazione patrimoniale”.

Questa pronuncia, pur nella particolarità e peculiarità del caso giudiziario affrontato (si tratta del fallimento Ravenna Calcio), si pone certamente in posizione di discontinuità rispetto ad un orientamento di legittimità consolidato fermo nel ritenere che, ai fini della sussistenza del reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale, non sia necessaria l’esistenza di un nesso causale tra i fatti di distrazione ed il successivo fallimento in quanto, una volta intervenuta la dichiarazione di fallimento, detti fatti assumono rilevanza penale in qualsiasi

* Avvocato, Foro di Bologna.

tempo siano stati commessi, anche quando l'insolvenza non si sia ancora manifestata.

In sostanza si tratta di orientamento isolato, alla stregua di *obiter dictum*, che, tuttavia, ha avuto il merito di riaprire il dibattito su questione di notevole importanza relativa all'incidenza causale della condotta distrattiva sul fallimento ai fini della configurabilità del reato di bancarotta fraudolenta.

Di recente, infatti, si è affermato (Cassazione Sez. 5 Num. 34366 Anno 2015 - Data udienza 30/04/2015 - Rel. Ferdinando Lignola) che questo orientamento (sentenza Corvetta) è isolato in punto di nesso di causalità tra condotta distrattiva e dissesto “giacché la giurisprudenza precedente (Sez. 5, n. 16579 del 24/03/2010, Fiume, Rv. 246879; Sez. 5, n. 36088 del 27/09/2006, Corsatto, Rv. 235481) e quella successiva di questa Corte è ferma nel ritenere che ai fini della sussistenza del reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale non è necessaria l'esistenza di un nesso causale tra i fatti di distrazione ed il successivo fallimento (Sez. 5, n. 232 del 09/10/2012 - dep. 07/01/2013, Sistro, Rv. 254061; Sez. 5, n. 7545 del 25/10/2012 - dep. 1570272013, Lanciotti, Rv. 254634) in quanto, una volta intervenuta la dichiarazione di fallimento, detti fatti assumono rilevanza penale in qualsiasi tempo siano stati commessi e, quindi, anche quando l'insolvenza non si sia ancora manifestata”.

In precedenza la Corte (Cass. Sez. 5, Num. 40981 del 2014 Rel. Pistorelli - Data udienza 15/05/2014 - fallimento Gruppo Giacomelli), nel rigettare un motivo di gravame introdotto dalla difesa del ricorrente sullo specifico tema qui in esame, ha avuto modo di affermare: “Nel negare la necessità di un collegamento causale tra le condotte distrattive e il dissesto della società, i giudici d'appello hanno fatto corretta applicazione del consolidato principio stabilito da questa Corte per cui il reato di bancarotta fraudolenta per distrazione

non richiede l'esistenza del nesso causale menzionato, in quanto, una volta intervenuta la dichiarazione di fallimento (o altra dichiarazione equipollente, come nel caso di specie), detti fatti assumono rilevanza penale in qualsiasi tempo siano stati commessi e, quindi, anche quando l'impresa non versava ancora in condizioni di insolvenza ed a prescindere dalla consistenza del passivo accertato (ex *multis* e da ultime Sez. 5, n. 27993 del 12 febbraio 2013, Di Grandi e altri, Rv. 255567; Sez. 5, n. 7545/13 del 25 ottobre 2012, Lanciotti, Rv. 254634 - sopra citata, ndr. -; Sez. 5, n. 232/13 del 9 ottobre 2012, Sistro, Rv. 254061 - sopra citata, ndr.; Sez. 1, n. 40172 del 1 ottobre 2009, Simonte, Rv. 245350; Sez. 5, n. 34584 del 6 maggio 2008, casillo, Rv. 241349; Sez. 5, n. 36088 del 27 settembre 2006, Corsatto e altro, Rv. 235481 - già citata, ndr. -; Sez. 5, n. 8327 del 22 aprile 1998, Bagnasco a altri, Rv. 211366; Sez. 5, n. 15850 del 26 giugno 1990, Bordoni, Rv. 185891). L'incidenza causale della condotta distrattiva sul fallimento è infatti un aspetto irrilevante ai fini della configurabilità del reato di bancarotta fraudolenta, il cui evento è costituito unicamente dalla lesione dell'interesse patrimoniale della massa creditoria (Sez. 5, n. 16759 del 24 marzo 2010, Fiume, Rv. 246879), già riconducibile alla condotta di distrazione di beni a detrimento della garanzia patrimoniale o di documentazione in pregiudizio della possibilità di verifica contabile, e non anche dal dissesto della società, estraneo alla struttura del reato in quanto mero substrato economico dell'insolvenza (Sez. 1, n. 40172 dell'1 ottobre 2009, Simonte, cit.). Estraneo al reato è di conseguenza anche il rapporto casuale fra la condotta ed il dissesto; che, peraltro, ove inteso dal legislatore come viceversa rilevante per la ravvisabilità del reato, è espressamente previsto per le sole fattispecie di bancarotta impropria di cui all'art. 223, secondo comma, legge

fall., norma significativamente modificata dall'art. 4 d.lgs. 11 aprile 2002, n. 61, con l'estensione della necessità del nesso causale fra il dissesto e la commissione di determinati reati societari, senza che analoga disposizione sia stata con l'occasione introdotta per gli altri reati fallimentari (cfr. Sez. 5, n. 3560/2014 del 10 dicembre 2013, Palmas, in motivazione). In questo consolidato contesto interpretativo si è inserita la sentenza citata dal ricorrente (Sez. 5, n. 47502 del 24 settembre 2012, Corvetta e altri, Rv. 253493), la quale ha affermato che, nel reato di bancarotta fraudolenta per distrazione, lo stato di insolvenza che dà luogo al fallimento costituisce elemento essenziale del reato in qualità di evento dello stesso e, pertanto, deve porsi in rapporto causale con la condotta dell'agente. La sentenza Corvetta, aderendo al tradizionale orientamento per cui il fallimento sarebbe elemento costitutivo della fattispecie tipica, conclude che in quanto tale esso non può che costituire, secondo i principi generali dell'ordinamento penale, l'evento della bancarotta, avvinto alla condotta distrattiva da un rapporto di derivazione causale, ritenendo in tal senso di poter rinvenire un addentellato a tale conclusione nell'art. 223 legge fall., il quale sarebbe "norma di chiusura che prevede la punibilità anche di altre condotte che siano state determinanti nella cassazione del fallimento, pur non rientrando nell'elenco di cui all'art. 216", ma che, attesa la presenza di aree di sovrapposibilità tra l'oggetto di quest'ultima e le altre fattispecie ivi previste, troverebbe proprio nel rapporto eziologico tra condotte punite e dissesto il minimo comune denominatore, non trovando altrimenti spiegazione l'omogenea risposta sanzionatoria. Tale pronuncia è rimasta peraltro isolata nella giurisprudenza della Corte che anche successivamente - come già ricordato - ha ribadito l'orientamento tradizionale".

I giudici di legittimità passano quindi ad esplicitare in motivazione le ragioni di dissenso rispetto alla sentenza Corvetta.

"La ricostruzione della fattispecie di bancarotta fraudolenta patrimoniale prospettata nella sentenza Corvetta non può in ogni caso essere condivisa. Numerose sono infatti le obiezioni che possono muoversi al percorso argomentativo seguito nell'occasione.

Innanzitutto appare come un mero paralogismo quello per cui il fallimento, in ossequio agli artt. 40 e 41 c.p., deve risultare in rapporto di derivazione causale con la condotta in quanto evento del reato. Infatti, la premessa minore (il fallimento costituisce "evento" del reato di bancarotta) è a ben vedere tautologica, non essendo offerta alcuna dimostrazione del perché la dichiarazione giudiziale di insolvenza sia da ritenere "evento" (termine medio del sillogismo) della bancarotta, *ergo* soggetto alla regola enunciata dalla premessa maggiore (l'"evento" del reato è conseguenza della condotta secondo il nesso eziologico ex artt. 40 e 41 c.p.). In altri termini che il fallimento sia evento del reato è affermazione che, per poter essere posta al centro del ragionamento, richiedeva di essere previamente dimostrata, onere che la sentenza non può dirsi abbia assolto se non ricorrendo ad una petizione di principio e cioè che in quanto asserito elemento costitutivo del fatto tipico non può che assumere tale qualifica.

Invero ogni qualvolta il legislatore ha ritenuto necessaria la sussistenza di un collegamento causale con il fallimento, il dissesto o lo stato d'insolvenza e le condotte di bancarotta (artt. 217, n. 4, 223 comma secondo nn. 1 e 2), lo ha esplicitato, ricorrendo ad una terminologia inequivocabile e tipicamente evocativa in tal senso. Risulterebbe dunque quantomeno singolare che, proprio nella disposizione in qualche modo rappresentante il

fulcro del sistema di incriminazione in materia fallimentare, lo stesso legislatore abbia invece deciso di “criptare” l’indicazione di un requisito così significativo nell’economia della fattispecie tipizzata. Né l’interpretazione proposta in sentenza dell’articolo 223 e dei rapporti intercorrenti tra le fattispecie in esso previste appare condivisibile, giacché meramente assertiva e frutto di una ingiustificata manipolazione della lettera della norma. Peraltro la ricostruzione del suo significato proposta al più consentirebbe di interpretare in chiave causale la bancarotta impropria, ma non anche quella propria, atteso che i reati previsti nel secondo comma del citato art. 223 non si applicano all’imprenditore individuale.

E’ invece proprio l’introduzione del dissesto quale evento della fattispecie di bancarotta da reato societario (art. 223 secondo comma numero 1) operata dal d.lgs. n. 61/2002 a dimostrare, come già ricordato, che il legislatore, anche in tempi recenti e nella consapevolezza del diritto vivente, *ubi voluit dixit*.

Appare dunque inevitabile riconoscere che nella fattispecie di cui al primo comma dell’articolo 216 non è previsto alcun rapporto eziologico tra le condotte alternativamente incriminate ed il fallimento e che tale rapporto non è ricostruibile in via interpretativa attesi gli evidenti limiti esegetici della disposizione.

Tra l’altro il ragionamento seguito nella citata sentenza sconta evidente aporie proprio con riguardo all’individuazione del presunto evento del reato. Ed infatti inizialmente questo viene identificato nella declaratoria giudiziale di fallimento, salvo poi progressivamente degradare nel “fallimento” *tout court* ovvero nel dissesto. Ma le scelte terminologiche effettuate non sono indifferenti, posto che termini impiegati non sono sinonimi ed identificano, rispettivamente, il

fallimento come atto di giurisdizione e sotto il profilo sostanziale. Ed in tal senso, come ricordato da autorevole dottrina, il dissesto è un dato quantitativo, graduabile, suscettibile di essere cagionato sia nell’*an* sia nel *quantum* (aggravamento), mentre il fallimento è invece un fatto formale, segnato da un provvedimento giurisdizionale, che non ammette alternativa se incontra essere e non essere.

All’evidenza, nell’impossibilità di tracciare una linea causale credibile tra la condotta dell’agente e la sentenza di fallimento - la quale non può essere “conseguenza” della prima nel senso accolto dall’articolo 40 c.p. - la motivazione della sentenza citata ha progressivamente ripiegato su un diverso accadimento effettivamente collegabile alla condotta medesima, consumando così una ulteriore forzatura del testo della norma incriminatrice, che invece indiscutibilmente evoca proprio la sentenza dichiarativa di fallimento (l’art. 216, infatti, stabilisce che l’imprenditore venga punito se “è dichiarato fallito”), mentre il legislatore, laddove ha voluto fare riferimento al dissesto o alle condizioni che determinano il fallimento, lo ha espressamente detto, come per l’appunto avvenuto nei già menzionati artt. 217, 223 e 224.

Non di meno deve osservarsi che individuando del dissesto dell’impresa l’evento del reato si giungerebbe alla paradossale conclusione di escludere dall’ambito di applicazione dell’art. 216 le condotte distrattive consumate dopo la sua causazione per altre ragioni, ma prima della formale dichiarazione del fallimento. Rimarrebbero cioè irragionevolmente estranee all’aria di tipicità tracciata dalla norma incriminatrice quei comportamenti non solo statisticamente più diffusi, ma altresì potenzialmente più pericolosi per gli interessi del ceto creditorio.

Intendere la dichiarazione giudiziale di insolvenza - o anche il dissesto - quale evento naturalistico delle fattispecie di bancarotta fraudolenta patrimoniale presta inoltre il fianco anche ad una ulteriore obiezione: siffatta conseguenza della condotta non sarebbe concepibile con riguardo alla bancarotta documentale prefallimentare. La stessa sentenza Corvetta si avvede di tale (rilevante) limite e azzarda una giustificazione fondata sul rilievo che trattandosi di due reati distinti, nulla impedisce che il fallimento svolga nei due casi una funzione diversa, senza tuttavia rilevare come nella seconda ipotesi la dichiarazione giudiziale di insolvenza assumerebbe giocoforza natura di mera condizione obiettiva di punibilità e ciò a tacere del difetto di indici normativi che autorizzino una ricostruzione così articolata.

Conclusivamente sul punto deve dunque ribadirsi che attraverso il primo comma dell'art. 216 il legislatore ha voluto punire condotte che attentano all'integrità della garanzia patrimoniale dei creditori indipendentemente dalla loro effettiva incidenza causale sulla determinazione del fallimento, ancorché, sul piano fattuale, ben possano registrarsi (e invero frequentemente si registrano) casi in cui le condotte normotipo abbiano effettivamente determinato il dissesto dell'impresa".

Si allinea a tale interpretazione, con argomentazioni in parte coincidenti, altra pronuncia della Suprema Corte (Cass. Sez. 5, Num. 33527 Anno 2015 - Relatore Paolo Micheli, Data udienza 19/02/2015).

I giudici di legittimità affermano in premessa: "La giurisprudenza di questa Corte si è da tempo orientata nell'affermare che nel reato di bancarotta fraudolenta "i fatti di distrazione, una volta intervenuta la dichiarazione di fallimento, assumono rilevanza penale in qualunque tempo essi siano stati commessi, e quindi anche se la condotta si è realizzata quando ancora l'impresa non versava in

condizioni di insolvenza. Tutte le ipotesi alternative previste dalla norma si realizzano mediante condotte che determinano una diminuzione del patrimonio, diminuzione pregiudizievole per i creditori: per nessuna di queste ipotesi la legge richiede un nesso causale o psichico tra la condotta dell'autore e il dissesto dell'impresa, sicché né la previsione dell'insolvenza come effetto necessario, possibile o probabile, dell'atto dispositivo, né la percezione della sua preesistenza nel momento del compimento dell'atto, possono essere condizioni essenziali ai fini dell'antigiuridicità penale della condotta. E del resto, quando il legislatore ha ritenuto necessaria l'esistenza di un tal nesso lo ha previsto espressamente nell'ambito della legge fallimentare, all'art. 223, distinguendo le condotte previste dall'art. 216 (legge fall., art. 223, comma 2), per modo che solo in tali ultime fattispecie delittuose è previsto un nesso causale o psichico tra condotte ed evento" (Cass., Sez. V, n. 39546 del 15/07/2008, Bonaldo). Ancor più analiticamente, gli stessi principi risultano ribaditi nel 2011 quando si è rilevato che "il delitto di bancarotta fraudolenta per distrazione è reato di pericolo, ed è pertanto irrilevante che al momento della consumazione la gente non avesse consapevolezza dello stato di insolvenza dell'impresa per non essersi lo stesso ancora manifestato" (Cass., Sez. V, n. 44933 del 26/09/2011, Pisani, Rv. 251214).

Nella motivazione di quest'ultima pronuncia si è segnalato che "il reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale non richiede il dolo specifico, ma si perfeziona con il dolo generico, ossia con la consapevolezza di dare il patrimonio sociale una destinazione diversa da quella di garanzia delle obbligazioni contratte", e non può intendersi rilevante la circostanza che all'epoca della distrazione non si fosse ancora manifestato uno stato di insolvenza: "infatti, ad integrare il reato non

è richiesta la conoscenza dello stato di insolvenza dell'impresa, in quanto ogni atto distrattivo viene ad assumere rilevanza ai sensi della legge fall., art. 216, in caso di fallimento, indipendentemente dalla rappresentazione di quest'ultimo. Qualora, poi, la deduzione debba intendersi rapportata alla asserita insussistenza del dissesto all'epoca dei fatti, così implicitamente evocandosi la teoria c.d. della zona di rischio penale [...], ugualmente deve essere disattesi in quanto, per la speciale configurazione del precetto, la protezione penale degli interessi creditorî è assicurata mediante la sua connotazione di reato di pericolo. L'offesa penalmente rilevante è conseguente anche all'esposizione dell'interesse protetto alla probabilità di lesione, onde la penale responsabilità sussiste non soltanto in presenza di un danno attuale ai creditori, ma anche nella situazione di messa in pericolo dei loro interessi. Conseguentemente, il delitto di bancarotta non impone contestualità tra l'azione antidoverosa ed il pregiudizio derivante dalla stessa, ma ammette anche uno sfasamento temporale, se esso non elide il portato dannoso dell'azione: sicché la tutela penale dispiega la sua efficacia retroattivamente, risalendo a ritroso, a far data dalla dichiarazione di fallimento, ricapitolando ogni passaggio della gestione dell'impresa fallita nel pregiudizio che viene accertato al momento della dichiarazione di insolvenza con la verifica delle passività gravanti sulla stessa”.

I giudici di legittimità passano dunque in rassegna l'orientamento espresso nella sentenza Corvetta.

“L'orientamento ora illustrato risulta contraddetto da altra pronuncia di questa stessa Sezione, richiamata nell'odierno ricorso, secondo cui ‘nel reato di bancarotta fraudolenta per distrazione lo stato di insolvenza che dà luogo al fallimento costituisce elemento essenziale del reato, in qualità di evento dello stesso e pertanto deve porsi in

rapporto causale con la condotta dell'agente e deve essere, altresì, sorretto dall'elemento soggettivo del dolo” (Cass., Sez. V, n. 47502 del 24/09/2012, Corvetta, Rv 253493).

L'impianto motivazionale di quest'ultima sentenza muove dal presupposto che “non può da un lato ritenersi che qualsiasi atto distrattivo sia di per sé reato, dall'altro che la punibilità sia condizionata ad un evento” (la dichiarazione di fallimento, di cui viene diffusamente discussa la natura all'interno della struttura della fattispecie incriminatrice) “che può sfuggire totalmente al controllo dell'agente, e dunque ritorcersi a suo danno senza una compartecipazione di natura soggettiva e, ancor peggio, senza che sia necessaria una qualche forma di collegamento eziologico tra la condotta e il verificarsi del dissesto”; l'analisi viene peraltro parametrata sulle peculiarità del caso allora *sub judice*, dove - a differenza delle varie fattispecie concrete di cui alla precedente giurisprudenza, nelle quali “si trattava di episodi distrattivi compiuti nel periodo immediatamente antecedente alla dichiarazione di fallimento, che avevano impoverito l'impresa al punto da provocare od aggravarne in modo irreversibile la crisi” - a quegli imputati era riferibile una amministrazione “priva di contiguità con il fallimento, essendo stata seguita da altre gestioni totalmente estranee”, con tanto di amministrazione giudiziale ex art. 2409 cod. civ., *medio tempore* conclusasi “senza alcun rilievo dell'amministratore su eventuali situazioni di insolvenza ed addirittura con una vendita della società a terzi dietro corrispettivo”.

Nella sentenza Corvetta si evidenzia quindi che se il fallimento è “il risultato dell'azione dell'imprenditore, da cui la legge (o, meglio, la giurisprudenza conforme) fa dipendere l'esistenza stessa del delitto”, lo stesso fallimento, “O meglio il suo presupposto di fatto, cioè lo stato di insolvenza,

deve essere dall'agente preveduto e voluto, quantomeno a titolo di dolo eventuale. Il soggetto, cioè, deve prefigurarsi che il suo comportamento depauperativo porterà verosimilmente al dissesto (il cui risvolto è la lesione del diritto di credito, che costituisce l'interesse principale protetto dalla norma penale) ed accettare tale rischio. Ogni diversa soluzione in punto di dolo costituisce una violazione dei principi generali di cui agli artt. 42 e 43 cod. pen., che costituiscono l'ossatura della responsabilità penale personale nel nostro ordinamento". Ne deriverebbe l'opzione interpretativa secondo cui "la bancarotta reati di evento e tale evento consiste nella insolvenza della società, che trova riconoscimento formale e giuridicamente rilevante nella dichiarazione di fallimento".

Con la richiamata pronuncia si avverte peraltro che "la tesi secca della non necessarietà del rapporto di causalità tra la condotta dell'imprenditore e il fallimento (che si accompagna alla ritenuta non necessarietà del dolo a copertura dell'insolvenza) porterebbe a conseguenze assurde; da un lato non sarebbe punibile l'imprenditore che drena risorse enormi da una società dotata di un patrimonio attivo considerevole, tale da permetterle di sfuggire al fallimento, dall'altra sarebbe invece punito con la pesante sanzione di cui alla legge fall., art. 216, un imprenditore o un amministratore della società che moltissimi anni prima del fallimento abbia prelevato indebitamente una modestissima somma di denaro (anche se l'impresa ha poi recuperato in attivo e pagato regolarmente i propri creditori e sia poi caduta in dissesto esclusivamente per le condotte spogliative di successivi amministratori [...]). Sarebbe esente da responsabilità quell'imprenditore che, pur avendo causato il dissesto della sua impresa con gravi atti di spoliazione, riuscisse ad ottenere il consenso dei creditori ad una procedura di

soluzione negoziale della crisi (salvo il concordato, per l'imprenditore collettivo), mentre sarebbe penalmente sanzionato l'imprenditore che compie un atto di distrazione di modesta entità e molto risalente nel tempo, se non incontra il favore dei creditori. E ciò anche se il dissesto dell'impresa dipende esclusivamente da fattori esterni alla sua condotta, e cioè, per esempio, da una congiuntura economica negativa o da circostanze comunque imprevedibili o ancor più da condotte successive di altre persone".

La Corte da poi conto che: "La giurisprudenza di questa Sezione, successiva alla sentenza Corvetta, risulta invece tornata a sposare l'orientamento precedente, ritenendo che 'ai fini della sussistenza il reato di bancarotta Patrimonio patrimoniale non è necessaria l'esistenza di un nesso causale tra i fatti di distrazione ed il successivo fallimento'" [riporta sentenze della S.C. sopra più volte citate, ndr.]. In una quasi coeva decisione, identicamente massimata (Rv 254061), questa Sezione ha precisato che "anche dopo l'entrata in vigore del d.lgs. 11 aprile 2002, n. 61, ad integrare il reato di bancarotta fraudolenta per distrazione non si richiede l'esistenza di un nesso causale tra fatti di distrazione e successivo fallimento [...]. Al riguardo vale la pena rimarcare che il rapporto eziologico tra la condotta vietata e il dissesto della società è richiesto dalla legge fall., art. 223, comma 2, n. 1, nel testo novellato, con esclusivo riferimento alle ipotesi di bancarotta "da reato societario", il cui elemento oggettivo - nel modello descrittivo recato dagli artt. 2621, 2622, 2626, 2627, 2628, 2629, 2632, 2633 e 2634 cod. civ., richiamati dalla norma incriminatrice - è del tutto diverso da quello che caratterizza le condotte vietate dall'art. 216, della stessa legge, richiamato invece dal citato art. 223, comma 1" (Cass., Sez. V, n. 232 del 09/10/2012, Sistro).

Anche in questo caso, però, la S.C. ritiene di aderire alla consolidata giurisprudenza di legittimità, in adesione anche alla pronuncia resa dalle Sezioni Unite n. 21039 del 27/01/2011, Loy che nell'analisi del reato di bancarotta ha avallato "l'abbandono definitivo della concezione del fallimento come evento".

Queste le ragioni a sostegno della decisione: "Uno degli elementi fondamentali, per orientare la decisione nel senso indicato, si rinviene in effetti nelle già ricordate divergenze strutturali tra la fattispecie disegnata dalla legge fall. art. 216, e quella risultante dalle varie ipotesi previste dal successivo art. 223, comma 2: solo in queste ultime, infatti, il legislatore ha inteso conferire immediato rilievo a condotte che cagionino il fallimento, ovvero cagionino o concorrano a cagionare il dissesto della società. Non sembra pertanto che i pur pregevoli sforzi argomentativi contenuti nella sentenza Corvetta, né gli spunti contenuti nella sentenza Gessi, riescano a superare il dato letterale: laddove il legislatore ha inteso individuare la necessità di un nesso causale, prima ancora di una riferibilità psicologica, tra comportamento del soggetto attivo del reato ed il successivo dissesto, od il fallimento che ne sia derivato, ciò è espressamente prescritto. Né pare possibile interpretare l'art. 223, comma 2, legge fall., come una sorta di norma di chiusura, come funzioni interpretative dell'intero sistema sanzionatorio: da un lato, si tratta di una previsione recentemente modificata (2002), e - se si fosse avvertita l'esigenza di uniformare le varie previsioni incriminatrici in tema di bancarotta - il legislatore ben avrebbe potuto porre mano anche al precedente art. 216; dall'altro, se è vero che la lettura delle plurime ipotesi di rilievo penale di cui alla legge fallimentare rende palesi alcuni difetti di coordinamento (come parimenti avvertito nella sentenza Corvetta), è ancor più evidente che non vi

sarebbe necessità di reprimere la condotta di chi abbia "cagionato con dolo il fallimento della società" (art. 223, comma 2, n. 2) se già l'art. 223, comma 1, venisse a sanzionare per le società commerciali condotte di distrazione ex art. 216, di cui possa affermarsi la rilevanza penale soltanto qualora siano fattore causale del fallimento medesimo. Deve perciò ritenersi che, tornando ad esaminare il precetto normativo, la condotta sanzionata dall'art. 216 legge fall. - e, per le società, dall'art. 223, comma 1 - non sia quella di avere cagionato lo stato di insolvenza o di avere provocato il fallimento, bensì - assai prima - quella di depauperamento dell'impresa, consistente nell'averne destinato le risorse ad impieghi estranei all'attività dell'impresa medesima. La rappresentazione e la volontà dell'agente debbono perciò inerire alla *deminutio patrimonii* (semmai, occorre la consapevolezza che quell'impoverimento dipenda da iniziative non giustificabili con il fisiologico esercizio dell'attività imprenditoriale): tanto basta per giungere all'affermazione del rilievo penale della condotta, per sanzionare la quale è sì necessario il successivo fallimento, ma non già che questo sia oggetto di rappresentazione e volontà - sia pure in termini di semplice accettazione del rischio di una sua verifica - da parte dell'autore. Come efficacemente segnalato in una ancor recente sentenza di questa Corte, "ogni atto distrattivo assume rilievo ai sensi della legge fall, art. 216, in caso di fallimento, indipendentemente dalla rappresentazione di quest'ultimo, il quale non costituisce l'evento del reato che, invece, coincide con la lesione dell'interesse patrimoniale della massa, posto che se la conoscenza dello stato di decozione costituisce dato significativo della consapevolezza del terzo di arrecare danno ai creditori ciò non significa che essa non possa ricavarsi da diversi fattori, quali la natura fittizia o

l'entità dell'operazione che incide negativamente sul patrimonio della società” (Cass., Sez. V, n. 16579 del 24/03/2010, Fiume, RV 246879). È del resto innegabile che ci si trovi dinanzi ad una fattispecie disegnata come reato di pericolo, come già avvertito nella motivazione della sentenza Pisani, sopra richiamata; fattispecie in relazione alla quale il giudice delle leggi ebbe da tempo a rilevare che “il legislatore avrebbe potuto considerare la dichiarazione di fallimento come semplice condizione di procedibilità o di punibilità, ma ha invece voluto [...] richiedere l'emissione della sentenza per l'esistenza stessa del reato. E ciò perché, intervenendo la sentenza dichiarativa di fallimento, la messa in pericolo di lesione al bene protetto si presenta come effettiva e reale” (Corte Cost., sentenza n. 146 del 27/06/1982). La bancarotta fraudolenta patrimoniale è dunque, più propriamente, reato di pericolo concreto, dove la concretezza del pericolo assume una sua dimensione effettiva soltanto nel momento in cui interviene la dichiarazione di fallimento, condizione peraltro neppure indispensabile per l'esercizio dell'azione penale o per l'adozione di provvedimenti *de libertate*, ai sensi del combinato disposto degli art. 7 e 238 del r.d. n. 267/42. Ed è per questo che rimane esente da pena il soggetto che impoverisca una società di risorse enormi, quando questa può comunque continuare a disporre di ben più rilevanti idonee a fornire garanzia per le possibili pretese creditorie: perché in quel caso, a differenza dell'ipotesi dell'imprenditore che si rende responsabile di una distrazione modesta (ma a fronte di un patrimonio suscettibile di risentirne significativamente), il pericolo di un pregiudizio per i creditori non avrà assunto la concretezza richiesta dal dato normativo. Anche le indicazioni della giurisprudenza di legittimità in tema di c.d. “bancarotta riparata” avvalorano la conclusione

appena illustrata; vero è che in quegli interventi si è ritenuto che “non integra il delitto di bancarotta fraudolenta per distrazione il finanziamento concesso al socio e da questi restituito in epoca anteriore al fallimento, in quanto la distrazione costitutiva del delitto di bancarotta si ha solo quando la diminuzione della consistenza patrimoniale comporti uno squilibrio tra attività e passività, capace di porre concretamente in pericolo l'interesse protetto e cioè le ragioni della massa dei creditori”, ma si è al contempo precisato che il momento cui fare riferimento per verificare la consumazione dell'offesa è pur sempre “quello della dichiarazione giudiziale di fallimento e non già quello in cui sia stato commesso l'atto, in ipotesi, antidoveroso” (Cass., Sez. V, n. 39043 del 21/09/2007; Spitoni, Rv 238212; v. anche Cass., Sez. V, n. 8402 del 03/02/2011, Cannavale).

In sostanza, e in definitiva, l'imprenditore deve considerarsi sempre tenuto ad evitare l'assunzione di condotte tali da esporre a possibile pregiudizio le ragioni dei creditori, non nel senso di doversi astenere da comportamenti che abbiano in sé margini di potenziale perdita economica, ma da quelli che comportino diminuzione patrimoniale senza trovare giustificazione nella fisiologica gestione dell'impresa”.

Si vuole richiamare anche altro orientamento, in tema, espresso in un caso patrocinato dallo studio dello scrivente.

Si tratta di Cass., Sez. 5, Num. 2785 Anno 2015 inedita.

I giudici di legittimità, nell'esaminare la questione introdotta dalla difesa ed intesa a valorizzare il *dictum* Corvetta (più volte citata Sez. 5, n. 47502 del 24/09/2012 - dep. 06/12/2012, Corvetta e altri, Rv. 253493), affermano quanto segue: “Al riguardo occorre dire che la pronuncia appena richiamata si presenta del tutto isolata nel panorama

giurisprudenziale, che, successivamente ad essa, ha visto reiteratamente ribadire il tradizionale indirizzo secondo cui ai fini della sussistenza del reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale non è necessaria l'esistenza di un nesso causale tra i fatti di distrazione ed il successivo fallimento (*ex plurimis*, Sez. 5, n. 27993 del 12/02/2013 - dep. 26/06/2013, Di Grandi e altri, Rv. 255567). In questa prospettiva, la giurisprudenza di questa Corte ha sottolineato che la tesi “secondo cui ad integrare il reato di bancarotta fraudolenta patrimoniale si richiede il nesso eziologico fra la condotta distrattiva e il pregiudizio per i creditori, ha un significato apprezzabile dal punto di vista giuridico soltanto se il menzionato pregiudizio si intenda correlato allo stato di dissesto: giacché, una volta intervenuta la dichiarazione di fallimento, ogni atto di distrazione assume rilevanza in quanto, avendo

arrecato la corrispondente diminuzione del patrimonio destinato alla garanzia dei creditori, si è tradotto *ipso facto* in un immediato pregiudizio per le ragioni di costoro”; tuttavia, “anche se riguardata come volta a configurare l'indeffettibilità di un nesso causale fra distrazione e dissesto, la tesi è destituita di fondamento. Essa, invero, si pone in contrasto con un principio giurisprudenziale di granitica solidità, perché enunciato da una serie ininterrotta di pronunce, a tenore del quale la dichiarazione di fallimento non costituisce l'evento del reato di bancarotta, con la conseguenza che è del tutto irrilevante il nesso eziologico tra la condotta realizzatasi con l'attuazione di un atto dispositivo - che incide sulla consistenza patrimoniale di un'impresa commerciale - ed il fallimento” (Sez. 5, n. 7545 del 25/10/2012 - dep. 15/02/2013, Lanciotti, Rv. 254634 già sopra citata).

Recensione

Recensione

di Samuel Occhi*



Moya-Albiol L., *La empatía. Entenderla para entender a los demás*, II Edición, Plataforma actual, Barcelona, 2013, 146 p., 15 €.

Secondo l'autore di questo libro, l'empatia contribuisce a poter vivere adeguatamente all'interno della società. Ci permette di capire meglio gli altri e ci aiuta ad ottenere un maggior successo nella vita, sia a livello personale che professionale, favorendo allo stesso tempo un maggior sviluppo della propensione alla sensibilità nei confronti delle necessità dei desideri.

In questo trattato di divulgazione scientifica, basato su studi empirici, l'empatia è studiata sia da un punto di vista neurobiologico che psicosociologico.

Il testo è suddiviso in nove capitoli. Nel primo capitolo "Sono una persona empatica?" l'autore spiega come l'empatia sia il risultato di fattori biologici e ambientali. Il secondo capitolo tratta l'interessante dibattito riguardo alla questione se gli animali possiedano una reazione empatica. L'autore afferma che alcune specie animali mostrano condotte strettamente in relazione con l'empatia, quali i comportamenti di aiuto al prossimo e la cooperazione. Nel terzo capitolo sono analizzati gli strumenti attualmente utilizzati per misurare l'empatia, tra questi se ne menzionano alcuni che

misurano le componenti cognitive (la capacità di capire i pensieri degli altri) e le componenti emozionali (la capacità di provare le emozioni e i sentimenti degli altri). Tra le tecniche innovative per valutare l'empatia l'autore segnala la fMRI che evidenzerebbe quali parti cerebrali sono in relazione con l'empatia, le quali si attiverebbero con maggior frequenza nelle donne rispetto agli uomini. Nel quarto capitolo sono dettagliati i vantaggi che ottengono le persone ad essere empatiche, sia a livello personale che professionale.

Nel quinto sono analizzate le correlazioni tra mancanza di empatia e disturbi psicopatologici, tra i quali i disturbi dello spettro autistico, i disturbi della personalità, la schizofrenia, la depressione e i disturbi d'ansia.

Nel capitolo 6, "L'assenza di empatia", è dettagliatamente spiegato come alcuni disturbi influiscono sulla percezione delle emozioni e delle necessità degli altri. Nel capitolo successivo, l'autore si chiede se la violenza e l'empatia possano essere considerate due facce della stessa moneta. Nel capitolo ottavo, Moya-Albiol introduce una

* Psicologo, psicoterapeuta.

correlazione tra la cooperazione e l'empatia. Nel nono capitolo, ipotizzando che l'empatia e la violenza abbiano molte componenti in comune, l'autore analizza diverse situazioni, tra cui i minori vittime di maltrattamenti e gli psicopatici.

L'autore termina il suo lavoro proponendo l'idea che un mondo meno violento, più permissivo e

tollerante nei confronti dei diritti degli altri si possa costruire in una società empatica.

Questo breve trattato costituisce un ottimo contributo per varie discipline mediche, sociologiche, psicologiche ed in particolare per la criminologia ove la captazione di un deficit di essa può contribuire alla costruzione di un profilo criminale.